

COMMENT CREER DURABLEMENT UNE CLASSE MOYENNE DANS LE MONDE RURAL ?

31 décembre 2020

Coordinateur de l'étude

M. Larbi ZAGDOUNI

Agroéconomiste ruraliste, Ex Enseignant-Chercheur à l'Institut Agronomique et
Vétérinaire Hassan II - Rabat -

Equipe d'experts

M. Mohamed DOUIDICH

Ingénieur Statisticien

M. Abdelhak KAMAL

Economiste, Enseignant Chercheur à la Faculté des Sciences Juridiques
Economiques et Sociales de l'Université Hassan 1^{er} - Settat -

M. Zakaria KADIRI

Enseignant Chercheur à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Ain-Chock
Casablanca

***Propriété de l'IRES, ce rapport, par les opinions qui y sont exprimées, engage la
responsabilité de ses auteurs et en aucun cas celle de l'IRES.***

Table des matières

Introduction.....	9
1. Etat des lieux du monde rural	10
2. Identification des classes moyennes	18
2.1. Approches méthodologiques de délimitation des classes moyennes.....	20
2.1.1. Concepts, définitions et approches de stratification sociale	20
2.1.2. Benchmark des approches de délimitation des classes moyennes, l'approche économique en tête.....	21
2.1.3. Portée analytique des approches de délimitation des classes moyennes, appliquées au Maroc.....	25
2.2. Démarche d'identification des classes moyennes rurales	27
2.2.1. Approches alternatives de délimitation des classes moyennes	27
2.2.2. Identification des classes moyennes rurales, une approche plurielle	29
2.3. Etat des lieux et tendance des classes moyennes rurales	32
2.3.1. Considérations méthodologiques	32
2.3.2. Etat des lieux des classes moyennes rurales : un poids démographique infime.....	33
2.3.3. Tendances des classes moyennes rurales : un amenuise révélé par toutes les approches..	34
2.4. Identités des classes moyennes rurales : quels atouts ?	36
2.4.1. Structure socio-démographique : des familles élargies tablant sur l'éducation	36
2.4.2. Composition socio-économique : quelle allocation des ressources actives ?.....	37
2.5. Système d'activité économique et mode de consommation des classes moyennes.....	38
2.5.1. Profil socioprofessionnel : hétérogénéité des classes moyennes rurales.....	38
2.5.2. Pluriactivité des ménages, un atout des classes moyennes rurales	40
2.5.3. Consommation et pouvoir d'achat des classes moyennes rurales	42
2.6. Répartition régionale et facteurs d'élargissement des classes moyennes rurales	45
2.6.1. Stratification sociale du milieu rural : vers une massification des classes flottantes	45
2.6.2. Poids régional des classes moyennes rurales : les déterminants clefs.....	47
2.7. Ascension sociale des jeunes générations : les facteurs adverses	51
2.7.1. Une mobilité sociale intergénérationnelle quasi absente	51
2.7.2. L'exclusion sociale des jeunes : le chômage des jeunes sévit beaucoup plus parmi les classes flottantes	56
2.8. Priorités et inquiétudes sociales des classes moyennes rurales : marqueurs d'une identité collective	57
2.8.1. Préoccupations et priorités sociales.....	58
2.8.2. Perception des réalisations sociales.....	59
2.9. Résultats saillants	60

3. Analyse des politiques publiques à destination du milieu rural	64
3.1. Champ et démarche d'analyse des politiques prises en compte	65
3.2. Accès aux infrastructures et services sociaux de base	67
3.2.1. Le Programme d'approvisionnement groupé en eau potable des populations rurales	68
3.2.2. Le Programme d'Electrification Rurale Globale	69
3.2.3. Le Programme National de Routes Rurales	72
3.2.4. L'offre scolaire au monde rural	74
3.3. Réduction de la pauvreté et de la précarité	78
3.3.1. Le Programme de Priorités Sociales	78
3.3.2. L'Initiative Nationale pour le Développement Humain	80
3.3.3. Le Programme de Réduction des Disparités Sociales et Territoriales	85
3.4. Développement territorial	87
3.4.1. La Stratégie de Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganeraie	88
3.4.2. La Stratégie de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne	89
3.4.3. Le Programme Intégré des Centres ruraux émergents	92
3.5. Un nouveau contexte de l'action publique au niveau territorial rural	95
3.6. Développement agricole	96
3.6.1. La période 1993-2007 : pour un développement agricole arrimé au développement rural	96
3.6.2. La période 2008-2020 : L'ère du Plan Maroc Vert	104
3.6. Synthèse	121
4. Conclusion	125
Annexes	128
Références bibliographiques	151

Liste des abréviations

ADA	Agence pour le Développement Agricole
AFD	Agence Française de Développement
ANZOA	Agence Nationale de Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganeraie
APP	Agence du Partenariat pour le Progrès
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque mondiale
BO	Bulletin Officiel
CC	Cour des Comptes
CE	Commission européenne
CESE	Conseil Economique, Social et Environnemental
CFAO	Compagnie Française en Afrique de l'Ouest
CIPDERZM	Commission Interministérielle Permanente de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagnes
CREM	Centres Ruraux Emergents
CSEC	Conseil Supérieur de l'Eau et du Climat
CTB	Coopération Technique Belge
DADT	Direction de l'Appui au Développement Territorial
DAT	Direction de l'Aménagement du Territoire
DDEAZM	Direction de Développement de l'Espace Agricole et des Zones de Montagne
DEPF	Direction des Etudes et Prévisions Financières
DIAEA	Direction de l'Irrigation et de l'Aménagement de l'Espace Agricole
DPA	Direction Provinciale de l'Agriculture
DPAE	Direction de la Programmation et des Affaires Economiques
DRA	Direction Régionale Agricole
DSS	Direction de la Stratégies et des Statistiques
ENPARD	European Neighbourhood Programme for Agriculture and Rural Development
EP	Etablissement Public
FAO	Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FDR	Fonds de Développement Rural
FDRZM	Fonds de Développement Rural et des Zones de Montagnes
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
G-à-G	Goutte-à-goutte
GCAM	Groupe Crédit Agricole du Maroc
GH	Grande Hydraulique
GIE	Groupements d'Intérêt Economique
HCP	Haut-Commissariat au Plan
IAV	Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II
IRES	Institut Royal des Etudes Stratégiques
IRUAT	Inspection Régionale de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire
MAAG	Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernances
MADRPM	Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes
MAEE	Ministère de l'Agriculture, de l'Equipeement et de l'Environnement
MAPM	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
MAPMDREF	Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts
MARA	Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire
MATNHUPV	Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville
MCA	Millennium Challenge Account
MCC	Millennium Challenge Corporation
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MHUA	Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'Espace
MUAT	Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ONCA	Office National du Conseil Agricole
ONDH	Observatoire National du Développement Humain
ONE	Office National de l'Electricité
ONEE	Office National de l'Electricité et de l'Eau potable
ONEP	Office National de l'Eau Potable
OP	Organisation Professionnelle
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
ORMVA	Office Régional de la Mise en Valeur Agricole

PAF	Projet Arboriculture Fruitière
PAGER	Programme d'Approvisionnement Groupé en Eau potable des populations Rurales
PERG	Programme d'Electrification Rurale Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PIDZM	Programme Intégré de Développement des Zones Montagneuses
PMH	Petites et Moyennes Hydrauliques
PMV	Plan Maroc Vert
PNRR	Programme National des Routes Rurales
PRDERZM	Plans Régionaux de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne
PRDST	Programme de Réduction des Disparités Sociales et Territoriale
SDEAZM	Stratégie de Développement de l'Espace Agricole et des Zones de Montagne
SDERZM	Stratégie de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne
SDR 2020	Stratégie 2020 de Développement Rural
SECDEF	Secrétariat d'Etat Chargé du Développement Rural et des Eaux et Forêts
SECDF	Secrétariat d'Etat Chargé du Développement Territorial
SFDA	Société de Financement pour le Développement Agricole
SNDR	Stratégie Nationale de Développement Rural
TEF	Tamwil El Fellah
UE	Union européenne

Liste des tableaux

Tableau 1 : Population légale du Royaume de 1960 à 2014 selon le milieu de résidence	10
Tableau 2 : Projections de la population urbaine et rurale par région à l'horizon 2030.....	11
Tableau 3 : Comparatif éducation et emploi entre milieu urbain et rural.	13
Tableau 4 : Caractéristiques des grands ensembles agro-écologiques.....	15
Tableau 5 : Ruralité, pauvreté et création de richesse par région.....	17
Tableau 6 : Fourchettes des classes moyennes par ménage moyen et par mois selon l'approche	33
Tableau 7 : Variation (%) du poids démographique des classes moyennes rurales (aisées pour l'approche statistique) selon la période et l'approche	35
Tableau 8 :: Nombre moyen et répartition des actifs occupés selon la classe sociale et le secteur d'activité en milieu rural.....	38
Tableau 9 : Répartition (%) des chefs de ménages ruraux actifs occupés, selon le secteur d'activité et la classe sociale.	39
Tableau 10 : Table de destinée des individus ruraux âgés en 2011, de 35 ans et plus.	54
Tableau 11 : Programmes INDH en faveur du monde rural.....	81
Tableau 12 : Répartition des projets et actions de l'INDH par Programme 2005-2017 (en%).....	82
Tableau 13 : Répartition des crédits PRDST au titre de la 3 ^{ème} Phase de l'INDH 2019-2023 (en %).	86
Tableau 14 : Evolution des dotations budgétaires du Fonds de Développement rural devenu depuis 2012, Fonds de Développement Rural et des Zones de Montagne.....	90
Tableau 15 : Poids démographique des communes rurales par classe de territoire.....	94

Liste des graphiques

Graphique 1 Evolution du poids démographique des classes moyennes et de la classe aisée en milieu rural.	35
Graphique 2 Variation annuelle moyenne du poids démographique des classes moyennes selon la période et l'approche et de celles aisées	35
Graphique 3 Répartition (%) des ménages ruraux selon l'activité de leurs membres	41
Graphique 4 Part des ménages ruraux dans les déciles de niveau de vie selon les activités exercées par leurs membres.....	41
Graphique 5 Répartition du budget de consommation des ménages des classes moyennes rurales.....	42
Graphique 6 Variation des indices des prix à la consommation entre 2007 et 2018 à l'échelle nationale	44
Graphique 7 Evolution de la structure (%) de la population rurale -approche Banque mondiale- selon la classe sociale.....	46
Graphique 8 Poids démographique des classes moyennes (intermédiaires) rurales au sens du HCP selon le PIB/habitant/Région	49
Graphique 9 Poids démographique des classes intermédiaires rurales en 2017, selon la baisse de l'inégalité des niveaux de vie entre 2007 et 2017	50
Graphique 10 Taux d'ascension aux catégories socioprofessionnelles proches des classes moyennes.	55
Graphique 11 Taux de chômage et des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation selon la classe sociale en milieu rural.....	57

Liste des encadrés

Encadré 1 Approches utilisées dans la délimitation des classes moyennes consistance et fixation des bornes.	32
Encadré 2 Mobilité intergénérationnelle dans la CSP « Exploitant agricole »	55
Encadré 3 L'introduction de services aux standards urbains et exclusion en milieu rural.	69
Encadré 4 Effets et impacts de l'électrification rurale.....	71
Encadré 5 Contraintes et limites de l'Education Non Formelle (ENF) au Maroc	77
Encadré 6 Objectifs de la Stratégie de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne.....	91
Encadré 7 Objectifs de la Stratégie Nationale de Développement Rural.	92
Encadré 8 Orientations stratégiques du projet de Loi-cadre d'orientation pour la modernisation de l'agriculture.	98
Encadré 9 Objectifs de la Stratégie 2020 de Développement Rural.....	100
Encadré 10 Insuffisances entachant les pratiques des programmes et projets de développement agricole et rural.....	103
Encadré 11 L'appel Royal à l'élaboration d'une nouvelle stratégie de développement agricole.....	104
Encadré 12 L'effet levier de la subvention au goutte-à-goutte !	110
Encadré 13 Effets du goutte-à-goutte sur la transformation des assolements pratiqués.	111
Encadré 14 Effet de la reconversion en irrigation localisée sur la valorisation économique de l'eau d'irrigation.....	111
Encadré 15 La préservation durable des ressources en eau à l'aune de l'extension du goutte à goutte !.....	112
Encadré 16 Etat du fonctionnement des unités de trituration des olives et des Groupements d'Intérêt Economique, plus de 5 années après leur mise en place dans le cadre du Projet Arboriculture Fruitière !	114



Introduction

Le présent travail s'inscrit dans le cadre de la réalisation de l'étude lancée par l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) sur *la pérennisation de la classe moyenne dans le monde rural*.

C'est qu'au Maroc, le développement rural demeure limité. Bien que d'importance démographique, économique et sociale incontestable, les campagnes marocaines pâissent encore d'un faible niveau du développement humain et d'employabilité de leurs populations, de la persistance d'inégalités socioéconomiques et de genre, d'une faiblesse d'accès aux infrastructures et services de base, d'une précarité et d'une marginalisation accentuée touchant particulièrement les populations les plus vulnérables.

L'objectif recherché par l'IRES est de *contribuer à la réflexion stratégique sur cette question cruciale, à un moment où le Maroc entame une réflexion sur son modèle de développement* et ce, suite au Discours de Sa Majesté Le Roi du 12 octobre 2018 à l'occasion de la rentrée parlementaire.

Dans Son discours, le Souverain a appelé à la *création d'une classe moyenne agricole* à qui Il attribue une double vocation : d'abord économique pour en faire « *un levier de développement socio-économique* », et politique de manière à ce qu'elle constitue un « *facteur d'équilibre* ». Le Souverain a appelé aussi à « *la création de nouvelles activités génératrices d'emplois et de revenus, notamment en faveur des jeunes en milieu rural* ».

Le présent rapport, qui correspond *premier livrable de l'étude (Rapport pré-final)*, est structuré comme suit :

- Un chapitre de rappel de l'état des lieux du monde rural.
- Un chapitre consacré à l'identification des classes moyennes.
- Un chapitre d'analyse des politiques publiques destinées au monde rural.
- Une conclusion générale sous forme de recommandations d'orientations stratégiques et d'axes d'actions pour promouvoir et renforcer les classes moyennes rurales.

1. Etat des lieux du monde rural

Ce chapitre introductif a pour objectif de passer en revue les grands traits de l'état des lieux du monde rural. Autrement dit, il s'agit de cerner le contexte actuel des classes moyennes rurales existantes et d'appréhender son incidence sur les possibilités de leur développement.

La population rurale du Maroc est estimée à 13,4 millions, soit 39,7% de la population du pays, dont 50,4% d'hommes et 49,6% de femmes¹. Depuis 1960 où elle comptait 8,2 millions, elle n'a donc augmenté que de 96 000 personnes par an, contre 316 000 personnes (soit plus de 3 fois plus) pour le milieu urbain.

Plusieurs facteurs expliquent cette croissance mitigée de la population rurale exode rural net, féminisation de l'exode rural² (observée depuis 1995), baisse de la fécondité générale³ (depuis les années 70), extension du périmètre des villes et redéfinition de l'urbain. A noter que selon le recensement général de la population et de l'habitat de 2014, l'indice synthétique de fécondité (ISF) ou le nombre moyen d'enfants par femme est le plus bas (2,1) dans les régions de l'Oriental, Fès-Meknès, Casablanca-Settat et Rabat-Salé-Kénitra. Il est le plus élevé dans les régions de Dakhla-Oued Eddahab et de Drâa-Tafilalet (2,9 et 2,7 respectivement).

Tableau 1 : Population légale du Royaume de 1960 à 2014 selon le milieu de résidence

Année	Population nationale		Milieu de résidence		% de la population	
	Effectifs	Taux de croissance (%)	Urbain	Rural	Urbain	Rural
1960	11 626 470	-	3 389 613	8 236 857	29,15	70,85
1971	15 379 259	2,58	5 409 725	9 969 534	35,18	64,82
1982	20 419 555	2,61	8 730 399	11 689 156	42,76	57,24
1994	26 073 717	2,01	13 407 835	12 665 882	51,42	48,58
2004	29 891 708	1,38	16 463 634	13 428 074	55,08	44,92
2014	33 848 242	1,25	20 432 439	13 415 803	60,36	39,64
Accroissement global depuis 1960	22 221 772	2,00	17 042 826	5 178 946	76,70	23,30

Source : Haut-Commissariat au Plan, Recensement Général de la Population et de l'Habitat 1960 à 2014

Selon les projections du Haut-Commissariat au Plan (HCP⁴), le Maroc va connaître à l'horizon 2030, une forte progression de sa population urbaine (qui va atteindre 26 662 millions) accompagnée d'une quasi-stagnation de sa population rurale (12, 668 millions contre 13,415 millions en 2014), soit une baisse annuelle moyenne d'à peine 0,36%.

¹ HCP, Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2014.

² « Famille et mobilité spatiale » In CERED (1996) Famille au Maroc. Les réseaux de solidarité familiale, une analyse de l'Enquête Nationale sur la Famille de 1995.

³ L'écart de fécondité entre le rural et l'urbain qui était de 3,1 enfants en 1987 n'est plus que de 0,5 enfant en 2014 ; la baisse de la fécondité rurale ayant plus importante que celle urbaine (20% contre 5%).

⁴ HCP, Prospective Maroc 2030 Quelle démographie ?

L'expansion urbaine toucherait de manière différente les régions du pays :

- **Les deux régions à dominante rurale en 2014** (la population rurale y représente plus de la moitié de la population de la région), que sont **Drâa-Tafilalet et Marrakech-Safi, le resteront d'ici à l'an 2030** (avec respectivement 60,9% et 54,3% en 2030 contre 65,8% et 57,2% en 2014).
- **La région de Béni Mellal-Khénifra légèrement rurale, connaîtra une relative augmentation de l'urbanisation** dont le taux passera de 49,1% en 2014 à 55,7% en 2030.
- **Les six régions déjà fortement urbanisées en 2014 vont le devenir davantage à l'horizon 2030** Laâyoune-Sakia El Hamra (97,7% contre 93,3%), Dakhla-Oued Eddahab (87,5% contre 74,2%), Grand Casablanca-Settat (80,6% contre 73,5%), l'Oriental (79,2% contre 65,2%), Rabat-Salé-Kenitra (75,6% contre 69,8%) et Guelmim-Oued Noun (75,1% contre 64,4%).

Tableau 2 : Projections de la population urbaine et rurale par région à l'horizon 2030

Région	Population rurale					Population urbaine				
	2014	%	2030	%	TAAM (%)	2014	%	2030	%	TAAM (%)
Drâa-Tafilalet	1 073 561	65,8	1 080 018	60,9	0,02	558 857	34,2	693 222	39,1	0,83
Marrakech-Safi	2 578 761	57,2	2 794 597	54,3	0,31	1 931 930	42,8	2 347 674	45,7	0,75
Béni Mellal-Khénifra	1 282 018	50,9	1 213 417	44,3	-0,21	1 234 658	49,1	1 522 797	55,7	0,81
Souss-Massa	1 172 029	43,9	1 014 819	30,6	-0,55	1 497 452	56,1	2 300 415	69,4	1,66
Tanger-Tétouan-Al Hoceïma	1 423 742	40,1	1 463 012	34,7	0,10	2 123 590	59,9	2 752 894	65,3	1,00
Fès-Meknès	1 673 968	39,6	1 469 514	31,7	-0,50	2 555 611	60,4	3 170 772	68,3	0,83
Guelmim-Oued Noun	154 037	35,6	115 527	24,9	-1,10	279 129	64,4	349 351	75,1	0,87
Oriental	802 872	34,8	567 261	20,8	-1,33	1 506 545	65,2	2 157 845	79,2	1,39
Rabat-Salé-Kenitra	1 382 302	30,2	1 293 293	24,4	-0,26	3 187 583	69,8	4 001 176	75,6	0,88
Grand Casablanca-Settat	1 812 126	26,5	1 613 363	19,4	-0,45	5 030 129	73,5	6 688 258	80,6	1,10
Dakhla-Oued Eddahab	36 696	25,8	33 126	12,5	-0,39	105 285	74,2	231 052	87,5	3,07
Laâyoune-Sakia El Hamra	24 601	6,7	10 492	2,3	-3,22	342 030	93,3	446 090	97,7	1,03
Total	13 416 713	39,7	12 668 439	32,2	-0,22	20 352 799	60,3	26 661 546	67,8	1,04

Source : HCP, Prospective Maroc 2030 Quelle démographie ?

La population rurale demeure jeune : les moins de 15 ans représentent 31%, les 15-35 ans 34%, les 35-65 ans 28% et seulement 6,6% pour les plus de 65 ans. Selon le dernier recensement, le vieillissement est plus important dans les régions de l'Oriental (10,2%), Béni Mellal-Khénifra (10,0%), et Fès-Meknès (9,7%). En revanche, il est le plus faible dans les régions de Dakhla-Oued Eddahab (3,1%) et Laâyoune-Sakia El Hamra (5,3%). Par milieu de résidence, près de 6 personnes sur 10 âgées de 60 ans et plus (59,4%) résident en milieu urbain.

La population rurale en âge d'activité (les 15-59 ans) qui représente 59% de la population rurale totale, connaîtrait en raison de l'exode rural, une décroissance : de 7,91 millions de personnes en 2014 elle n'en compterait que de 6,61 millions en 2050, soit un accroissement annuel de -0,5% sur cette période. La même tendance affecterait la population rurale potentiellement entrante au marché du travail dont l'effectif passerait de 1,72 millions en 2014 à 1,1 millions en 2050, soit une baisse de 36%⁵. Ce qui allègerait la pression démographique sur les campagnes.

Selon les mêmes projections du HCP, la population rurale connaîtrait un vieillissement d'ici 2050, le nombre de personnes âgées y passerait de 1,3 en 2014 à 2,5 millions en 2050, soit près du double. Cette évolution s'explique en particulier par la surmortalité rurale et la migration entre le rural et l'urbain des personnes en âge d'activité dont une part importante finit sa vie dans les villes.

Le recul de la fécondité, conjugué à la prépondérance d'une population potentiellement active et d'un poids des générations âgées encore supportable, offre aux zones rurales une certaine **aubaine démographique**. La valorisation de ce bonus démographique requiert des **politiques publiques pertinentes garantissant l'accès à des services d'éducation et de santé de qualité** capables de consolider le capital humain et d'attirer les investissements et l'activité économique, et d'offrir instantanément des opportunités d'emploi, notamment à la hauteur des aspirations des jeunes.

Toutefois, **les orientations de politiques publiques dans les zones rurales sont restées insuffisamment axées sur l'amélioration du niveau de capital humain et l'accès au marché de travail**. En effet, le niveau de qualification de la population en âge de travailler dans le milieu rural demeure très faible comparé à celui dans l'urbain (une moyenne de 3 années de scolarisation, plus de la moitié de la population âgée de 15 ans et plus est analphabète, à peine 3,3% des 18 ans et plus ont le baccalauréat, presque la moitié des jeunes entre 15 et 24 ans et 75% des femmes rurales ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation (NEET⁶). Parmi les actifs occupés exerçant dans le secteur de « l'agriculture, forêt et pêche », 81,4% n'ont aucun diplôme⁷.

⁵ HCP, Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques (CERED), Projections de la population et des ménages 2014-2050, Mai 2017.

⁶ NEET (de l'anglais « Not in Employment, Education or Training »), cet indicateur a été introduit en 2010 par la Commission européenne pour identifier les jeunes qui se trouvent dans cette situation. Il fournit une mesure alternative aux classiques taux d'emploi, de chômage et d'activité où les jeunes poursuivant des études sont classés parmi les inactifs.

⁷ Note d'information du HCP sur les principales caractéristiques de la population active occupée en 2019.

Tableau 3 : Comparatif éducation et emploi entre milieu urbain et rural

Indicateur	Urbain	Rural
Taux d'analphabétisme 10 et plus	22,6	47,5
Taux d'analphabétisme 15 et plus	25	53,5
Taux d'analphabétisme 10 et plus des femmes	34,9	60,1
Taux de scolarisation des 6-14 ans (généralisation de la scolarisation)	96,4	85,1
Moyenne d'années de scolarisation dans l'enseignement général des 15 ans et plus	6,6	3
Moyenne d'années de scolarisation dans l'enseignement général des 25 ans et plus	5,8	1,9
Espérance de vie scolaire (en années)	13,1	9,8
Part des personnes sachant lire et écrire au moins deux langues parmi les 10 ans et plus (%)	57,4	29,5
Part des titulaires d'un baccalauréat parmi les 18 ans et plus (%)	18,7	3,3
Part des titulaires d'un diplôme supérieur parmi les 25 ans et plus (%)	8	0,9
<i>Taux d'activité (%)</i>	<i>49,1</i>	<i>45,1</i>
<i>Taux d'emploi (%)</i>	<i>39,6</i>	<i>40,4</i>
<i>Taux de chômage (%)</i>	<i>19,3</i>	<i>10,5</i>
<i>Taux de chômage des jeunes (%)</i>	<i>41,9</i>	<i>21,1</i>
Part des jeunes ni en emploi, ni en éducation, ni en formation (NEETs) (15-24 ans) (%)	32	44,8
Part des filles ni en emploi, ni en éducation, ni en formation (NEETs) (15-24 ans) (%)	15,8	74,4
Part des employeurs, des indépendants et des membres de coopératives parmi les actifs occupés de 15 ans et plus (%)	31,6	41,7
Part des salariés du secteur public parmi les actifs occupés de 15 ans et plus (%)	15,7	3,3
Part des salariés du secteur privé parmi les actifs occupés de 15 ans et plus (%)	50,2	38,8
Parts des aides familiaux et des apprentis parmi les actifs occupés de 15 ans et plus (%)	2	15,7

Source : RGPH, 2014

Concernant, l'analphabétisme, l'analyse des données du dernier RGPH relève une baisse en une décennie durant de 10,8 points de son taux pour la population âgée de 10 ans et plus (de 43,0% en 2004 à 32,2% en 2014). Cette baisse est un peu plus accentuée chez les femmes avec 12,6 points (de 54,7% à 42,1%) que chez les hommes avec 8,6 points (de 30,8% à 22,2%). Par milieu de résidence, cette **baisse est plus prononcée chez les femmes en milieu rural** soit de 14,4 points (de 74,5% à 60,1%) qu'en milieu urbain soit seulement 8,5 points (de 39,5% à 31,0%).

Analysé par région, le taux d'analphabétisme montre que les régions de Béni Mellal-Khénifra et de Marrakech-Safi enregistrent les taux d'analphabétisme les plus élevés (39,1% et 37,8% respectivement). Les taux les plus bas (21,5% et 22,3%) étant ceux des régions de Laâyoune-Sakia El Hamra et Ed Dakhla-Oued Eddahab.

Selon le HCP⁸, en 2019, la population en âge d'activité (15 ans et plus) au Maroc a atteint 26,359 millions de personnes, dont 12,082 millions sont des actifs (10,975 millions pourvus d'un emploi et 1,107 millions en situation de chômage) et 14,277 millions sont en dehors du marché de travail. Le taux d'activité a atteint 45,8% : 42,3% en milieu urbain et 52,2% en milieu rural. Sur les 10,975 millions d'actifs occupés, 42,8% sont des ruraux. Le taux d'emploi a atteint 41,6% au niveau national : 36,9% en milieu urbain et 50,3% en milieu rural.

⁸ HCP, Note d'information sur les principales caractéristiques de la population active occupée en 2019.
https://www.hcp.ma/Les-principales-caracteristiques-de-la-population-active-occupee-en-2019_a2463.html

Le travail non rémunéré est nettement supérieur en milieu rural avec un taux de plus de 40% contre 3% en milieu urbain. Près de 15% des actifs occupés exercent un emploi non rémunéré, les ruraux (31,3%) plus que les citadins (3,1%) et les femmes (36,2%) plus que les hommes (9%). Dans le rural, 70% des femmes (aides familiales) travaillent sans rémunération ; il en va de même pour les jeunes ruraux (moins de 25 ans).

En raison de sa faible diversification, l'économie rurale reste très marquée par la **prépondérance de l'activité agricole** qui demeure, avec près de 80%, le principal pourvoyeur d'emplois dans les zones rurales. Emplois qui, toutefois, sont marqués par leur volatilité et leur précarité, impactant considérablement la qualité des emplois agricoles.

Du fait de la grande diversité des conditions du milieu physique sous lesquelles elle se pratique, l'agriculture marocaine se caractérise par une grande **différenciation territoriale**. A l'échelle du pays, neuf grands ensembles agroécologiques et 31 Unités territoriales Agricoles (UTA)⁹ ont été identifiés, et renseignés par des résultats du Recensement Général de l'Agriculture de 1996 (RGA, 1996)¹⁰ dans le cadre de la production de l'Atlas de l'Agriculture Marocaine¹¹ :

- **Montagnes rifaines** à système agro-sylvo-pastoral fragile représentant un contexte de fragilité induisant d'importantes formes de dégradation.
- **Montagnes humides** comportant de larges surfaces recevant plus de 400 mm de pluie et dont une bonne partie est couverte par la forêt.
- **Montagnes arides** qui représentent de larges surfaces recevant moins de 400 mm.
- **Plaines et collines avec plus de 400 mm**, avec des sols favorables et des risques limités de dégradation.
- **Plaines, plateaux et collines semi arides avec moins de 400 mm**, avec une activité agricole importante – pour intermédiaire ou défavorable – associant cultures et l'élevage et disposant d'îlots de périmètres de petite et moyenne hydraulique (PMH).
- **Plaines et plateaux steppiques, arides ou subarides**, à activité pastorale principale associée à des mises en culture aléatoires et quelques surfaces en Petite et Moyenne Hydraulique (PMH).

⁹ Ensembles composés eux-mêmes d'unités plus petites dont chacune se caractérise par une certaine homogénéité de ses conditions naturelles et, partant, par des systèmes de production. L'Atlas de l'agriculture marocaine en a identifié 31 qu'il dénomme « Unités Territoriales Agricoles » (UTA).

¹⁰ Les résultats du RGA de 2016 étant détenus par le Département de l'agriculture qui ne les a toujours pas publiés.

¹¹ Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes, Atlas de l'Agriculture Marocaine (2^{ème} Edition), 2009.

- **Plaines, plateaux et collines semi-arides, mais avec implantations fortes du grand hydraulique**, ensemble où se pratique une agriculture avec moins de 400 mm et une agriculture en irrigué sous grande hydraulique, et qui dispose d'un potentiel d'irrigation élevé.
- **Régions présahariennes et sahariennes à large développement des oasis.**
- **Régions présahariennes et sahariennes à faible développement des oasis.**

Tableau 4 : Caractéristiques des grands ensembles agroécologiques¹²

Indicateur	Montagnes humides	Montagnes arides	Plaines/ collines humides	Plaines/ plateaux semi arides	Plaines semi arides avec grande irrigation	Plaines/ plateaux steppiques	Présaharien avec systèmes oasiens concentrés	Présaharien/ Saharien avec systèmes oasiens dispersés	Total
Population totale 1000	4 396	593	10 918	2 115	6 530	715	967	620	26 850
Population rurale 1000	3 207	515	3 053	1 291	3 461	370	669	190	12 748
% par rapport total population rurale	25,1	4,0	23,9	10,1	27,1	2,9	5,2	1,5	100,0
Nb ménages ruraux 1000	499	90	498	193	532	53	82	28	1 937
Nb exploitations 1000	377	73	320	169	397	59	69	27	1 492
% par rapport au Nb d'exploitations	25,3	4,9	21,4	11,3	26,6	4,0	4,6	1,8	100,0
% population rurale/population totale	73,0	86,8	28,0	61,0	53,0	51,7	69,2	30,6	47,5
Superficie totale 1000 ha	7 684	3 602	3 941	2 673	4 503	6 733	9 437	34 484	73 057
Superficie des exploitations 1000 ha	1 478	186	2 402	1 443	2 478	508	98	138	8 732
% Sup. exploitations/Sup. totale	19,8	5,5	60,2	50,7	53,2	9,0	1,5	0,4	11,9
%/total superficie exploitations	17,0	2,1	27,5	16,6	28,5	5,8	1,1	0,4	100,0
Superficie en irrigué 1000 ha	186	27	221	32	588	51	79	65	1 251
% en irrigué/total	14,9	2,2	17,7	2,6	47,0	4,1	6,3	5,2	100,0
Taille/exploitation ha	3,92	2,55	7,51	8,54	6,24	8,61	1,42	5,11	5,85

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêches Maritime, Atlas de l'Agriculture Marocaine (2^{ème} Edition), 2009.

Les totaux peuvent ne pas s'ajuster, les chiffres ayant été arrondis Dans la zone steppique, le nombre de ménages ruraux est inférieur au nombre des exploitations. Car une part importante des éleveurs et agro éleveurs résident dans les petites villes de la steppe et ne sont pas comptés avec la population rurale.

Le Maroc a beaucoup investi dans le développement de l'irrigation. Il n'en demeure pas moins qu'en 1996¹³, sur les 8,7 millions d'ha de sa superficie agricole utile (SAU), seuls près 1,25 million d'ha (14,4%) sont en irrigué (sur un potentiel irrigable estimé à près de 1,47 million d'ha (16,9%))¹⁴. Le reste est consacré à l'agriculture *bour*, dont 27% seulement en *bour* favorable et 55% en *bour* défavorable¹⁵.

¹² Ce découpage en huit ensembles est celui qui avait été adopté lors du traitement régionalisé du RGA 1996, où les Montagnes rifaines n'avaient pas été pris comme un ensemble à part : le Rif Oriental avait été rangé dans l'ensemble des Montagnes arides, le reste du Rif dans l'ensemble des Montagnes humides.

¹³ Il aurait été très utile d'actualiser les données utilisées par les résultats du dernier Recensement Général de l'Agriculture réalisé en 2016. Malheureusement, 4 années après, le Département de l'agriculture ne les a toujours pas publiés et il n'a pas donné suite favorable à la demande qui lui a été adressée par l'IRES pour les mettre à la disposition de l'équipe chargée de l'étude.

¹⁴ En 2006, la SAU est estimée à 9 millions d'ha et le potentiel irrigable à 1,664 million d'ha dont 1,364 million d'ha en irrigation pérenne (0,880 million d'ha en grande hydraulique et 0,484 million d'ha en PMH), soit 15% de la SAU, et 0,3 million d'ha en irrigation saisonnière. Les superficies irriguées s'élèvent à 1,458 million d'ha dont 1,016 million d'ha aménagés par l'Etat (et 0,682 million d'ha en grande hydraulique et 0,334 million d'ha en PMH) et 0,441 million aménagés par les privés. Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Administration du Génie rural, « Problématique des ressources en eau au Maroc et économie d'eau en agriculture irriguée », par Arrifi El M., Ingénieur Principal du Génie Rural, Chef du Service du Suivi et de l'Evaluation.

¹⁵ Les zones « *bour* » représentent les zones d'agriculture pluviale par opposition aux zones irriguées. Le *bour* « favorable » correspond aux plaines et collines à pluviométrie supérieure à 400 mm, le *bour* « défavorable » correspond aux zones de montagne et semi-arides.

Ainsi, avec 48% des exploitations du pays, 56% de la SAU et 65% de la SAU en irrigué, les deux ensembles « *Plaines et collines humides* » et « *Plaines semi-arides avec grande irrigation* » disposent de capacités et de conditions qui les prédisposent à être plus performants en termes de production, d'emploi et de revenus. Etant relativement mieux dotés en infrastructures économiques et en services sociaux de base, leurs populations bénéficient de meilleures conditions de vie que celles des autres ensembles.

Ces derniers sont plutôt des territoires à vocation agro-pastorale, agro-sylvo-pastorale ou pastorale, où se pratique une agriculture à dominante traditionnelle dont une partie est irriguée dans des périmètres de petites et moyenne hydraulique (PMH) grâce à la mobilisation d'eaux de surface. Dans leur grande majorité, les populations de ces territoires vivent sous l'emprise de contraintes structurelles doublées d'un intérêt bien moindre à leurs égards des politiques publiques : faibles disponibilités en ressources productives, insuffisance des équipements économiques et services sociaux de base, faiblesse de l'appui technique, analphabétisme, prévalence de la pauvreté et de la vulnérabilité, ...

Outre ces différenciations, les ressources en terres de culture de l'agriculture marocaine sont très limitées, qui plus sont régies par des statuts de propriété et/ou de jouissance souvent antinomiques à une mise en valeur optimale. Et au vu de sa forte dépendance des conditions climatiques, de nature très largement arides et semi-arides et donc hautement aléatoire, cela en fait une activité structurellement vulnérable. Vulnérabilité qu'elle risque de subir davantage sous les effets conjugués des pressions anthropiques qui ne cessent de s'amplifier sur les ressources productives de bases (eau, terres de culture, parcours, forêts)¹⁶ et de la montée en puissance des changements climatiques à l'œuvre.

Selon le HCP et la Banque mondiale¹⁷, la période (2001-2014) a connu **une diminution de la pauvreté monétaire¹⁸ à un rythme moindre en milieu rural** (de 8,8% par an entre 2001 et 2007 et de 6,0% entre 2007 et 2014) que dans l'urbain) (de 7,1% et de 15,4% sur les deux périodes respectives)¹⁹. Evolution corroborée par une **décélération de la vitesse de croissance du niveau de vie dans le rural** (de 4,7% entre 2001 et 2007, elle n'a été que 2,8% entre 2007 et 2014), contre une augmentation dans l'urbain (avec respectivement 2,7% et 3,5%).

¹⁶ Qui se manifestent à travers la surexploitation et la pollution des ressources en eau, la dégradation des sols, forêts et parcours, l'extension de l'urbanisation sur des terres à haut potentiel agricole, la réduction incessante de la biodiversité en faune et flore,...

¹⁷ HCP et Banque Mondiale, Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire, 2001-2014, Novembre 2017.

¹⁸ Selon le HCP, sont considérées pauvres toutes les personnes dont les dépenses de consommation sont inférieures au seuil de pauvreté. Il est à rappeler que ce dernier est la valeur d'un panier de consommation alimentaire procurant l'apport nutritionnel minimum et de biens de consommation non alimentaires de base. En 2001, les seuils de pauvreté ont été fixés à 3 421 DH par personne et par an dans les zones urbaines et 3 098 DH dans les zones rurales. Ajustés par l'IPC, les seuils de pauvreté en 2007 sont de 3 834 DH pour les zones urbaines et de 3 569 DH pour les zones rurales. En 2014, le seuil de pauvreté est de 4 667 DH en milieu urbain et 4 312 DH en milieu rural.

¹⁹ Calculs effectués sur la base des résultats fournis dans le rapport « Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire, 2001-2014 » coproduit par le HCP et BM, en Novembre 2017.

Si bien qu'en 2014, **79,4% des pauvres et 62,1% des personnes vulnérables vivaient en milieu rural** (soit 1, 275 millions de personnes)²⁰, et **l'incidence de la pauvreté y est plus élevée** (9,5%) qu'en milieu urbain (1,6%)²¹. Consacrant ainsi les **effets limités des politiques publiques de lutte contre la pauvreté à réduire significativement son incidence et à dissiper l'écart entre l'urbain et le rural**. Effets que le Rapport du cinquantenaire « 50 ans de développement humain au Maroc et perspectives pour 2025 » avait relevés dès sa publication en 2006 et que l'INDH a confirmés par la suite.

L'analyse au niveau régional révèle l'existence d'une forte corrélation entre les taux de pauvreté et la part de la population rurale. En effet, en 2014, les trois régions à dominante rurale se distinguent de toutes les autres par les taux de pauvreté multidimensionnelle les plus élevés : 13,4% pour Béni Mellal-Khénifra, 11,3% pour Marrakech-Safi et 10% pour Drâa-Tafilalet ; elles comptent respectivement 50,9%, 57,2% et 65,8% de population rurale. Elles le sont aussi par les produits intérieurs bruts par habitant des plus faibles de toutes les régions, avec 15 122 DH à Drâa-Tafilalet, 18 432 DH à Marrakech-Safi et 21 347 DH à Béni Mellal-Khénifra (bien inférieurs à la moyenne nationale qui est de 24 650 DH).

A noter que bien qu'elle participe à 9% du PIB national (au même titre que les régions de Fès-Meknès, Tanger-Tétouan-Al Hoceima, plus que l'Oriental, Souss-Massa et les régions du Sud), la région de Marrakech-Safi présente des taux de pauvreté plus élevés et un PIB/tête très faible : la richesse créée ne profite donc pas à l'ensemble de la population.

Tableau 5 : Ruralité, pauvreté et création de richesse par région

Région	Taux de pauvreté multidimensionnelle	Taux de pauvreté monétaire 2014		Part/PIB national (%)	PIB/Tête (DH)	VA agricole (% du PIB)		VA industrie (% du PIB)	
		Région	Rural			2015	2016	2015	2016
Tanger-Tétouan-Al Hoceima	9,5	2,6	5,0	9,4	24 650	8,9	9,1	13,1	12,1
Oriental	9,5	5,2	9,6	4,9	19 460	5,9	7,1	1,8	1,9
Fès-Meknès	9,6	5,1	10,2	9,4	20 498	15,4	16,4	6,5	6,2
Rabat-Salé-Kenitra	6,1	4,0	9,4	16,3	32 961	19,2	19,1	6,0	5,7
<i>Béni Mellal-Khénifra</i>	<i>13,4</i>	<i>9,1</i>	<i>14,1</i>	<i>5,8</i>	<i>21 347</i>	<i>9,9</i>	<i>9,7</i>	<i>7,7</i>	<i>8,3</i>
Grand Casablanca-Settat	4,1	2,6	5,1	32,0	43 187	14,9	12,9	49,8	49,5
<i>Marrakech-Safi</i>	<i>11,3</i>	<i>4,6</i>	<i>7,2</i>	<i>9,0</i>	<i>18 432</i>	<i>13,9</i>	<i>12,0</i>	<i>6,8</i>	<i>7,1</i>
<i>Drâa-Tafilalet</i>	<i>10,0</i>	<i>14,6</i>	<i>19,6</i>	<i>2,7</i>	<i>15 122</i>	<i>3,5</i>	<i>3,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>
Souss-Massa	7,2	5,8	9,8	6,6	22 848	7,9	9,4	4,8	5,5
Guelmim-Oued Noun	6,2	5,7	6,9	1,3	27 964	0,4	0,4	0,2	0,3
Laâyoune-Sakia El Hamra	1,7	1,7	2,9	1,4	35 584	0,1	0,2	2,2	2,1
Dakhla-Oued Eddahab	3,8	0,4	0,6	1,0	64 312	0,1	0,1	0,2	0,2
Total	9,5			100,0	24 650	8,9	9,1	13,1	12,1

Compilation par les auteurs : Carte de pauvreté monétaire par région 2014, HCP ; Les Comptes régionaux de l'année 2014.

²⁰ HCP et BM, « Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire, 2001 -2014 », Novembre 2017.

²¹ HCP et BM, op. cit.

2. Identification des classes moyennes

L'identification des classes moyennes rurales et l'analyse de leurs identités, tendances, facteurs d'élargissement et préoccupations sont destinées, dans cette étude, à éclairer le développement axé sur la durabilité et la cohésion sociale et économique. Sur le plan social, la promotion des classes moyennes est une option de lutte contre la massification de la pauvreté et la vulnérabilité, la régression sociale et la polarisation de la société. Sur le plan économique, toute détérioration du pouvoir d'achat des classes moyennes alourdirait l'incidence de la vulnérabilité, réduirait la demande de biens et services, amplifierait les inégalités sociales et impacterait, in fine, la croissance économique, l'emploi et la durabilité sociale du modèle de développement.

Ce rôle pivot des classes moyennes dans la cohésion sociale et économique justifie l'intérêt de leur délimitation à l'aide d'une approche se prêtant au contrôle et à l'anticipation des tendances adverses qu'elles risquent de traverser et de transmettre à l'ensemble de la société.

La présente partie est consacrée aux approches méthodologiques de délimitation des classes moyennes rurales et aux enseignements de leur mise en œuvre au sujet des questions que se pose cette étude. Ces questions portent, en priorité, sur l'existence de vraies classes moyennes en milieu rural et sur les options de leur élargissement. Pour répondre à ces questions, la première section procède à une présentation des concepts, définitions et approches de stratification sociale, applicables aux données disponibles. La seconde définit la démarche d'identification des classes moyennes, à l'aide du croisement d'approches complémentaires de type statistique, semi quantitatives et qualitative. La troisième section applique la démarche ainsi préconisée pour l'établissement de l'état des lieux et l'évaluation de la tendance du poids démographique des classes moyennes rurales. Les constats qui s'en dégagent éclairent sur l'objet et le champ des options de développement de ces classes.

Les caractéristiques démographiques et socio-économiques associées aux classes moyennes en milieu rural sont mises en exergue à la quatrième section « Identités des classes moyennes rurales : quels atouts démo-socio-économiques ? ». Elles sont abordées à la cinquième section sous l'angle de système d'activité économique et de mode de consommation, comparés selon la classe sociale. Un tri à plat des déterminants de l'ascension sociale et de l'accès aux classes moyennes s'en trouve établi. Il s'agit de savoir de quelles aptitudes et qualifications faudrait-il doter les ménages (dont individus) pour améliorer les chances de leur promotion au rang des classes moyennes.

Appréhendés sous l'angle de la croissance économique et l'équité de la distribution sociale des revenus, les facteurs de l'élargissement des classes moyennes rurales font l'objet de la sixième section « Répartition régionale et facteurs d'élargissement des classes moyennes rurales ». A ces facteurs, s'ajoute la mobilité sociale ascendante analysée à la septième section « Ascension sociale des jeunes générations : les facteurs adverses ». Différenciés selon la région et la classe sociale, ces facteurs analysent dans quelle mesure faudrait-il territorialiser et hiérarchiser les options d'élargissement des classes moyennes en milieu rural.

Enfin, la dernière section analyse les marqueurs d'une identité collective des classes moyennes rurales à travers leurs préoccupations en termes de priorités et d'inquiétudes, et à travers leur perception des réalisations du pays en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités, corollaires de la promotion des classes moyennes. Il s'agit d'appréhender le malaise social des classes moyennes rurales et l'importance capitale qu'elles accordent au développement cohésif de l'ensemble du pays.

Ces dimensions sont appréhendées à l'aide de données accessibles sur les niveaux et les conditions de vie des ménages sur la **période 1985-2017**. Les données relatives à l'année 2017 ont été transmises à l'IRES par l'Observatoire National du Développement Humain (ONDH). Elles sont extraites de l'Enquête panel de ménages 2017. Celles de 2014 sont directement calculées partir des micro-données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2014 (RGPH, 2014) et aussi de l'Enquête sur la consommation et les dépenses des ménages 2013/14, accessibles à l'Open data du Haut-Commissariat au Plan (HCP). Pour le reste de la période analysée, les données utilisées sont publiées dans les rapports des enquêtes socio-économiques et les quatre études sur les classes moyennes au Maroc, réalisées entre 2009 et 2016. Toutes ces références sont indiquées au fur et à mesure de l'utilisation de leurs données ou leurs résultats.

Enfin, sur le plan conceptuel, la littérature disponible sur la stratification sociale à l'échelle nationale et internationale est unanime quant à l'unicité du seuil d'accès aux classes moyennes dans un pays donné. Autrement dit, le critère d'appartenance aux classes moyennes ne varie pas en fonction du milieu de résidence ou de la région, à moins qu'il soit justifié par le différentiel des prix. La présente étude considère, à cet égard, que, comme partout au monde, les marocains sont égaux vis-à-vis des seuils d'accès aux différentes classes sociales. En tout état de cause, les ruraux font, en moyenne, face aux mêmes prix que les urbains.

2.1. Approches méthodologiques de délimitation des classes moyennes

2.1.1. Concepts, définitions et approches de stratification sociale

L'approche de stratification sociale consiste, dans cette étude, à répartir la population en classes de dépenses de consommation, faute de données sur les revenus des ménages. Dans ces conditions, les ménages sont classés **pauvres, moyens ou riches** en fonction de leur dépense par tête.

Or, au Maroc, comme dans les pays en développement, de larges franges de la population ne sont pas franchement pauvres mais elles courent un grand risque de tomber dans la pauvreté absolue sous l'effet des chocs de diverses natures (maladie, pandémie²², chômage, inflation, sécheresse, ...). Il s'agit des classes sociales dites **vulnérables** à la pauvreté. A ces classes, s'ajoutent celles qui ne sont pas vulnérables mais dont la dépense par tête est inférieure au seuil d'accès aux classes moyennes. Ce sont les classes sociales dites **flottantes**.

Pour ces raisons, **la présente étude affine la stratification sociale en distinguant comme classes à part les classes vulnérables à la pauvreté et celles flottant ou oscillant entre les classes vulnérables et les classes moyennes**. Dans le contexte national, **le choix de cette option est sous-tendu par le souci de tendre vers une plus grande efficacité des politiques publiques à travers une meilleure adéquation de leur ciblage**. Pour rappel, l'approche adoptée par **le HCP répartit la population en pauvres, vulnérables, modestes, moyennes et aisées**²³. Celle de la **Banque mondiale**, appliquée aux pays émergents, opte pour une stratification de la population en **pauvres, flottants et moyens ou riches**²⁴.

Au Maroc, les **classes pauvres** regroupent les ménages dont la **dépense par tête et par an est inférieure au seuil de pauvreté absolue**. Selon l'approche de la Banque mondiale, adoptée par le HCP, **ce seuil s'établit en 2017 à 4 483 DH/tête/an dans le milieu rural**. Il correspond au coût d'un panier de biens et services garantissant l'ingestion calorique minimale.

Les **classes vulnérables** sont, selon le HCP et la Banque mondiale, formées des ménages dont la **dépense/tête/an est entre 1 et 1,5 fois le seuil de pauvreté absolue**. Pour les **classes flottantes**, elles se composent de ménages dont la **dépense/tête/an se situe entre 1,5 fois le seuil de pauvreté absolue et la borne inférieure des classes moyennes** (dite seuil d'accès aux classes moyennes).

²² A l'instar de la pandémie Covid-19 dont les effets n'ont cessé de s'amplifier depuis son apparition en mars 2020.

²³ HCP, Les classes moyennes marocaines : caractéristiques, évolution et facteurs d'élargissement, 2009.

²⁴ BM, Le Maroc à l'horizon 2040 : Investir dans le capital immatériel pour accélérer l'émergence économique, 2017.

Les bornes, inférieure et supérieure, des classes moyennes figurent sur le tableau 1 (cf. section 2.3.); elles varient selon l'approche adoptée pour leur délimitation. Il reste à préciser que la borne supérieure des classes moyennes est équivalente au seuil d'accès aux classes riches.

Ceci étant, dans la littérature sur la stratification sociale, il existe un nombre incalculable de publications donnant lieu à de **nombreux débats et controverses d'ordre technique et politique sur les classes moyennes**. Ces controverses découlent de la nature des approches d'identification et de délimitation de ces classes, à savoir l'**approche socioprofessionnelle** qui se base sur la distribution des individus selon leur appartenance aux groupes socioprofessionnels; l'**approche sociologique** (dite subjective) qui se fie aux perceptions qu'ont les individus de leur propre position sociale; et l'**approche économique** (dite objective) qui se fonde sur le critère du revenu²⁵.

2.1.2. Benchmark des approches de délimitation des classes moyennes, l'approche économique en tête

Si **la catégorie socioprofessionnelle** (CSP) peut constituer un critère de stratification de la population en classes sociales, elle ne **se prête qu'à titre indicatif** à cet exercice en raison des considérations suivantes :

- La pluriactivité, une des grandes caractéristiques des ménages ruraux, de plus en plus répandue, implique que le même ménage peut regrouper des membres relevant de CSP différentes.
- Les revenus, les attitudes et les modes de vie des individus relevant de la même CSP ne sont pas forcément comparables ou homogènes.
- Jusqu'à présent, il n'y a pas d'approche statistique d'agrégation, de comparabilité ou de hiérarchisation des CSP, à moins que le recours ne soit fait à leur niveau moyen de revenu, de patrimoine ou de niveau vie.
- La CSP d'un ménage a été longtemps assimilée à la CSP de son chef désigné en tant que tel et non à celle de la personne qui procure au ménage un soutien économique et qui n'est pas forcément membre du ménage.

²⁵ Dans la conception marxiste, les classes sociales ne se réduisent pas uniquement aux positions de leurs composantes dans la hiérarchie des revenus, ni aux catégories socioprofessionnelles. Pour cette doctrine, les classes sociales sont aussi porteuses d'une conscience de classe et ayant des modes de vie et des référentiels de croyances en commun.

L'**approche qualitative dite subjective** (ou d'auto-évaluation) - qui consiste à laisser les ménages décider eux-mêmes de leur classe sociale, selon qu'ils s'autoproclament pauvres, relativement pauvres, moyens, relativement riches ou riches – est, elle aussi, **rarement utilisée**.

Cette approche ne se prête pas toujours à un ciblage objectif pour l'allocation des ressources publiques ; **des proportions significativement grandes de riches se disent moyens et, inversement, des personnes objectivement pauvres s'autoproclament moyennes ou riches**. L'étude menée par le HCP²⁶ sur les classes moyennes note à cet égard que « parmi les 20% les plus riches, 75% se considèrent moyens et parmi les 20% les plus pauvres, cette proportion est de 37% ».

Au Maroc, la proportion de ceux qui pensent appartenir aux classes moyennes augmente avec le niveau de vie²⁷, passant en 2015 de près de 30% parmi les 20% des ménages les plus pauvres à près de 72% parmi les 20% les plus aisés. Au voisinage de la médiane et plus précisément au troisième quintile de niveau de vie, le poids des ménages qui s'autoproclament membres des classes moyennes est de l'ordre de la moyenne nationale²⁸.

Ces données montrent clairement que le sentiment d'appartenance aux classes moyennes est plus fréquent parmi les tranches supérieures des niveaux de revenu ou de vie, comparées à celles intermédiaires ou modestes. Elles montrent aussi que **la fourchette des classes moyennes au Maroc devrait être placée à des tranches de revenus situées au-dessus de la médiane**. Dans ce cas, il y a de fortes chances que les ménages classés parmi les classes moyennes soient ceux qui se considèrent eux-mêmes moyens. Autrement dit, toute délimitation des classes moyennes à des niveaux de revenu peu élevés ou au voisinage de leur médiane s'écarterait du senti de la population à l'égard de l'appartenance sociale.

Une portée analytique aussi limitée des stratifications basées sur les approches socioprofessionnelles et subjectives fait que, **de par le monde, les institutions spécialisées adoptent l'approche économique pour définir les classes moyennes**. D'autant plus qu'au vu des données disponibles, seule la stratification économique, et dans une moindre mesure, celle dite subjective, se prêtent à une analyse rétrospective fiable de l'évolution des classes moyennes.

²⁶ Les Cahiers du Plan, N° 25, juillet-août 2009, Page 7.

²⁷ ONDH, Enquête panel de ménages 2015.

²⁸ ONDH, Enquête panel de ménages 2017.

L'approche économique se fonde souvent sur la distribution des revenus ou, à défaut, sur la distribution des dépenses de consommation qui sont observées et calculées de façon à approcher les revenus disponibles des ménages²⁹.

Ces dépenses ont l'avantage de mesurer la satisfaction que procure la consommation de biens et services et de mieux rendre compte du niveau de vie réel des populations. Dans ces cas, les classes moyennes se situent au centre de la distribution de ces agrégats et dans de rares cas à sa tranche supérieure. ***L'étendue de leur fourchette ne se modifie pas seulement en fonction des postulats des institutions de développement et de leurs agendas, mais aussi en fonction de l'équité de la répartition sociale du critère utilisé dans la stratification sociale.***

Il en découle une ***grande variété d'approches économiques des classes moyennes***. Cette diversité est consacrée par l'***absence de normes internationales*** au sujet des bornes des classes moyennes définies à partir d'agrégats monétaires. Ces bornes se situent cependant, dans la quasi-totalité des cas, autour du revenu médian ou de la médiane de son proxy. Tout se passe comme si le sentiment d'appartenance aux classes moyennes est massif parmi ceux dont les revenus sont proches de la médiane. Or, comme précisé ci-haut, la proportion de ceux qui s'identifient eux-mêmes aux classes moyennes augmente avec le niveau de vie.

Aussi bien pour le HCP que pour l'ONDH, les dépenses de consommation sont, en fait, définies et observées pour approcher les revenus disponibles des ménages³⁰. De par la fiabilité de leur observation et leur stabilité dans le temps, les dépenses des ménages se prêtent mieux à ce genre d'investigation. Inversement, les revenus, ceux agricoles en particulier, fluctuent fortement dans le temps puisque largement tributaires de la pluviométrie et sont difficiles à appréhender non seulement en raison de la pluriactivité en milieu rural, mais aussi à cause de l'effet mémoire vu l'absence de comptabilité et de la prédominance du secteur informel.

Concernant l'étendue de la fourchette des classes moyennes, elle se fonde sur le niveau d'inégalité de la distribution des revenus ou des dépenses des ménages. ***Plus les inégalités sont grandes, plus l'approche des classes moyennes est extensive et leur fourchette est large.*** Autrement dit, plus la fourchette en question est large, plus le nombre de ménages appartenant à ces classes est grand. Ce qui permet de faire bénéficier une large frange de la population des politiques et programmes dédiés aux classes moyennes.

²⁹ Selon l'INSEE, (2019) : « Le revenu disponible d'un ménage comprend les revenus d'activité (nets des cotisations sociales), les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs ». In /www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1458.

³⁰ Au Maroc, ces revenus peuvent être approchés par les dépenses de consommation, majorées, entre autres, par les transferts versés, les loyers fictifs et les impôts non liés à l'exercice d'une activité professionnelle.

Dans la présente étude, il s'agit d'analyser ***dans quelle mesure la distribution des revenus/dépenses des ménages renferme-t-elle des classes effectivement moyennes ou juste des classes intermédiaires dites flottantes dont une proportion peut être promue au rang des classes moyennes.***

Concernant les délimitations déjà faites des classes moyennes au Maroc, elles ont donné lieu à une controverse au sujet du ***clivage entre les classes intermédiaires situées au centre de la distribution des revenus/dépenses des ménages et les classes moyennes souhaitables ou souhaitées pour le pays***³¹. A l'origine de cette controverse, il y a, une fois de plus, l'application d'approches faites pour les pays développés à des pays en développement comme le Maroc.

Dans les économies développées, les classes moyennes sont situées dans des fourchettes dont les bornes inférieure et supérieure sont fixées par référence à des multiples de la médiane des revenus. Or, le pouvoir d'achat, calculé en \$ US PPA³², de la médiane des revenus est 5,8 fois plus grand dans les pays très développés comparés aux pays à développement moyen³³.

Ceci étant, les multiples de la médiane sont fixés à 75% pour la borne inférieure des classes moyennes et à 150% pour la borne supérieure par l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), à 60% et 150% par Statistic Canada, à 75% et 150% par l'Université du Québec. ***Appliquer ces proportions à la médiane des revenus au Maroc donnerait des classes intermédiaires ayant un pouvoir d'achat très modeste. D'où le recours de certaines institutions spécialisées à des approches absolues situant les classes moyennes dans des fourchettes de revenus élevés et non pas autour de la médiane.***

Sur ce registre, la Banque mondiale considérerait que la classe moyenne se situe, dans les pays en développement, entre la médiane de leurs seuils de pauvreté et le seuil de pauvreté aux USA, soit respectivement entre 2 \$ et 13 \$ (en dollars US PPA) par jour et par personne. Récemment, elle situe la fourchette inférieure de la classe moyenne dans les pays émergents à plus de 10 \$ US PPA par jour et par personne. Pour la Chine, elle considère que la classe moyenne rurale est constituée de toutes les personnes qui gagnent plus de 1 500 yuans. Pour la Tunisie, les bornes de la classe moyenne se situent à 1,10 et 7,5 fois le SMIG pratiqué dans le pays.

³¹ L'analyse critique de cette approche, la plus récente, figure sur l'étude de la Banque mondiale : « Le Maroc à l'horizon 2040 : capital immatériel et les voies de l'émergence économique », 2016. Cette étude indique que « Dans le cas spécifique du Maroc, les bornes choisies (par le HCP) sont particulièrement basses et conduisent à inclure dans la catégorie « classe moyenne » des catégories socioprofessionnelles considérées à l'échelle mondiale comme modestes. ». Encadré 5, Page 55.

³² Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les taux de conversion monétaire qui ont pour objet d'égaliser les pouvoirs d'achat des différentes monnaies en éliminant les différences de niveaux des prix entre pays.

³³ Le revenu national brut par habitant, exprimé en \$ US de 2011 en PPA, s'élève en 2017 à 40 041 \$ US PPA dans les pays à développement humain très élevé contre 6 849 \$ US PPA dans les pays à développement humain moyen. A noter que 1 \$ US PPA est de l'ordre de 4 DH.

Une autre variante de la stratification économique se réfère à la répartition de la population selon les déciles ou les quantiles de revenus. Selon l'Observatoire des Inégalités en France, « *la classe moyenne (française) représente la moitié de la population qui n'est ni dans les 30% les plus pauvres ni dans les 20% les plus riches* »³⁴.

Pour l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), les classes moyennes en France se situent entre les 10% (ou les 40%) les plus modestes et les 10% (ou les 20%) les plus aisées selon que l'approche adoptée est extensive ou restrictive. Ce qui compte dans ce genre d'approche, ce n'est point le poids démographique³⁵ des classes moyennes, mais leurs profils, leurs attitudes et comportements, leur poids économique et la façon dont elles sont impactées par les politiques publiques.

Il ressort de ce benchmark que ***l'approche économique présente l'avantage de se prêter au suivi-évaluation et au ciblage des classes moyennes à l'aide de politiques publiques appropriées*** ; classes que cette approche assimile souvent à une fourchette des revenus située au centre ou à la tranche supérieure de leur distribution.

2.1.3. Portée analytique des approches de délimitation des classes moyennes, appliquées au Maroc

En moins d'une décennie, les classes moyennes marocaines ont fait l'objet de ***trois tentatives de délimitation***. Deux ont été simultanément conduites en 2009 : l'une, semi-quantitative, élaborée par l'étude publiée dans la revue *Economia*³⁶, l'autre, statistique, adoptée par le HCP³⁷. La troisième, proche de celle proposée par *Economia*, a été développée en 2016 par la Banque mondiale. Quant à l'approche appliquée en 2014 par le Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernance (MAGG) et l'UNICEF, puis en 2016 par le HCP et la Banque mondiale, elle ne s'écarte pas de celle adoptée par le HCP en 2009³⁸. Elle a consisté en une mise à jour du poids démographique et de la tendance des dépenses des classes moyennes³⁹.

³⁴ Observatoire des inégalités, Pauvres, moyens et riches ? Les revenus par type de ménage, 31 janvier 2019.

https://www.inegalites.fr/spip.php?page=article&id_article=1432&id_groupe=9&id_mot=130&id_rubrique=1

³⁵ Le poids démographique est obtenu en divisant l'effectif des individus relevant d'une classe sociale donnée à l'effectif total de la population.

³⁶ La Revue *Economia* n°5 / février-mai 2009 : La classe moyenne, c'est qui ? <https://www.cesem.ma>

³⁷ HCP, Les classes moyennes marocaines : caractéristiques, évolution et facteurs d'élargissement, 2009.

³⁸ Ces investigations font suite au Discours du Trône de 2008 dans lequel Sa Majesté Le Roi insista sur l'assise à donner aux classes moyennes au sein de l'architecture sociale marocaine, et sur la nécessité de veiller à ce que toutes les politiques publiques soient vouées à leur élargissement.

³⁹ Cf. : UNICEF et MAGG (2014) : Classes moyennes : définitions conceptuelles, approches et propositions pour le cas du Maroc, 2014.

HCP et Banque mondiale : Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire, 2001-2014, 2017.

L'approche semi-quantitative d'Economia a déterminé la **fourchette des revenus des classes moyennes à partir d'un mode de consommation supposé coller à celui des classes moyennes**. Elle aboutit à quatre fourchettes de revenus contigües allant, en Dirham de 2009, de 11 100 à 25 000 Dirhams/ménage/mois, correspondant à des budgets permettant de couvrir plus ou moins généreusement le coût de vie d'un ménage moyen simulé par les auteurs de l'étude. Ce ménage moyen est présumé consacrer un budget alimentaire de l'ordre de la moyenne nationale, est en cours de remboursement d'un crédit de logement, se déplaçant à l'aide de sa propre voiture, scolarisant deux enfants au secteur privé, à côté d'autres charges liées aux loisirs et, éventuellement, un surplus de revenu épargné.

Selon cette approche, **relever des classes moyennes revient à avoir suffisamment de ressources budgétaires pour s'acquitter des charges supposées être assumées par un ménage moyen**. Ce qui n'est pas toujours réaliste dès lors que le ménage est propriétaire de son logement, ou qu'il a terminé de scolariser ses enfants, ... Aucun critère sur le groupe socioprofessionnel, le niveau d'éducation ou encore le comportement socioculturel ou sociodémographique n'est pris en compte dans cette approche.

Dans ce cas, **les classes moyennes se réduisent à une machine à consommer les biens et services, à alléger la pression sur les services publics dans le domaine du transport, de l'habitat, de la santé et de l'enseignement**, Tout se passe comme si le niveau de revenu détermine, à lui seul, le comportement démo-socio-économique et les attitudes des classes sociales. Sachant que, sur ce registre, le niveau d'éducation s'identifie à un facteur clef.

Concernant **l'approche statistique adoptée en 2009 par le HCP**, elle situe les **classes moyennes au centre de la distribution des revenus ou des dépenses de consommation**. Pour la délimitation de ces classes, la fourchette retenue va de 0,75 fois à 2,5 fois la médiane des revenus ou des dépenses. Il s'agit d'une **délimitation extensive justifiée par le niveau élevé des inégalités sociales dans le pays**⁴⁰. Sur cette base, **les classes moyennes regroupaient en 2007, les ménages dont les dépenses mensuelles se situent entre 2 800 et 6 736 Dirhams** ; bornes calculées pour des ménages à composition démographique moyenne.

Dite statistique, cette approche de délimitation des classes moyennes a suscité un large débat, notamment au sujet de la modestie de la tranche des revenus/dépenses des classes considérées comme moyennes, ou encore de leur grande part dans la population totale du pays (plus de 50%). Empruntée à des pays à revenu élevé, **cette approche définit les bornes des classes intermédiaires de revenus sans se soucier de leur pouvoir d'achat**. Dans les pays à revenu limité, cette approche conduit à des classes moyennes à faible niveau de vie et d'un poids démographique élevé.

⁴⁰ HCP, Les classes moyennes marocaines : caractéristiques, évolution et facteurs d'élargissement, 2009.

Pareille limite de l'approche statistique des classes moyennes est évoquée par la Banque mondiale. Cette institution considère que, d'après cette approche, « *tous les pays, indépendamment de leur niveau de développement, peuvent se prévaloir de compter une classe moyenne importante* »⁴¹. Et d'ajouter que « *la méthode statistique du HCP présente certains avantages, notamment en termes de neutralité, mais elle ne permet pas d'apprécier les progrès sociaux réalisés au cours du processus de développement* »⁴².

En fait, les approches situant les classes moyennes par rapport à la médiane des revenus donnent lieu, dans les pays en développement, à une erreur d'inclusion si considérable qu'elle **risque de dérouter les politiques publiques ciblées sur la création ou encore l'élargissement de vraies classes moyennes**. Cette erreur vient du fait que des catégories socioprofessionnelles connues pour leur appartenance aux classes modestes se trouvent « casées » parmi les classes moyennes.

Au sens de cette approche, un ménage ayant deux membres actifs occupés, payés tous les deux au salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), fait partie des classes moyennes. Ce ménage ne devrait pas bénéficier des stratégies de développement fondant l'élargissement des classes moyennes sur la promotion sociale des classes flottantes. Telles sont, en partie, les limites de l'application aux pays en développement d'approches conçues pour les pays développés.

2.2. Démarche d'identification des classes moyennes rurales

2.2.1. Approches alternatives de délimitation des classes moyennes

Pour remédier aux insuffisances de l'approche statistique des classes moyennes, des démarches alternatives sont aujourd'hui disponibles dans la littérature sur la stratification sociale dans les pays émergents et ceux à revenu intermédiaire. A l'instar des approches démarquant les pauvres des non pauvres (celles de la pauvreté), ces démarches définissent un **seuil absolu d'accès aux classes moyennes et supérieures**. Sur ce registre, la Banque mondiale préconise une nouvelle délimitation des classes moyennes marocaines, apparentée à celle dégagée par l'approche-Economia.

En effet, selon la Banque mondiale, comparé aux pays émergents, le Maroc se caractérise par la modestie de la qualité et, parfois, de la carence des services publics liés à l'habitat, au transport, à la scolarisation, à la santé, ...⁴³.

⁴¹ Banque mondiale, Le Maroc à l'horizon 2040 : capital immatériel et les voies de l'émergence économique, Rapport final, 2016.

⁴² Sur ce registre, la Banque mondiale considère « la méthode statistique du HCP présente certains avantages, notamment en termes de neutralité, mais elle ne permet pas d'apprécier les progrès sociaux réalisés au cours du processus de développement ». Banque mondiale : Le Maroc à l'horizon 2040 : capital immatériel et les voies de l'émergence économique, Rapport final, 2016.

⁴³ Banque mondiale, Le Maroc à l'horizon 2040 : Investir dans le capital immatériel pour accélérer l'émergence économique, 2017.

Ces services sont, en partie, dispensés par le secteur privé, engendrant des dépenses supplémentaires pour les ménages marocains. Pour y remédier, la Banque mondiale considère qu'il est raisonnable de tenir compte, à l'instar de l'approche-Economia, des **principaux marqueurs sociaux dans le calcul du seuil d'accès aux classes moyennes**. Il s'agit de **trois marqueurs** : celui d'**acquérir un logement autre que social**, celui d'**acheter une voiture d'entrée de gamme** et, enfin, celui de **scolariser ses enfants dans une école privée**.

Les simulations ayant tenu compte de ces marqueurs conduisent à un **budget minimum de 10 000 dirhams (de 2016) par mois pour un ménage de quatre personnes**. Un seuil de ce niveau est attribué aux surcoûts induits par l'accès à des prestations sociales de qualité ou encore au manque à gagner résultant des carences en services publics de qualité. Ce seuil est proche de celui calculé par l'approche-Economia en 2009.

En fixant un **seuil d'accès aux classes moyennes 2,5 fois plus grand que celui du HCP** (cf. Tableau 6, section 2.3.), la Banque mondiale tient compte du **rôle que ces classes devraient jouer dans la demande de biens et services, et aussi dans l'allègement des subventions publiques à l'enseignement, au transport, à la santé et au logement**. Elle inscrit, de ce fait, **les classes moyennes dans l'optique de contribution des ménages moyens et riches au développement humain du pays, à sa croissance économique et à sa cohésion sociale**.

Finalement, **l'analyse des approches de délimitation des classes moyennes, appliquées au Maroc, montre bien que les résultats auxquels elles aboutissent sont forcément tributaires de l'objectif recherché**. Si l'approche-Economia s'est fixée l'objectif de rendre compte de ce que devraient être concrètement les niveaux de revenus des classes moyennes, l'approche-HCP a visé plutôt la délimitation d'une série de classes intermédiaires de revenus, éligibles à toute mobilité sociale ascendante.

Autrement dit, **en s'alignant sur une option extensive des classes moyennes** qu'elle situe entre un groupe social défavorisé (pauvres, vulnérables et quasi-vulnérables) et un groupe social relativement aisé, **l'approche statistique utilisée par le HCP n'appréhende pas les classes moyennes au sens propre du terme**. Elle se limite plutôt à **délimiter des classes intermédiaires dont le niveau de revenu ou de vie est plus ou moins proche de la médiane de la distribution de ces agrégats**⁴⁴.

⁴⁴ HCP et Banque mondiale, Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire, 2001–2014, 2017.

Ainsi délimitées, les classes intermédiaires devraient constituer les franges de population dont le ciblage, à l'aide de politiques publiques appropriées, réduirait (à côté des programmes de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité) les inégalités sociales et créerait, à long terme, des classes moyennes d'une richesse équivalente à celles définies par l'approche-Economia ou l'approche- Banque mondiale. En faisant remarquer que si la première de ces deux approches dissocie les classes moyennes de celles riches, la seconde les regroupe en une seule classe sociale dite supérieure.

Ne mesurant pas la même chose, les approches de délimitation des classes moyennes, appliquées au Maroc, ne devraient donc pas s'exclure les unes les autres. Elles s'inscrivent plutôt en complémentarité entre elles et leur croisement s'avère pertinent pour mieux appréhender et bien cerner la question des classes moyennes rurales et de leur émergence. Sachant que, comme partout au monde, les marocains sont égaux quant au seuil d'accès aux classes moyennes, qu'ils soient urbains ou ruraux. Aucune ségrégation de cet ordre n'est adoptée par les institutions scientifiques spécialisées, nationales ou internationales. En tout état de cause, les ruraux font, en moyenne, face aux mêmes prix des biens et services que les urbains.

2.2.2. Identification des classes moyennes rurales, une approche plurielle

La stratification sociale adoptée dans cette étude repose sur une approche plurielle des classes moyennes rurales. Ces dernières sont délimitées selon ***quatre approches complémentaires, applicables aux données accessibles.*** Il s'agit de *deux approches semi-quantitatives* (approche-Economia et approche- Banque mondiale), de *l'approche statistique* appliquée par le HCP et d'une *approche qualitative universelle*, d'ordre sociologique (approche dite subjective).

Le choix de ces approches tient compte de la diversité des contributions scientifiques, tant académiques qu'institutionnelles, à l'analyse de la stratification sociale du pays. Tout comme il se prête aux comparaisons internationales basées sur l'approche- Banque mondiale, et à la prise en compte du senti de la population vis-à-vis de la position sur l'échelle sociale, déterminé à l'aide de l'approche qualitative dite subjective.

Sur le plan méthodologique, l'***approche qualitative*** définit les classes moyennes à partir de la réponse des ménages à la question suivante : « *Compte tenu du contexte dans lequel vous vivez, dans quelle position sociale placez-vous votre ménage : est-ce parmi les très pauvres, les relativement pauvres, les moyens, les relativement riches ou les très riches ?* ». Cette question figure, depuis 2006/2007, sur les questionnaires des enquêtes socio-économiques, celles réalisées par l'ONDH et le HCP en particulier⁴⁵.

⁴⁵ ONDH, Enquête panel de ménages 2017.

Selon cette approche, **les classes moyennes regroupent tous les ménages s'autoproclamant eux-mêmes moyens indépendamment de leur niveau de vie ou de leur revenu**. Les données sur les classes moyennes ainsi définies, couvrent la période (2007-2019). Elles sont produites par le HCP à partir de l'Enquête sur le niveau de vie 2006/07 et sur la consommation 2013/2014, et aussi par l'ONDH à partir de l'Enquête panel de ménages, biannuelle depuis 2012.

Pour les **trois autres approches**, les **dépenses de consommation des ménages sont utilisées comme critère de stratification sociale**, faute de données sur les revenus. Aussi bien pour le HCP que pour l'ONDH, ces dépenses sont définies et observées pour approcher les revenus disponibles des ménages. Outre les consommations alimentaires et non alimentaires courantes, ces dépenses incluent les consommations exceptionnelles, les loyers fictifs, l'autoconsommation, les transferts versés à d'autres ménages, les paiements fiscaux non liés à l'exercice d'une activité professionnelle, ... Comparées aux revenus, les dépenses ainsi calculées se caractérisent par leur stabilité relative dans le temps, leur fiabilité et par la facilité de leur observation statistique.

Ceci étant, les classes moyennes se situent dans des **fourchettes des dépenses de consommation, calculées à l'aide d'approches différentes**. Pour le HCP, les classes moyennes se situent au centre de la distribution des niveaux de vie, entre 0,75 et 2,5 fois la médiane des dépenses de consommation ou des revenus. Selon cette approche, une variation équivalente des revenus de l'ensemble des ménages ne modifierait pas le poids démographique des classes moyennes ! Outre le fait que par cette approche, ces classes se retrouvent avec un poids démographique élevé même dans les pays où la pauvreté est quasi généralisée. C'est dire que cette approche n'a de sens économique que dans les pays développés où la médiane des revenus est élevée. Ce qui justifie son usage par l'OCDE dans l'analyse des classes moyennes dans les pays développés.

D'où l'**intérêt des approches absolues des classes moyennes dans les pays en développement**. Au lieu de se limiter à une fraction de la médiane de l'agrégat utilisé, ces approches calculent un **seuil d'accès aux classes moyennes permettant un cadre de vie digne de ce groupe social**. Le poids démographique des classes moyennes y est sensible aux variations du pouvoir d'achat des ménages. Contrairement à l'approche statistique, une hausse générale des revenus donne lieu, selon l'approche absolue, à un élargissement des classes supérieures (moyennes et riches). Parmi les approches absolues, il y a, bien sûr, celles conçues par la Banque mondiale et Economia.

La référence aux données disponibles sur la consommation des ménages permet de calculer le seuil d'accès aux classes moyennes. Lorsque la borne supérieure des classes moyennes est calculée, elle correspond à une allocation, plus ou moins généreuse, des charges budgétaires liées aux marqueurs sociaux ci-dessus cités et à l'épargne d'une proportion des revenus. Ainsi calculées, les fourchettes des classes moyennes correspondent à des tranches de dépenses, variables selon l'auteur. Elles sont actualisées pour l'année 2017 à l'aide de l'indice des prix à la consommation (Tableau 6, section 2.3.).

Pour les besoins de l'étude, l'usage des approches, statistique et semi-quantitatives, dans l'analyse des changements qu'ont connus les classes moyennes au Maroc, a nécessité une ***série d'activités statistiques appliquées aux données collectées et aux résultats des enquêtes socio-économiques réalisées au cours des quatre dernières décennies***, à savoir :

- le traitement de fichiers de données brutes, celles de l'Enquête panel de ménages 2017, à l'aide d'une tabulation statistique formulée par les auteurs de la présente étude et élaborée par l'ONDH, et celles du Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2014 (RGPH, 2014) et de l'Enquête sur la consommation et les dépenses des ménages 2013/2014, accessibles au site du HCP, www.hcp.ma,
- le recueil et l'exploitation des structures détaillées des dépenses de consommation des ménages, établies par le HCP à partir des Enquêtes sur la consommation et les niveaux de vie, réalisées en 1984/1985, 1990/1991, 2000/2001 et 2006/2007,
- la reconstitution de la variation des indices des prix à la consommation et des seuils de pauvreté absolue au cours des périodes analysées 1984-1991, 1991-2001, 2001-2007, 2007-2014 et 2014-2017,
- la mise à jour et la rétopolation des bornes des classes moyennes pour les années 1984/1985, 1990/1991, 2000/2001, 2006/2007, 2013/2014 et 2017,
- le calcul du poids démographique et l'élaboration du profil, du comportement et des attitudes des classes moyennes, à partir des données et des résultats des rapports des enquêtes socio-économiques et des études réalisées sur les classes moyennes.

Ainsi documentée et statistiquement fondée, la ***démarche plurielle*** des classes moyennes a un ***triple intérêt*** : elle rend compte de la ***réalité complexe et multidimensionnelle des classes moyennes*** ; c'est une ***première tentative au Maroc*** qui exploite toute la richesse de l'information disponible (utilisation de différentes sources d'informations) ; elle couvre une *longue période* (1984-2017) permettant une analyse dynamique de l'évolution dans le temps des classes moyennes rurales.

Encadré 1 : Approches utilisées dans la délimitation des classes moyennes : consistance et fixation des bornes

- **L'approche purement statistique adoptée par le HCP** : elle propose une stratification de la population en *trois classes sociales (modestes, intermédiaires et aisées)*, et *c'est dans les classes sociales aisées que se trouvent les classes moyennes* (au sens de l'approche-Economia) *et les classes supérieures* (au sens de la nouvelle approche-BM). Dans ce cas, le calcul des bornes des classes moyennes consiste à estimer la médiane des dépenses de consommation et à la multiplier par 0,75 pour obtenir la borne inférieure, et par 2,5 (borne supérieure). Le poids démographique des classes moyennes correspond, dans ce cas, à la part de la population dont la dépense par tête se situe entre ces deux bornes.
- **L'approche semi-quantitative d'Economia** : elle *délimite les classes moyennes de la même façon que la nouvelle approche-BM, à la différence qu'elle en fixe une borne supérieure pour les distinguer des classes supérieures*. Et *c'est vers ces classes moyennes que devra converger la promotion des classes intermédiaires ou flottantes*.
- **L'approche semi-quantitative de la BM** : elle *définit un groupe social supérieur formé, sans les distinguer, des classes moyennes et des classes riches* (au sens proche de celui de l'approche-Economia).
- Les seuils d'accès aux classes moyennes délimitées par la BM et par Economia sont calculés par ces deux institutions. La présente étude a consisté à mettre à jour leurs bornes par les variations de l'Indice des prix à la consommation publiés par le HCP dans www.hcp.ma.
- **L'approche subjective** : *elle ne se réfère pas à une délimitation objective des classes moyennes, mais à la perception, par les ménages, de leur position sur l'échelle sociale*. Le calcul du poids démographique des classes moyennes est basé, dans ce cas, sur le traitement des réponses à la question posée aux ménages sur la classe sociale à laquelle ils pensent appartenir indépendamment de leur niveau de revenu ou de richesse.

Sources : HCP, Les classes moyennes marocaines caractéristiques, évolution et facteurs d'élargissement, 2009.

Banque mondiale, Le Maroc à l'horizon 2040 Investir dans le capital immatériel pour accélérer l'émergence économique, 2017.

Revue Economia n°5 / février-mai 2009 La classe moyenne, c'est qui ?

2.3. Etat des lieux et tendance des classes moyennes rurales

2.3.1. Considérations méthodologiques

Cette section a pour objectif d'apporter des éléments de réponse à une question clef de l'étude : celle de savoir ***dans quelle mesure le monde rural marocain renferme-t-il des classes moyennes au sens propre du terme***. Dit autrement, il s'agit de savoir si le monde rural marocain comporte ***des classes moyennes proprement dites ou de simples franges intermédiaires ou flottantes, pouvant être assimilées à un socle à partir duquel les classes moyennes pourraient émerger***. Sachant qu'aussi bien au Maroc qu'ailleurs, la littérature traite toujours les classes sociales selon les mêmes critères aussi bien celles en milieu rural que celles en milieu urbain. Il s'agit d'une première tentative d'estimer et d'analyser une classe moyenne par rapport à un territoire et par rapport à une population aux caractéristiques particulières comme celle du rural au Maroc.

Pour ce faire, l'étude se propose de procéder à une évaluation des classes moyennes rurales en déployant une démarche qui mobilise les quatre approches complémentaires précédemment présentées et commentées. Les fourchettes de ces classes selon l'approche, sont indiquées au tableau 6.

Tableau 6 : Fourchettes des classes moyennes par ménage moyen et par mois selon l'approche

Approche	Bornes des fourchettes des classes moyennes (*) (Dirham de 2017)	
	Inférieure	Supérieure
Approche statistique adoptée par le HCP	4 196	13 986
Approche semi-quantitative d'Economia	14 060	31 639
Approche semi-quantitative de la Banque mondiale	10 397	Illimitée
Approche subjective (universelle)	Les ménages décident eux-mêmes de leur appartenance aux classes pauvres, moyennes ou riches	

(*) Les bornes des fourchettes sont mises à jour pour l'année 2017, en les actualisant par la variation de l'indice des prix à la consommation.

Sources : HCP, Les classes moyennes marocaines caractéristiques, évolution et facteurs d'élargissement. In Les Cahiers du Plan, n° 25, 2009.

Banque mondiale, Le Maroc à l'horizon 2040 Investir dans le capital immatériel pour accélérer l'émergence économique, 2017.

Revue Economia n°5 / février-mai 2009 La classe moyenne, c'est qui ?

2.3.2. Etat des lieux des classes moyennes rurales : un poids démographique infime

Les deux approches semi-quantitatives appliquées dans le cadre de la présente étude (celle d'Economia et celle de la Banque mondiale) montrent (Graphique 1) qu'à l'instar des classes moyennes urbaines, les classes moyennes rurales enregistrent, en dépit des fluctuations conjoncturelles, un déclin soutenu et ce, depuis la mise en œuvre du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) en 1983. Si bien qu'aujourd'hui, leur poids est à son niveau le plus bas des quatre dernières décennies : moins de 7% dans les villes et moins de 3% dans le monde rural. La part, dans la population rurale, des classes moyennes rurales s'établit en 2017 à 1,1% selon l'approche-Economia et à 2,4% selon l'approche- Banque mondiale. Cette incidence des classes moyennes rurales est du même ordre (1,2%) que celle des classes rurales dites aisées au sens de l'approche-HCP (Annexe 1).

C'est dire que le monde rural est presque dénué de classes moyennes au sens de l'approche- Banque mondiale et de l'approche-Economia, et de classes aisées au sens du HCP. Dans ces conditions, l'élargissement des classes moyennes rurales devrait se fonder, en priorité, sur une mobilité sociale ascendante des classes sociales flottantes, celles se situant entre les classes vulnérables et les classes moyennes.

2.3.3. Tendances des classes moyennes rurales : un amenuise révélé par toutes les approches

Le poids démographique des classes moyennes rurales a continuellement diminué, entre 1984 et 2001, de 6,1% à 1,6% selon l'approche-Economia et de 5,9% à 4,7% selon l'approche- Banque mondiale. Celui des classes aisées définies par le HCP, a lui aussi, diminué durant cette période de 2,7% à 2,3%.

Fondée sur la répartition des populations selon le critère « dépense de consommation », cette tendance ne contredit en rien l'élargissement de l'accès des diverses classes sociales rurales, moyennes ou non, aux services sociaux. Il est plutôt question de la qualité et de la tarification de ces services, de la croissance économique en milieu rural et de l'équité de sa distribution sociale.

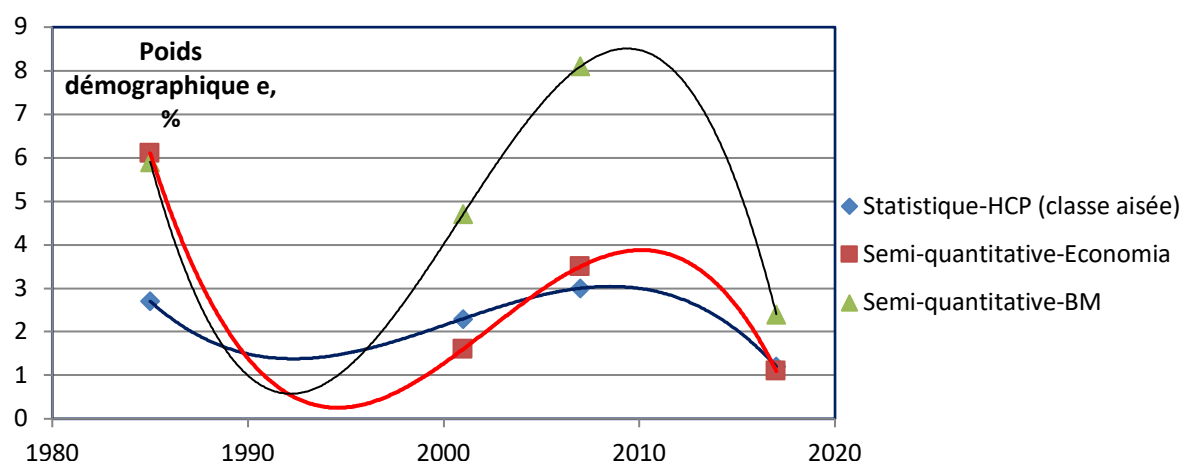
Depuis 2001, toutes les courbes d'incidence de la croissance montrent que l'accroissement des dépenses de consommation en milieu rural a été plus élevé parmi les classes pauvres, vulnérables ou flottantes que parmi les classes aisées au sens du HCP, celles qui renferment les classes moyennes au sens de la Banque mondiale⁴⁶. La seule hausse du poids démographique des classes moyennes au cours des quatre dernières décennies a été constatée entre 2001 et 2007. Le poids démographique des classes moyennes rurales a augmenté de 1,6% en 2001 à 3,5% en 2007 selon l'approche -Economia, et, respectivement, de 4,7% à 8,1% selon l'approche de la Banque mondiale.

A partir de 2007, le déclin des classes moyennes rurales a repris (Tableau en Annexe 1 et Graphique 1). Leur poids a progressivement reculé entre 2007 et 2017 de 3,5% à 1,1% selon l'approche-Economia et de 8,1% à 2,4%, selon l'approche- Banque mondiale (Annexe 3). La classe équivalente à ces classes, dite aisée par le HCP, a aussi reculé de 3,0% à 1,2% durant la période.

Au total, le déclin récemment observé des classes moyennes rurales et de celle dite aisée n'est pas une fatalité. Il se prête à l'inversion. La croissance économique et sociale de la période 2001-2007 a bel et bien relancé l'élargissement des classes moyennes aussi bien dans les villes que dans les campagnes (Tableau en Annexe 3 et Graphique 2 ci-après).

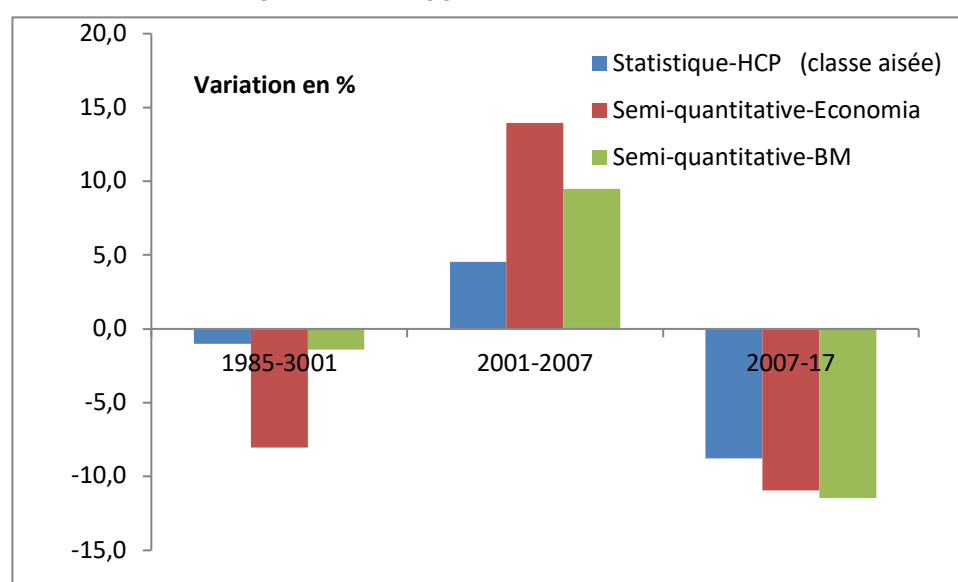
⁴⁶ HCP et Banque mondiale, Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire, 2001-2014, Page 18, 2017.

Graphique 1 : Evolution du poids démographique des classes moyennes et de la classe aisée en milieu rural



Source : Calcul des auteurs d'après les données de l'Annexe 3.

Graphique 2 : Variation annuelle moyenne du poids démographique des classes moyennes selon la période et l'approche et de celles aisées



Source : Calcul des auteurs d'après les données du tableau en Annexe 3.

Tableau 7 : Variation (%) du poids démographique des classes moyennes rurales (aisées pour l'approche statistique) selon la période et l'approche

Approche des classes moyennes	Période		
	1985-2001	2001-2007	2007-2017
Statistique-HCP (classes aisées)	-1,0	+4,5	-8,8
Semi-quantitative-Economia	-8,0	+13,9	-10,9
Semi-quantitative- Banque mondiale	-1,4	+9,5	-11,5

Source : Calcul des auteurs d'après les données de l'Annexe 3.

2.4. Identités des classes moyennes rurales : quels atouts ?

2.4.1. Structure socio-démographique : des familles élargies tablant sur l'éducation

L'*identité sociodémographique* des classes moyennes est abordée ici à travers leurs *structures démographique et éducative*, comparées à celles des autres classes sociales. Le but est d'avoir une idée précise sur le gap qui les sépare des classes flottantes, vulnérables ou pauvres et du chemin que ces trois classes devraient parcourir pour rattraper les classes moyennes ou riches.

Sur le plan démographique, un ménage rural regroupait en 2014 en moyenne 5,3 personnes. Cette *taille augmente avec la position sur l'échelle sociale* en milieu rural, passant de 4,7 personnes pour un ménage des classes pauvres à 5,7 pour un ménage des classes moyennes.

Cependant, comparés au reste des classes sociales, les ménages des classes moyennes se composent de *moins d'enfants* (29,1%), d'autant de personnes âgées (9,4%) et de *plus d'adultes en âge d'activité économique* (61,4%). Plus précisément, un ménage rural des classes moyennes regroupe, en moyenne, 3,5 personnes en âge d'activité économique contre 2,5 pour un ménage des classes pauvres.

En fait, les ménages membres des classes moyennes rurales ont tendance à s'apparenter à des familles élargies. Ils se caractérisent par une proportion relativement élevée aussi bien d'enfants mariés vivant avec leurs parents, que de frères et sœurs du chef de ménage ainsi que d'autres personnes parentes ou au service du ménage.

Sur le plan socio-éducatif, les classes moyennes rurales ont accumulé un *capital humain notable*. Leurs chefs de ménage totalisent, en moyenne, 9 années d'études. Ils dépassent de très loin ceux des classes pauvres (0,9 an), vulnérables (1,1 ans) et flottantes (1,9 ans). Le taux d'alphabétisation dans les classes moyennes rurales est, par ailleurs, assez notable (79,7%) en comparaison avec celui des classes pauvres (35,7%), vulnérables (43,6%) ou flottantes (55,9%). Ce qui expliquerait l'intérêt plus prononcé des classes moyennes rurales en faveur de l'éducation de leurs enfants.

En effet, les classes moyennes rurales *investissent massivement dans l'éducation des jeunes générations*. En 2014, elles affichaient des taux de scolarisation de l'ordre de 100% au préscolaire, au primaire et au collège. Les autres classes de niveaux inférieurs scolarisaient moins de 85% de leurs enfants de 4-5 ans, tendent vers la généralisation de la scolarisation parmi les 6-11 ans mais elles n'atteignent pas le taux de 60% au niveau collège.

C'est dire que, sur le registre de la scolarisation de base, le fossé entre les classes moyennes et les classes flottantes est considérable. Avec un gap d'une telle ampleur, hisser une proportion des classes flottantes au niveau éducatif des classes moyennes prendrait des décennies si les tendances passées devaient se poursuivre.

Au final, les résultats ainsi dégagés montrent une tendance des ménages ruraux des classes moyennes à s'organiser sous forme d'unités familiales élargies et à investir dans l'éducation de la totalité de leurs enfants indépendamment de leur sexe. Ces résultats laissent entrevoir l'importance que pareils ménages accordent à leur ascension sociale en déployant des stratégies fondées sur l'éducation, la solidarité, l'entraide et la mutualisation des ressources dans un cadre familial.

2.4.2. Composition socio-économique : quelle allocation des ressources actives ?

Il est à rappeler que selon l'approche-Banque mondiale, les classes moyennes rurales regroupent à peine 2,4% de la population rurale en 2017, mais elles contribuent pour 10,5% à la demande en biens et services. Inversement, les ménages ruraux pauvres ou vulnérables ont un poids démographique de près de 20%, mais ne contribuent que pour près de 10% à cette demande.

Concernant les stratégies familiales d'allocation des ressources actives, l'analyse *de la répartition des actifs occupés par secteur d'activité montre que cette allocation varie selon la position des ménages sur l'échelle sociale*. En effet, le nombre moyen d'actifs occupés par ménage augmente avec la position sur l'échelle sociale. Il s'élève progressivement de 1,32 actif occupé par ménage pour les classes pauvres à 1,66 pour les classes moyennes. Autrement dit, pour 100 ménages, les classes moyennes parviennent à insérer économiquement 166 individus contre 132 pour les classes pauvres, soit une différence de 34 actifs occupés (25% de plus).

En termes d'allocation sectorielle des ressources actives, la position sur l'échelle sociale se dégrade à mesure qu'augmente la dépendance du secteur agricole. C'est ainsi que plus de 6/10 des actifs occupés, membres des classes pauvres ou vulnérables, travaillent dans le secteur agricole. Ce rapport se réduit à 5/10 pour les classes flottantes et à moins de 4/10 pour les classes moyennes (Tableau 8).

Tableau 8 : Nombre moyen et répartition des actifs occupés selon la classe sociale et le secteur d'activité en milieu rural

Classes sociales rurales (*)	Secteur d'activité									
	Agricole		Secondaire		Tertiaire		Non défini		Total	
	Nb moyen	%	Nb moyen	%	Nb moyen	%	Nb moyen	%	Nb moyen	%
Classes pauvres	0,92	69,8	0,24	18,0	0,14	10,6	0,02	1,7	1,32	100
Classes vulnérables	0,96	66,7	0,29	19,9	0,17	12,0	0,02	1,4	1,44	100
Classes flottantes	0,80	51,0	0,37	23,7	0,37	23,3	0,03	2,0	1,57	100
Classes moyennes	0,65	<u>39,1</u>	0,31	18,9	0,66	<u>39,5</u>	0,04	2,5	<u>1,66</u>	100
Total	0,82	53,6	0,35	22,7	0,34	21,8	0,03	1,9	1,54	100

Source : Elaboration propre d'après les données du RGPH 2014, in www.hcp.ma (open data)

Et si le poids de l'emploi dans le secteur secondaire ne semble pas varier selon la classe sociale, la proportion d'actifs occupés employés dans le secteur tertiaire augmente progressivement avec la position sur l'échelle sociale. Elle est bien plus grande parmi les classes moyennes (39,5%) comparées à celles des classes pauvres (10,6%, soit quatre fois moins), vulnérables (12,0%) et flottantes (23,3%). De ce point de vue, les classes moyennes comptent donc sur le secteur tertiaire autant que le secteur agricole.

Il ressort des constats ainsi établis que la faible insertion au marché de travail et la dépendance du secteur agricole, vivrier en particulier, sont deux caractéristiques plutôt associées aux situations de pauvreté et de vulnérabilité

Autrement dit, le développement des secteurs tertiaire et secondaire comme sources d'emploi et de revenu en milieu rural constitue une option porteuse pour l'élargissement des classes moyennes dans ce milieu. L'autre option, tout aussi importante, concerne l'amélioration de la productivité des activités agricoles en général et de celles exercées par les ménages en bas de l'échelle sociale en particulier.

2.5. Système d'activité économique et mode de consommation des classes moyennes

2.5.1. Profil socioprofessionnel : hétérogénéité des classes moyennes rurales

Selon le RGPH 2014, les chefs de ménage relevant des classes moyennes rurales sont des indépendants dans 60,1% des cas (contre une moyenne rurale de 54,4%), alors que 27,9% d'entre eux sont des salariés (contre une moyenne rurale de 42,5%). Les classes moyennes rurales se caractérisent aussi par une grande proportion d'employeurs (10,0%) en comparaison avec la moyenne rurale (1,2%). C'est aussi le cas du statut d'associé ou membre de coopérative qui est dix fois plus fréquent parmi les classes moyennes rurales (2,0%) comparées à la moyenne rurale (0,2%).

Dans les groupes socioprofessionnels, la catégorie « Exploitant agricole » occupe 37,8% des chefs de ménage actifs occupés, membres des classes moyennes rurales. Cette proportion dépasse les 10% pour les professions de « Commerçant » (12,1%), de « Manœuvre agricole » (12,0%) et de « Profession libérale, Employeur non agricole et Cadre supérieur » (11,0%). Elle est relativement modeste pour les professions de « Manœuvre non agricole » (8,0%), de « Conducteur d'installation » (6,4%), « d'Ouvrier qualifié et Artisan » (5,3%), « d'Employé de bureau » (3,8%) et de « Cadre moyen » (3,6%).

Ces données montrent clairement que les classes moyennes rurales sont très hétérogènes et justifient leur traitement au pluriel. En termes de politiques publiques, cette hétérogénéité suggère que leur élargissement ne devrait pas être recherché à travers le développement de l'agriculture seule. Il requiert nécessairement l'intégration d'autres secteurs d'activité, d'autant plus que ces classes déploient des stratégies et adoptent des comportements et pratiques qui montrent bien qu'elles dépendent moins de l'agriculture que les autres classes (Tableau 8).

Ceci étant, la proportion des chefs de ménages ruraux relevant des classes moyennes et ayant l'agriculture comme activité économique reste tout de même élevée (51,6%), mais elle est inférieure à la moyenne rurale (56,7%). Ils sont moins présents dans le secteur de l'industrie (14,2% contre 19,7%) et dans le bâtiment et travaux publics (6,7% contre 11,9%). Alors qu'ils sont plus présents dans le secteur tertiaire (34,2%) comparativement à l'ensemble du milieu rural (23,6%).

Tableau 9 : Répartition (%) des chefs de ménages ruraux actifs occupés, selon le secteur d'activité et la classe sociale

Secteur d'activité	Classes sociales rurales				Total rural
	<i>Pauvres</i>	<i>Vulnérables</i>	<i>Flottantes</i>	<i>Moyennes</i>	
Agriculture	59,4	61,7	55,4	<u>51,6</u>	56,7
Industrie	14,5	19,1	20,6	14,2	19,7
Tertiaire	26,1	19,2	24,0	<u>34,2</u>	23,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Elaboration propre d'après les données du RGPH 2014 in www.hcp.ma (open data)

Finalement, les chefs de ménages membres des classes moyennes rurales comptent autant sur le secteur agricole que sur les secteurs secondaire et tertiaire pris ensemble. Les secteurs d'activité/source de revenu des classes flottantes présentent la même hiérarchie que celle observée chez les classes moyennes. Ceci préconise que l'élargissement et la consolidation des classes moyennes, tout comme la promotion des classes flottantes, devraient s'appuyer, certes, sur le développement agricole mais aussi sur les activités liées au secteur tertiaire (dont le commerce), à l'industrie et au bâtiment et travaux publics.

2.5.2. Pluriactivité des ménages, un atout des classes moyennes rurales

Dans la littérature, la pluriactivité est assimilée à l'exercice d'une activité agricole à temps partiel ou au « travail hors ferme »⁴⁷. Elle désigne ici une situation dans laquelle un ménage rural n'est pas entièrement investi dans une seule activité, dans le sens que ses membres actifs exercent des activités dans des secteurs différents⁴⁸. Pareil ménage compte donc sur les activités agricoles et non agricoles pour diversifier ses sources de revenu, renforcer sa protection sociale contre les aléas climatiques, améliorer sa capacité de résilience par rapport à l'insécurité des marchés de produits agricoles, optimiser l'occupation productive de ses membres et accroître ses capacités d'ascension sociale.

Partout au monde, jusqu'à deux tiers des agriculteurs exercent des activités non agricoles⁴⁹. C'est d'ailleurs une des caractéristiques fondamentales universelles de l'agriculture familiale qui est le fondement de l'agriculture marocaine.

Le graphique 3 répartit les ménages ruraux en quatre groupes selon l'activité de leurs membres : le groupe des ménages exerçant l'activité agricole seule, le groupe des ménages s'adonnant à une activité économique non agricole seule, le groupe des ménages combinant activités agricoles et non agricoles et enfin, le groupe des ménages sans activité économique. Les deux premiers groupes représentent ensemble 75% des ménages ruraux et ont quasiment le même poids avec respectivement 38% et 37%. Les deux autres groupes cumulent, quant à eux, 25% des ménages ruraux, qu'ils se partagent à hauteur de 13% et 12% respectivement.

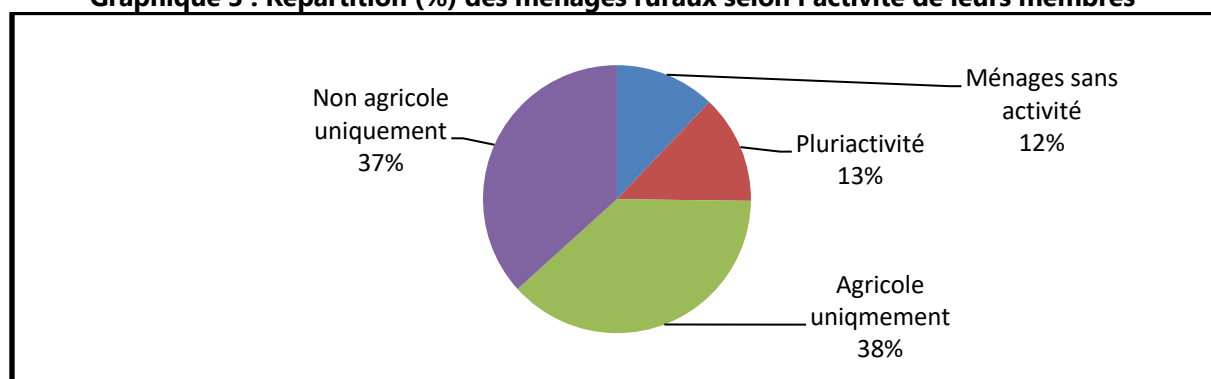
Le même graphique montre aussi que seule près de la moitié (51%) des ménages ruraux exerce une activité agricole, qu'elle soit seule ou combinée avec d'autres activités. Ce qui illustre, une fois de plus, que bien que l'agriculture reste importante pour les ménages ruraux, les autres activités économiques ont tendance à le devenir autant.

⁴⁷ Mishra A.K. and Goodwin B.K., 1997, Farm Income Variability and the Supply of Off-Farm Labour. *American Journal of Agricultural Economics*, 79.

⁴⁸ Il arrive qu'un même membre du ménage cumule plusieurs activités le long de l'année.

⁴⁹ Kimhi A., 2000. Is Part-Time Farming Really a Step in the Way out of Agriculture? *American Journal of Agricultural Economics*, 82 : 38-48.

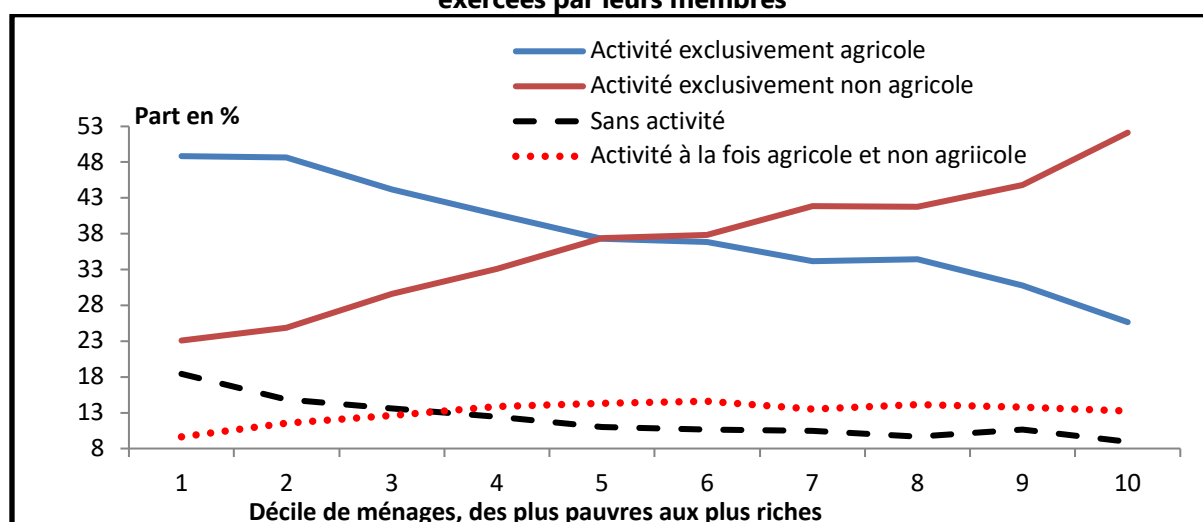
Graphique 3 : Répartition (%) des ménages ruraux selon l'activité de leurs membres



Source : Elaboration propre d'après les données du RGPH 2014, in www.hcp.ma (open data)

Basée sur les données du RGPH 2014, la répartition des ménages ruraux selon l'activité de leurs membres en fonction de la position sur l'échelle sociale, montre que la proportion des ménages ruraux comptant uniquement sur l'agriculture diminue à mesure que la position dans l'échelle sociale augmente (graphique 4).

Graphique 4 : Part des ménages ruraux dans les déciles de niveau de vie selon les activités exercées par leurs membres



Source : Elaboration propre d'après les données du RGPH 2014, in www.hcp.ma (open data)

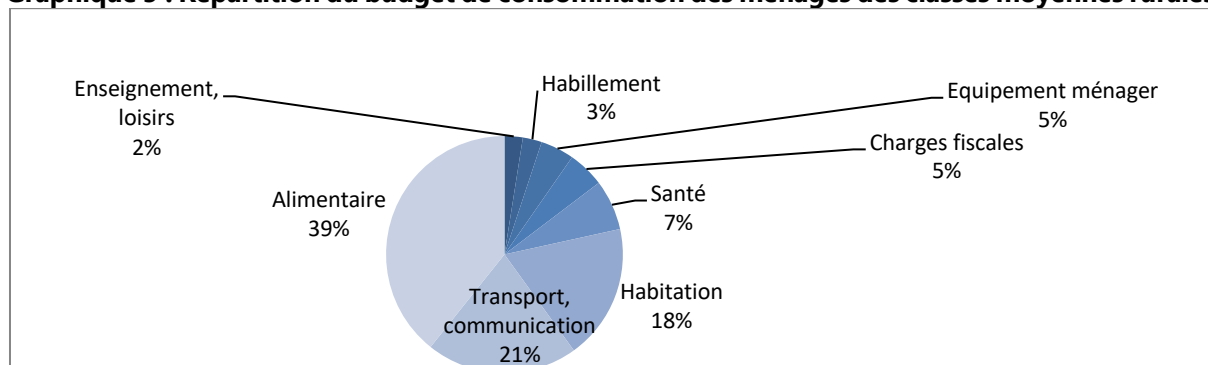
Toutes ces données attestent, encore une fois, que l'élargissement des classes moyennes rurales ne peut se réduire au développement des activités agricoles seules. Elles montrent qu'en milieu rural, l'exercice d'activités non agricoles améliore significativement les chances d'ascension sociale, que la pluriactivité est bien un levier pour un développement économique socialement équilibré en termes de réduction de la pauvreté et d'accès aux classes sociales moyennes et riches, et que les ménages qui se consacrent exclusivement aux activités agricoles courent beaucoup plus de risques d'appauvrissement et de précarisation que de chances de mobilité économique ascendante.

2.5.3. Consommation et pouvoir d'achat des classes moyennes rurales

Consommation, endettement et accès aux services sociaux : des classes moyennes rurales prudentes et économes

Les classes moyennes ont, par définition, suffisamment de ressources budgétaires pour subvenir à leurs besoins de base et pour disposer de certains biens et services dits supérieurs. Pour les classes moyennes rurales, la dépense par personne est 4,4 fois la moyenne rurale. Ce rapport est plus élevé pour les postes de consommation dite supérieure comme le transport et communication (9,1 fois), les paiements fiscaux non liés à l'exercice d'une activité professionnelle (8,6 fois) et les équipements ménagers (5,1 fois). Ce rapport est supérieur à 3 fois pour le reste des postes de dépenses relatives à la santé, l'habitation, l'enseignement et loisirs, l'habillement et l'alimentation.

Graphique 5 : Répartition du budget de consommation des ménages des classes moyennes rurales



Source : Elaboration propre d'après les données de l'Enquête panel de ménages (ONDH, 2017).

Au regard de ces données, hisser la dépense par tête des classes sociales flottantes à celle des classes moyennes revient à le tripler au moins ; il s'agit de le multiplier par 3,6. Ce rapport varie en fonction du poste de consommation : il est plus élevé pour les consommations supérieures liées au transport et communication (7,5 fois), aux charges fiscales (7,1 fois) et aux équipements ménagers (4,1 fois). Pour le reste des postes de consommation, il se situe entre 3,4 fois pour la santé, l'habitation et l'enseignement et loisirs et 2,6 fois pour l'alimentaire et l'habillement.

Sur le plan du comportement de consommation, approché par la répartition des dépenses des ménages selon les postes de consommation, les classes moyennes rurales se distinguent par la part qu'elles réservent dans leur budget aux postes « Transport et communication », « Charges fiscales » et « Equipements ménagers » (graphique 5). Le coefficient budgétaire du poste « Transport et communication » y est 2,1 fois plus élevé que chez les classes flottantes, contre 2,0 fois pour « Charges fiscales » et 1,1 fois pour « Equipements ménagers ».

Ces données montrent que les classes flottantes ont des niveaux de consommation largement inférieurs à ceux des classes moyennes et que tout rattrapage dans ce domaine ne pourrait avoir lieu qu'à long terme.

Comparées aux classes moyennes urbaines, les classes moyennes rurales consacrent des proportions moins élevées de leur budget aux dépenses en éducation/formation⁵⁰. La part que les classes moyennes urbaines affectent de leur budget à l'enseignement, loisirs et culture est 3,1 fois plus grande que celle des classes rurales. Ce rapport est de 1,6 fois pour l'habillement, de 1,2 fois pour les paiements fiscaux et le transport et de 1,1 fois pour la santé et l'habitation. Pour les équipements ménagers, les deux classes sont à égalité, alors que les classes moyennes rurales consacrent à l'alimentaire une part 1,4 fois celle de leurs homologues urbaines.

Le mode de consommation des classes moyennes rurales témoigne, par ailleurs, de leur prudence et de leur caractère économe. Ceci fait qu'elles ne soient endettées que dans une proportion de près de 7,0% contre une moyenne rurale de 6,6%⁵¹.

Enfin, il est à noter que les classes moyennes rurales semblent accéder aux services et équipements sociaux dans des proportions élevées ; le déficit à combler n'est encore considérable que dans l'accès aux routes goudronnées. En 2017, près de 25% des ménages des classes moyennes rurales sont privés de l'accès à ce type de routes.

Toutefois, ces classes tirent un avantage certain des programmes sociaux forfaitaires dédiés aux classes pauvres et vulnérables et ce, dans des proportions qui n'ont rien à envier à celles des classes ciblées : INDH (29,9%), Programme Ramed (47,8%), Programme Tayssir (7,0%)⁵².

Pouvoir d'achat : les classes moyennes rurales réalisent la croissance la moins élevée de la consommation par habitant

A l'échelle nationale, la période 2007-2018 a connu une inflation relativement modeste mais généralisée à l'ensemble des postes de consommation, à l'exception des biens et services « Communication » et « Loisirs et culture ». La variation de l'indice des prix à la consommation au cours de cette période a été nettement plus élevée que la moyenne nationale (17,2%) pour les postes « Enseignement », « Boissons » et « Restaurants et hôtels ». Pour le poste « Alimentation », elle a été de l'ordre de la moyenne nationale.

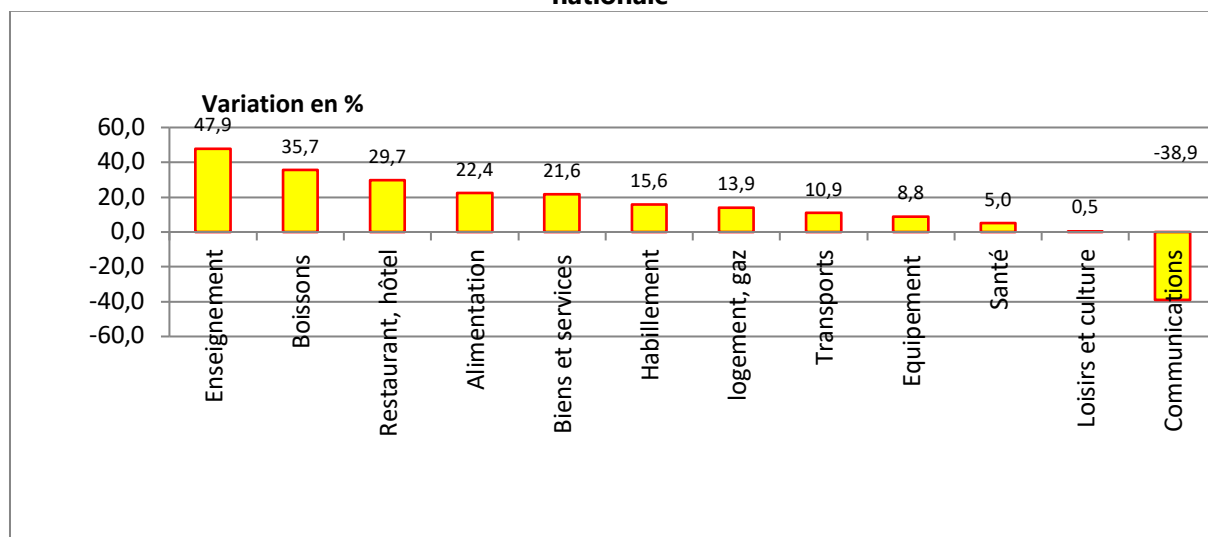
⁵⁰ C'est qu'en milieu rural où la primauté reste très largement pour l'école publique, les dépenses consacrées à l'éducation correspondent aux frais connexes à l'éducation (logement, alimentation, transport, fournitures scolaires) et non aux frais de scolarité dans le privé comme c'est le cas en milieu urbain.

⁵¹ ONDH, Enquête panel de ménages 2017.

⁵² ONDH, Enquête panel de ménages 2017.

La variation des indices des prix s'est fixée à un niveau relativement modéré pour les postes « Habillement », « Logement et gaz », « Transports », « Equipement » et « Santé » (graphique 6). Pour le poste « Loisirs et culture », les prix ont pratiquement stagné, contre une baisse notable pour le poste « Communications ».

Graphique 6 : Variation des indices des prix à la consommation entre 2007 et 2018 à l'échelle nationale



Source : Elaboration propre d'après les données du HCP sur les indices des prix à la consommation, in www.hcp.ma

Faute de données sur les revenus des ménages, la dépense annuelle moyenne de consommation par personne, mesurée à prix constants, donne une idée sur l'évolution comparée du pouvoir d'achat des classes sociales rurales. Le pouvoir d'achat mesure ici le volume de biens et services alimentaires et non alimentaires acquis par un ménage moyen. Il est mesuré par la dépense annuelle moyenne par tête, corrigée de la variation des prix à la consommation.

Entre 2007 et 2017, le pouvoir d'achat de l'ensemble des ménages ruraux a augmenté de 2,4% par personne et par an. Cette augmentation a été plus grande parmi les classes pauvres (8,4%) et vulnérables (4,2%), comparées aux classes flottantes (1,5%). De leur côté, les classes moyennes rurales, au sens de l'approche de la Banque mondiale, ont réalisé la plus faible augmentation (1,3%).

Ces tendances indiquent clairement qu'en milieu rural, les classes moyennes suivies des classes flottantes, ont réalisé les plus faibles améliorations de leur pouvoir d'achat. Les raisons en sont certainement liées à la cherté des biens et services les plus consommés par ces classes, à savoir ceux relatifs aux postes « Enseignement », « Boissons », « Restaurants et hôtels » et « Alimentation ».

2.6. Répartition régionale et facteurs d'élargissement des classes moyennes rurales

2.6.1. Stratification sociale du milieu rural : vers une massification des classes flottantes

L'analyse de l'évolution de la croissance économique, de la pauvreté, des inégalités et du pouvoir d'achat montre que les deux dernières décennies ont connu une baisse significative des formes absolue et multidimensionnelle de la pauvreté, conjuguée au recul de la vulnérabilité économique et à une croissance des niveaux de vie (Annexe 3).

Entre 2001 et 2017, le milieu rural a connu une réduction substantielle des taux de la pauvreté absolue (de 86,5%) et de la vulnérabilité (de 42,6%). Et si ce recul a favorisé l'élargissement des classes moyennes rurales entre 2001 et 2007, période d'une croissance économique relativement élevée, il n'en fut plus le cas depuis ; toutes les approches indiquant que les classes moyennes rurales ont enregistré une réduction plus ou moins notable (graphique 7).

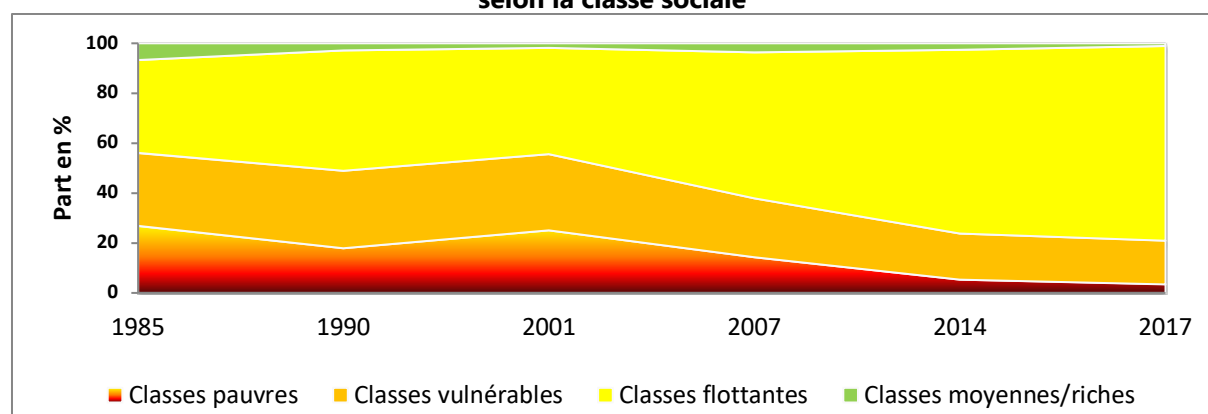
De ce fait, **les progrès sociaux réalisés n'ont pas estompé la polarisation économique de la société**, qui est tributaire de l'équité de la répartition sociale des revenus et non pas de la fraction des individus en situation de pauvreté ou de vulnérabilité⁵³. Une société peut être entièrement pauvre et jouir en même temps d'une cohésion sociale solide. Ce qui la rend plus polarisée, ce sont les écarts économiques et sociaux entre ses membres, mesurés par la pauvreté relative et l'inégalité.

En fait, la période 2001-2017 a connu une **stagnation de la pauvreté relative** à près de 20%, doublée d'une inégalité des niveaux de vie, à la frontière du socialement tolérable⁵⁴. Elle a aussi enregistré une **baisse soutenue du taux d'activité** de la population en général et des femmes en particulier. Comme elle a enregistré depuis 2011, une tendance à la **hausse du chômage des jeunes diplômés** et la mise en œuvre d'une série de **réformes structurelles qui n'ont pas été avantageuses pour les classes moyennes** en général et les classes moyennes rurales en particulier.

⁵³ Il s'agit de la pauvreté absolue au sens de l'approche de la Banque mondiale adoptée par le HCP. Selon ces deux institutions, les ménages vulnérables réalisent une dépense entre le seuil de pauvreté absolue et 1,5 fois ce seuil ; les ménages flottants se situent entre ceux vulnérables et ceux moyens. A noter que le seuil de la pauvreté relative est pris égal à 60% de la médiane des dépenses de consommation des ménages. Il augmente avec l'amélioration des niveaux de vie de la population. Selon l'Enquête panel de l'ONDH, le milieu rural affichait en 2017 un taux de pauvreté absolue de 3,4%, un taux de vulnérabilité de 17,5%, un taux de pauvreté relative de 38,2%, un taux de pauvreté multidimensionnelle de 6,2% et un taux de pauvreté sentie de 65,4%.

⁵⁴ Dans la littérature sur l'équité sociale, l'inégalité des revenus est dite socialement intolérable lorsque l'indice de Gini dépasse la valeur de 0,42.

Graphique 7 : Evolution de la structure (%) de la population rurale - approche Banque mondiale- selon la classe sociale



Source : Calcul des auteurs d'après les données de l'Annexe 3.

Au final, **le recul de la pauvreté absolue et de la vulnérabilité a surtout amassé les sortants de la pauvreté et de la vulnérabilité⁵⁵ parmi les classes sociales flottantes⁵⁶**. Les sorties de la pauvreté et de la vulnérabilité, conjuguées au déclassement social d'une frange des classes moyennes rurales, ont donné lieu à une massification des classes sociales rurales flottantes dont le poids démographique a augmenté entre 2001 et 2017 de 83,1% selon l'approche-Economia et de 48,9% selon l'approche- Banque mondiale pour s'établir à 46% au moins en 2017.

Aussi, la poursuite des tendances constatées entre 2007 et 2017 ferait que, d'ici à 2030, le milieu rural verrait la pauvreté absolue se réduire aux environs de 1%, la vulnérabilité ramenée à près de 10% et les classes flottantes à plus de 85%, avec des classes moyennes et riches dont le poids démographique serait plutôt symbolique. Autrement dit, **les tendances de la période 2007-2017 annoncent que si rien n'est fait, la prochaine décennie connaîtrait une polarisation du monde rural** marquée par :

- une explosion jamais observée des classes flottantes, alimentée par les sorties de la pauvreté et de la vulnérabilité et, dans une moindre proportion, par le déclassement des classes moyennes,
- une transition d'une polarisation du monde rural en pauvres/riches à une nouvelle configuration opposant les très riches aux vulnérables.

⁵⁵ Sur le plan conceptuel, les classes sociales vulnérables regroupent selon l'approche-BM, adoptée par le HCP, les ménages dont le niveau de consommation est entre 1 et 1,5 fois le seuil de pauvreté absolue. Ces ménages courent un grand risque de tomber ou de retomber dans la pauvreté.

⁵⁶ Pour rappel, les classes sociales flottantes regroupent les ménages qui se situent entre les classes vulnérables et les classes moyennes. Définies en termes de niveau de vie, elles sont formées des ménages qui ne sont ni franchement pauvres ou vulnérables, ni franchement moyens.

Enfin, il y a lieu d'insister sur les constats confirmés par l'ensemble des approches de stratification sociale :

- Le sort des classes moyennes rurales semble lié à celui des classes moyennes urbaines ; durant les quatre dernières décennies, les deux ont connu des tendances comparables, presque parallèles.
- Les tendances des classes moyennes que les approches objectives ont permis de dégager sont confirmées par le senti de la population ; ces dernières années, les marocains sont de plus en plus enclins à s'autoproclamer pauvres ou vulnérables.
- Le monde rural renferme un socle social formé des classes sociales intermédiaires selon l'approche-HCP et flottantes selon les approches Economia et Banque mondiale, à partir duquel les classes moyennes rurales pourraient émerger. Les ménages ruraux qui font partie de ce socle se situent autour de la médiane de la distribution des niveaux de vie (près de 6 000 Dirhams par ménage et par mois en 2017).

Au total, ***l'élargissement des classes moyennes rurales n'a pas tiré profit de la réduction de la pauvreté absolue et de la vulnérabilité, observée depuis le début des années 2000.*** Autrement dit, la croissance des revenus des populations pauvres ou vulnérables n'a pas eu d'implications directes en faveur de l'élargissement des classes moyennes. ***Les raisons en sont les écarts considérables entre les différentes classes sociales, outre l'absence de politiques publiques spécifiques dédiées à la mobilité sociale ascendante.***

2.6.2. Poids régional des classes moyennes rurales : les déterminants clefs

Éléments méthodologiques

Cette section aborde l'élargissement des classes moyennes rurales à l'échelle régionale, en relation avec ses **déterminants fondamentaux**, à savoir le **développement économique** et sa **répartition sociale**. Le développement économique y est approché par le PIB par habitant, l'équité sociale par l'indice d'Atkinson de la consommation par habitant. Leur interrelation avec le poids démographique des classes moyennes est analysée à l'échelle régionale.

Son appréhension se heurte à la représentativité statistique des données disponibles sur le poids démographique des classes moyennes au sens de la Banque mondiale ou d'Economia. Mesuré selon l'une ou l'autre de ces deux approches, le poids démographique des classes moyennes rurales à l'échelle régionale s'établit à des proportions très infimes, autour de 2%. Pareilles proportions sont calculées avec une grande marge d'erreur à partir des enquêtes statistiques classiques. L'usage de ces deux approches risque donc de conduire à des constats fragiles⁵⁷.

Face à cette limite, ***l'analyse de la triptyque classes moyennes-croissance économique-inégalités sociales se fonde ici sur le poids démographique des classes moyennes (dites intermédiaires) au sens du HCP***, le PIB par habitant et par région, et les inégalités sociales mesurées par l'indice d'Atkinson.

Croissance économique et poids des classes moyennes rurales, l'échelle régionale

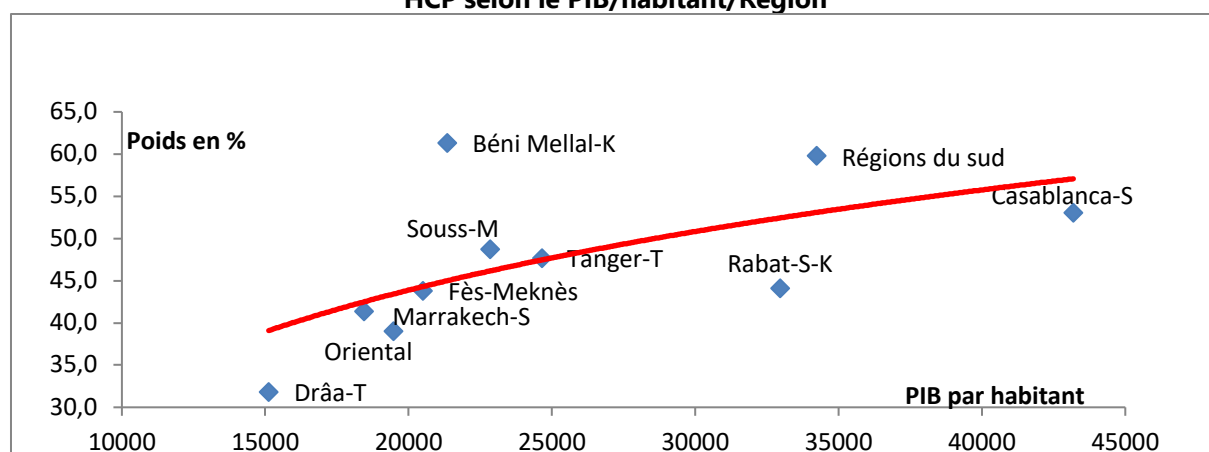
A l'échelle de l'ensemble du milieu rural, l'élasticité-croissance de la pauvreté et de la vulnérabilité est plus grande que celle des classes moyennes. En effet, simulée à partir des classes de dépenses établies par l'Enquête panel de l'ONDH⁵⁸, une croissance économique de 1% réduit le taux de pauvreté de 5,8% et le taux de vulnérabilité de 3,0%, contre une hausse de 1,8% du poids démographique des classes moyennes définies au sens de l'approche- Banque mondiale.

L'élargissement des classes moyennes dépend aussi de la réduction de l'inégalité des revenus. Seul un rapprochement des niveaux de vie des classes flottantes de ceux des classes moyennes permettrait d'amplifier l'impact de la croissance économique sur l'élargissement des classes moyennes.

⁵⁷ A titre d'illustration, l'Enquête panel de ménages 2017 a été réalisée auprès de l'échantillon le plus volumineux (16 000 ménages). Seuls 40% de ces ménages sont des ruraux, soit 6 400 ménages. Une proportion de 2% des classes moyennes fait que seuls 128 ménages ruraux moyens soient observés par cette enquête. Comme le pays est constitué de 12 régions, cela fait que moins de 11 ménages moyens aient été observés en moyenne par région. Un sous échantillon de cette taille ne se prête pas au calcul des indicateurs régionaux sur les classes moyennes rurales.

⁵⁸ ONDH, Enquête panel des ménages 2017.

Graphique 8 : Poids démographique des classes moyennes (intermédiaires) rurales au sens du HCP selon le PIB/habitant/Région



Source : Le poids démographique des classes intermédiaires est obtenu de l'Enquête panel de l'ONDH de 2017, le PIB par habitant de la Note d'information relative aux comptes régionaux de l'année 2017 du HCP.

Selon les données du HCP, **le poids démographique des classes intermédiaires rurales s'avère très variable d'une région à une autre en fonction du PIB par habitant** (graphique 8). Ses niveaux les plus faibles sont observés aux régions de Drâa-Tafilalet, l'Oriental, Marrakech-Safi et Fès-Meknès. Ce poids est de l'ordre de la moyenne rurale dans les régions de Rabat-Salé-Kénitra, Tanger-Tétouan-Al Hoceima et Souss-Massa. Il est aux niveaux les plus élevés dans la région de Béni Mellal-Khénifra, les trois régions du Sud⁵⁹ et la région de Casablanca-Settat.

En fait, **selon l'approche-HCP, c'est souvent dans les régions où le PIB par habitant est plus élevé que le poids démographique des classes intermédiaires rurales est élevé**. A l'aune de ce constat, certaines régions peuvent mieux faire ; il s'agit de Rabat-Salé-Kénitra, Casablanca-Settat, l'Oriental et Drâa-Tafilalet. Le poids démographique de leurs classes intermédiaires rurales est en dessous de ce que permettent leurs ressources économiques⁶⁰.

Inégalités sociales et poids des classes moyennes rurales, l'échelle régionale

Le graphique 9 schématise, à l'échelle régionale, la relation entre la variation des inégalités et le poids démographique des classes intermédiaires rurales. Il indique que ce sont les régions qui ont réalisé la plus grande baisse de l'inégalité des niveaux de vie entre les ruraux au cours de la période 2007-2017, qui affichent le poids démographique le plus élevé des classes intermédiaires rurales en 2017. Autrement dit, **les classes moyennes rurales s'élargissent là où les inégalités baissent** (graphique 9).

⁵⁹ Les trois régions du sud du pays sont regroupées pour des raisons de représentativité statistique des données. Il s'agit de Guelmim-Oued Noun, Ed Dakhla-Oued Eddahab et Laâyoune-Sakia Al Hamra.

⁶⁰ Ces régions se situent en dessous de la courbe de tendance centrale.

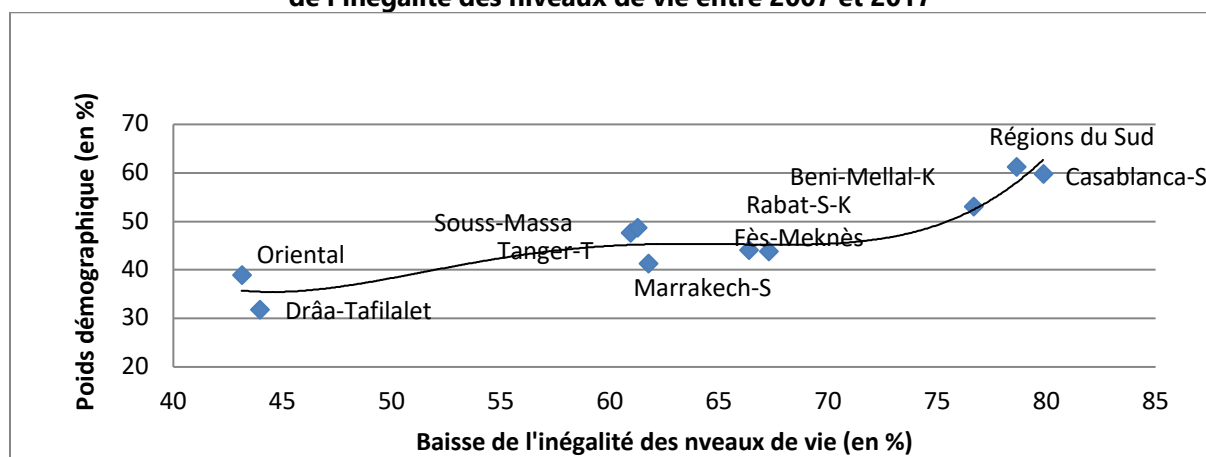
A la tête des régions les plus performantes, se trouvent Casablanca-Settat, Béni Mellal-Khénifra ainsi que l'espace constitué des trois régions du sud. A l'opposé, les régions de l'Oriental et de Drâa-Tafilalet ont réalisé la plus faible baisse des inégalités sociales en milieu rural et affichent les poids démographiques les plus modestes des classes moyennes rurales au sens du HCP.

Elargissement des classes moyennes rurales : une typologie des régions

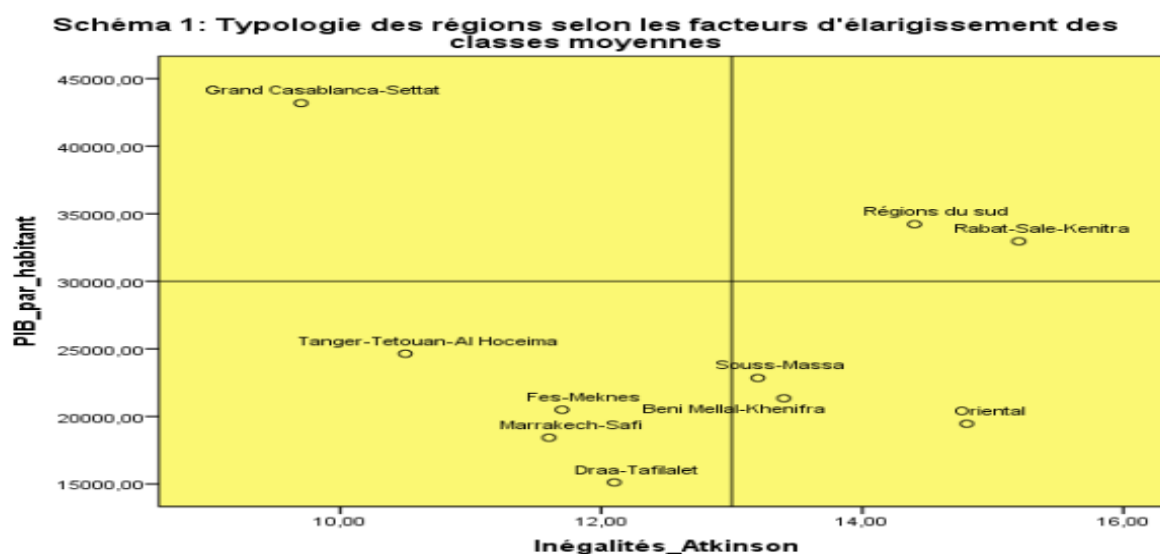
Le schéma 1 présente une **typologie des régions** en fonction des facteurs d'élargissement des classes moyennes, à savoir le Produit Intérieur Brut par habitant et l'équité sociale. **Quatre catégories** de régions s'en dégagent :

- Socialement souhaitable, la première catégorie est restreinte à la seule région de Casablanca-Settat. Cette région réunit les conditions d'une émergence des classes moyennes rurales, avec un PIB élevé et un niveau limité des inégalités sociales.
- La seconde catégorie regroupe les trois régions du sud et la région de Rabat-Salé-Kénitra. Ces régions ont un PIB par habitant élevé, mais des inégalités au-dessus de la moyenne nationale.
- La troisième catégorie est formée des régions relativement équitables, mais assez modestes sur le plan des ressources économiques. Il s'agit de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, Fès-Meknès, Marrakech-Safi et Drâa-Tafilalet.
- La quatrième et dernière catégorie regroupe les régions où les classes moyennes sont fortement exposées à l'amenuisement. Il s'agit des régions de Souss-Massa, Béni Mellal-Khénifra et l'Oriental qui sont à la fois pauvres et inégalitaires.

Graphique 9 : Poids démographique des classes intermédiaires rurales en 2017, selon la baisse de l'inégalité des niveaux de vie entre 2007 et 2017



Source : HCP, Calculs à partir des résultats de l'enquête sur le niveau de vie des ménages, et ONDH, Données de l'Enquête panel de ménages 2017.



Source : HCP, Calculs à partir des résultats de l'Enquête sur le niveau de vie des ménages, et ONDH, données de l'Enquête panel de ménages.

Les résultats ainsi dégagés au niveau régional sont révélateurs de la ***nécessité de la prise en compte de la dimension régionale dans toute stratégie d'élargissement des classes moyennes rurales***. Seules des politiques publiques localement repensées permettent de lutter contre la polarisation sociale, à l'aide d'une croissance économique forte et d'une équité de sa répartition sociale et territoriale.

2.7. Ascension sociale des jeunes générations : les facteurs adverses

2.7.1. Une mobilité sociale intergénérationnelle quasi absente

Sur le plan sociologique, ***la création ou encore l'élargissement des classes moyennes se fonde sur deux processus complémentaires***. Le premier s'apparente à un ***processus ascendant*** des classes vulnérables et flottantes à l'aide de leur intégration dans une offre d'éducation/formation de qualité leur permettant d'accéder aux emplois les mieux rémunérés et aux activités les plus lucratives. Le second ***processus***, moins connu, est ***descendant*** et consiste en une fragmentation des fractions riches ou quasi riches⁶¹, ***ce qui permet d'estomper la polarisation sociale et d'alimenter les classes moyennes***. Analyser le degré de mobilité sociale dans le monde rural revient donc à compléter la réflexion sur l'existence des classes moyennes rurales et les perspectives de leur élargissement.

⁶¹ L'approche ascendante a attiré les analyses, donc beaucoup plus connue que l'approche descendante, vraisemblablement en raison de la grande taille des classes vulnérables/flottantes et de l'étroitesse des classes riches.

Depuis son indépendance jusqu'à la fin des années 1990, le Maroc a peu tablé sur l'école comme option d'ascension sociale massive, surtout en milieu rural. Le poids démographique, plutôt symbolique, qu'affichent aujourd'hui les classes moyennes rurales traduit les choix politiques ayant prévalu en la matière : au lieu d'opter pour l'émergence et la promotion de nouvelles classes sociales, le Maroc a longtemps tablé sur la reproduction sociale d'une classe sociale constituée des vieilles notabilités et élites nobiliaires rurales. Sauf que les descendants ainsi formés se sont vite insérés dans les classes moyennes urbaines en préférant plutôt s'installer dans les grandes villes et exercer les activités émergentes et stratégiques aussi bien dans le secteur public que privé. Et malgré la fragmentation des élites rurales depuis une trentaine d'années avec l'apparition de nouveaux profils de leaders, cela n'a pas engendré un changement significatif en termes intergénérationnels au sein des classes moyennes rurales⁶².

L'analyse de la mobilité sociale aborde, en partie, cette question. Il s'agit de savoir dans quelle mesure la mobilité sociale intergénérationnelle permettrait-elle d'élargir les classes moyennes en milieu rural. Dans le cas où les positions sur l'échelle sociale sont héréditaires, les inégalités seraient ressenties comme injustes, l'ascenseur social en panne et l'élargissement des classes moyennes hypothétique. Dans le cas inverse, les individus jouiraient d'une certaine égalité des chances et pourraient circuler entre les groupes sociaux, auquel cas, l'ascension sociale des classes flottantes aux classes moyennes pourrait avoir lieu.

Pour des raisons liées à la nature des données disponibles, l'approche adoptée pour l'analyse de la mobilité sociale intergénérationnelle a consisté à comparer la catégorie socioprofessionnelle (CSP) d'un individu à celle de son père. L'analyse de cette forme de mobilité se fonde sur les tables de **destinée qui renseignent sur ce que deviennent les descendants issus de parents relevant d'un groupe socioprofessionnel donné**⁶³. Le but étant d'apprécier dans quelle proportion les descendants actifs occupés, fils ou filles, d'une personne donnée parviennent à occuper des positions professionnelles supérieures à celle de leur père. Dans la littérature sur la mobilité sociale, cette position est assimilée à la CSP.

Selon l'approche du HCP⁶⁴, les CSP sont hiérarchisées en fonction du niveau de vie mesuré par la dépense de consommation annuelle moyenne par personne. Au premier rang des CSP, se trouve le groupe « Employeur non agricole, Cadre supérieur et Membre de profession libérale », suivi de « Cadre moyen », « Employé et Ouvrier qualifié non agricole », « Commerçant, Artisan et Indépendant non agricole », « Exploitant agricole » et, enfin, « Ouvrier et Manœuvre sans qualification ».

⁶² Cf. Kadiri Z., Tozy M. et Mahdi M., « *Jeunes fellahs en quête de leadership* », in Cahiers Agricultures, vol. 24, n° 6, novembre-décembre 2015.

⁶³ Elle peut aussi se fonder sur les tables de recrutement qui donnent la position sociale des pères des individus relevant d'un groupe socioprofessionnel donné.

⁶⁴ HCP, Mobilité sociale intergénérationnelle au Maroc, 2012, in www.hcp.ma

Il est à rappeler d'abord qu'en 2011, année de référence de l'étude susmentionnée du HCP sur la mobilité sociale, la CSP « Exploitant agricole » comptait 37,6% des ruraux actifs occupés, précédée par celle d'« Ouvrier et Manœuvre sans qualification » qui regroupait 45,8% des ruraux actifs occupés. Le reste se répartissait entre les CSP « Commerçant, Artisan et Indépendant non agricole » (11,7%), « Employé et Ouvrier qualifié non agricole » (9,3%), suivies de loin de « Cadre moyen » (0,6%) et « Employeur non agricole, Cadre supérieur et Membre de profession libérale » (0,2%).

Les données rapportées au tableau 10 portent sur la mobilité intergénérationnelle des individus âgés de 35 ans et plus à l'année de référence (2011) de l'Enquête sur la mobilité sociale réalisée par le HCP. Elles permettent de savoir ce que deviennent (destinées) les descendants (fils/filles) d'un père classé dans une CSP donnée. Ces données montrent que parmi 100 descendants d'exploitants agricoles, 41 sont eux-mêmes des exploitants agricoles et 46 sont des ouvriers ou des manœuvres sans qualification. Seuls près de 7 d'entre eux deviennent des commerçants, artisans ou indépendants non agricoles et 6 deviennent des employés et ouvriers qualifiés non agricoles.

Très rares sont donc les descendants des exploitants agricoles qui deviennent des employeurs non agricoles ou des cadres supérieurs ou encore membres de profession libérale (1 pour mille), ou, des cadres moyens (2 pour mille). Autrement dit, **parmi 100 descendants d'exploitants agricoles, 41 sont en situation d'immobilisme social, 46 régressent au statut d'ouvrier ou de manœuvre sans qualification.** Moins de 13 réalisent une ascension sociale qui, toutefois, ne va pas au-delà des CSP associées aux classes sociales flottantes alors que **seuls 3 pour mille rejoignent les deux CSP supérieures éligibles à l'accès aux classes moyennes.**

Tableau 10 : Table de destinée des individus ruraux âgés en 2011, de 35 ans et plus

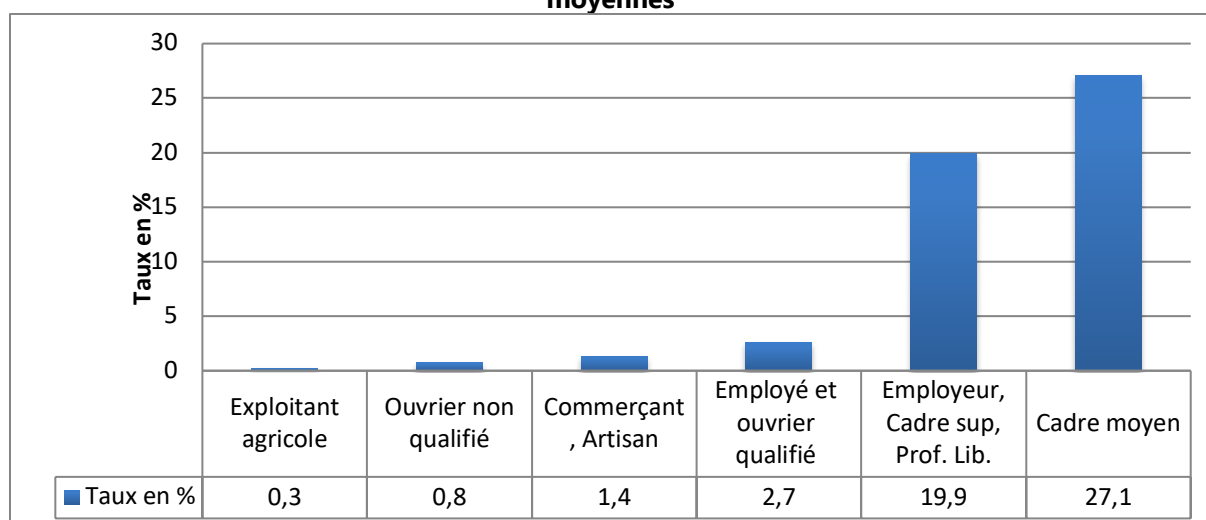
Catégorie socioprofessionnelle du père	Catégorie socioprofessionnelle des descendants (fils/filles)						Total
	Employeur non agricole, Cadre supérieur et Membre de profession libérale	Cadre moyen	Employé et Ouvrier qualifié non agricole	Commerçant, Artisan et Indépendant non agricole	Exploitant agricole	Ouvrier et Manœuvre sans qualification	
Employeur non agricole, Cadre supérieur et Membre de profession libérale	16,6	3,3	12,3	23,3	32,3	12,2	100,0
Cadre moyen	-	27,1	38,9	7,6	10,1	16,3	100,0
Employé et Ouvrier qualifié non agricole	0,7	2,0	24,5	14,3	23,4	35,1	100,0
Commerçant, Artisan et Indépendant non agricole	0,4	1,0	12,5	29,2	18,3	38,6	100,0
Exploitant agricole	0,1	0,2	5,9	6,7	41,1	46,0	100,0
Ouvrier et Manœuvre sans qualification	0,2	0,6	9,3	11,7	22,0	56,2	100,0
Total	0,2	0,4	7,4	8,6	37,6	45,8	100,0

Source : HCP, Mobilité sociale intergénérationnelle au Maroc, 2012 ; données de l'Enquête nationale sur la mobilité sociale, 2011.

Tout comme celle des exploitants agricoles, la CSP « Ouvrier et Manœuvre sans qualification » enregistre, à son tour, de faibles chances d'ascension sociale au rang des CSP susceptibles d'accéder aux classes moyennes rurales. Seuls 8 pour mille des descendants de cette catégorie rejoignent les deux CSP les plus aisées et peuvent prétendre à l'appartenance aux classes moyennes. Cette proportion est, en moyenne, plus grande parmi les descendants de CSP aisées et diplômées, comparées à celles défavorisées (graphique 10).

Comparées à celles des descendants des exploitants agricoles, les chances d'ascension aux deux CSP les plus aisées sont moins élevées parmi les CSP « Ouvriers et Manœuvre sans qualification » (2,7 fois) et « Commerçants, Artisans et Indépendants non agricoles » (4,7 fois) que les « Employés et Ouvriers qualifiés non agricoles » (9,0 fois), « Employeurs, Cadres supérieurs et Professions libérales » (66,3 fois) ou encore « Cadres moyens » (90,3 fois). **Les CSP fondées sur les cursus éducatifs et professionnels sont donc les plus qualifiées à la mobilité sociale ascendante.**

Graphique 10 : Taux d'ascension aux catégories socioprofessionnelles proches des classes moyennes



Source : HCP, Mobilité sociale intergénérationnelle au Maroc, 2012 ; données de l'Enquête nationale sur la mobilité sociale, 2011.

Au total, l'immobilité sociale paraît relativement faible pour la quasi-totalité des CSP rurales : la proportion d'individus mobiles est supérieure à 50%, à l'exception de la CSP la plus défavorisée en milieu rural (« Ouvrier et Manœuvre sans qualification ») qui enregistre le taux d'immobilisme social le plus élevé (56,2%). Plus précisément, le taux d'immobilisme est presque inversement proportionnel à la position sur l'échelle des CSP. Autrement dit, l'hérédité sociale en milieu rural, voire la transmission de la CSP du père à sa descendance, reste plus forte parmi les groupes sociaux dont la mobilité sociale ascendante est le seul garant de la lutte contre la vulnérabilité et de l'élargissement des classes moyennes.

Encadré 2 : Mobilité intergénérationnelle dans la CSP « Exploitant agricole »

- Une immobilité sociale moins massive que prévue 41% des descendants d'un exploitant agricole sont eux-mêmes des exploitants agricoles ;
- Un grand risque de régression sociale 46,0% des descendants d'exploitant agricoles occupent des positions inférieures à celles de leurs pères ;
- Une ascension sociale faible et limitée aux CSP proches des classes sociales flottantes elle concerne 13% des descendants d'exploitants agricoles ;
- Une ascension sociale infime aux CSP dignes des classes moyennes : seuls 3 pour mille des descendants d'exploitants agricoles en bénéficient.

Source : Notre propre analyse des données publiées dans la source : HCP (2012) Mobilité sociale intergénérationnelle au Maroc, données de l'Enquête nationale sur la mobilité sociale, 2011.

Sur le plan de l'inégalité des chances de mobilité sociale, comparées à la moyenne rurale, les chances d'ascension aux deux CSP les plus élevées sont assez modestes parmi les descendants des CSP « Exploitant agricole » (0,8 fois), « Ouvrier et Manœuvre sans qualification » (1,3 fois), ou encore « Commerçant, Artisan et Indépendant non agricole » (1,7 fois). Elles sont par contre assez élevées parmi les fils et filles des CSP « Employé et Ouvrier qualifié non agricole » (3,4 fois), « Employeur non agricole, Cadre supérieur et de Membre de profession libérale » (4,0 fois) ou « Cadre moyen » (8,3 fois).

Mesurées autrement, ces inégalités de chances d'accéder au statut de cadre moyen sont assez aigues. Un enfant d'un cadre moyen a 135,5 fois de chances de plus de devenir lui-même cadre moyen qu'un enfant d'un exploitant agricole. Ce rapport de chances reste assez élevé lorsque la référence est faite aux enfants des CSP « Employé et Ouvrier qualifié » (13,6 fois), « Commerçant ou Artisan » (27,1 fois), ou « Ouvrier non qualifié » (45,2 fois).

Au total, **le monde rural connaît une mobilité sociale plus fluide parmi les CSP les plus aisées que celles pauvres, vulnérables ou flottantes. Cette mobilité s'effectue entre catégories socialement proches ne permet pas, de par l'inégalité de l'ascension sociale qu'elle induit, d'élargir significativement les classes moyennes. Au bout d'une génération, la proportion de ceux qui se hissent aux CSP dignes des classes moyennes** (« Employeur non agricole, Cadre supérieur, Profession libérale » et « Cadre moyen ») **est particulièrement limitée (moins de 3%) parmi les CSP vulnérables et flottantes.** L'ascension sociale n'est assez significative (plus de 20%) que parmi les deux CSP les plus aisées et les mieux fondées, montrant que **le retard du monde rural dans l'éducation/formation devrait être nécessairement rattrapé à la fois sur les plans quantitatif et qualitatif.**

2.7.2. L'exclusion sociale des jeunes : le chômage des jeunes sévit beaucoup plus parmi les classes flottantes

Mesurée par le taux de chômage, l'exclusion sociale semble sévir beaucoup plus parmi les urbains que les ruraux. En effet, quelle que soit la classe sociale, le taux de chômage est plus que deux fois plus élevé dans les villes que dans les campagnes. En 2014, les urbains pauvres avaient un taux de chômage presque 9 fois celui de leurs homologues ruraux. Ce rapport s'établissait à près de 3 fois pour les classes vulnérables, à 2 fois pour les classes flottantes et à plus que 2 fois pour les classes moyennes et riches.

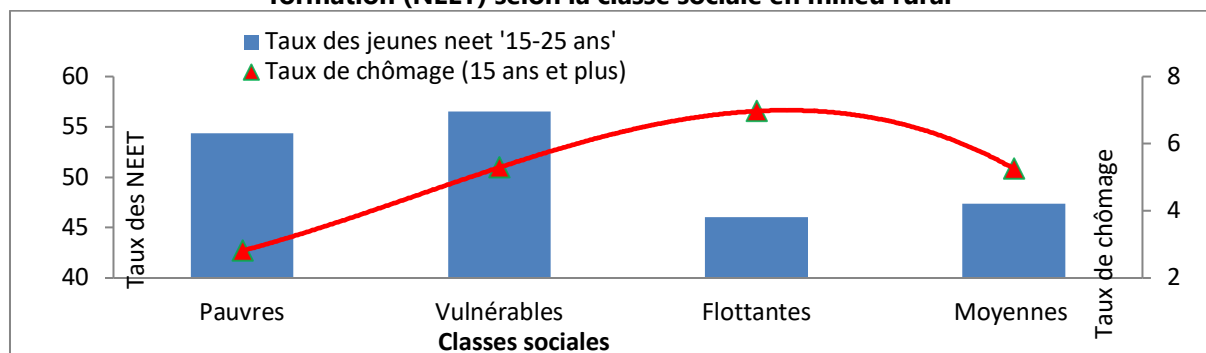
Différencié selon la classe sociale en milieu rural, **le chômage affecte beaucoup plus les classes flottantes que les classes moyennes, vulnérables ou pauvres** (graphique 11). **Ce qui révèle l'une des entraves à l'ascension sociale des classes flottantes à qui revient le premier rang pour nourrir l'élargissement des classes moyennes rurales : l'emploi des jeunes diplômés en particulier.**

Par ailleurs, si dans les villes près de 1/3 des jeunes âgés de **15 à 24 ans** ne travaille pas, n'est pas à l'école et ne suit aucune formation (dits **NEET**)⁶⁵, cette situation caractérisait en 2014 **près de la moitié des ruraux** de la même tranche d'âges. Elle sévissait parmi plus de la moitié des jeunes relevant des classes vulnérables et des classes pauvres.

⁶⁵ Cet indicateur a été introduit depuis 2010 par la Commission européenne pour identifier les jeunes, appelés NEET, qui ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation.

Les classes flottantes et moyennes sont aussi massivement affectées par cette facette de l'exclusion sociale, mais dans des proportions moindres (Graphique 11).

Graphique 11: Taux de chômage et des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation (NEET) selon la classe sociale en milieu rural



Source : Elaboration propre d'après les données du RGPH 2014, in www.hcp.ma (open data).

L'exclusion sociale affecte donc une catégorie de jeunes, plus large que celle restreinte aux individus en situation de chômage. Une grande proportion de ces jeunes cumule ainsi les handicaps liés à l'inactivité, au chômage, à la pauvreté et à la vulnérabilité. L'appui social à la formation et à l'insertion sociale de cette tranche de jeunes constitue un levier incontournable de cohésion sociale, de sortie de la précarité et chemin faisant d'élargissement des classes moyennes.

2.8. Priorités et inquiétudes sociales des classes moyennes rurales : marqueurs d'une identité collective

Telles que délimitées, les classes moyennes se définissent en opposition aux autres classes sociales. Bien qu'elles soient assez hétérogènes sur le plan socioprofessionnel, l'analyse de leurs attitudes révèle une certaine conscience de soi et un sentiment d'appartenance à un groupe social plus soucieux des changements que connaît le pays⁶⁶.

Concernant la perception qu'ils ont de leur position sur l'échelle sociale, 33,4% des ménages ruraux se considèrent moyens en 2017, contre 54,1% des ménages urbains, ce qui fait une différence de près de 21 points de pourcentage.

L'identité collective des classes moyennes rurales est abordée ici sous l'angle de leurs préoccupations sociales et du regard qu'elles portent sur les réalisations des politiques publiques dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de la réduction des inégalités et de la mobilité sociale intergénérationnelle.

⁶⁶ HCP, Etude sur les classes moyennes au Maroc, caractéristiques, évolution et facteurs d'élargissement, 2009.
UNICEF et MAGG (2014) : Classes moyennes : définitions conceptuelles, approches et propositions pour le cas du Maroc, 2014.
HCP et BM, Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire, 2001-2014, 2017.
BM, Le Maroc à l'horizon 2040 : Investir dans le capital immatériel pour accélérer l'émergence économique, 2018.

2.8.1. Préoccupations et priorités sociales

Définies selon l'approche économique de la Banque mondiale, les ménages des classes moyennes rurales sont nombreux à considérer que leur niveau de vie stagne (27,0% des ménages) ou régresse (25,2%). A la tête des raisons de cette régression ressentie, ces ménages évoquent la cherté de la vie et la baisse des revenus, suivies, dans une moindre mesure, de l'augmentation des besoins, des sécheresses récurrentes, de l'état de santé de la personne assurant un soutien économique au ménage et de l'augmentation des personnes à charge⁶⁷.

Comme relevé précédemment, les postes de consommation qui pèsent lourdement sur le budget des classes moyennes rurales sont l'alimentation, la santé, le transport et l'équipement ménager. La satisfaction de ces besoins préoccupe plus de la moitié des ménages ruraux moyens. Les postes de consommation dont la satisfaction est relativement moins contraignante sont relatifs à l'habitat, aux loisirs, à la scolarisation des enfants, aux transferts versés et à l'habillement.

Quant aux préoccupations sociales des classes moyennes rurales vis-à-vis de l'avenir, elles s'apparentent d'abord aux craintes vis-à-vis de la régression sociale : ***Plus de 7 ménages moyens sur 10 sont soucieux de la cherté de la vie, de la régression des revenus, de la sécheresse, du chômage des jeunes, de l'accès aux soins de santé et de l'avenir des enfants.***

Viennent ensuite les inquiétudes d'ordre social. Près de la moitié des ménages des classes moyennes rurales se préoccupent de la sécurité, de la délinquance des enfants, de la consommation de cigarettes, de drogue ou d'alcool.

Enfin, sur le registre des inquiétudes d'ordre familial, près des 4/10 des ménages des classes moyennes rurales craignent les problèmes familiaux complexes, l'échec scolaire et la prise en charge des enfants suite à la perte ou la maladie de la personne assurant un soutien économique au ménage.

De la sorte, ***les classes moyennes rurales mettent la croissance économique et l'emploi à la tête de leurs priorités***, suivis de la lutte contre la délinquance et l'insécurité et, enfin, de l'investissement dans le capital humain des jeunes générations.

⁶⁷ Du fait, entre autres, de la proportion des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation, et de celle des jeunes au chômage.

2.8.2. Perception des réalisations sociales

Concernant la perception des réalisations des politiques publiques, **les classes moyennes rurales sont plus convaincues des progrès obtenus dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et de la réduction des inégalités**. Elles considèrent, dans près de deux cas sur trois, que la pauvreté stagne ou diminue. La même perception est observée dans les villes, bien qu'elle émane d'à peine la moitié des classes moyennes. Autrement dit, la proportion des classes moyennes urbaines ou rurales qui considère que la pauvreté n'augmente pas est plus élevée que celle des classes flottantes, vulnérables ou pauvres.

Le schéma inverse est constaté au sujet de l'évolution des inégalités. **Dans les villes comme dans le monde rural, les classes moyennes, comparées au reste des classes sociales, sont, en fait, les plus enclines à considérer que les inégalités sociales augmentent**. Près de 1/3 des ménages ruraux moyens et du 1/4 de ceux urbains pensent que les inégalités sociales sont en hausse. Des proportions moindres sont relevées auprès des classes flottantes, vulnérables ou pauvres, révélant ainsi que **les classes moyennes sont plus pessimistes sur le registre de l'évolution des inégalités**.

Concernant la mobilité intergénérationnelle, **les ménages des classes moyennes rurales sont en proportion, les plus nombreux à se classer sur l'échelle des niveaux de vie, dans une position supérieure à celle de leurs parents**. Dans les villes comme dans les campagnes, seul près d'un ménage moyen sur 6 considère que son niveau de vie est inférieur à celui de ses parents.

Au total, il est clair que **la perception des classes moyennes rurales colle aux données objectives relatives à l'évolution des formes de pauvreté, des inégalités sociales et dans une moindre mesure, de la mobilité intergénérationnelle**. Cette perception montre que, comparées au reste des classes sociales, **les classes moyennes rurales sont autant optimistes au sujet du recul de la pauvreté que pessimistes à l'encontre de l'évolution des inégalités**.

Ce qui nuance la conclusion de l'étude de la Compagnie Française en Afrique de l'Ouest (CFAO) sur les classes moyennes. Cette institution considère que « le Maroc est le seul pays dans lequel certains membres de la classe moyenne n'envisagent pas l'avenir dans une perspective de croissance de leur niveau de vie »⁶⁸.

⁶⁸ CFAO : Les classes moyennes en Afrique : Quelle réalité, quels enjeux ? (Page 241), 2015.

2.9. Résultats saillants

Les résultats saillants que le travail d'identification et de caractérisation des classes moyennes rurales a permis de dégager sont synthétisés ci-après autour de dix questions thématiques.

1. Les classes moyennes, c'est quelle tranche de revenu ?

- La prise en compte des principaux marqueurs sociaux (logement, scolarisation des enfants, transport, soins de santé, remboursements, culture, loisirs, ...) situe **les revenus disponibles des classes moyennes à un minimum de près de 10 400 DH par mois pour un ménage moyen en 2017.**

2. Y-a-t-il encore des classes moyennes rurales ?

- En dépit d'une baisse soutenue de la pauvreté et de la vulnérabilité depuis la fin des années 1990, **les classes moyennes rurales, tout comme celles urbaines, connaissent un amenuisement depuis 2007, confirmé par toutes les approches. Elles ne représentent aujourd'hui qu'une proportion infime (moins de 3%) de la population rurale,**
- Toutefois, **le milieu rural connaît une massification des classes flottantes** « coincées » entre les classes vulnérables et les classes moyennes.
- Représentant **plus de 46% de la population**, les **classes flottantes** sont alimentées en partie par les sorties de la pauvreté et de la vulnérabilité et en partie par le déclassement des classes moyennes.

3. Où sont les classes rurales, moyennes et flottantes ?

- **Dispersées dans les zones rurales les plus riches** (PIB/habitant), dont celles relevant des régions de Casablanca-Settat, Béni Mellal-Khénifra et des régions du Sud⁶⁹.
- **Relativement concentrées dans les centres urbains et les centres ruraux émergents.**
- Au regard de leur PIB/habitant, **certaines régions peuvent mieux faire en termes de poids démographique des classes moyennes rurales** : Rabat-Salé-Kénitra, Casablanca-Settat, l'Oriental et Drâa-Tafilalet.

⁶⁹ Les trois régions du sud du pays sont regroupées pour des raisons de représentativité statistique des données. Il s'agit de Guelmim-Oued Noun, Ed Dakhla-Oued Eddahab et Laâyoune-Sakia Al Hamra.

4. Quelles identités présentent les classes moyennes rurales ?

- Des ménages à **référentiel de valeurs plutôt familiales** :
 - ✓ Ménages organisés en *familles élargies*.
 - ✓ Ménages déployant des *stratégies de coopération, d'entraide et de solidarité*.
- **Des ménages privilégiant la qualité et l'activité de l'individu** : Comparés aux autres ménages, les ruraux moyens *contrôlent mieux leur fécondité, tiennent à l'éducation de la totalité des enfants* (garçons et filles) et se composent de *plus de membres en âge d'activité que de membres à charge*.
- **Bien que de composition hétérogène** sur le plan socioprofessionnel et fortement dispersées dans l'espace, les classes moyennes rurales ont toutefois des **attitudes révélant** : une certaine *conscience de soi*, un *sentiment d'appartenance* à la même classe sociale ; un *souci permanent vis-à-vis des fléaux sociaux et des inégalités sociales* en particulier ; un *intérêt aux réalisations sociales et économiques en rapport avec la réduction des inégalités et de la pauvreté*.

5. Sur quelles sources de revenu comptent les classes moyennes rurales ?

- **Elles comptent, dans les mêmes proportions, sur les activités agricoles et non agricoles** :
 - ✓ Ménages pratiquant *exclusivement l'activité agricole* (38%).
 - ✓ Ménages pratiquant *exclusivement des activités non-agricoles* (37%).
 - ✓ Ménages pratiquant *les deux à la fois* (13%).
 - ✓ Ménages *sans activité, vivant des rentes ou des transferts*, (12%).
- **La diversité de leurs statuts socioprofessionnels en fait un groupe social hétérogène** :
 - ✓ Les chefs de ménages ruraux moyens **ne sont des Exploitants agricoles que dans moins de 4 cas sur 10** ;
 - ✓ Le reste est réparti entre les Commerçants, les Manœuvres agricoles et non agricoles, les Employés et les Professions libérales.

6. Quel poids économique présentent les classes moyennes rurales dans la demande de biens et services ?

- Des classes dont le **poids économique est 5 fois plus élevé que le poids démographique** :
 - ✓ Elles représentent à peine 2,4% de la population mais elles contribuent pour 10,5% à la demande de biens et services.
 - ✓ Leur *dépense par tête* est 4,4 fois la moyenne rurale, elle l'est davantage pour les consommations supérieures dont « Transport et Communication », « Paiements fiscaux » et « Equipements ménagers ».
- Des classes d'un **mode de consommation prudent et économe, tirant profit des prestations sociales dédiées aux classes défavorisées** :
 - ✓ **Comparées aux classes moyennes urbaines**, elles sont nettement *moins endettées* (leur taux d'endettement est limité à près de 6%) et *moins ouvertes sur les consommations de luxe* dont les loisirs et l'habillement.
 - ✓ Elles **bénéficient, dans d'importantes proportions, des programmes sociaux dédiés aux ménages pauvres et vulnérables**, dont l'INDH, Ramed et Tayssir.

7. Quelles priorités et préoccupations sociales affichent les classes moyennes rurales ?

- Elles classent **la croissance économique et l'emploi à la tête de leurs priorités**.
- Comme elles revendiquent la **lutte contre la délinquance, la sécurité et l'investissement dans le capital humain des jeunes** générations.
- Elles sont **plus soucieuses de l'échec scolaire et de la régression sociale**.

8. Quelles classes sociales cibler pour élargir les classes moyennes rurales ?

- **Les classes moyennes rurales, elles-mêmes**, pour inverser leur amenuisement (pérennisation) ;
- **Les classes flottantes** pour les hisser au rang des classes moyennes (mobilité sociale ascendante).

9. Quels facteurs pénalisent l'ascension sociale dans le milieu rural ?

- Une **mobilité sociale plutôt marginale** : l'ascension sociale est entravée par une *éducation sélective et inadéquate* vis-à-vis de la promotion de l'individu et de la société (seuls 3 pour mille des descendants d'un exploitant agricole ont des chances d'accéder aux classes moyennes).
- Une **incidence élevée de l'exclusion sociale des jeunes** :
 - ✓ Le *chômage des jeunes* de 15 à 24 ans *affecte beaucoup plus les classes flottantes* que les classes moyennes et riches ;
 - ✓ *Près de la moitié des jeunes ruraux sont des NEET* (ne travaillent pas, ne sont pas à l'école et ne suivent aucune formation).
- Une **faible insertion dans le marché de travail, conjuguée à une dépendance du secteur agricole** (vivrier en particulier).
- Une **inégalité des chances exacerbée** : un enfant d'un cadre moyen a 135,5 fois de chances de plus de devenir lui-même cadre moyen qu'un enfant d'un exploitant agricole.

10. Quels facteurs contribuent à l'élargissement des classes moyennes ?

- **L'éducation et la formation** : le nombre moyen d'années d'études est dix fois plus élevé parmi les chefs de ménages moyens (9,0 ans) comparés à leurs homologues pauvres.
- **La croissance économique** : A inégalités sociales invariables, une croissance des revenus des ménages de 1% améliore le poids démographique des classes moyennes de 1,8%.
- La **réduction des inégalités sociales et des disparités territoriales** à l'aide d'investissements ciblés sur les populations et les territoires défavorisés.
- La **pluriactivité en milieu rural** est positivement associée à la réduction de la pauvreté et à l'accès aux classes sociales moyennes.
- La **promotion des secteurs tertiaire et secondaire en milieu rural** ; la restriction des sources de revenu aux activités agricoles réduit les chances d'ascension sociale.

3. Analyse des politiques publiques à destination du milieu rural

Cette partie de l'étude se propose de procéder à une analyse des politiques publiques ayant pour objet le développement agricole et rural, en vue d'apprécier leurs retombées en termes d'amélioration des conditions de vie des populations rurales et leur contribution éventuelle à l'émergence d'une classe moyenne rurale. Etant entendu que sur la période considérée, l'émergence des classes moyennes rurales n'a fait l'objet d'aucune politique spécifique. La finalité de cette analyse étant de dégager des orientations et des axes d'intervention pour une promotion durable de ces classes.

Les politiques prises en compte sont appréhendées pour estimer la place qu'elles consacrent à l'inclusion économique et sociale des populations rurales en général. Leur efficacité est appréciée par rapport aux objectifs qui leurs sont fixés, mais également et autant que faire se peut, par rapport à leur capacité à faire émerger et développer une certaine catégorie ou classe moyenne rurale.

La population rurale marocaine a toujours fait face à de nombreux enjeux tel l'exode rural, la pauvreté, le sous-emploi, l'importance de l'emploi agricole précaire, le manque d'équipements et de services de base, ... La prise en compte de ces enjeux s'est souvent manifestée par le déploiement d'une panoplie de dispositifs d'intervention émanant de divers départements ministériels et établissements publics ; déploiement qui s'est opéré toutefois au détriment de la cohérence d'ensemble des politiques menées.

Le besoin d'une politique publique intégrée de développement rural va commencer à se faire sentir au cours de la première moitié des années 1990 au terme de dix années de la mise en œuvre dans le pays du Programme ajustement structurel (PAS)⁷⁰ dont les conséquences sociales sur le monde rural en particulier vont être désastreuses ; ses impératifs de rétablissement des grands équilibres macro-économiques ont primé sur l'allocation des ressources nécessaires pour doter le monde rural des infrastructures et services sociaux de base dont il manquait déjà.

La situation économique et sociale du pays dans son ensemble était telle qu'en 1995, la Banque mondiale avait produit un rapport accablant, que la plus haute autorité du pays avait résumé en une phrase qui fera date dans la mémoire collective « *Le Maroc est au bord de la crise cardiaque* »⁷¹.

⁷⁰ Entre 1980 et 1985, le pays est frappé par une vague de sécheresses sans précédent qui plombe la croissance et précipite les campagnes dans les bras de la misère. L'économie du pays flanche, l'endettement explose, le pays au bord de la banqueroute. Si bien qu'en 1983, il est mis sous la tutelle du Fonds Monétaire International (FMI) marquant ainsi le début du Programme d'ajustement structurel (PAS) qui va avoir des conséquences sociales désastreuses, notamment en milieu rural.

⁷¹ Discours Royal au Parlement en 1995.

D'autant plus qu'après les quatre années de sécheresses successives du début des années 1980⁷², le Maroc va à nouveau subir une autre vague de trois années de sécheresses à la fin des années 1990 et le début des années 2000.

C'est dans ce contexte qu'une inflexion des politiques publiques à destination du monde rural s'est mise à l'œuvre, tendant à appréhender cette composante du territoire national dans sa globalité et sa diversité, non réductible à son espace agricole seul. Depuis, la situation des territoires ruraux n'a cessé de s'affirmer comme un défi prioritaire exigeant des réponses politiques publiques décisives, adaptées et d'envergure.

3.1. Champ et démarche d'analyse des politiques prises en compte

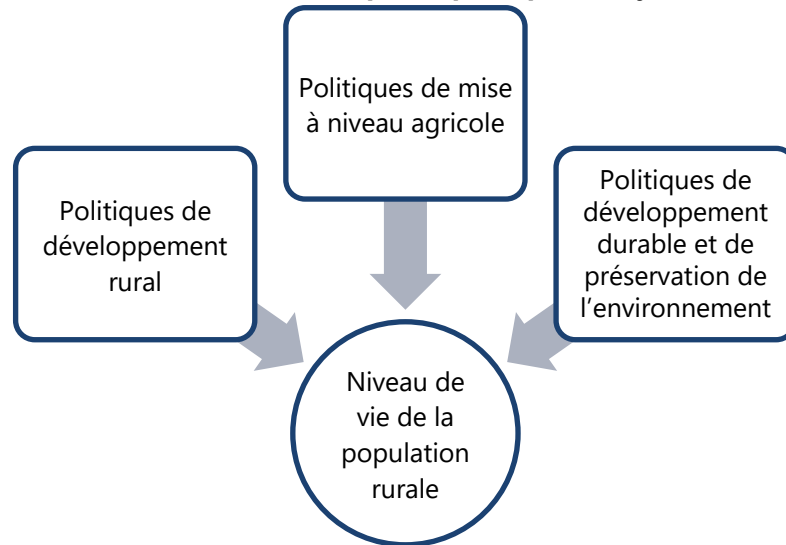
Pour les besoins de l'analyse, les politiques retenues sont celles orientées vers le monde rural et supposées avoir un impact sur le développement des territoires ruraux et sur le niveau de vie de leurs populations. ***Etant entendu que durant toute la période considérée pour l'analyse, c'est-à-dire celle correspondant aux trois dernières décennies (1990-2020), aucune politique publique n'a été formellement dédiée aux classes moyennes rurales.***

De manière générale, la littérature distingue *trois logiques d'intervention*, en termes de politiques publiques destinées au monde rural :

- ***Les politiques de mise à niveau agricole***, dans lesquelles le développement agricole est pris comme concept sectoriel. Ces politiques visent l'amélioration de la compétitivité agricole et des gains de productivité (y compris pour les petites et moyennes exploitations) et la satisfaction aux exigences de la transformation, de la distribution et des marchés à l'export.
- ***Les politiques de développement rural***, plus transversales, dans lesquelles l'espace rural est considéré selon une approche territoriale plus élargie. C'est que le développement rural va au-delà du développement agricole seul. Il englobe l'espace rural comme un lieu où l'agriculture est au centre du système socio-économique où existent d'autres activités économiques. Ces politiques visent à accroître les opportunités de revenu et l'amélioration des conditions de vie des ruraux.
- ***Les politiques de développement durable, de gestion des ressources naturelles et de l'environnement***, qui ont une incidence directe sur la qualité de vie dans les zones rurales. Le développement rural et l'agriculture entretiennent des liens étroits avec les questions de développement durable et de la pauvreté.

⁷² L'avènement de ces sécheresses dans un contexte de crise économique et sociale du pays va amener la haute autorité du pays à décréter l'exonération des revenus et bénéfices agricoles, dont la levée progressive est intervenue à partir de 2014, soit trois décennies après son instauration.

Schéma 1 : Champs des politiques analysées



La lecture des stratégies et des interventions publiques dans le monde rural révèle la multiplicité des logiques de leurs conceptions :

- Logique sectorielle (agriculture, tourisme, ...).
- Logique transversale intersectorielle et intégrée (Stratégie 2020 de développement rural, Stratégie nationale de développement rural,...).
- Logique compensatoire s'appuyant sur un ciblage socio-géographique (Programme de priorités sociales baptisé BAJ⁷³, Initiative de Développement Humain (INDH), Programmes d'appui social, ...).
- Logique spatiale (zones de montagne, zones oasiennes, zones pastorales, ...), sauf que le zonage est souvent défini selon les caractéristiques naturelles des zones ciblées et non selon des critères de leur fragilité socio-économique en tant que territoires.

La multiplication des interventions publiques dans l'espace rural pourrait présenter l'avantage d'une offre plus au moins diversifiée, mais comporte des inconvénients : superposition des niveaux de compétences et de financement, persistance des approches sectorielles rendant difficile la coordination et l'intégration des interventions,

La fragmentation des interventions, leur multitude et leur chevauchement traduisent en fait le manque d'une stratégie fédératrice, rendant difficiles l'appréhension et l'analyse de leurs finalités et l'évaluation de leurs performances, notamment leur efficience, leur impact et la durabilité de leurs réalisations.

⁷³ Barnamaj Al Aoulaouiyat Al Ijtimaiya.

Durant les trois dernières décennies, l'intérêt accordé par les politiques publiques aux espaces ruraux a souvent été considéré comme une réponse à la problématique de réduction des disparités avec l'urbain. Les approches qui ont prévalu ont été centrées sur les infrastructures et services sociaux de base, sur la lutte contre la pauvreté et la précarité, sur le développement agricole et tout récemment sur la réduction des disparités sociales et territoriales. Dans l'ensemble, elles ont ciblé plus que par le passé les zones à écologies fragiles, plus empreintes par la pauvreté et la précarité et par les risques menaçants la durabilité des ressources naturelles⁷⁴.

Les interventions retenues ont été réparties et analysées autour de quatre domaines thématiques : Accès aux infrastructures et services sociaux de base ; Lutte contre la pauvreté et la précarité ; Développement territorial ; Développement agricole.

3.2. Accès aux infrastructures et services sociaux de base

La décentralisation en 1976⁷⁵ avait confié l'infrastructure rurale aux communes. Mais les insuffisances dans les provisions de financement et des budgets d'investissement ont accentué les inégalités entre les communes rurales. Finalement, ce sont les populations des communes les plus riches qui en ont bénéficié le plus⁷⁶.

La seconde moitié des années 1990 a été marquée par une certaine prise de conscience de l'Etat de l'ampleur du déficit en infrastructures rurales de base, qui s'est traduite par le déploiement d'une série de nouveaux programmes d'envergure et de longue haleine destinés à doter les zones rurales d'eau potable, d'électricité et à réduire leur enclavement. Il s'agit du Programme d'Approvisionnement Groupé en Eau potable des populations Rurales (PAGER), du Programme d'Electrification Rurale Globale (PERG) et du Programme Nationale de Routes Rurales (PNRR) dont la mise en œuvre fait intervenir plusieurs acteurs départements ministériels, établissements publics (EP), collectivités locales (CL), des ONG, populations bénéficiaires.

⁷⁴ A l'exception du Plan Maroc Vert dont le Pilier I est axé sur le développement d'une agriculture moderne à haute valeur ajoutée dans les zones favorables (secteurs irrigués et le bour favorable).

⁷⁵ Cf. Dahir portant loi n° 1-76-583 du 5 chaoual 1396 (30 Septembre 1976) relatif à l'organisation communale, in Bulletin Officiel 1^{er} octobre 1976.

⁷⁶ Iraki A. et Tamim, M. La dimension territoriale du développement rural au Maroc : Etude géographique, 2013.

3.2.1. Le Programme d'approvisionnement groupé en eau potable des populations rurales

Jusqu'au début des années 1990, l'approvisionnement des populations rurales en eau potable est resté très limité du fait des faibles financements que l'Etat lui allouait. C'est à la suite de l'approbation en 1994, du Plan directeur national d'approvisionnement en eau potable des populations rurales (1990-1994)⁷⁷ par le Conseil Supérieur de l'Eau et du Climat (CSEC), que le PAGER va être lancé en 1995, avec l'objectif d'atteindre un taux de desserte de 80% dans un délai de dix ans⁷⁸.

Financé à hauteur de 80% à partir du Budget Général de l'Etat, de 15% par les collectivités locales concernées et de 5% par les bénéficiaires, la réalisation de ce programme a permis au pays d'accomplir un progrès remarquable. En effet, selon les données de l'Office National de l'Electricité et de l'Eau potable (ONEE), le taux d'accès à l'eau potable est passé de 14% en 1994 (alors qu'il était de 81% en zone urbaine) à 38% en 1999 puis à 95% en 2015⁷⁹.

L'amélioration de l'accès à l'eau potable a eu des retombées indéniables sur les conditions de vie des populations rurales. En réduisant la ***pénibilité et le temps consacré à la corvée de l'eau***, le PAGER a permis aux femmes d'être plus disponibles pour se consacrer davantage aux activités productives et a contribué à favoriser la ***scolarisation des filles***, notamment au niveau des ménages ruraux les plus démunis. Comme il a eu des retombées positives sur la ***santé*** et l'***hygiène*** des bénéficiaires. Il est à noter, par ailleurs que par sa démarche participative, ce programme a fortement impulsé l'émergence et le développement d'une réelle ***dynamique associative*** dont le champ d'activité va s'étendre au-delà de l'eau potable.

Toutefois et bien que l'objectif du PAGER en termes d'installation des équipements pour le raccordement à l'eau potable soit réalisé, il n'en demeure pas moins que ***la question de la durabilité de l'accès à ce service reste posée*** :

- 3,5 millions d'habitants du monde rural restent ***non couverts*** par un accès permanent à l'eau potable.
- 85% de la population du monde rural utilise des systèmes de raccordement à l'eau potable présentant des ***dysfonctionnements*** liés principalement aux problèmes de ressources en eau, à la mauvaise gestion et à l'absence d'entretien (ONEE, 2014).

⁷⁷ Période marquée par une succession d'années de sécheresse à l'instar de celles du début des années 1980.

⁷⁸ Objectif qui ne sera réalisé qu'à 61%, ce qui amena les autorités du pays à identifier un programme pour la période 2003-2007, avec l'objectif d'atteindre un taux d'accès de 90% et un investissement de plus de 6,5 milliards de DH.

⁷⁹ Chambre des Représentants (2019). Rapport du Groupe de travail thématique chargé de préparer un rapport sur le Programme d'Approvisionnement Groupé en Eau potable des populations Rurales (PAGER) – (en arabe), 2 Août 2016.

- L'existence de **fortes disparités régionales**.
 - ✓ La Région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima affiche le plus faible taux d'accès à l'eau potable avec 82%, soit une différence de 13 points de pourcentage par rapport à la moyenne nationale ;
 - ✓ Les provinces de Taounate, Taza et Moulay Yacoub enregistrent les taux de dysfonctionnement des systèmes d'approvisionnement en eau potable les plus élevés.
- La majorité de la population rurale préfère un **raccordement individuel** alors que la philosophie du PAGER est plutôt d'assurer une **offre collective**, notamment à travers les bornes fontaines ;
- Le **prix de vente de l'eau potable** appliqué dans les fontaines mises en place dans le cadre du PAGER⁸⁰ n'est soumis à **aucune réglementation ni contrôle et demeure élevé par rapport au pouvoir d'achat de la population rurale** ;
- **Le coût élevé du raccordement individuel à l'eau potable (3 500 DH)** engendre une forme d'**inégalité/exclusion** entre les ménages ruraux ciblés ; **seuls ceux ayant des revenus élevés peuvent se le permettre** (Cf. Encadré ci-après).

Encadré 3 : L'introduction de services aux standards urbains et exclusion en milieu rural

« A l'image des branchements à l'électricité, le branchement individuel à l'eau potable constitue un standard de consommation urbain largement demandé par les populations rurales. Son coût peut exclure une partie de la population rurale, mais il représente pour ceux qui l'ont supporté le coût de l'inclusion. L'introduction de services aux standards urbains ayant un coût impossible à supporter par l'ensemble de la population d'une localité donnée augmente les clivages parmi les populations concernées. Les différenciations sociales, moins apparentes lorsque la société locale a moins de moyens de la distinction sociale, augmentent avec l'introduction de ces derniers. Toutefois, ces effets « pervers » ne font que souligner davantage l'importance de l'action pour l'amélioration des revenus des plus pauvres. Il ne servira à rien d'amener des équipements qui auront forcément un coût pour les plus démunis, sans l'accompagnement d'activités génératrices de revenus, de subventions et autres mécanismes de micro crédit... ».

Source : Iraki A. et Tamim, M. La dimension territoriale du développement rural au Maroc Etude géographique, 2013.

3.2.2. Le Programme d'Electrification Rurale Globale

Le Programme d'Electrification Rurale Globale (PERG) a comme objectif la généralisation de l'électrification en milieu rural. Son financement est supporté à hauteur de 55% par l'ONEE, 20% par les collectivités locales concernées et 25% par les populations ciblées.

⁸⁰ Fontaines dont la gestion est confiée à une personne désignée du douar sinon par une association.

En termes de réalisation, les données disponibles de l'ONEE révèlent que le taux d'électrification au niveau rural est passé de 18% en 1995⁸¹ à 99,15% en 2015, soit 2 139 351 foyers ruraux raccordés à l'électricité (dont 2 087 792 (97,6%) raccordés aux réseaux d'électricité et 51 559 (2,4%) équipés par des plaques solaires (générant de l'électricité destinée à l'usage domestique). Le nombre de villages alimentés en électricité se chiffre à 42 699 dont 39 036 (91,4%) par le réseau et 3 663 (8,6%) par les plaques solaires. L'évolution du taux d'électrification des zones rurales montre une forte accélération durant la période 2002-2007 (passant de 55% à 93%) puis se stabilise à 99% depuis 2013.

La répartition du taux d'électrification au niveau régional montre de faibles disparités entre les douze régions du Royaume, alors qu'elles sont plus prononcées entre les provinces. Ainsi, 42 provinces affichent un taux d'électrification supérieur ou égale à 99%, tandis qu'un autre groupe de 11 provinces enregistre un taux d'électrification inférieur 95% ; le taux le plus faible étant enregistré dans la province de Khénifra (79,60%).

Concernant l'évaluation de l'impact de l'électrification rurale, elle a fait l'objet de trois études conduites par l'ONE⁸² la première en 1987 avant le lancement du PERG, la seconde en 1999, la troisième en 2003. Cette dernière a consisté à dégager une appréciation des effets de l'électrification rurale, selon ses différentes formes, sur les ménages, les usages non domestiques, sur les localités rurales et sur l'environnement naturel. Certains des principaux résultats sont synthétisés dans l'encadré ci-après.

⁸¹ Correspondant à l'électrification de 520 villages et 110 000 foyers.

⁸² Devenu ONEE en 2011 (Cf. Dahir n° 1-11-160 du 1^{er} kaada 1432 (29 septembre 2011) portant promulgation de la loi n° 40-09 relative à l'Office national de l'électricité et de l'eau potable « ONEE ») publié au BO N° 5996-hijja 1432 (17-11-2011), Page 2401.

Encadré 4 : Effets et impacts de l'électrification rurale

L'électrification rurale entraîne des impacts plus ou moins prononcés sur les différents plans économique, social et environnemental. Ses effets sont mesurables à la fois au niveau individuel, local et global.

Sur le plan économique, l'électrification a globalement un impact sur le *développement des activités artisanales nécessitant l'utilisation d'appareils électriques productifs*. L'électrification a un impact significatif sur le *développement du commerce*. L'autre aspect économique est relatif aux *dépenses énergétiques des ménages*. La baisse des dépenses concerne notamment les classes les plus riches. **Les classes moyennes et pauvres voient en revanche leurs dépenses augmenter en raison du brusque saut de confort apporté par l'électricité.** Au niveau global, les effets de l'électrification sur l'emploi sont incontestablement positifs.

C'est sur le plan social que l'électrification a eu les effets les plus importants

- Au niveau individuel, elle a permis une *amélioration importante du niveau de confort des ménages*, à travers une diffusion impressionnante des équipements de confort (réfrigérateur, téléphone portable...). L'électrification a incontestablement renforcé le *sentiment de sécurité dans les villages* et a permis une *meilleure convivialité sociale* grâce à l'éclairage public.
- Pour la **collecte du bois**, effectuée dans 80% des cas par les femmes, **l'électrification allège la peine des femmes pour les catégories riches et moyennes**, mais, au contraire, l'alourdit pour les catégories pauvres.
- L'électrification a eu un impact appréciable sur la scolarisation des enfants en milieu rural, notamment des filles : amélioration des conditions de scolarisation et des résultats scolaires ; amélioration de l'âge d'abandon scolaire des filles ; dans les villages disposant d'une école, **amélioration du taux de scolarisation des filles, mais il est plus élevé pour les agriculteurs « riches » et « moyens »** que pour les agriculteurs « pauvres ».

Les effets et impacts de l'électrification rurale sont souvent conditionnés par d'autres facteurs importants de développement le désenclavement et la viabilisation de l'investissement dans le monde rural ne peuvent se faire uniquement par l'électrification, l'effort doit être partagé, dans le cadre de ce qu'on appelle le renforcement des impacts, par d'autres secteurs intervenant dans le domaine des infrastructures de base, de la santé, l'agriculture, l'artisanat et l'industrie locaux.

Source : ONE, Evaluations de l'impact de l'électrification rurale en 1987, 1999 et 2003

L'évaluation de ce programme par la Chambre des Représentants⁸³ laisse entrevoir qu'il a de manière générale atteint ses objectifs. Toutefois, **à la fin de 2015, plus de 1,3 million de personnes restent sans raccordement à l'électricité** (en supposant que chaque foyer est constitué de 5,5 personnes). A cela s'ajoutent les **problèmes de coupures de courant** qui entravent la qualité d'accès à ce service. En effet, selon les données disponibles de l'ONEE, la part des coupures moyennes dans les zones rurales représente 74% du total des coupures enregistrées au niveau national. Ainsi, pour une heure de coupure enregistrée au niveau national, 45 minutes le sont en milieu rural contre 15 minutes en milieu urbain.

⁸³ Chambre des Représentants, Rapport du groupe de travail thématique chargé de l'évaluation du Programme d'électrification rurale global (PERG) – (en arabe), 2 Août 2016.

3.2.3. Le Programme National de Routes Rurales

Financés par le budget de l'Etat, le Fonds Spécial Routier (FSR) et les collectivités locales dans le cadre d'un partenariat, le Programme National de Routes Rurales 1 (PNRR 1) et le Programme National de Routes Rurales 2 (PNRR 2) visent le désenclavement des zones rurales par la construction de routes⁸⁴ et par là l'amélioration de l'accès des populations de ces zones aux services sociaux de base et aux opportunités économiques⁸⁵. Le premier programme (PNRR1), lancé pour couvrir la période 1996-2005, s'est fixé l'objectif de réaliser 11 200 km avec un coût de 7 milliards de DH. Grâce à la réalisation par ce programme de près de 10 200 km (soit une cadence de 1 000 Km/an), **le taux d'accès des populations rurales est passé de 34% en 1995 à 54% en 2005**⁸⁶.

Fort des impacts positifs du premier programme, le second (PNRR2), lancé pour couvrir la période 2006-2015, avait pour objectif la réalisation de 15 500 km de routes rurales, avec un coût de 15,3 milliards de DH. Selon le rapport du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) de 2017⁸⁷, ce programme a permis d'améliorer davantage **le taux d'accès qui est passé de 54% en 2005 à 80% en 2012 bien avant l'échéance prévue au départ**⁸⁸.

Ce même rapport souligne que malgré les réalisations favorables des programmes PNRR en matière d'infrastructure routière, la multiplication des intervenants au-niveau local, régional et national pose le **problème de coordination et de cohérence des programmes visant à désenclaver le monde rural**, notamment entre l'Etat et les collectivités locales. Comme il souligne l'**absence de suivi et d'entretien des routes non classées**, qui avec les pistes rurales sont les plus utilisées en milieu rural, ainsi que le **manque de signalisation** en milieu rural qui cause des accidents aux alentours des établissements scolaires et souks hebdomadaires.

⁸⁴ Pour le PNRR, l'accessibilité des populations rurales est mesurée par un indicateur unique, appelé taux d'accessibilité. La population rurale desservie est définie comme étant la population située à moins d'un kilomètre par rapport à une route carrossable par tout temps. Toutefois, les douars de moins de 50 ménages ne sont pas pris en compte.

⁸⁵ Jusqu'en 1994, le monde rural n'a bénéficié que d'une faible action de l'Etat dans ce domaine avec 350 Km de pistes annuellement entre 1983 et 1988 et seulement 280 Km entre 1989 et 1994. (Ministère de l'Equipement, Direction des Routes et de la Circulation Routière, « *Exposé sur la politique routière et le Programme National des Routes Rurales* », Février 1999)

⁸⁶ Ministère de l'Equipement, de Transport et de la Logistique

⁸⁷ Conseil Economique, Social et Environnemental, « *Développement du monde rural : défis et perspectives* », Auto - Saisine n°29/2017.

⁸⁸ A la différence du PNRR1 qui identifiait les routes prioritaires sur la base de critères de rentabilité économique, le PNRR2 va privilégier le critère d'équité en ciblant les routes à même de permettre le désenclavement d'un maximum de population.

Le désenclavement des zones rurales a pour effets tangibles la multiplication des moyens de transport des personnes et des produits ; laquelle s'accompagne d'une **réduction des coûts de transport**, d'un **accroissement** et d'une **diversification des flux des échanges entre ces zones et l'extérieur**. Ce qui ne manque pas d'impacter positivement la **valorisation de ressources locales** (produits agricoles, produits d'artisanat, patrimoine bâti, sites naturels d'intérêt touristique, ...) et l'économie locale dans son ensemble.

Outre les **opportunités d'emplois directs** qu'il génère, lors des phases de construction et d'entretien des routes, au profit des populations des zones rurales, leur désenclavement génère une **diversification de l'économie locale dans les douars ayant le meilleur accès à la route (moins d'un km), la part du secteur primaire dans les branches d'activité tombe à 57%** au profit des autres branches, contre 79% dans les localités éloignées (10 km et plus)⁸⁹.

Les impacts sociaux du désenclavement sont sans équivoque dans deux domaines dont les insuffisances chroniques sont particulièrement préjudiciables aux populations rurales la santé et l'éducation. Il est établi que la construction des routes rurales a un impact positif sur la **scolarisation des filles** et sur la **santé des femmes** en particulier... Elle facilite les déplacements aux localités (souvent les chefs-lieux de commune) où se trouvent les dispensaires et les collèges, mais aussi aux villes les plus proches qui hébergent les hôpitaux, et les établissements d'enseignement secondaire. Ce qui se traduit par une **augmentation générale du bien-être en matière de santé et des taux de scolarité, et d'une réduction des décrochages scolaires**.

Comme il ouvre à certains ruraux, par la mobilité qu'il leur permet, la possibilité d'exercer des activités à l'extérieur de leur zone tout en y maintenant leur résidence. De cette manière, le désenclavement conforte une des invariants fortes des stratégies couramment adoptées par les différentes catégories d'exploitations agricoles, notamment les moyennes : la pluriactivité. Toutefois, il est **des situations où le désenclavement accélère la déprise démographique et la dévitalisation de certaines zones rurales du fait de l'accentuation de l'émigration des jeunes par la facilitation des déplacements par le transport**.

⁸⁹ HCP, Etude « Accès des populations rurales à la route : niveaux, disparités géographiques et implications socio-économiques », in Les Cahiers du Plan N° 22, Février 2009.

3.2.4. L'offre scolaire au monde rural

Dans le secteur de l'éducation, l'un des défis majeurs du Maroc au niveau de ses zones rurales est celui d'assurer à tous les enfants l'accès à l'enseignement et leur maintien jusqu'à la fin de leur scolarité obligatoire. C'est pourquoi l'extension de la scolarisation et la lutte contre l'analphabétisme ont depuis longtemps fait figure de priorités dans différentes réformes que le pays a dû adopter et mettre en œuvre⁹⁰. Dans cette perspective, l'Etat a opté pour l'introduction puis la généralisation au niveau du primaire les **écoles dites satellites**⁹¹ ; option qui s'est imposée en raison des caractéristiques du milieu rural et particulièrement la dispersion de son habitat⁹².

En vue de combler les déficits en termes d'offre et d'infrastructure d'accueil, une attention particulière fut accordée au milieu rural où le rythme de construction d'établissements scolaires fut beaucoup plus prononcé au secondaire qualifiant et au secondaire collégial⁹³, sauf que ***l'effort consenti dans ce domaine est resté insuffisant pour répondre à la demande***. De plus, un gap considérable persiste encore entre l'urbain et le rural, en matière de qualité des infrastructures⁹⁴ comme en performances scolaires⁹⁵.

Devant ces difficultés, ***cette politique de proximité des écoles dites satellites a été abandonnée pour être remplacée progressivement par celle des écoles dites communautaires qui ont été lancées en 2009 dans le cadre du Programme d'Urgence de l'Education Nationale*** (PUEN)⁹⁶. Cette nouvelle approche repose plutôt sur le ***regroupement des élèves d'une même commune au sein d'une école dotée d'internat et de transport scolaire***. Elle vise particulièrement à encourager la scolarisation de la fille rurale en améliorant les conditions d'enseignement dans le monde rural.

⁹⁰ Les plus récentes étant : la Charte d'éducation et de formation adoptée en 1999 ; le Plan d'urgence adopté en 2009 ; le Projet de plan stratégique élaboré pour 2013-2016 ; la Vision stratégique 2015-2030.

⁹¹ Une école satellite (فرعية) est constituée d'une salle ou plus qui constitue avec d'autres satellites un groupe scolaire (مجموعة مدرسية). L'un des soucis avec ce type d'école est que l'on se retrouve souvent avec un seul instituteur assurant dans une même classe l'enseignement à des élèves, en nombre réduit, de plusieurs niveaux scolaires.

⁹² Sur cette option, le Conseil National de la Jeunesse et l'Avenir (CNJA) relève dès 2004, qu'avec la dispersion de l'habitat en milieu rural, il n'est pas toujours possible, économiquement parlant, d'avoir une école à côté et quand elle s'y trouve, elle ne peut se présenter que sous forme d'une école satellite. (Cf. CNJA, Le développement de l'éducation de base, Novembre 2004).

⁹³ Entre 2001 et 2013, le nombre de lycées est passé de 82 à 232, celui des collèges est passé de 323 à 726, (soit une augmentation moyenne de 13 lycées et de 34 collèges an).

⁹⁴ La part des établissements scolaires raccordés aux réseaux d'assainissement dans le rural n'est que de 18,4% contre 77,7% dans l'urbain (HCP, 2014).

⁹⁵ Evaluations nationales et internationales des acquis.

⁹⁶ Programme dont l'émergence a été impulsée par les résultats de la première évaluation en 2008 du Programme National d'Evaluation des Acquis (PNEA) qui a révélé l'urgence d'une réforme du système éducatif, et qui visait à donner un nouveau souffle à la réforme prescrite par la Charte Nationale d'Education et Formation (CNEF) adoptée en 1999.

Bien qu'il soit encore prématuré de se prononcer sur ce modèle, ses résultats préliminaires indiquent que si **le taux de scolarisation et la qualité de l'offre s'améliorent**, le **décrochage scolaire persiste** et le **niveau des acquis des élèves est toujours inquiétant**⁹⁷.

Face aux **difficultés d'ordre socioéconomique qui constituent des entraves supplémentaires à l'accès à l'éducation en milieu rural**, particulièrement dans les zones vulnérables, enclavées et difficiles d'accès, les pouvoirs publics ont mis en place des **programmes sociaux d'aide aux enfants scolarisés issus des milieux défavorisés** en vue d'améliorer la fréquentation scolaire et prévenir le décrochage scolaire. Ces programmes s'articulent autour des axes suivants :

- Les **cantines scolaires** ciblent les élèves du primaire et du collégial principalement en milieu rural.
- Les **internats** bénéficient aux élèves selon les conditions sociales des ménages et la non disponibilité d'un établissement proche du domicile des élèves, avec des bourses aux plus nécessiteux.
- Le **transport scolaire** vise les élèves qui habitent loin des établissements scolaires mais il n'est pas systématique.
- Le **Programme un million de cartables**⁹⁸ est destiné aux élèves du primaire et du collégial ;
- Le **Programme Tayssir**⁹⁹ cible les élèves résidant dans les communes INDH qui enregistrent les taux de pauvreté et d'abandon scolaire les plus élevés.

Ces programmes demeurent limités tant en termes de couverture que des budgets alloués. L'efficacité des dispositifs mis en place s'en trouve également remise en cause en raison des mécanismes de **ciblage**. Ce dernier ne s'est pas appuyé sur une identification des bénéficiaires éligibles selon la nature de l'aide et les besoins auxquels ils sont censés répondre, mais plutôt sur une sélection de communes considérées comme défavorisées. **Paradoxalement, la part des bénéficiaires des cantines scolaires par exemple, est plus faible dans les régions qui enregistrent des taux d'abandon plus élevés**¹⁰⁰.

⁹⁷ Comme le confirme l'Enquête sur les indicateurs de prestation de services en éducation réalisée par l'ONDH en 2017.

⁹⁸ Il s'agit d'une initiative royale lancée à partir de l'année scolaire 2008-2009, suite au Discours Royal du 20 août 2008 à l'occasion du 55^{ème} anniversaire de la révolution du Roi et du Peuple.

⁹⁹ Programme lancé lui aussi à partir de l'année scolaire 2008-2009.

¹⁰⁰ Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, La mise en œuvre de la charte nationale d'éducation et de formation 2000-2013 acquis, déficits et défis, Rapport analytique, 2014.

A ce niveau, il est important de signaler les **insuffisances** soulevées par la Cour des Comptes dans son évaluation du Fonds d'Appui à la Cohésion Sociale (FACS), particulièrement dans la gestion des programmes d'appui social à savoir Tayssir, Ramed et un Million de cartables¹⁰¹.

- **L'absence d'une stratégie intégrée** pour l'opérationnalisation des programmes d'appui social permettant d'identifier les objectifs, les populations cibles et les sources de financement.
- **Traitement non équitable des bénéficiaires** (un million de cartables par exemple), retards dans la distribution, insuffisances dans l'application informatique adoptée pour le Programme Tayssir qui « *ne donne pas la possibilité aux directeurs de l'enseignement collégial pour rectifier les erreurs constatées sur les listes des bénéficiaires du programme (manque de certains bénéficiaires), ce qui prive certains ménages de ses bourses, en raison de l'absence du critère fondamental conditionnant l'octroi de ces bourses, à savoir le contrôle de l'assiduité de l'enfant. Durant la période 2008-2015, le taux de retour des bourses impayées a atteint 11% du montant transféré* »¹⁰².
- **Retard dans le versement des bourses aux bénéficiaires** qui pourrait impacter la pérennité du programme et altérer la confiance de ses bénéficiaires.
- **Absence de coordination** avec les parties disposant des banques de données pour exclure les personnes non éligibles et figurant sur la base de données des familles bénéficiaires.
- **Pas de rapports périodiques sur toutes les activités du fonds et ses programmes** (appui à la programmation pluriannuelle, ...) et **absence d'un système d'information intégré**, capable de fournir les données nécessaires en temps réel.

En plus de ces mesures d'appui social, le Maroc a mis en place en 1997-1998, le **Programme d'Education Non Formelle** (PENF) afin de donner une seconde chance d'éducation et de formation pour les enfants 8-16 ans¹⁰³. Ce programme associe l'approche de remédiation à laquelle s'est ajoutée en 2005, une approche préventive.

¹⁰¹ Cour des Comptes, Compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds d'appui à la cohésion sociale », in Rapport annuel au titre des années 2016-2017.

¹⁰² Cour des Comptes, Compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds d'appui à la cohésion sociale », in Rapport annuel de la Cour des Comptes au titre des années 2016 et 2017, 2018.

¹⁰³ Lors du lancement du programme en 1997-1998, deux millions d'enfants de 8 à 16 ans ne sont pas scolarisés ; ni le système scolaire formel ni les programmes d'alphabétisation des adultes ne les prenaient en compte.

Cependant, **ce programme peine à réaliser l'objectif d'absorber l'ensemble des décrocheurs et des non scolarisés**¹⁰⁴. Face à l'ampleur du phénomène, une action prioritaire pour l'asseoir sur des bases solides en termes stratégiques semble nécessaire sur le plan de l'organisation, de la gestion opérationnelle, de la gestion pédagogique et du financement.

Le développement de l'offre éducative dans le milieu rural et les mesures d'appui scolaire qui l'accompagnent restent insuffisants par rapport aux besoins croissants, en raison principalement de l'insuffisance de l'infrastructure d'accueil, de la faiblesse du réseau routier, du rapport des familles à l'institution scolaire, de l'absentéisme des enseignants et de la difficulté de cibler les enfants issus des milieux défavorisés par des mesures d'appui social.

Encadré 5 : Contraintes et limites de l'Education Non Formelle (ENF) au Maroc¹⁰⁵

« Outre les contraintes et limites liées notamment aux curricula de l'ENF, à la certification des acquis et aux matériels didactiques, nous soulignons les suivantes

Au niveau institutionnel Malgré des avancées notables dans le changement des attitudes et comportement des chefs d'établissement pour une école de plus en plus inclusive pour encadrer des enfants non scolarisés selon des approches non formelles, un nombre non négligeable de directeurs résistent encore à cette responsabilité. Il faut ajouter à cela le faible engagement de la communauté locale autour de l'objectif de l'Education pour tous.

Au niveau du matériel et des ressources humaines La priorité accordée aux enfants du système formel continue à éclipser les besoins de ceux qui sont en dehors du système.

Au niveau du régime des études La difficulté de concevoir un programme d'éducation non formelle tenant pleinement compte des facteurs hétérogènes qui définissent les groupes cibles nécessite une normalisation des tests relatifs à l'évaluation diagnostique.

Au niveau de l'insertion À la difficulté d'instaurer et de développer des passerelles entre les systèmes formels et les alternatives non formelles s'ajoute la prise en compte des désirs et espoirs des apprenants et de leurs familles ».

Source : Oujour H., « L'éducation non formelle au Maroc des solutions innovantes pour des problématiques complexes et ouvertes », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], Colloque 2019 Conditions de réussite des réformes en éducation, mis en ligne le 11 juin 2019, consulté le 17 mars 2020. URL <http://journals.openedition.org/ries/7629>.

La lutte contre la non-scolarisation et la déscolarisation constitue un enjeu majeur lié au droit à l'éducation pour tous et à l'équité du système éducatif. Elle doit procéder à la mise en œuvre de **mesures adaptées à chaque catégorie de facteurs identifiés comme causes du décrochage scolaire** (facteurs liés à la vie scolaire, facteurs liés à la vie personnelle, facteurs liés à la famille, facteurs d'ordre social et facteurs d'ordre économique).

¹⁰⁴ Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2004, 1 018 000 enfants âgés de 9 à 15 ans restent en dehors du système scolaire, soit 22 % des enfants de cette tranche d'âge. En 2009, selon le Conseil Supérieur de l'Enseignement, 940 000 enfants sous obligation scolaire sont toujours en dehors de l'école. En ce qui concerne l'abandon scolaire, en moyenne globale, plus de 200 000 élèves quittent annuellement, l'école avant d'arriver au terme du cycle fondamental.

¹⁰⁵ Oujour H., « L'éducation non formelle au Maroc : des solutions innovantes pour des problématiques complexes et ouvertes », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], Colloque 2019 : Conditions de réussite des réformes en éducation, mis en ligne le 11 juin 2019, consulté le 17 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ries/7629>.

Une meilleure appréhension de la problématique du développement de l'éducation dans les zones rurales ne peut pas être envisagée en dehors de la situation de l'éducation au niveau national. Toutefois, elle nécessite de tenir compte des spécificités socioculturelles et socioéconomiques de ces zones à travers la **création de zones d'éducation prioritaire par type d'espace rural** (dense, isolé, intermédiaire, à proximité des centres urbains...) et l'implication conjuguée de l'ensemble de la communauté éducative (école, collectivités, associations...).

3.3. Réduction de la pauvreté et de la précarité

3.3.1. Le Programme de Priorités Sociales

En 1993, le Maroc s'est doté de la **Stratégie de Développement Social** (SDS) dont la mise en œuvre a été amorcée à travers le premier **Programme de Priorités Sociales** (communément connu sous l'appellation BAJ1¹⁰⁶). Pour rappel, cette stratégie a été également concrétisée par les trois vastes programmes pluriannuels sectoriels d'équipement rural (PAGER, PERG et PNRR) précédemment présentés, en complément aux autres programmes de développement rural et à ceux spécifiquement dédiés à la lutte contre la pauvreté.

Lancé en 1996-1997 et achevé en 2003, ce programme est l'un des programmes phares ayant pour objectif l'amélioration des niveaux de vie des populations des zones pauvres ; les 14 provinces qu'il a ciblées sont à forte dominante rurale et considérées comme les plus démunies, et dont la population vivant dans les campagnes représente 43% de la population rurale du pays¹⁰⁷.

Sa réalisation s'est opérée à travers **trois volets** : le volet **éducation de base** visait à améliorer l'accès à l'éducation de base et les taux de rétention scolaire ; le volet **santé de base** visait à améliorer l'accès aux services sociaux de soins de santé préventifs et curatifs essentiels ; le volet **Promotion Nationale (PN)**, en appui aux deux volets, tels la mise en place de l'infrastructure favorisant l'accessibilité à ces prestations sociales, la participation aux campagnes d'alphabétisation, des interventions en matière d'emploi (la Promotion nationale), ...

¹⁰⁶ Barnamaj Al Aoulaouiyat Al Ijtimaiya.

¹⁰⁷ Il s'agit des provinces d'Al Haouz, Azilal, Chefchaouen, Chichaoua, El Kelaâ des Sraghna, Essaouira, Ouarzazate, Safi, Sidi Kacem, Taroudant, Taza, Tiznit et Zagora.

Autant au cours de son exécution qu'après son achèvement, le BAJ1 a fait l'objet de diverses études de suivi et d'évaluation¹⁰⁸. Elles ont toutes montré qu'il **a atteint et même dépassé les objectifs qui lui étaient assignés et que son bilan, aussi bien en termes quantitatifs et qu'en termes qualitatifs, témoigne de sa bonne performance.**

Concernant l'éducation de base, l'ensemble de ses indicateurs ont évolué à un rythme beaucoup plus important, comparativement aux provinces hors BAJ, et même par rapport à la moyenne nationale, révélant ainsi l'importance des retombées de ses réalisations dans ce domaine. Ainsi, le taux de participation des filles dans l'enseignement primaire est passé de 31% en 1994-1995 à 43,9% en 2000-2001, alors que la valeur cible était fixée 41,4% ; le taux brut de leur scolarisation (nombre de filles inscrites sur le nombre d'enfants âgés de 7 à 12 ans) est passé de 34,8% en 1994-1995 à 82,5% en 2000-2001.

Au titre du volet santé de base, le programme BAJ1 a permis une amélioration quantitative significative des établissements de soins de santé de base dans les provinces ciblées (+57% entre 1995 et 2002) comparativement aux provinces (+26%) et au niveau national (+36 %). Comme il a contribué, à côté du secteur privé, à accroître significativement le niveau de l'encadrement médical entre 1995 et 2002, le nombre de médecins exerçant dans les provinces du BAJ1 est passé de 826 à 1722 (soit plus de 100%) ; le ratio médecin/habitants est passé, sur la même période, de 1 médecin pour 8 600 habitants à 1 médecin pour 4 500 habitants¹⁰⁹. Le premier résultat chiffré de ce renforcement de l'encadrement médical réside dans la **diffusion de la santé reproductive à un rythme notable dans les provinces ciblées.**

Quant au **volet du programme BAJ confié à la Promotion Nationale (PN)**, il a eu **un impact considérable sur les performances réalisées par les volets éducation et santé de base et par conséquent sur les bénéficiaires, grâce notamment à la réalisation d'équipements complémentaires** (routes, puits d'eau, latrines, murs de clôture, ...) pour les écoles et les dispensaires construits dans le cadre du programme. Ce qui illustre la pertinence de **l'aspect le plus innovateur du BAJ¹¹⁰ : l'adoption d'une approche intégrée et décentralisée** des différentes composantes de ce programme qui a permis à la PN d'améliorer ses méthodes de travail, ses approches de ciblage et sa gouvernance.

¹⁰⁸ Ministère de la Prévision Economique et du Plan, Directions de la Statistique, Rapport sur les Indicateurs de suivi du BAJ1, Juin 1999.

Van Imschoot M., 2002. Programme de priorités sociales. Projet Barnamaj Al Aoulaouiyat Al Ijtimaiya (BAJ) - Prêt 4026-MOR. Rapport de l'audit technique de la composante Promotion nationale. Mimeo.

HCP et BM, 2004.

Zammar R. et Nouredine A., Management de projets sociaux et critères de performance « Cas du projet de priorités sociales (BAJ) santé »

<https://revues.imist.ma/index.php?journal=jbe&page=article&op=view&path%5B%5D=1990&path%5B%5D=1515>

¹⁰⁹ Le rapport d'évaluation du BAJ1 précise que sur la même période, la part des médecins privés dans l'effectif global qui était de 36,9% avant le BAJ n'est plus que de 26,7%.

¹¹⁰ Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité (MDSFS), « Ensemble pour un développement humain », Pour une Politique de Développement Social Intégré, Rapport de la Mission d'appui du PNUD au MDSFS, Février 2005.

Ceci étant, **les bénéficiaires affichent un sentiment de satisfaction inachevée**. En effet, le HCP dans son rapport sur la pauvreté de 2004, souligne que 63% des pauvres du pays n'ont pas été couverts par ce programme malgré un ciblage des provinces les plus pauvres : 40% du budget de la PN était affecté à des ménages urbains dans le cadre d'un programme permanent pour l'emploi. L'intégration des divers volets du programme n'a pas été concrétisée sur l'ensemble des provinces cibles.

Les évaluations du programme BAJ1 étaient bien riches en **enseignements** :

- L'impératif de prendre en compte **la forte interdépendance de l'impact des interventions dans les secteurs sociaux** dont les apports peuvent être rentabilisés davantage par le renforcement des infrastructures et équipements de base (route goudronnée, points d'eau et électricité) dans les zones rurales cibles.
- **L'amélioration des conditions de vie des populations concernées**, en se consacrant davantage à des activités productives plus lucratives, **passé aussi par l'allègement des charges quotidiennes de la vie**.

3.3.2. L'Initiative Nationale pour le Développement Humain

L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) traduit une démarche déconcentrée et décentralisée des politiques sociales locales puisqu'elle adopte une structure de gouvernance multi-niveaux (composée d'un comité interministériel central et régional et de comités provinciaux et locaux) qui se veut un espace de convergence horizontale et verticale. Le choix de distinction entre les programmes dédiés au milieu rural et ceux qui le sont pour le milieu urbain est déterminée par la taille de la population. Le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural, dans sa première phase, a ciblé les communes rurales dont le taux de pauvreté est supérieur à 30% de la population. En revanche, les agglomérations où la population est supérieure à 100 000 habitants adoptent le programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain. Le programme transversal et celui de lutte contre la précarité sont applicables aux deux milieux.

Dès le lancement de la **première phase de l'INDH (2005-2010)**, le milieu rural a été ciblé à travers le **programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural** qui vise à améliorer l'accès aux services sociaux de base, à promouvoir l'approche « genre », l'animation sociale, culturelle et sportive, les activités génératrices de revenus (AGR), le développement durable local ainsi que le renforcement de la gouvernance locale. Le milieu rural a bénéficié également au cours de cette première phase, du **programme transversal** et de celui de **lutte contre la précarité**.

Dans la **seconde phase de l'INDH (2011-2017)**, un **cinquième programme appelé « Programme de mise à niveau territoriale » cible particulièrement les zones montagneuses ou enclavées** (587 communes rurales relevant de 22 provinces). Il vise l'amélioration des conditions de vie des populations de 3 300 douars en termes d'accès aux services sociaux (santé, éducation, eau, électricité, ...).

Tableau 11 Programmes INDH en faveur du monde rural

Programmes	Phase I 2005-2010 Budget de 10 milliards de DH	Phase II 2011-2015 Budget de 17 milliards de DH
Programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural	403 communes rurales	701 communes rurales
Programme de lutte contre la précarité	8 catégories ciblées	10 catégories ciblées
Le programme transversal	Zones non ciblées des préfectures et provinces du Royaume.	
Programme de mise à niveau territoriale		3 300 Douars relevant de 22 provinces marquées par un relief montagneux ou enclavé.

Source : Ministère de l'Intérieur.

Le ciblage des zones rurales dans la première et la seconde phase de l'INDH s'est appuyé sur la carte de pauvreté établie par le HCP de 2004. 403 communes rurales se caractérisant par un taux de pauvreté supérieur à 30% ont ainsi été identifiées. La seconde phase (2011-2015) a ciblé 701 communes rurales dont le taux de pauvreté estimé en 2007 était supérieur ou égal à 14% par rapport à la moyenne nationale. Cette deuxième phase a connu une forte impulsion grâce à l'augmentation de son enveloppe financière. Dans cette phase, le nombre de bénéficiaires a atteint un million dans 3 300 villages appartenant à 22 zones montagneuses et isolées.

La **troisième phase de l'INDH (2019-2023)**, lancée le 19 septembre 2018, cible le milieu rural à travers le **programme de rattrapage des déficits en infrastructures et services de base dans les territoires défavorisés**. Ce programme vise particulièrement les **douars défavorisés** et les **centres ruraux sous équipés** à travers **deux axes principaux** :

- **Soutien aux douars défavorisés** dans le cadre de la mise en œuvre de la composante INDH du Programme de Réduction des Disparités Territoriales et Sociales en milieu rural (PRDST). Il concerne cinq secteurs prioritaires le désenclavement, la santé, l'éducation, l'eau et l'électrification rurale.
- **Soutien à l'accès aux infrastructures et services sociaux de base dans les quartiers et centres ruraux sous-équipés**, en accompagnant les autres programmes INDH.

A la différence des deux premières phases, le ciblage dans la troisième phase de l'INDH, part des douars identifiés comme déficitaires¹¹¹ et dans un second temps, d'une prise en considération des programmes sectoriels et ceux des collectivités territoriales en cours de réalisation ou programmés. Et ce, **en alignement sur le Programme de Réduction des Disparités Sociales et Territoriales** en milieu rural analysé ci-après.

Depuis le lancement de l'INDH, le Programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural a reçu une attention particulière puisqu'il représente 35% de l'ensemble des projets et 19% des actions. De plus, les bénéficiaires de ce programme constituent la part la plus importante sur toute la période (2005-2017) (36%) contre 30% de bénéficiaires pour le Programme transversal, 29% pour le Programme de lutte contre l'exclusion dans l'urbain et 17% pour le Programme de lutte contre la précarité. L'investissement global du Programme de lutte contre la pauvreté dans le milieu rural a atteint 8,6 milliards de dirhams durant la période (2005-2017). De même, le milieu rural a bénéficié de 64% des activités génératrices de revenu (AGR).

Tableau 12 : Répartition des projets et actions de l'INDH par Programme 2005-2017 (en%)

Programme	Projets	Actions	Bénéficiaires	Montant INDH
Précarité	8,2	9,9	9,9	17,5
Rural	34,8	19,1	36,2	22,7
Transversal	41,3	51,6	25,8	30,4
Urbain	15,7	19,4	28,1	29,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Calcul des auteurs à partir des données de la Coordination Nationale de l'INDH.

L'analyse sectorielle révèle que ***l'INDH a favorisé l'accès à l'éducation dans le milieu rural. Les projets et actions mis en œuvre ont contribué à une baisse relative du taux de la déperdition scolaire et à une certaine amélioration des conditions de scolarisation des enfants issus de milieux défavorisés***¹¹². L'apport de l'INDH s'est traduit notamment par l'acquisition de 1 265 moyens de transport scolaire au profit de 282 779 élèves ainsi que la construction, l'aménagement et l'équipement de 1 618 écoles, collèges et lycées et 1 356 Dar Talib/Dar Taliba.

Au niveau des infrastructures de base (pistes et voiries, eau, électricité, assainissement), ***l'intervention de l'INDH a favorisé l'amélioration des conditions de vie des zones cibles et de désenclavement des populations rurales***. Ainsi, près de 4 639 projets d'aménagement de pistes et voiries et de construction d'ouvrages d'art et de franchissement ont été réalisés.

¹¹¹ Il s'agit des douars identifiés dans le cadre de la préparation du Programme de Réduction des Disparités Sociales et Territoriales (voir infra.).

¹¹² Ministère de l'Economie et des Finances, Rapport Economique et Financier, 2018.

La programmation de 5 084 projets relatifs au secteur de l'eau potable a concerné essentiellement l'adduction en eau potable, la construction de bornes-fontaines, de réservoirs et de châteaux d'eau, le creusement et l'approfondissement de puits, l'aménagement de sources. A cela s'ajoute la mise en œuvre de 1 183 projets d'électrification et d'éclairage public et de 550 projets d'assainissement liquide et solide.

Toutefois, au cours des deux premières phases, le Programme de lutte contre la pauvreté présentait un certain nombre d'insuffisances :

- Les **dépenses** de ce programme ont été **inférieures aux prévisions de 20%** alors même que la réduction de la pauvreté dans les zones rurales semblait être un élément central du défi du développement humain pour le Maroc¹¹³. La contribution financière de l'INDH sur la période 2005-2010 est plus importante que les apports des autres partenaires dans la majorité des provinces (les communes n'assurent que 30% des financements des projets en milieu rural). Cette situation pose la question de la **capacité des communes à gérer et à s'approprier les projets INDH**.
- **35% des communes à faible développement humain sont exclues des ciblage géographiques fondés sur les cartes de la pauvreté monétaire** (ONDH, 2017). Ainsi, le ciblage des communes rurales, basé uniquement sur le taux de pauvreté a conduit en *Phase I* à une répartition des financements de l'INDH non indexée au nombre d'habitants de ces communes et par voie de conséquence à une **iniquité dans la répartition relative des financements par habitant**¹¹⁴.

En termes d'**impact**, la première évaluation de l'INDH, conduite par l'ONDH en 2012 sur la **période 2005-2010**¹¹⁵, montre un **impact significatif de l'INDH sur les revenus des ménages des zones ciblées surtout en milieu rural**. Plus particulièrement **les revenus des ménages ruraux dans les zones ciblées se sont accrus de 49%, en moyenne. Cependant**, l'examen de la distribution des revenus des ménages de ces zones montre que **l'impact est plus visible pour les ménages moyennement pauvres que pour les ménages les très pauvres**. Les postes de dépenses qui ont été les plus touchés par l'INDH sont non alimentaires et correspondent en bonne partie aux besoins des ménages moyennement pauvres.

¹¹³ CESE, Initiative Nationale pour le Développement Humain : analyse et recommandations, Saisine n°2/2013.

¹¹⁴ ONDH, Analyse des programmes de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (2005-2010), Décembre 2012.

¹¹⁵ ONDH, Evaluation des réalisations de la 1^{ère} Phase de l'INDH 2005-2010 et de leurs effets sur les populations-cibles, Avril 2013.

Par ailleurs, les effets sur le raccordement aux réseaux d'électricité et d'eau potable ne semblent pas être significatifs dans les zones ciblées, par rapport aux zones témoins. Ceci est dû à l'ampleur des **programmes nationaux dédiés à la généralisation de l'infrastructure de base (PAGER et PERG) dont la performance est très visible sur l'ensemble des territoires ruraux, qu'elles soient ciblées ou non par l'INDH.**

Dans la même ligne, une étude récente de l'ONDH¹¹⁶ sur près de 1 500 ménages appartenant à des zones ciblées et non ciblées, a évalué les effets de l'INDH sur les indicateurs de niveau de vie et de développement humain des communes rurales ciblées entre 2008 et 2013. Les résultats montrent que malgré que de nombreuses provinces défavorisées ont été privilégiées en termes d'investissement, d'autres n'ont pas bénéficié de dotations conséquentes, malgré leur grande pauvreté et leurs carences en matière de développement social (Chefchaouen, Driouch, Ouezzane et Al Haouz par exemple).

L'INDH semble avoir favorisé une hausse de 21% du revenu moyen annuel des ménages dans les zones rurales ciblées, contre seulement 5% dans les communes non ciblées, **sauf que cette amélioration ne profite pas aux ménages les plus pauvres.**

En optant pour un ciblage géographique, l'INDH a de fait avantagé les populations pauvres dans les communes les plus pauvres, indépendamment du degré de sévérité de leur pauvreté. Les ménages pauvres vivants dans les communes rurales les moins pauvres s'en trouvent donc exclus. Les deux évaluations d'impact montrent à cet égard que **l'avantage tiré de l'INDH a été proportionnel au niveau de vie.** Autrement dit, **tout se passe comme si l'accès aux prestations de cette initiative suppose au préalable un minimum de revenu ou de ressources.** Ce qui pose **la question du ciblage** des plus pauvres parmi les pauvres, à l'aide notamment de l'appui des plus démunis à l'accès aux prestations dispensées par l'INDH et le reste des programmes socio-économiques.

Le ciblage géographique engendre des difficultés, notamment des effets de frontière et une stigmatisation. Qui plus est, le ciblage des communes, même s'il a été jugé plus efficace que celui des provinces, n'a pas été complété par d'autres critères pour identifier les pauvres dans les communes rurales, ce qui a engendré des **fuites en faveur des ménages plus aisés.**

¹¹⁶ ONDH, Quatrième rapport consacré à l'évaluation de l'INDH, Mai 2016

3.3.3. Le Programme de Réduction des Disparités Sociales et Territoriales

Le Programme de Réduction des Disparités Sociales et Territoriales (PRDST), lancé suite au Discours royal du 30 juillet 2015, vise à établir un plan d'action intégré, fondé sur le partenariat entre les différents départements ministériels et les institutions concernées, afin de réduire le déficit aussi bien dans les services sociaux de l'enseignement et de la santé, que dans l'accès à l'infrastructure de base (eau, électricité et routes rurales).

Dans ce programme, le ciblage s'appuie d'abord sur l'identification des douars, préalablement à la prise en compte des programmes sectoriels et des programmes des collectivités territoriales en cours ou programmés. Ainsi, 20 800 projets, totalisant 12 millions de bénéficiaires vivant dans plus de 24 000 douars relevant de 1 253 communes rurales réparties sur les douze régions du Royaume, avaient été identifiés. Sa gouvernance, aux niveaux national et régional, se fait à travers le dispositif institutionnel mis en place dans le cadre de la Stratégie Nationale de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne (SNDERZM).

Le PRDST prévoit une enveloppe de 50 milliards de DH, répartie selon les contributions suivantes : 40% des Conseils Régionaux, 26% des Ministères concernés, 21% du Fonds de Développement Rural et des Zones de Montagnes (FDRZM)¹¹⁷, 8% de l'INDH et 5% de l'ONEE. Le tableau suivant présente la répartition régionale du budget programmé pour le PRDST pour la période (2017-2023). Mises à part les régions de Fès-Meknès, l'Oriental et Rabat-Salé-Kénitra dont la part des crédits affectés est respectivement de l'ordre de 15%, 13% et 10%, il se dégage une certaine discrimination positive en termes d'affectation du budget à l'égard des régions à dominante rurale notamment Béni Mellal-Khénifra (18%) et Marrakech-Safi (16%) et dans une moindre mesure Drâa-Tafilalet (9%).

¹¹⁷ Fonds institué sous forme de Compte d'Affectation Spéciale (CAS), par la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012 pour relayer le Fonds pour le Développement Rural (FDR) qui avait été créé par la loi n° 32-93 de 1994, pour financer des programmes et projets de développement rural.

Tableau 13 : Répartition des crédits PRDST au titre de la 3^{ème} Phase de l'INDH 2019-2023 (en %)

Régions	PRDST volet INDH 2017-2023	2017-2018	2019	2020	2021	2022	2023
Béni Mellal-Khénifra	17,8	19,2	43,4	19,3	17,2	17,8	21,4
Marrakech-Safi	16,4	13,5	9,6	16,2	18,8	18,8	23,0
Fès-Meknès	15,0	9,5	10,1	17,2	15,8	18,0	23,2
Oriental	13,3	14,5	10,9	9,5	11,0	11,6	13,9
Rabat-Salé-Kénitra	10,5	13,7	5,9	9,9	11,6	12,1	0,0
Tanger-Tétouan-Al Hoceima	9,2	7,6	6,0	8,7	10,1	10,9	11,7
Draa-Tafilalet	8,7	13,0	6,2	10,1	7,3	3,3	0,0
Casablanca-Settat	3,9	2,9	3,3	3,8	3,9	4,0	5,1
Souss-Massa	3,6	4,8	2,6	2,9	3,3	2,8	1,6
Guelmim-Oued Noun	1,4	1,2	1,9	2,3	0,8	0,4	0,0
Dakhla-Oued Eddahab	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Laâyoune-Sakia El Hamra	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Calcul des auteurs à partir des données de la Coordination Nationale de l'INDH.

Les fonds alloués à ce programme sont mobilisés à travers le FDRZM. En effet, dans le cadre la redynamisation des ressources financières destinées au développement rural, les contributions des départements ministériels sont versées dans ce fonds érigé comme levier d'intégration des politiques sectorielles. Sa gouvernance repose sur le cadre institutionnel défini par la Stratégie Nationale de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne (SNDRZM), avec la mise en place d'instances de gouvernance aux niveaux national et régional.

Ainsi, les projets éligibles au financement par ce fonds doivent être issus des Plans régionaux du PRDST et validés par la Commission Nationale de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne (CNDERZM).

Les projets inscrits au titre de ces plans, au niveau d'un territoire, doivent être préparés selon une approche prônant les principes de l'intégration, de la convergence et de la complémentarité, en tenant compte des spécificités des politiques sectorielles (carte sanitaire, carte scolaire et disponibilité des ressources humaines, ...). L'objectif étant de mettre en place des infrastructures et des services sociaux de base dans les domaines de l'enseignement et de la santé, de l'accès à l'eau, à l'électricité et les routes rurales.

Pour la période (2018-2022,) les plans régionaux de réduction des disparités territoriales et sociales devront être établis par les commissions régionales et transmis à la commission nationale pour validation. Chaque plan régional fera l'objet d'une convention entre l'Etat et le Conseil régional définissant les engagements de chaque partie, ainsi que l'instance de pilotage et le montage financier. Pour les composantes des départements ministériels, les plans d'action feront l'objet de conventions annuelles d'application qui préciseront les projets et programmes à réaliser, leurs maîtres d'ouvrage et le montage financier.

Dans la pratique, la banque des projets recensés sur la base des demandes locales aux niveaux provincial et régional et avec les départements ministériels, pose la grande question de la mise en convergence. Jusqu'où et comment les départements ministériels se retrouvent dans leur propre mission et calendrier d'action (carte sanitaire, carte scolaire, programme d'électrification, programme d'adduction d'eau potable, programme de routes rurales) dans ce qui ressort dans les plans d'action régionaux du programme ? Or, l'accompagnement du programme par l'Association Targa-Aide montre clairement qu'une grande partie des projets recensés au départ ne peuvent pas être considérés comme prioritaires dès que des indicateurs de performance sont institués et cartographiés par douar et par commune.

Aussi, le choix des projets, qui se faisait à plus de 90% dans la banque de départ se fait désormais, à plus de 40% en dehors de cette banque, en tenant compte de critères plus objectifs (douars les plus sous-équipés, indice composite d'accessibilité par douar). Un outil d'aide à la décision est mis en place, permettant un meilleur ciblage des douars et zones prioritaires. Plus encore, la qualité du service est mise en exergue permettant de relever les dysfonctionnements (établissements scolaires ou sanitaires sans eau ou électricité, continuité du service des routes, ...).

Ce nouveau programme, prônant la mise en convergence de l'action publique, interpelle fortement : dans le cas de l'école communautaire et de son association au transport scolaire, ou dans celui du renforcement d'une filière agricole et son corollaire (les projets de désenclavement, par exemple), la question de l'intégration se pose avec acuité.

Les gouverneurs et wali arriveront-ils à imposer des projets au détriment d'autres au nom de cette intégration ? ***Les arbitrages nécessaires à la convergence et à l'intégration ne semblent pas encore là.*** Il y aura ***à suivre particulièrement ce programme avec les progressions de la régionalisation avancée.*** Jusqu'où les régions auront à financer des projets ne relevant pas de leurs compétences propres (eau potable, électrification rurale, éducation, santé) ? Quelles traductions locales des avancées dans la déconcentration ?¹¹⁸.

3.4. Développement territorial

Sur ce registre, il s'agit d'interventions, plus récentes, qui se démarquent des autres : elles affichent une approche multisectorielle s'appuyant sur la valorisation des ressources locales et s'inscrivant dans une perspective de développement intégré et territorial. Trois exemples en sont l'illustration. La Stratégie de Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganeraie, la Stratégie de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne et le Programme de développement intégré des centres ruraux émergents.

¹¹⁸ ONDH, Rapport d'Activités 2019.

3.4.1. La Stratégie de Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganeraie

En 2010, fut créée l'**Agence Nationale de Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganeraie** (ANDZOA)¹¹⁹ qui, trois années après, verra la stratégie qu'elle a élaborée adoptée par son Conseil d'Orientation Stratégique¹²⁰. La première phase de cette stratégie a fait l'objet, trois années après, d'une évaluation à mi-parcours¹²¹. Cette évaluation avait un triple objectif : évaluer la performance de la stratégie, mesurer les effets et impacts perceptibles à mi-parcours, et formuler les recommandations à mettre à profit de la stratégie durant sa seconde phase.

Cette évaluation a montré que le **produit intérieur brut (PIB)**, en valeur courante, **a évolué en deçà à la cible prévue et que s'il continue avec la même évolution annuelle enregistrée, l'objectif prévu pour 2020 ne serait atteint qu'en 2027**. Comme elle a révélé que **le taux de pauvreté monétaire a évolué différemment selon les deux zones**. Dans la **zone de l'arganeraie** (relativement moins pauvre avec une moyenne de 6,80%), **l'objectif est quasiment atteint avant terme**¹²². Par contre, en **zone oasienne** (détenant par ailleurs le triste record des régions les plus pauvres du pays), les taux y sont encore très élevés¹²³ ; par rapport à la cible 2020, **les progrès réalisés restent encore insatisfaisants**, avec des taux d'achèvement ne dépassant guère 19%.

Par rapport à l'objectif d'**amélioration de l'attractivité sociale** des zones oasiennes et de l'arganeraie, les résultats enregistrés à mi-parcours révèlent que si les deux zones affichent des **progrès indéniables dans divers domaines, pour d'autres les résultats enregistrés restent loin des objectifs fixés** : la **scolarisation** au cycle du secondaire collégial qualifiant et la **santé**.

Concernant l'impact sur le **renforcement de l'attractivité économique** des deux zones d'intervention, **l'évaluation à mi-parcours n'a pas pu l'établir. Les indicateurs d'impacts y afférents n'ont pas pu être tous documentés pour indisponibilité des données**.

¹¹⁹ Cf. Dahir n° 1-10-187 du 13 décembre 2010 portant promulgation de la loi n° 06-10, portant création de l'Agence Nationale pour le Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier.

¹²⁰ Il s'agit de la Stratégie de Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganeraie, que ce Conseil a adoptée lors de la tenue de ses travaux le 30 octobre 2013 à Er-Rachidia en marge de la 4^{ème} Edition du Salon International des Dattes à Erfoud. Cf. Agence Nationale pour le Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier, Définition d'une vision stratégique 2020 et d'un programme de développement des zones Oasiennes et de l'Arganier, Mission II : Formulation de la vision stratégique à horizon 2020, Juin 2012.

¹²¹ Agence Nationale de Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganeraie, « *Evaluation à mi-parcours de la Stratégie de Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganeraie* », Rapport de la Phase II, Version finale, Mai 2019.

¹²² A l'exception de la seule province de Tata qui avec un taux de pauvreté, à mi-parcours, de 17,01%, semble avoir des difficultés à atteindre l'objectif visé.

¹²³ Mise à part la province d'Ouarzazate, qui a enregistré un taux inférieur à la cible (8,60%), toutes les autres provinces de cette zone ont affiché des taux de pauvreté monétaire à deux chiffres oscillants entre 14,20% (Midelt) et 20,20% (Tinghir).

Le constat relevé fait état d'une **amélioration des investissements publics dans les zones oasiennes et d'arganier, mais il ne s'est pas traduit par des effets significatifs sur les secteurs-clés des économies locales**. En effet, **la croissance du PIB agricole reste encore insuffisante, eu égard des efforts déployés** dans les deux zones.

Quant aux impacts relatifs à la **préservation de l'environnement**, appréhendés à travers **trois indicateurs**, ils peuvent être synthétisés comme suit

- En termes de **mobilisation des eaux de surface, les apports supplémentaires ont été davantage concentrés en zones oasiennes** (avec près de 77% contre à peine 27% en zone d'arganier), soit un taux moyen d'achèvement de la cible 2020 de près de 58% pour les deux zones.
- En termes de **superficies irriguées reconverties en mode d'irrigation localisée « goutte à goutte »**, le taux d'achèvement par rapport à la cible 2020, s'est établi à **165% en zone d'arganier contre près de 43% en zones oasiennes**.
- En termes de **volumes d'eau économisée**, le bilan à mi-parcours de la reconversion au « goutte à goutte » fait état d'un **dépassement de la cible 2020 en zone d'arganier avec 175%, contre près de 40% seulement en zones oasiennes**.

3.4.2. La Stratégie de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne

Avec le Gouvernement formé en 2012, au sein duquel le MAPM s'est trouvé à nouveau investi d'attributions en matière de développement rural¹²⁴, plusieurs mesures ont été prises en vue de surmonter les nombreux obstacles entravant les performances des politiques publiques destinées au monde rural, notamment dans les espaces à enjeux spécifiques que sont les zones montagneuses et oasiennes¹²⁵.

¹²⁴ A savoir : i) proposer et mettre en œuvre la politique du Gouvernement dans le domaine du développement rural, en coordination avec les autorités gouvernementales concernées ; ii) assurer le Secrétariat de la Commission Interministérielle Permanente du Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne. (Cf. BO n° 6135 du 18 mars 2013 page 2590).

¹²⁵ Dans le Programme du Gouvernement daté de Janvier 2012, il est mentionné que « Les zones montagneuses et les oasis bénéficieront ainsi d'une nouvelle stratégie de développement fondée sur une approche intégrée pour la coordination de l'ensemble des composantes du développement économique et social. ». Et d'ajouter « ... le Gouvernement procédera à l'augmentation du budget du Fonds de Développement Rural pour le porter à un milliard de Dirhams par an, affecter ses crédits pour le financement des projets intégrés fondés sur une approche territoriale, participative et contractuelle, destinés au monde rural et notamment les régions montagneuses et enclavées. Ces projets seront choisis et réalisés, parmi les projets sélectionnés et proposés par les ministères concernés, conformément aux procédures en vigueur, ou sur la base de la procédure des appels d'offres des projets proposés par les collectivités territoriales, ou bien par des acteurs de la société civile. »

Sur le plan financier, depuis 2012¹²⁶, les dotations budgétaires allouées au Fonds de Développement Rural et des Zones de Montagnes (FDRZM), créé la même année¹²⁷, sont passées de 1 Milliard de DH à près de 3,5 Milliards de DH en 2020, soit une moyenne de près de 2 Milliards de DH /an¹²⁸.

Tableau 14 : Evolution des dotations budgétaires du Fonds de Développement rural devenu depuis 2012, Fonds de Développement Rural et des Zones de Montagne

Année budgétaire	Virement du Budget Général
2008	300
2009	500
2010	500
2011	500
2012	1000
2013	1500
2014	1324
2015	1324
2016	1324
2017	1324
2018	3500
2019	3522
2020	3492

Source : Lois de Finances des exercices allant de 2008 à 2020, publiées au Bulletin Officiel.

Le Gouvernement a aussi revu le dispositif de gouvernance des interventions de développement du monde rural, à travers la création en 2013, de la Commission Interministérielle Permanente de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagnes (CIPDERZM)¹²⁹.

La même année, le MAPM s'est doté d'une nouvelle direction centrale : **la Direction de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne (DDERZM)**¹³⁰, dont la création sera confortée par la mise en place en 2016, de services dédiés au sein des Directions Régionales de l'Agriculture (DRA). Cette direction a élaboré un projet de **Stratégie de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne (SDERZM)** et d'un projet de **Programme Intégré de Développement des Zones Montagneuses (PIDZM)**.

¹²⁶ Le Gouvernement s'est engagé aussi à *augmenter le budget du FDR pour le porter à un milliard de Dirhams par an et affecter ses crédits pour le financement des projets intégrés fondés sur une approche territoriale, participative et contractuelle, destinés au monde rural et notamment les régions montagneuses et enclavées.*

¹²⁷ A rappeler que trois années auparavant, Sa Majesté Le Roi avait appelé à l'élaboration d'une stratégie pour les zones montagneuses : « ... Afin de conforter l'entraide sociale à travers une solidarité spatiale, Nous invitons le gouvernement à mettre au point une stratégie novatrice, vouée à l'amélioration des conditions de vie des populations des zones montagneuses et à la valorisation de leurs potentialités économiques, culturelles et écologiques. ». (Cf. Discours du trône du 30 juillet 2009),

¹²⁸ L'augmentation plus prononcée des dotations budgétaires au cours des trois derniers exercices est en rapport avec le lancement du PRDST 2017-2023.

¹²⁹ Commission instituée par le décret n° 2-12-624 du 27 Rabii I 1434 (8 février 2013) portant institution de la commission interministérielle permanente chargée du développement de l'espace rural et des zones montagneuses, publié au Bulletin officiel n° 6136-9 jourada I 1434 (21 mars 2013). Ce décret a abrogé le décret n° 2-98-974 du 17 Ramadan 1419 (5 janvier 1999) portant institution du conseil et du comité interministériels permanents chargés du développement rural.

¹³⁰ Cf. Décret n° 2-12-625 du 08 février 2013 modifiant et complétant le Décret n° 2.09.168 du 21 mai 2009 relatif aux attributions et à l'organisation des Directions Centrales du MAPM, portant création de la Direction du Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne.

Encadré 6 : Objectifs de la Stratégie de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne

- Réduction des disparités entre les territoires ruraux et les villes en tenant compte des complémentarités entre les deux territoires ;
- Développement du potentiel économique des zones rurales et accroissement de la capacité à générer des richesses et à valoriser les potentiels agricoles et non agricoles, en prenant en considération les impératifs de préservation des ressources naturelles ;
- Accélération du rythme de désenclavement de l'espace rural et des zones de montagne ;
- Amélioration de l'accès aux services sociaux et aux services de base ;
- Renforcement de l'action gouvernementale au profit des écosystèmes à enjeux spécifiques, notamment les zones oasiennes et montagneuses.

Source : Direction du Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne, « Stratégie de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne », Présentation au Séminaire national de lancement du Programme d'Appui à l'Initiative ENPARD Maroc - Phase II, tenu le Mercredi 02 Décembre 2015 à l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II à Rabat.

Lors de la tenue de sa première session ordinaire le 13 Juillet 2015, la CIPDRZM a validé la stratégie et le programme ainsi élaborés. Comme elle a validé l'approche d'élaboration des Plans Régionaux de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne (PRDERZM), les propositions portant sur la création d'une commission nationale et des commissions régionales dédiées, ainsi que la nouvelle procédure de programmation, de gestion et de suivi du programme. Enfin, la CIPDRZM a recommandé l'élaboration, à court terme, d'un **programme prioritaire de développement rural au profit des 44 communes que le PIDZM a identifiées comme « points noirs »**¹³¹, et de lancer le processus d'élaboration des PRDERZM et le contractualiser à fin juin 2016.

Le PIDZM cible 41 provinces et 738 communes. Sa conception est sous-tendue par une stratégie articulée sur **trois axes d'intervention** i) l'amélioration de l'accès aux **services sociaux de base**¹³² (santé, éducation, eau potable, électricité et infrastructure) ; ii) la mise en place de **projets locaux intégrés autour d'Ecosystèmes de Développement Intégrés** (EDI) pour le **développement socio-économique et environnemental**, et de **grands projets visant le désenclavement et la création de sites touristiques et de centrales d'énergie solaire et éolienne** (Annexe 4)¹³³. Quant à l'appréciation des retombées de ce programme, il aurait été inopportun de s'y atteler vu son démarrage tout récent.

¹³¹ Il s'agit de commune en situation de grande précarité nécessitant un plan d'action d'urgence.

¹³² Il y est fait mention de « services publics universels » et de « minimas sociaux de solidarité ».

¹³³ Concernant mise en œuvre de ce programme, il n'a pas été possible à l'équipe de l'analyser faute de pouvoir disposer de l'information requise.

Ceci étant, deux sources d'information permettent, toutefois, de se faire une idée sur le déficit en suivi-évaluation des projets dans les zones de montagne en général : le rapport de 2017 du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) sur le développement rural¹³⁴ et la déclaration du Chef du Gouvernement lors de la Deuxième Session de la CIPDERZM tenue le 27 juillet 2019¹³⁵, qui « *a appelé à établir des rapports sur l'impact des programmes et projets réalisés sur les situations sociale et économique de la population* ». (Annexe 5).

3.4.3. Le Programme Intégré des Centres ruraux émergents

L'inflexion engagée depuis les premières années de la décennie 1990 en faveur du monde rural, va connaître un nouvel épisode avec l'avènement du gouvernement formé en octobre 2007, dont l'architecture et le programme d'action¹³⁶ vont obéir aux nouvelles orientations fixées par Le Chef de l'Etat appelant à « *l'indispensable consolidation des acquis enregistrés en matière de développement rural* »¹³⁷ et à « *l'élaboration d'un plan pour le développement territorial urbain et rural* ».

Dans ce gouvernement, le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'Espace (MHUAE) va être investi du développement rural dans sa partie non agricole (la partie agricole étant du ressort du MAPM) et doté à cet effet, d'un Secrétariat d'Etat Chargé du Développement Territorial (SECDT). Fort de cette attribution, il a élaboré une nouvelle stratégie de développement rural, dénommée **Stratégie Nationale de Développement Rural** (SNDR), qui sera adoptée le 12 mars 2009.

Encadré 7 : Objectifs de la Stratégie Nationale de Développement Rural

- Améliorer la qualité de vie dans le monde rural et le rendre attractif à travers la promotion de l'urbanisation intermédiaire et l'amélioration de l'accès aux services publics ;
- Améliorer la compétitivité et la diversité de l'économie rurale moyennant l'amélioration la compétitivité de l'agriculture et la création et développement d'activités non agricoles ;
- Créer les conditions de la durabilité environnementale en procédant à la préservation de l'environnement des territoires ruraux et la valorisation des ressources territoriales.
- Créer un environnement politique et institutionnel propice à favoriser durablement le processus de développement rural.

Source : MHUAE, DAT, Stratégie Nationale du Développement Rural Vision, Bilan & Perspectives, Octobre 2011.

¹³⁴ CESE, « *Le développement rural : Espace des zones montagneuses* », Saisine n°21/2017,

¹³⁵ Session dont l'ordre du jour a été marqué par la présentation du Programme de Réduction des Disparités Sociales et Territoriales 2017-2023 et le bilan des programmes d'action annuels au titre des années 2017 et 2018, ainsi que le programme d'action de l'année 2019. Source : Dépêche de la MAP rapportée par le portail Maroc.ma

¹³⁶ Déclaration gouvernementale du 24 octobre 2007.

¹³⁷ Discours Royal du 30 juillet 2007 à l'occasion de la Fête du Trône.

Dès octobre 2008, la mobilisation et la gestion du Fonds de Développement Rural a fait l'objet d'une convention entre quatre ministères¹³⁸. Cette convention confie au MHUAE la responsabilité de l'emploi de 40% ce fonds (300 Millions de DH pour l'exercice 2009) pour soutenir les projets visant la promotion des territoires, leur accompagnement ainsi que le renforcement et la réhabilitation des produits agricoles et non agricoles, et de 60% au MAPM pour financer des projets agricoles.

Sur le programme financé par le FDRZM, le Département de l'aménagement du territoire a mis en œuvre **trois générations de projets** (Annexe 6) portés par cinq catégories de partenaires Provinces, Collectivités territoriales, Administrations publiques et/ou Services extérieurs des ministères, Agences ou entreprises publiques de développement et ONG.

En 2013, le MHUAE a mis en place, en concertation avec les acteurs locaux, un **Programme de développement intégré des centres ruraux émergents** (PDICREM) **Dont l'objectif est de doter les zones rurales de centres d'urbanisation intermédiaire de proximité favorisant le développement économique de ces zones et l'amélioration des conditions de vie de leurs populations**¹³⁹.

Ce programme ambitionne de promouvoir une nouvelle gouvernance des liens urbain-rural ainsi qu'un nouveau cadre d'intervention de l'action publique, privilégiant la convergence intersectorielle en faveur de l'équipement et la mise à niveau des zones rurales. **La finalité étant d'optimiser l'investissement public, de promouvoir l'attractivité de ces territoires en vue d'y diversifier les activités économiques.**

La philosophie qui sous-tend la promotion de ce type de centres s'aligne sur le nouveau paradigme rural adopté au cours des deux dernières décennies par l'OCDE, qui fait de la valorisation de la ressource locale (les aménités) un pilier fondamental pour assurer la compétitivité des zones rurales.

Dans le cadre du programme-CREM, le Département de l'aménagement du territoire a élaboré une **typologie des territoires ruraux**, sur la base de critères démographiques, géographiques, économiques et de gouvernance locale (25 indicateurs). Les **cinq types de territoires ruraux** ainsi identifiés se distinguent les uns des autres par une large diversité de leurs configurations comme de leurs caractéristiques. Cette diversité devrait servir comme **référentiel pour le choix des localités à ériger en CREM mais aussi pour les réponses que les politiques publiques devraient apporter pour les consolider.**

¹³⁸ En l'occurrence le MHUAE, le MAPM, le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministère de l'Intérieur.

¹³⁹ A souligner que plus de dix années avant l'avènement de ce programme, la Stratégie 2020 de Développement Rural puis le Schéma National d'Aménagement du Territoire avaient préconisé le développement de ce type d'urbanisation et de centres.

Tableau 15 : Poids démographique des communes rurales par classe de territoire

Les cinq classes de territoire	Population 2014	Poids démographique (%)
Classe3 Territoires péri-métropolitains	6142744	42,5
Classe1 Territoires pauvres et faiblement peuplés	4941273	34,2
Classe2 Territoires à l'écart des grands flux du développement	3119044	21,6
Classe4 Territoires de montagne en danger de déprise rurale	228162	1,6
Classe5 Territoires sahariens	22186	0,2
Total	14453409	100,0

Source : Note intitulée « Typologie des territoires ruraux marocains », transmise à l'équipe de l'étude par la Direction de l'Appui au Développement Territorial du MATNUHPV.

Cette typologie suggère que ***ce sont les territoires péri métropolitains qui réunissent les conditions propices pour le développement d'une classe moyenne*** : ils concentrent les plaines les plus fertiles, mais avec une forte densité de population rurale, la densité de centres et de villes y est également forte. ***Ces territoires sont toutefois, en forte concurrence avec le milieu urbain sur le foncier et la main d'œuvre***, ce qui les expose fortement aux phénomènes de mitage foncier et de détournement des ressources naturelles et humaines.

En 2014, la ***persistance de contraintes entravant la mise en œuvre et l'efficacité de la SADR*** a amené la Direction de l'Appui au Développement Territorial (DADT) du Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire (MUAT), à lancer une étude¹⁴⁰, auprès des porteurs des projets et des Inspections Régionales de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire (IRUAT), sur l'évaluation des projets de développement rural financés par le FDRZM.

Concernant les projets de mise à niveau des centres ruraux, cette évaluation estime qu'en raison de sa capacité hypothétique d'effet d'entraînement qu'il peut induire au niveau d'un territoire donné, ce concept peut être un outil efficace du développement rural. Sauf que l'impact réel de son application reste difficile à vérifier, en l'absence de référentiel territorial du développement et d'un système d'information du suivi et d'évaluation de base pour la production de ce référentiel¹⁴¹.

¹⁴⁰ Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, Direction de l'Appui au Développement Territorial, Marché N° 03/2014 « Evaluation des projets de développement rural financés par le FDRZM ».

¹⁴¹ Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire - Direction de l'Appui au Développement Territorial, Marché N° : 03/2014 Evaluation des projets de développement rural financés par le FDRZM Rapport de la Phase II, Janvier 2017.

A signaler par ailleurs qu'en 2015, le **FDRZM a fait l'objet d'une évaluation par la Cour des Comptes**¹⁴², qui a relevé divers **disfonctionnements affectant sa planification et sa gouvernance** : *utilisation circonstancielle, changement permanent de structures chargées du développement rural, absence de concertation entre les départements de l'agriculture et de l'aménagement du territoire, dichotomie dans la planification des programmes, chevauchement des domaines d'action entre les deux départements*. Ce qui est de nature à réduire son efficacité en tant qu'instrument de politique publique pour la promotion du développement des territoires ruraux¹⁴³.

3.5. Un nouveau contexte de l'action publique au niveau territorial rural

L'évolution de la réforme de l'organisation territoriale au travers de l'approfondissement de la décentralisation, notamment régionale, et la relance de la déconcentration impliquent une montée en puissance des acteurs territoriaux (élus et services déconcentrés) dont la place et le rôle se trouveront confortés dans les processus d'action publique (relations de partenariat et de coopération entre les acteurs, nécessité d'une gestion plus concertée des territoires, ...). De ce point de vue, l'efficacité de l'action publique au niveau local en particulier, dépendra de plus en plus de la faculté à en maîtriser la dimension transversale et intersectorielle.

Jusqu'en 2017, l'INDH, les programmes PAGER, PERG et PNRR, ainsi que différents départements ministériels et organismes publics (Education, Jeunesse et Sports, Promotion Nationale) ont accordé une place centrale à la commune dans la mise en œuvre des projets. Les communes deviennent également les porteurs de projets financés par le FDRZM, à l'instar de ceux initiés et soutenus par le Département de l'aménagement du territoire.

La mise en convergence des programmes sectoriels dans le domaine de l'assistance sociale est l'une des attentes fortes de l'INDH, mais les résultats sont mitigés. **En l'absence d'un registre unique de bénéficiaires, il est difficile de faire converger les services proposés vers les ménages à cibler et de tirer profit des synergies qui pourraient être créées entre les divers programmes.**

En 2019, l'INDH-Phase III et le PRDST prennent en charge la plus grande part des projets de développement humain dans le monde rural, et posent une nouvelle manière pour gérer la question de la convergence institutionnelle et financière.

¹⁴² « Fonds de développement rural et des zones de montagnes (FDRZM) », in Rapport de la Cour des Comptes pour l'année 2015. Selon ce rapport, les 146 programmes mis en œuvre entre 2009 et 2016 rassemblent près de 800 projets divisés en quatre catégories : la 1^{ère} concerne les projets établis par l'Aménagement du territoire, les agences de développement, l'INDH et les stratégies sectorielles ; la 2^{ème} comprend 62 programmes, la 3^{ème} consacre 56 projets au développement des territoires ruraux, et la 4^{ème} se concentre sur deux projets de développement au niveau provincial.

¹⁴³ Selon l'OCDE, les obstacles à un investissement public efficace sont souvent plus liés à des questions de gouvernance, qu'à des questions de financement. OCDE, Dialogue Maroc-OCDE sur les politiques de développement territorial, 2018.

Le Comité Provincial (ou Préfectoral) de Développement Humain (CPDH) devient le lieu de mise en convergence à travers l'élaboration, à l'échelle provinciale, des Programmes Pluriannuels de Développement Humain (PPDH) ; le niveau régional restant celui de la consolidation, de l'allocation des fonds et de la contractualisation avec les différents autres programmes.

Avec la Charte de la déconcentration administrative¹⁴⁴, la Région devient l'espace pertinent pour la mise en œuvre des politiques publiques et le Wali de la région voit son rôle de superviseur et de coordinateur renforcé.

Cet ensemble de dispositions place désormais les niveaux provinciaux et régionaux au centre de la programmation et de la mise en œuvre des politiques publiques de développement humain dans le monde rural. ***Le territoire communal devient le réceptacle de l'action, la Commune en est le facilitateur (foncier, réseau) ; son rôle étant réduit à la réalisation des diagnostics participatifs. Se posera alors l'interrogation du processus de mise en œuvre des politiques publiques au niveau local et de la capacité de ce nouveau dispositif à relayer les initiatives locales*** (commune, association) jusque-là assurées partiellement par l'INDH et d'autres départements sectoriels.

3.6. Développement agricole

Cette partie de l'étude a pour objet spécifique l'analyse des politiques agricoles que le pays s'est évertué à déployer depuis le milieu des années 1990. Deux périodes bien distinctes marquent l'évolution de ces politiques : la première s'inscrivant dans la perspective d'une articulation vertueuse entre développement agricole et développement rural ; la seconde marquant un recentrage plus marqué sur le secteur agricole avec l'avènement en 2008, du Plan Maroc Vert (PMV).

3.6.1. La période 1993-2007 : pour un développement agricole arrimé au développement rural

Cette période s'est déroulée en deux séquences distinctes : la première de 1993 à 1998, jalonnée par le lancement d'une première réflexion sur la contribution du secteur agricole au développement rural et d'une nouvelle génération de projets se voulant participatifs et de portée locale ; la seconde de 1999 à 2007, marquée par la formulation d'une stratégie préconisant un développement rural intégré, dont la mise en œuvre a donné lieu à des projets focalisés sur des thématiques territoriales.

¹⁴⁴ Décret n° 2-17-618 du rabii II 1440 (26 décembre 2018) portant Charte nationale de la déconcentration administrative.

La séquence 1993-1998 : les premiers jalons pour articulation développement agricole-développement rural

Les débuts des années 1990 ont marqué l'amorce d'une inflexion des politiques publiques destinées au monde rural, qui se manifesta à travers l'ouverture d'une large réflexion sur l'évaluation des politiques déployées en milieu rural et sur les réorientations à leur imprimer pour remédier à leurs insuffisances.

Deux faits témoignent de l'engagement du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire (MARA) dans cette réflexion : la **formulation d'une vision sur la contribution du développement agricole à une stratégie de développement rural** (Annexe 7)¹⁴⁵ ; **l'organisation et l'animation d'un débat national** sur l'état des lieux du monde rural et sur les politiques à entreprendre pour la promotion de son développement¹⁴⁶.

Outre la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement social et des trois programmes structurants (PAGER, PERG et PNRR), exposés précédemment l'inflexion des politiques publiques en faveur du monde rural se concrétisa aussi par la **création en 1994, d'un Compte d'Affectation Spéciale (CAS) intitulé Fonds pour le Développement Rural (FDR)**¹⁴⁷ dont les dépenses doivent être engagées conformément à un programme agréé par le Gouvernement.

Dans le même élan, l'année 1995 verra la **promulgation de la loi 33-94 relative aux Périmètres de Mise en Valeur en Bour** (PMVB)¹⁴⁸ comme cadre à l'équipement et au développement desdits périmètres¹⁴⁹. La promulgation de cette loi marque un regain d'intérêt des pouvoirs publics pour les zones d'agriculture pluviale (*bour*)¹⁵⁰, dont l'étendue, la diversité et l'importance des investissements requis pour leur mise en valeur appellent une intervention territorialisée et progressive de l'Etat¹⁵¹.

¹⁴⁵ Cf. Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, Contribution du développement agricole à une stratégie de développement rural, Juillet 1993.

¹⁴⁶ Il s'agit des Premières Journées d'études sur le développement rural organisées à l'initiative du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire du 19 au 21 décembre 1994 à l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II.

¹⁴⁷ Compte créé par la loi n° 32-93 de 1994, qui a pour objet de comptabiliser les opérations afférentes au développement rural. Il est alimenté par des dotations du budget général de l'Etat, des recettes spéciales fixées par la Loi de finances transitoire de l'année 2000 et des recettes diverses. Les décaissements sur ce fonds devant être faits via des programmes d'emploi subordonnés à l'approbation de son ordonnateur. (Cf. Dahir n°1-94-123 du 14 ramadan 1414 (25 février 1994) portant promulgation de la Loi de finances pour l'année 1994 n°32-93, Article, 43, in Bulletin Officiel n° : 4243-bis du 01/03/1994 – Page : 126, et Dahir n° 1-00-241 du 25 rabii I 1421 (28 juin 2000) portant promulgation de la loi de finances n° 25-00 pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000, Article 40, in Bulletin Officiel n° : 4808-bis du 29/06/2000 – Page : 507).

¹⁴⁸ Dahir n°1-95-10 du 22 ramadan 1415 (22 février 1995) portant promulgation de la loi n°33-94 relative aux périmètres de mise en valeur en bour.

¹⁴⁹ A l'instar Code des investissements agricoles (CIA) qui depuis sa promulgation en 1969, régit l'équipement et le développement des périmètres d'irrigation (Cf. Dahir n°1-69-25 du 10 jourmada I 1389 (25 juillet 1969) formant code des investissements agricoles, publié au Bulletin Officiel n° : 2960-bis du 29/07/1969 - Page : 781).

¹⁵⁰ Zones ayant fait l'objet auparavant de plusieurs projets de développement intégrés (bien connus sous le générique PDI) qui étaient spatialement et financièrement de plus grandes envergures et de plus longue durée, et dont l'évaluation a contribué à l'adoption de cette nouvelle génération de projets.

¹⁵¹ Depuis sa promulgation en 1994 jusqu'à l'avènement du Plan Maroc Vert (PMV) en 2008, plus de 200 PMVB ont été réalisés dans le cadre de cette loi.

L'ambition était d'induire un développement local par grappes de petits projets¹⁵² associant aux actions à caractère agricole (aménagements hydro-agricoles de PMH, aménagement foncier, aménagement pastoral, intensification agricole) à la mise en place d'infrastructures socio-économiques (Annexe 8).

A l'instar des autres interventions menées dans les différents territoires ruraux, l'intervention de l'Etat dans le cadre de la loi 33-94, cible non pas des catégories particulières d'exploitations agricoles ou de ménages ruraux, mais des espaces (périmètres)¹⁵³. Le financement national mobilisé pour la mise en œuvre de nombreux PMVB a bénéficié de l'appui de divers bailleurs de fonds pour des projets de plus grande envergure déployés dans différentes zones agro-écologiques du pays.

Parallèlement à cette dynamique d'action, le Département de l'agriculture a engagé des années durant, toutes ses structures dans un processus d'évaluation et de réflexion dans la perspective de réformer la politique agricole. Ce processus a été couronné par **l'élaboration d'une plate-forme¹⁵⁴ et d'un projet de Loi-cadre d'orientation pour la modernisation de l'agriculture¹⁵⁵** qui fut présenté en conseil de gouvernement, à la veille de l'avènement du « Gouvernement de l'alternance ».

Encadré 8 : Orientations stratégiques du projet de Loi-cadre d'orientation pour la modernisation de l'agriculture

« La *stratégie agricole*, fruit d'une réflexion engagée au cours de l'année 1993, définit, avec une vision structurante, les objectifs de la politique agricole, le rôle respectif des opérateurs publics et privés, les moyens et les formes d'intervention de l'Etat dans les différents terroirs. Elle s'articule autour de *quatre orientations*

- *L'amélioration du revenu agricole revêt une acuité particulière*. Elle permet à l'agriculteur d'assumer les transformations structurelles et d'adopter les innovations qu'implique la modernisation du secteur. Cet objectif est primordial ; *il est la résultante des autres orientations et en conditionne la réussite*.
- *La contribution à la sécurité alimentaire par la production nationale* dans une économie d'échange.
- *L'intégration de l'agriculture dans les marchés intérieur et extérieur*, permettant à l'exploitation agricole d'accéder à ces marchés et d'y être compétitive.
- *La conservation et la valorisation des ressources naturelles* pour conférer à notre agriculture le caractère durable et atténuer les écarts de production.

La nécessité de ces objectifs implique *en priorité la mise à niveau de l'exploitation agricole pour la transformer en entreprise de production*. L'agriculture mode de vie doit céder la place à une agriculture professionnelle de marché. »

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement et de l'Environnement, Département de l'Agriculture, Plate-forme du projet de loi- d'orientation agricole, Rapport définitif, Mars 1998.

¹⁵² Option prise à la lumière de l'évaluation et des enseignements et leçons tirés de la grande expérience des projets de développement rural intégrés (PDI) qui ont concerné plusieurs territoires d'agriculture pluviale (*bour*) et dont les zones d'actions étaient plus étendues ; le premier étant celui de Fès-Karia-Tissa lancé en 1979.

¹⁵³ La seule distinction concerne la participation des propriétaires bénéficiaires des travaux d'équipement interne aux exploitations (Cf. Article 16 de la loi 33-94).

¹⁵⁴ Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement et de l'Environnement, Département de l'Agriculture, Plate-forme du projet de loi- d'orientation agricole, Rapport définitif, Mars 1998.

¹⁵⁵ Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement et de l'Environnement, Département de l'Agriculture, Projet de loi-cadre : Loi d'orientation pour la modernisation de l'agriculture, Décembre 1997.

La séquence 1999-2007 : Le déploiement d'une nouvelle génération de projets de développement rural intégré

La volonté des pouvoirs publics en faveur du développement rural intégré va s'exprimer davantage avec l'avènement du « Gouvernement de l'alternance » formé le 14 mars 1998. Dans ce gouvernement, le **ministre en charge du département de l'agriculture devient attributaire de missions en matière de développement rural**¹⁵⁶. L'année suivante, cette volonté est confortée par l'**institution de deux instances dédiées dont les secrétariats sont confiés au Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes (MADRPM) le Conseil et le Comité interministériels permanents chargés du développement rural**¹⁵⁷.

Ce dispositif institutionnel laisse, toutefois, ouverte la question des attributions et du rôle réel du ministère de l'agriculture en matière de développement rural qui se trouve avec les mêmes que celles dévolues au Conseil et au Comité interministériels permanents chargés du développement rural. De plus, ni le texte fixant ses attributions, ni celui portant institution de ces deux organes, n'ont prévu de dispositions particulières quant à l'instance devant prendre en charge la coordination, le suivi et l'évaluation des programmes de développement rural intégré au niveau régional, provincial et local.

Deux années durant, le MADRPM s'est beaucoup investi dans l'organisation et l'animation d'une série d'ateliers de réflexions thématiques qui ont contribué à la **formulation de deux stratégies** : la **Stratégie 2020 de développement rural (SDR 2020)** et la **Stratégie à long terme de l'agriculture marocaine**¹⁵⁸. Ces deux stratégies, débattues et adoptées lors du **Colloque national de l'agriculture et du développement rural**¹⁵⁹, ont alimenté les travaux de la Commission spécialisée du développement agricole et rural dans le cadre de la préparation du **Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2000-2004**¹⁶⁰.

¹⁵⁶ Le Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes « propose au gouvernement la politique gouvernementale en matière de développement rural et d'en suivre l'exécution ». (Cf. Cf. Bulletin officiel n 4576 du 9 avril 1998). A signaler toutefois, que dans la version en langue arabe du Bulletin officiel, la formulation de cette attribution est bien différente : « propose au gouvernement la politique gouvernementale en matière de développement rural et en assure l'exécution ». Depuis mars 2013, les attributions du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts en matière de développement rural ont été reformulées comme suit : « Proposer et mettre en œuvre la politique du Gouvernement dans le domaine du développement rural, en coordination avec les autorités gouvernementales concernées ; Assurer le Secrétariat de la Commission Interministérielle Permanente du Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne » (Cf. Bulletin Officiel n° 6135 du 18 mars 2013 page 2590).

¹⁵⁷ Le Conseil est chargé de la conception, de l'orientation et de la coordination de l'action gouvernementale en matière de développement rural. Le Comité a pour mission de proposer conformément aux orientations du conseil, les programmes de développement rural intégré en s'appuyant en priorité sur les programmes sectoriels des différents départements ministériels concernés. (Cf. Décret n° 2-98-974 du 17 ramadan 1419 (5 janvier 1999)).

¹⁵⁸ MADRPM, « Stratégie 2020 de développement rural », 1999. MADRPM, « Pour une stratégie de développement à long terme de l'agriculture marocaine », 1999. La stratégie 2020 n'a jamais été en fait adoptée par le gouvernement dans son ensemble.

¹⁵⁹ Colloque organisé à Rabat les 19 et 20 juillet 2000.

¹⁶⁰ Au lieu de la période 1999-2003 prévue initialement.

Ces stratégies souscrivent toutes les deux aux mêmes paradigmes : la mise à niveau de l'agriculture et la réhabilitation du monde rural sont deux impératifs indissociables qui doivent permettre d'assurer la valorisation du potentiel de production de l'agriculture, de sauvegarder les ressources naturelles, de réduire la pauvreté dans le monde rural et d'atténuer les disparités villes - campagnes. Elles préconisent une approche holistique et intégrée dans le cadre d'une vision à long terme, alliant rentabilité économique, équité sociale et viabilité environnementale. ***L'objectif étant d'améliorer durablement les conditions de vie des populations rurales et de promouvoir une économie rurale plus diversifiée pourvoyeuse de plus d'emplois et de revenus.***

Encadré 9 : Objectifs de la Stratégie 2020 de Développement Rural

- Accroissement de la production agricole dans une perspective de réponse à la demande alimentaire intérieure et à la demande des marchés extérieurs ;
- Augmentation de l'emploi et des revenus dans l'agriculture ;
- Création et diversification de l'emploi dans les activités para-agricoles et en dehors de l'agriculture pour répondre à la demande d'emplois de la population active rurale qui ne pourra être absorbée par la production agricole ;
- Arrêt des processus de dégradation anthropique de l'environnement ; Revégétalisation de l'espace "naturel" et maîtrise du renouvellement des ressources hydriques ;
- Mise à niveau et amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle des hommes et femmes rurales ;
- Amélioration des services liés à la qualité de la vie et du bien-être, en particulier en ce qui concerne la santé, l'eau potable, l'électricité et les transports ;
- Correction des déséquilibres régionaux et infrarégionaux en matière d'infrastructures, de commerce et d'aménagement du territoire.

Source : MADRPM, « Stratégie 2020 de développement rural », 1999.

L'adoption de ces deux stratégies a impulsé la mise en œuvre d'une ***nouvelle génération de projets de développement rural intégré (DRI) « territorialisés » de grande envergure***, avec l'appui de plusieurs partenaires et bailleurs de fonds (Annexe 9).

Il s'agit de projets traduisant à nouveau l'ambition de surmonter les difficultés entravant l'intégration des actions de développement rural, à savoir : non-prise en compte de l'ensemble des besoins socio-économiques des populations rurales ; faible organisation des bénéficiaires ; difficulté d'engager une synergie entre de société civile et structures de l'Etat ; lenteur du processus de programmation participative ; faibles capacités d'animation et d'accompagnement des structures de proximité ; difficulté de mise en œuvre des mécanismes de participation notamment pour les interventions dédiées à la préservation des ressources naturelles ; inadéquation des procédures budgétaires habituelles au regard de la souplesse requise pour le financement des actions de facilitation de la réalisation de ce type d'interventions, ...

Résultats saillants

L'analyse des documents de référence des projets de développement agricole et rural menés par le Département de l'agriculture depuis le milieu des années 1990, révèle qu'ils s'inscrivent quasiment tous dans la même lignée en termes d'enjeux, d'objectifs et d'approches de mise en œuvre.

Ils font tous référence aux problématiques de la prévalence de la pauvreté, de la précarité et de la vulnérabilité en milieu rural, et de la surexploitation des ressources naturelles. D'où leur **tendance à cibler davantage les espaces ruraux à écologie fragile**¹⁶¹, auxquels les politiques publiques antérieures avaient accordé peu d'intérêt.

Ces projets se veulent « territorialisés » et à vocation locale. Ils affichent une démarche intégrée pour remédier au travers des approches sectorielles. Comme ils affichent une volonté de faire des populations bénéficiaires des partenaires à part entière moyennant la promotion et la participation d'organisations locales.

L'analyse de nombreux rapports d'évaluation de divers projets menés durant les quinze années ayant précédé l'adoption en 2008 du PMV, permet de dégager les constats saillants suivants (Annexe 10).

- La focalisation des **interventions sur des territoires de taille réduite**, est généralement **appréciée des bénéficiaires** ; elle donne **plus de visibilité** aux efforts consentis.
- **L'accompagnement** des projets de développement agricole **par des actions dites facilitatrices** de réhabilitation et/ou d'amélioration des infrastructures communautaires et de réduction de la pénibilité, **facilite l'adhésion des bénéficiaires et conforte leur appréciation des projets**.
- Les **actions génératrices de plus-values du capital productif** (aménagements hydro-agricoles, épierrage, plantations fruitières, désenclavement) sont **particulièrement appréciées par les bénéficiaires**. Ils y perçoivent une source d'accroissement de leurs capacités de production, d'augmentation de leurs revenus et d'amélioration de leurs conditions de vie¹⁶².

¹⁶¹ Ciblage qui s'inscrit en cohérence avec les « programmes spéciaux » inscrits au Plan de Développement Economique et Social 1999-2003 (devenu ensuite 2000-2004) en faveur des zones de montagne, des zones frontalières et des zones oasiennes.

¹⁶² Outre leur impact direct en termes d'intensification et de diversification de la production agricole, les aménagements hydro-agricoles en PMH permettent de réduire considérablement le temps habituellement consacré à la conduite de l'irrigation et à l'entretien du réseau. Comme il réduit le temps que les femmes et les filles consacrent à la collecte de l'eau pour les besoins domestiques et pour l'abreuvement du cheptel. Le gain de temps ainsi réalisé peut être utilisé pour des activités génératrices de revenu, pour accéder à l'éducation, pour les soins des membres du ménage et pour l'entretien et l'amélioration de la maison. Dans le cas du Projet de développement rural Taourirt-Tafoughalt (PDRTT), les aménagements fonciers (épierrage) ont multiplié la valeur vénale des terrains par au moins 10 fois, passant de 5 000 DH/ha à au moins 50 000 DH/ha.

- Alors que les **actions d'aménagements pastoral et forestier peinent souvent à mobiliser et à faire adhérer les communautés usagères.**
- **L'impact à terme des projets** est quasiment toujours **de moindre envergure qu'espéré, l'insuffisante appropriation** de leurs réalisations par les bénéficiaires en **hypothèque la pérennisation.**
- Dans l'ensemble, les **projets de développement agricole et rural sont conçus en cohérence avec les orientations stratégiques du pays.**
- **Elles le sont moins par rapport aux besoins et attentes des populations cibles ; le peu d'intérêt** accordé à **la commercialisation et à la valorisation des produits agricoles** en est une illustration. Cette insuffisance fait perdre aux projets une des opportunités les plus probantes de générer des impacts importants sur les revenus et les conditions de vie des bénéficiaires.
- **Les dispositifs organisationnels** prévus pour la coordination et l'intégration des interventions sectorielles et la participation des bénéficiaires **n'ont que rarement bien fonctionné.**
- Pour la plupart des projets, y compris ceux appuyés par les grands bailleurs de fonds, **les activités de suivi-évaluation font cruellement défaut.**

L'examen de la nature des actions menées durant cette période montre que ce sont **les ménages agricoles disposant d'un minimum d'actifs de production agricole propres** (terre, eau, plantation fruitière, cheptel) **qui en sont les plus concernés.** Qu'il s'agisse des actions d'aménagements hydro-agricoles et fonciers, d'appui technique, de formation, ... ce sont ces catégories de ménages qui en tirent directement profit ; les moins pourvus, **les plus pauvres, n'y parviennent qu'indirectement et de façon subsidiaire.**

Ceci étant, force est de reconnaître qu'en ciblant davantage les zones de pauvreté, d'écologies fragiles, les nombreux projets déployés durant la période analysée ont été **bénéfiques aux populations des zones d'intervention et ont contribué à l'émergence des classes moyennes rurales, et ce à deux niveaux :**

- En contribuant à la réduction de la pauvreté, **ces projets ont promu des ménages au rang des catégories sociales vulnérables et surtout flottantes qui constituent le socle stratégique pour tout élargissement des classes moyennes dans le monde rural.**
- **Les réalisations des projets n'auraient pas manqué d'avoir des retombées profitables pour les ménages agricoles faisant partie des classes moyennes rurales** (augmentation du capital productif et des capacités de production, amélioration des revenus et des conditions de vie).

En 2005, le MADRPM a commandité une **étude** financée par la Banque mondiale dans le cadre de son programme de coopération avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ses objectifs étant de faire le point sur l'**état d'avancement de la mise en œuvre de la Stratégie 2020 de Développement Rural** (SDR 2020) et d'alimenter un processus de concertation entre les acteurs du développement¹⁶³. Pour ce faire, l'étude a procédé à une analyse du contexte institutionnel et législatif de la mise en œuvre de cette stratégie et d'un échantillon d'une vingtaine de programmes et projets de développement agricole et rural.

Cette étude a relevé des **avancées significatives**, en cohérence avec la SDR 2020, aussi bien dans les domaines institutionnel, juridique et de financement que dans les pratiques des programmes et projets. Comme elle a relevé la **persistance d'insuffisances qui entachent les pratiques des programmes et projets et en limitent les performances**. Traduite en axes d'intervention, la levée de ces insuffisances serait de nature à promouvoir des politiques de développement agricole et rural plus inclusives et émancipatrices d'une mobilité sociale ascendante favorable à l'émergence durable des classes moyennes rurales.

Encadré 10 : Insuffisances entachant les pratiques des programmes et projets de développement agricole et rural

En matière de coordination– intégration, des difficultés de diverses natures i) *multiplicité des conceptions et approches*, y compris pour des projets affichant les mêmes objectifs, réalisant le même type d'activités et touchant des espaces agro-écologiques très semblables, voire intervenant dans la même province et sur le même thème ; ii) *manque de coordination et de cohérence* qui se manifeste à travers le déploiement deux types d'interventions (projets se référant à l'approche participative de planification locale, à côté d'opérations dites " sous-sectorielles" largement guidées par des critères techniques),souvent réalisées en parallèle, avec des approches qui les rendent peu lisibles voire contradictoires.

L'appui des services techniques au développement des activités productives a encore besoin d'être amélioré Telle que pratiquée, la démarche de planification participative tend généralement à favoriser les investissements sociaux et structurants - très consensuels et facilement identifiables localement - au détriment des activités productives, mais aussi de celles ayant trait à la gestion durable des ressources naturelles. Souvent, l'appui des services techniques intervient tardivement dans le cycle des projets et s'estompe dès leur achèvement. Du fait de " l'approche projet", le suivi des interventions est extrêmement réduit.

La rentabilité et la durabilité des activités productives appuyées ne sont pas toujours avérées L'identification de ces activités ne s'appuie pas sur une connaissance préalable et fine du milieu d'intervention et sur une vision claire de ses potentialités. Leur choix se fait sans une analyse fiable de la demande des marchés et des difficultés potentielles liées à l'organisation de la commercialisation des produits. Leur mise en œuvre se fait sans l'intégration d'une stratégie commerciale au profit des producteurs moyennant la mise en place de dispositions et de mécanismes spécifiques et d'envergure pour appuyer la structuration et l'intégration verticale des filières, rapprocher les petits producteurs d'opérateurs privés, aider les professionnels à s'organiser, ... Les structures d'appui ne disposent pas des capacités et outils nécessaires pour leur permettre de réaliser une analyse financière ex-ante fiable et, plus généralement, leur faciliteraient la préparation, l'analyse et le suivi de telles activités.

Une insuffisance notoire en matière de suivi, d'évaluation et de capitalisation les systèmes de suivi sont rarement utilisés comme outils de pilotage des projets ; les évaluations restent souvent disparates et ponctuelles ; les expériences réalisées ne sont pas suffisamment capitalisées ; la circulation de l'information manque encore de fluidité et d'intensité...

Source : MADRPM, FAO-Banque mondiale, « Etat des lieux de la mise en œuvre de la Stratégie 2020 de Développement Rural », Juin 2006.

¹⁶³ MADRPM, FAO- Banque mondiale, « Etat des lieux de la mise en œuvre de la Stratégie 2020 de développement rural », Rome, Juin 2006.

L'étude a formulé une série de recommandations dont certaines étaient en phase avec les évolutions émergentes dans le pays en ce moment, notamment le lancement le 18 mai 2005 de l'INDH. En institutionnalisant et en généralisant les principes, démarches et modalités de mise en œuvre de programmes de développement intégrés et participatifs, cette initiative s'inscrit en totale convergence avec la SDR 2020 et les recommandations de l'évaluation de sa mise en œuvre¹⁶⁴.

3.6.2. La période 2008-2020 : L'ère du Plan Maroc Vert

Le Plan Maroc Vert : Présentation

La **hausse, entamée dès 2006, des prix des produits alimentaires sur le marché international** a amené la plus haute autorité du pays, un an avant la flambée de ces prix, à l'élaboration d'une « **nouvelle stratégie pour le développement agricole, une stratégie ambitieuse intégrant une nouvelle politique agricole et une approche globale de développement durable** »¹⁶⁵.

C'est dans ce contexte et conformément à ces orientations royales que le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime (MAPM)¹⁶⁶ a élaboré le **Plan Maroc Vert (PMV)**¹⁶⁷. Il s'agit d'une stratégie ambitionnant d'ériger le secteur agricole en véritable moteur du développement socio-économique du pays à l'horizon 2020.

Encadré 11 : L'appel Royal à l'élaboration d'une nouvelle stratégie de développement agricole

« Parmi les questions cruciales qui nous interpellent avec force, figure l'indispensable consolidation des acquis enregistrés en matière de développement rural. Pour cela, il importe de proposer une stratégie pour le développement agricole, une stratégie ambitieuse intégrant une nouvelle politique agricole et une approche globale de développement durable, prenant en charge la problématique de la rareté des ressources en eau et leur gestion rationnelle. Cette stratégie doit également intégrer comme principe de base le fait que la sécheresse est un phénomène quasi-structurel auquel il faut remédier par le biais de politiques publiques efficaces. »

Source : Texte du Discours de Sa Majesté Le Roi du 30 juillet 2007, à l'occasion de la Fête du Trône.

¹⁶⁴ Nonobstant le « Plan d'action dans le domaine du développement rural » élaboré par le Secrétariat d'Etat auprès du MADRPM, chargé du développement rural (SECDR) créé lors du changement de gouvernement intervenu en 2004. En effet, en avril 2005, une plateforme de propositions pour mettre en œuvre ce plan a été transmise au Premier ministre, qui s'articulent autour de quatre axes jugés prioritaires à court et moyen terme : (i) le renforcement de la coordination interministérielle ; (ii) la consolidation du FDR ; (iii) la diversification des activités économiques en milieu rural, et (iv) le développement du capital humain. Mais aussi la coordination de l'élaboration de deux autres propositions : un projet de circulaire fixant les modalités de préparation, de financement et d'exécution des projets de développement rural ; et un avant-projet de loi-cadre formant charte de développement rural.

¹⁶⁵ Discours de Sa Majesté Le Roi du 30 juillet 2007, à l'occasion de la Fête du Trône.

¹⁶⁶ A rappeler qu'avec le Gouvernement formé le 15 octobre 2007, le dossier du développement rural a été réparti entre deux ministères : le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime pour la partie agricole ; le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'Espace pour la partie non agricole.

¹⁶⁷ Plan élaboré sur la base d'une étude du Cabinet Mackenzie et présenté le 22 avril 2008 devant Sa Majesté Le Roi, lors de la cérémonie d'ouverture de la Première édition des Assises nationales de l'agriculture tenue sous le thème « Vision de demain pour une agriculture performante » à la veille du Troisième salon de l'agriculture à Meknès.

Outre un ensemble de réformes structurantes portant sur la refonte du cadre sectoriel et l'amélioration des facteurs transversaux (foncier, eau, organisation professionnelle, environnement des affaires, institutions, ...), cette nouvelle stratégie est conçue autour de **deux piliers**¹⁶⁸.

- **Le premier (Pilier I), axé sur le développement d'une agriculture moderne à haute valeur ajoutée dans les zones favorables** (secteurs irrigués et le bœuf favorable), devait donner lieu à la mise en place de 1 000 projets intégrés, au profit de 397 000 exploitants et ce, moyennant un investissement global de 78 Milliards de dirhams.
- **Le second (Pilier II), axé sur la mise à niveau des agriculteurs fragiles en milieu défavorisé (montagnes, oasis, plaines et plateaux du semi-arides)**, prévoyait la réalisation de 911 projets sociaux en faveur de 934 000 bénéficiaires pour un coût prévisionnel de 21 Milliards de dirhams. L'objectif visé est l'accroissement de la production des filières végétales et animales des zones défavorisées en vue d'améliorer le revenu agricole des exploitants et ce, à travers la mise en œuvre de **trois catégories de projets** :
 - ✓ **Projets de reconversion** : substitution de superficies céréalières dans les zones fragiles par des cultures à plus grande valeur ajoutée.
 - ✓ **Projets d'intensification** : amélioration de la productivité et valorisation des productions existantes.
 - ✓ **Projets de diversification/niche** : création de revenus agricoles complémentaires grâce à des productions additionnelles (safran, miel, plantes médicinales, ...).

L'ambition du PMV est d'attirer sur le secteur agricole des investissements de près de 150 milliards de Dirhams à l'horizon de son échéance en 2020, dans l'objectif de générer, à terme, un PIB agricole de 100 milliards de Dirhams par an (contre 38 milliards de Dirhams en 2008). Les enjeux pour cette nouvelle stratégie sont, à la fois, l'augmentation de la création de richesse d'origine agricole, la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire nationale, la stabilité et l'équilibre entre les territoires.

Démarche d'analyse du PMV

Concernant les retombées du PMV en rapport avec l'émergence des classes moyennes rurales, leur appréciation a été appréhendée à travers le questionnaire suivant : En quoi et comment les interventions de ce plan auraient amélioré les ressources et les capacités productives des bénéficiaires ? En quoi et comment elles auraient amélioré leurs revenus et conditions de vie ?

¹⁶⁸ Site de l'Agence pour le Développement Agricole (ADA), <https://www.ada.gov.ma/fr/approches-de-mise-en-oeuvre-des-deux-piliers-du-pmv>

Ce premier questionnaire, de portée générale, devait être complété par un second plus en rapport avec l'objet de l'étude : Quelles sont les interventions dont les effets paraissent les plus à même de générer les améliorations escomptées ? A travers quelles catégories de bénéficiaires ces améliorations seraient-elles profitables à l'élargissement des classes moyennes rurales ?

Ces questionnements suggèrent de **focaliser l'analyse sur les interventions dont la nature, l'ampleur et les moyens dédiés en font les plus à même d'accroître le capital productif et les capacités de production des différentes composantes de « l'agriculture sociale et solidaire », d'en améliorer les revenus et de contribuer à leur ascension dans l'échelle sociale** ; c'est-à-dire sur les **interventions du Pilier II que le PMV a consacré à « l'agriculture sociale et solidaire »**. C'est dans cette large frange de l'agriculture nationale que se trouve une bonne partie des ménages dont la promotion constituerait un levier puissant pour l'élargissement des classes moyennes rurales.

En fait, diverses interventions s'avèrent pertinentes pour cet exercice : **travaux d'aménagements, extension et intensification des plantations fruitières, extension de l'irrigation localisée en goutte-à-goutte (G-à-G), valorisation des produits agricoles,**

Pour ce faire, l'équipe s'est appuyée sur diverses sources d'informations, dont des rapports d'évaluation de projets diligentés par divers bailleurs fonds (Annexe 11), des travaux d'études et de recherches, des documents émanant d'organisations internationales, ... **L'équipe aurait développé davantage ses analyses si elle avait disposé des informations et documents complémentaires détenus par les services du Ministère de l'agriculture.**

Résultats saillants

Les résultats des analyses effectuées sont restitués en les articulant à **trois grands types d'intervention** : aménagements et plantations fruitières, extension de l'irrigation localisée en goutte-à-goutte et la valorisation des produits agricoles.

- **Les interventions d'aménagements et de plantations fruitières**

Une illustration des plus pertinentes pour documenter l'appréciation des retombées du PMV sur « l'agriculture sociale et solidaire » et par-delà sur l'émergence des classes moyennes rurales, est celle fournie par le **Projet Arboriculture Fruitière (PAF)**¹⁶⁹ dont le lancement a quasiment coïncidé avec l'adoption du PMV.

¹⁶⁹ Il s'agit d'un projet faisant partie du programme qui a bénéficié en 2007, d'une aide financière du Millennium Challenge Account (MCC- Morocco Compact, 2007). L'exécution courante de ce projet avait été confiée au MAPM par l'Agence du Partenariat pour le Progrès (APP) qui avait été créée pour assurer la mise en œuvre du Compact-Maroc dans son ensemble.

C'est que ce projet a été le premier à déployer à grande échelle, la démarche adoptée pour la mise en œuvre des projets du Pilier II de ce plan et a fait l'objet d'une évaluation terminale à son achèvement¹⁷⁰.

Ce projet s'est fixé l'objectif global d'améliorer la croissance économique du secteur agricole et réduire sa volatilité. Pour ce faire, il a prévu un vaste programme de reconversion de la céréaliculture par le développement de l'arboriculture fruitière (olivier, amandier, figuier et palmier dattier), et a ciblé les zones de montagnes et oasiennes où les niveaux de pauvreté sont élevés, les revenus faibles et instables, les opportunités de production limitées.

Prévu sur une durée de cinq ans et doté d'un budget initial de 300 898 547 \$US¹⁷¹, le PAF était **structuré en cinq activités** i) l'extension et l'intensification des plantations (olivier, amandier et figuier) en zones pluviales ; ii) l'irrigation et l'intensification de l'olivier en zones de Petites et Moyennes Hydrauliques (PMH) ; iii) l'irrigation et l'intensification du palmier-dattier en zones oasiennes ; iv) l'appui aux services associés aux filières arboricoles ciblées ; v) l'activité dénommée « *Catalyst Fund* », destinée au renforcement la composante « Valorisation des productions »¹⁷².

Les résultats saillants de l'évaluation globale des activités du PAF laissent penser que l'émergence des classes moyennes rurales en aurait été impactée et ce, à travers la consolidation des ménages bénéficiaires qui en faisaient, mais surtout la réduction de la pauvreté parmi ceux des catégories sociales de rangs inférieurs¹⁷³. C'est le cas notamment des aménagements hydro-agricoles, mais aussi de l'extension et l'intensification des plantations fruitières, auxquels la quasi-totalité des bénéficiaires associent des avantages appréciés : ***diversification et amélioration des revenus, revalorisation et sécurisation du foncier***¹⁷⁴, ***création d'opportunités d'emploi pour les jeunes, ...***

Concernant les actions d'***aménagement hydro-agricole, leurs effets multiplicateurs en font l'intervention la plus communément appréciée par les bénéficiaires.***

¹⁷⁰ Cf. APP, MAPM, MCC, Contrat N°APP/2012/PP10/QCBS/ME-16-Lot 1: Evaluation finale des projets du Compact MCA-Maroc, Lot 1-Evaluation finale du Projet Arboriculture Fruitière (PAF), Rapport final, 2014.

¹⁷¹ A la suite des recadrages budgétaires du Programme MCA, le budget final s'est établi à 339 987 320 \$US.

¹⁷² Cette activité n'a été introduite qu'en 2011, soit à deux années de l'achèvement du projet, pour le financement de la création de nouvelles unités de trituration des olives ; l'objectif en était la promotion d'investissements utiles à l'aval de la filière oléicole. Il aurait fallu prévoir cette activité dès la conception initiale du projet, vu l'impact de toute amélioration de la commercialisation des produits agricoles sur les revenus et les conditions de vie des ménages des producteurs.

¹⁷³ A la différence des ménages non dotés de ressources agricoles propres (terre, eau, plantations) ne pouvaient être éligibles

¹⁷⁴ Le projet a apporté une plus-value importante aux terres qu'il a plantées, y compris pour celles dont la topographie accidentée et/ou l'éloignement en faisaient des terres marginales.

En améliorant les infrastructures de mobilisation, de transport et de distribution de l'eau d'irrigation, ces aménagements réduisent fortement les coûts et la pénibilité des travaux d'entretien des réseaux d'irrigation pour les usagers et leurs permettent de disposer de plus d'eau. Ce qui a pour effets une réduction des conflits autour de la gestion des droits et tours d'eau, une meilleure couverture des besoins en eau des cultures et leur diversification, une augmentation des rendements et in fine, une **amélioration du revenu agricole**.

Concernant l'**extension des plantations en zones pluviales**, réalisée sur près de 75 000 ha, son évaluation a estimé qu'en moyenne, un rendement de l'ordre de 2 tonnes d'olives/ha peut être aisément atteint à partir de la cinquième année (après l'année de plantation), ce qui pourrait, sur la base d'un prix de vente de 4 DH/Kg, générer une recette annuelle de 10 000 DH/ha. Ce niveau de **recette serait plus élevé chez les agriculteurs qui auraient bénéficié de plus d'un hectare d'olivier planté par le projet**.

De plus, près de deux tiers des périmètres d'extension des plantations en zones pluviales ont été réalisés sur des terrains à reliefs accidentés, ce qui permet une **plus grande valorisation des terres marginales**. Les nouvelles plantations ont permis aussi une **plus grande sécurisation de ces droits fonciers** permettant aux bénéficiaires d'affirmer leurs droits de propriété. Il va sans dire que **la valeur ajoutée ainsi apportée au capital foncier et le renforcement des capacités productives et financières qui en résulteraient, seraient profitables aux bénéficiaires faisant partie des classes moyennes rurales**.

Ceci étant, il y a lieu de mentionner **une des externalités négatives liées à l'extension des plantations en zones pluviales qui risque de compromettre la durabilité des progrès réalisés en faveur de l'émergence des classes moyennes rurales**. Après avoir récupéré leurs parcelles plantées, de nombreux bénéficiaires se sont mis à les irriguer par pompage¹⁷⁵, d'autres projetaient de le faire individuellement ou collectivement sur d'autres terres, encouragés en cela par les subventions substantielles dédiées à travers le Fonds de Développement Agricole (FDA). **Ce qui risque d'augmenter la pression sur les ressources en eau souterraines**. Si cette tendance devait se confirmer, elle deviendrait à terme, un facteur d'affaiblissement de la performance environnementale de ce type d'intervention.

¹⁷⁵ Qu'ils justifient selon eux, par les manquements des entreprises qui avaient, deux années durant, la charge des travaux des travaux d'installation et d'entretien, notamment l'irrigation, des plantations.

A l'instar de l'évaluation terminale du PAF, l'**évaluation de la performance de la stratégie et du programme de pays, ainsi que l'impact des opérations du FIDA pour la période 2008-2019**, relève la **pertinence des investissements** en infrastructures de **petite et moyenne hydraulique** et en **arboriculture fruitière** dans les zones de montagnes mais aussi en **aménagement pastoral** dans les Hauts Plateaux de l'Oriental¹⁷⁶. Elle considère que ces investissements ont été efficaces : réalisation de très bons résultats en termes d'amélioration des performances en productions végétales et animales, une meilleure gestion des ressources naturelles.

En termes d'impacts, **cette évaluation confirme la contribution des projets à l'amélioration des actifs (capital productif) des ménages bénéficiaires**. Elle estime qu'il est fort probable qu'ils aient contribué à l'augmentation de la productivité et de la production agricole, et à l'amélioration en conséquence d'indicateurs de sécurité alimentaire (mais peu à la situation nutritionnelle). A défaut d'être suffisamment documenté, l'effet des projets sur l'accroissement des revenus des ménages est qualifié de possible.

L'extension de l'irrigation localisée en goutte-à-goutte

Pour documenter davantage les retombées cette intervention que le PMV a soutenue dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National d'Economie en Eau d'Irrigation (PNEEI), l'équipe aurait aimé disposer de données et d'évaluations d'intérêt détenues par les services du Département de l'agriculture¹⁷⁷. Faute de quoi, elle a s'est trouvé contrainte de se limiter à certains travaux d'études et de recherches réalisés dans différentes zones d'agriculture pluviale (*bour*)¹⁷⁸, et à des documents d'évaluation émanant d'institutions internationales¹⁷⁹.

Ces travaux rapportent que les dispositions prises dans le cadre du PMV en faveur des subventions dédiées à l'extension du G-à-G ont beaucoup incité différentes catégories d'exploitations agricoles à l'adopter, aussi bien en substitution au gravitaire qu'ils pratiquaient déjà que pour passer de la culture bour à la culture irriguée¹⁸⁰.

¹⁷⁶ FIDA, Evaluation de la Stratégie et du Programme de Pays, Présentation et Discussion des Résultats Préliminaires, 16 octobre 2020.

¹⁷⁷ Tels le Recensement Général de l'Agriculture de 2016, la répartition des réalisations par objet du Fonds de Développement Agricole, selon les régions et les catégories d'exploitations, ...

¹⁷⁸ Notamment des projets de fin d'études réalisés au Département des Sciences Humaines de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II (Cf. infra).

¹⁷⁹ BM et FAO (Cf. infra).

¹⁸⁰ Au point où les réalisations ont dépassé les prévisions : selon la présentation faite jeudi 13 février 2020 à la province de Chtouka Aït Baha par le MAPMDREF à l'occasion de la cérémonie, présidée par le Roi, de lancement de la nouvelle stratégie de développement agricole (Génération Green 2020-2030), 585 000 ha (au lieu de 550 000 ha prévus) ont été équipés en G à G dans le cadre du PMV, soit un taux de réalisation de 106%.

Encadré 12 : L'effet levier de la subvention au goutte-à-goutte !

Durant la période 2008-2013, la part des investissements consacrés aux aménagements et équipements liés à l'adoption de l'irrigation localisée par les trois catégories composant l'échantillon des 50 exploitations enquêtées représente plus de 80% du total des investissements réalisés 87% chez les petites exploitations (SAU ≤ 5 ha), 84% chez les moyennes (5 < SAU ≤ 20 ha) et 85% chez les grandes (SAU > 20 ha).

La part des investissements subventionnés sur le total des investissements réalisés dépasse les 75% chez les catégories 83% pour les petites, 77% pour les moyennes et 89% pour les grandes.

A eux seuls, les aménagements et équipements pour l'irrigation localisée ont accaparé 92% des subventions reçues par l'ensemble des exploitations de l'échantillon enquêté 90% chez les petites, 94% chez les moyennes et 91% chez les grandes.

Ces aménagements et équipements ont été subventionnés à hauteur de 82% chez les petites exploitations, 80% chez les moyennes et 74% chez les grandes.

Les subventions ont couvert 64% de l'investissement total réalisé chez les petites exploitations, contre 57% chez les moyennes et 60% les grandes.

En terme absolu et en moyenne par exploitation, *les grandes exploitations ont reçu une subvention (353 000 DH) double de celle des moyennes (163 000 DH) et triple de celle des petites (113 000 DH).*

Source : Bousselham Kaoutar, « Effets technico-économiques de l'introduction de l'irrigation localisée sur les systèmes de production agricole Cas de la zone d'Ouled Dlim dans le Haouz de Marrakech », Avril 2015.

Le large intérêt des agriculteurs pour le G- à- G est confirmé par la part des investissements qui lui ont été consacrés, largement portés par les subventions qui lui sont accordées. De ce point de vue, ***l'effet levier des subventions a certainement induit un renforcement des capacités de production des exploitations qui ont pu en bénéficier.***

L'extension de l'irrigation localisée en G- à- G a donné lieu à des ***changements importants au niveau des systèmes de production agricole pratiqués***, et ce dans les deux situations de son adoption. Avec l'extension de l'adoption du G-à-G, les ***soles réservées aux grandes cultures*** (céréales d'automne et légumineuses) ***ont eu tendance à céder la place*** au profit de l'arboriculture fruitière, du maraichage et des cultures fourragères, c'est-à-dire ***de spéculations dont les produits sont essentiellement destinés au marché et considérés comme plus rémunérateurs.***

Encadré 13 : Effets du goutte-à-goutte sur la transformation des assolements pratiqués

« Les données recueillies et les analyses effectuées nous ont permis de déduire que l'encouragement de l'Etat à travers l'octroi de subventions, incite les agriculteurs à reconvertir leur système d'irrigation gravitaire en irrigation localisée. **Une reconversion accompagnée dans 30% des exploitations de l'échantillon enquêté, par une substitution de la vigne, du pêcher, de l'olivier et de cultures maraichères (principalement l'oignon et la pomme de terre) aux cultures céréalières et fourragères.** »

Source Boutallaka B. « Contribution à l'analyse économique de l'impact de la reconversion en irrigation localisée sur la valorisation de l'eau d'irrigation Cas de la Province de Meknès », Décembre 2013.

Trois conclusions importantes sont à tirer de l'analyse des assolements pratiqués par les trois catégories d'exploitations enquêtées

- En s'équipant du système d'irrigation localisée, **les petites exploitations ($SAU \leq 5$ ha) ont abandonné l'agriculture pluviale et ont adopté un nouvel assolement constitué de cultures diversifiées et plus rémunératrices comme le maraîchage.**
- Avec l'introduction de l'irrigation localisée, **les agriculteurs des moyennes ($5 < SAU \leq 20$ ha) et grandes exploitations ($SAU > 20$ ha) ont réduit les parts réservées aux céréales, aux légumineuses et à la jachère au profit des cultures maraichères et de l'arboriculture fruitière réputées plus rémunératrices.**
- Avec l'installation de l'irrigation localisée, **les agriculteurs pratiquent plus de cultures fourragères réduisant ainsi les dépenses consacrées à l'achat d'aliment de bétail pour l'alimentation du cheptel.**

Source : Bousselham Kaoutar, « Effets technico-économiques de l'introduction de l'irrigation localisée sur les systèmes de production agricole Cas de la zone d'Ouled Dlim dans le Haouz de Marrakech », Avril 2015.

Comme il est établi que comparativement au mode gravitaire, l'irrigation au G – à – G valorise nettement mieux de l'eau d'irrigation.

Encadré 14 : Effet de la reconversion en irrigation localisée sur la valorisation économique de l'eau d'irrigation

Les niveaux moyens de valorisation de l'eau d'irrigation de l'olivier, de l'oignon et de la pomme de terre sous irrigation gravitaire sont de 3,41 DH/m³, 3,32 DH/m³ et 2,57 DH/m³ respectivement, alors que sous irrigation localisée par le système goutte-à-goutte, ces taux sont respectivement de 6,57 DH/m³, 4,08 DH/m³ et 9,74 DH/m³.

La valorisation de l'eau dépend outre du système d'irrigation, de la culture pratiquée et de la taille de l'exploitation. Les plantations fruitières valorisent mieux l'eau d'irrigation (26,53 DH/m³ pour la vigne et 9,50 DH/m³ pour l'olivier) que les cultures maraichères (5,08 DH/m³ pour l'oignon et 4,26 DH/m³ pour la pomme de terre).

Le niveau moyen de la valorisation de l'eau d'irrigation pour une culture donnée, diffère d'une catégorie d'exploitations à l'autre, cette différence est surtout remarquée dans le cas de la vigne et de l'oignon. Dans le cas de la vigne, l'eau d'irrigation est mieux valorisée dans la catégorie des grandes exploitations, avec 28,97 DH/m³. Alors que dans le cas de l'oignon, elle l'est plutôt dans les moyennes exploitations, avec 6,57 DH/m³.

Source : Boutallaka B. « Contribution à l'analyse économique de l'impact de la reconversion en irrigation localisée sur la valorisation de l'eau d'irrigation Cas de la Province de Meknès », Décembre 2013.

Les analyses factuelles, basées sur des enquêtes de terrain, laissent penser que la promotion de l'extension de l'irrigation localisée aurait contribué à **l'amélioration des performances de production et des revenus au niveau des différentes composantes de « l'agriculture sociale et solidaire » objet du Pilier II du PMV**. Elle a certainement contribué à la réduction de la pauvreté et à l'élargissement des catégories de manages agricoles aspirant à l'accès aux classes moyennes rurales.

Ceci étant, **dans les zones d'agriculture pluviale (bour), l'extension du G- à- G semble se faire avec l'émergence concomitante d'une externalité négative préoccupante**. Aussi bien en situation de sa substitution au gravitaire qu'en remplacement à la culture pluviale (bour), **elle a induit une augmentation des superficies irriguées, avec une orientation vers des spéculations de rente, plus consommatrices en eau**. Au point où **il est à se demander si les quantités d'eau économisées grâce au G- à- G n'ont pas été largement dépassées par les besoins additionnels en eau pour l'irrigation induits par les changements opérés au niveau des assolements pratiqués et l'extension des superficies irriguées !**

Dans les périmètres du grand hydraulique où la reconversion en G- à- G connaît un engouement des agriculteurs, elle comporte, là aussi, **certains risques sur la durabilité des réalisations accomplies** en la matière, liés entre autres à **l'insuffisante formation des agriculteurs à la bonne utilisation de cette technologie**¹⁸¹.

Encadré 15 : La préservation durable des ressources en eau à l'aune de l'extension du goutte à goutte !

« ... les programmes agricoles régionaux (PAR) du PMV encouragent tous l'intensification de la production agricole pour améliorer les rendements et augmenter l'offre. Outre les objectifs contradictoires et difficilement conciliables avec ceux des deux précédents instruments (Plans Directeurs d'Aménagement Intégré des Ressources en Eau (PDAIRE) et PNEEI), il est impossible de maîtriser le comportement des producteurs quant à l'utilisation de la ressource dans ces conditions si des mécanismes de contrôle des prélèvements ne sont pas mis en place. D'ailleurs, **les investigations sur le terrain ont montré que l'adoption du goutte à goutte a conduit à une augmentation flagrante des volumes d'eau utilisés pour l'irrigation des cultures en visant l'amélioration de la productivité** ».

Source : FAO, Programme/Projet Initiative FAO Vision commune pour une alimentation et une agriculture durables « Etude sur la convergence des politiques/stratégies en matière de d'agriculture et d'alimentation durable et leur mise en œuvre Cas de la politique de l'eau », Octobre 2017.

Si les tendances et insuffisances ainsi relevées devaient perdurer et s'étendre, la politique d'incitation à la reconversion au G à G pourrait s'avérer antinomique à une gestion durable des ressources en eau souterraines du pays, alors même qu'il se trouve déjà sous stress hydrique. Ce qui aurait pour conséquence de réduire voire d'annihiler la contribution de cette politique à la réduction de la pauvreté et à l'émergence des classes moyennes rurales.

¹⁸¹ Banque Mondiale, Projet de Modernisation de l'Agriculture Irriguée dans le Bassin de l'Oum Er Rbia (PROMER), Aide-mémoire de la Mission de Revue à mi-parcours (du 4 au 15 mars 2019) du Projet de Modernisation de la Grande Irrigation (PMGI).

La valorisation des produits agricoles

Dans ce domaine, le PMV a affiché de grandes et louables ambitions, à la réalisation desquelles il a mobilisé des moyens autrement plus conséquents. Le but étant de lever une des limites récurrentes des politiques agricoles : l'insuffisante intégration de l'aval des filières de production comme levier stratégique d'accroissement de la valeur ajoutée des filières agricoles et d'amélioration des revenus des producteurs. Quelles sont les réalisations accomplies dans ce domaine et dans quelle mesure elles auraient été favorables aux différentes catégories de ménages de « l'agriculture sociale et solidaire » et à l'émergence des classes moyennes rurales ?

A la différence de celles des deux domaines d'intervention précédemment analysés, ***les retombées des actions dédiées par le PMV à la valorisation des produits agricoles se sont avérées nettement en deçà des espoirs qu'elles ont fait naître et des objectifs qui leur étaient fixés. Cette contreperformance est étayée par quatre évaluations distinctes.***

D'abord l'***évaluation de l'activité « Catalyst Fund » à l'achèvement du PAF*** qui fut la première à attirer l'attention sur cette contreperformance. En effet, à sa clôture en septembre 2013, aucunes des 7 unités de stockage et de conservation des dattes et des 20 unités de trituration des olives n'était opérationnelle. Il s'agit d'unités construites et équipées par le projet, dont le fonctionnement et la gestion incombaient aux Groupements d'Intérêt Economique (GIE) qu'il a mis en place à cet effet.

Ce fut ensuite l'***évaluation, cinq années après, de cette même activité***¹⁸², qui a relevé la persistance des mêmes dysfonctionnements précédemment constatés et qui conclue que « ***Les GIE n'ont pas encore eu d'incidence importante sur le revenu des agriculteurs parce qu'ils fonctionnent à faible capacité, ont eu du mal à trouver des marchés rentables et remboursent encore les prêts contractés pour établir leurs unités. Les agriculteurs ont tiré des avantages monétaires modestes de l'utilisation des services de péage au GIE et d'un marché plus attrayant pour leurs olives, même en l'absence de dividendes*** ».

¹⁸² Evaluation du Projet d'Arboriculture Fruitière du Maroc : Rapport Final sur l'Activité Catalyst Fund, Draft soumis par Mathematica à Millennium Challenge Corporation, daté du 5 Décembre 2019.

Encadré 16 : Etat du fonctionnement des unités de trituration des olives et des Groupements d'Intérêt Economique, plus de 5 années après leur mise en place dans le cadre du Projet Arboriculture Fruitière !

« **Au début de 2019**, l'équipement de ces unités était en bon état, mais de nombreux GIE manquent de personnel permanent ayant les compétences et l'expérience nécessaires pour leur gestion.

Les agriculteurs sont réticents à vendre des olives aux GIE car ces derniers, par manque de fonds de roulement, ne sont pas en mesure de les payer à la livraison des olives.

La quantité d'olives achetées pour la trituration varie considérablement d'un GIE à l'autre, mais **la plupart des GIE fonctionnent bien en deçà de leur capacité**. La plupart des GIE achètent des olives aux agriculteurs membres et non membres car les achats d'olives auprès des membres ne suffisent pas à eux seuls à répondre aux besoins des GIE.

La plupart des GIE produisent de l'huile d'olive qui serait classée comme vierge ou extra vierge. Cependant, **ils ont du mal à la vendre et ont de gros volumes de stocks invendus**. L'huile d'olive des GIE pourrait ne pas être vendue à un prix compétitif sur les marchés locaux et d'exportation, ce qui constitue un obstacle important à leur vente. Les GIE manquent également d'expérience en matière de marketing et n'ont pas de stratégie de marketing formelle. »

Source : Evaluation du Projet d'Arboriculture Fruitière du Maroc Rapport Final sur l'Activité Catalyst Fund, Draft soumis par Mathematica à Millennium Challenge Corporation, daté du 5 Décembre 2019.

En 2018, c'est la **Cour des Comptes** qui procéda à l'évaluation des 20 unités de trituration réalisées dans le cadre du PAF (financé par le Millénium Challenge) et d'un échantillon d'entités de valorisation des produits agricoles dans les Régions de Marrakech-Safi et de Fès-Meknès¹⁸³ ayant bénéficié de dotations budgétaires (Annexe 2) :

- Concernant les **unités de trituration**, prêtes à fonctionner depuis 2014, la Cour conclut que **les résultats (en termes de rendement) escomptés étaient en deçà des investissements consacrés**¹⁸⁴ en 2015-2016, à peine l'équivalent de 35 jours d'activité¹⁸⁵ pour les unités les plus productives, moins de 10 jours pour les moins productives ; en 2016-2017, l'activité a drastiquement régressé avec 10 à 15 jours pour 5 unités et deux jours seulement pour 8 autres.
- Concernant les **entités de valorisation** des produits agricoles, la Cour a constaté « qu'**une grande partie de ces unités restent loin des objectifs pour lesquels les crédits budgétaires leur ont été alloués, à savoir l'amélioration des revenus des agriculteurs par la valorisation de leurs produits** ».

¹⁸³ Cour des Comptes, « Gestion budgétaire et comptable du département de l'agriculture », in Rapport annuel de la Cour des comptes au titre de l'année 2018.

¹⁸⁴ Pour rappel, ces 20 unités ont été réalisées avec une capacité de production comprise entre 60 et 80 tonnes/jour et des équipements importants permettant de garantir la qualité de production et l'accès au marché.

¹⁸⁵ Jours d'activité=quantité d'oliviers triturés/capacité de production par jour.

La quatrième évaluation, réalisée en 2019 par l'**Agence pour le Développement Agricole**¹⁸⁶, se distingue des trois précédentes autant par son objet que par son objectif, dans la mesure où elle a procédé à un **diagnostic systématique des contraintes entravant ou pouvant entraver la pérennité de l'ensemble des projets Pilier II du PMV**. Elle a établi qu'à fin novembre 2018, un **total de 813 projets a été lancé** sur l'ensemble du territoire national, dont **215 achevés** (26%) et **598 toujours en cours** de mise en œuvre.

Concernant plus spécifiquement les unités de valorisation des produits agricoles qui font partie des 215 achevés, cette évaluation les a classées, avec les plantations, dans la catégorie des **projets « A valoriser »**¹⁸⁷ correspondant à des « **projets de création de potentiel nouveau qui se heurtent à certaines difficultés et nécessitant des mesures d'accompagnement ciblées** ».

A la lumière de l'ensemble de ces évaluations, **il est très peu probable que les réalisations du PMV en matière de valorisation des produits agricoles, aient induit une amélioration significative des revenus des producteurs ciblés par les projets dédiés par le PMV à « l'agriculture sociale et solidaire »**. En l'état actuel, les interventions du PMV dans ce domaine n'auraient contribué que très faiblement et ponctuellement qu'à la réduction de la pauvreté au sein des zones ciblées.

Concernant les **sources à l'origine des dysfonctionnements entravant les interventions destinées à la valorisation des produits agricoles**, les quatre évaluations révèlent la persistance d'une problématique structurelle qui handicape des pans entiers des exploitations et des organisations professionnelles agricoles : le **financement**. Les unes comme les autres se sont avérées dans l'incapacité d'assumer les obligations édictées pour assurer un fonctionnement efficace des unités de valorisation mises à leur disposition, notamment sur le plan financier :

- **Les organisations professionnelles** (GIE) chargées de faire fonctionner et gérer les unités dédiées **ne disposent pas des fonds de roulement nécessaires** pour un paiement rapide des producteurs devant les approvisionner ;

¹⁸⁶ MAPMDREF, ADA, Assistance technique pour l'élaboration d'un plan de pérennisation des projets Pilier II du PMV :

- Phase 1 : Identification et qualification des contraintes entravant / pouvant entraver la pérennité des projets Pilier II, Version définitive, Juin 2019 ;

- Phase 2-Proposition des modèles de pérennisation par catégorie identifiée de projets, Version définitive, 12 Décembre 2019.

¹⁸⁷ Par différence avec les projets « À consolider » (projets opérationnels qui enregistrent des *taux de réussite globalement satisfaisants* et nécessitant un suivi ponctuel) et les projets « À impulser » (projets rencontrant de *grandes difficultés*, pouvant nécessiter un appoint d'investissement).

- **Plusieurs raisons dissuadent de larges franges des producteurs ciblés de livrer leurs produits aux unités mises en place pour les valoriser et préfèrent recourir aux circuits habituels pour les commercialiser** : produisant de petites quantités, l'acheminement des produits pour les livrer à ces unités leur occasionnent des surcoûts élevés ; ils ne peuvent s'accommoder avec le mode de paiement en différé vu leur indigence en trésorerie. Ils tendent même à opter de plus en plus pour la vente sur pieds, aux champs, du moins pour les produits des cultures maraichères et de l'arboriculture fruitière¹⁸⁸.

Pourtant, dès l'adoption du PMV, le Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM) s'est engagé à lui apporter un accompagnement important. En partenariat avec l'Etat, ce groupe a rapidement créé une nouvelle institution pour financer les petites et moyennes exploitations agricoles¹⁸⁹ du Pilier II du PMV : la Société de Financement pour le Développement Agricole (SFDA), plus connue sous la dénomination « *Tamwil El Fellah* » (TEF)¹⁹⁰.

Sauf qu'à **fin 2019, le nombre de clients de TEF n'est que 90 658 (soit moins de 15% de sa clientèle cible), avec un encours de 851 millions de DH (soit moins de 10 000 DH par client)**¹⁹¹. Ce qui témoigne, là aussi, de la modestie des progrès accomplis par rapport aux ambitions affichées et aux espoirs créés avec la création de cette nouvelle institution.

Les informations dont l'équipe a pu disposer permettent de dégager certaines des **raisons à l'origine du peu des progrès réalisés dans ce domaine stratégique** :

- La première serait un **déficit d'alignement et de coordination entre la nouvelle structure de financement des agriculteurs de sa clientèle et les services en charge de la mise en œuvre des projets**. Ce cas de figure est étayé par l'évaluation des projets cofinancés par le FIDA, qui estime que les activités d'appui aux services financiers de proximité et de promotion de la micro-entreprise¹⁹² ne font pas l'objet d'actions notables et recommande :

¹⁸⁸ Cf. Rabah I., « *Analyse des conditions de mise en marché de la production de pomme dans la Province du Haouz : Cas du Cercle d'Asni* », Projet de Fin d'Etudes pour l'obtention du Diplôme d'Ingénieur en Agronomie, Filière « Economie et Gestion », Option « Ingénierie de Développement Economique et Social », Département des Sciences Humaines, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat, Octobre 2012.

¹⁸⁹ Clientèle non éligible au crédit bancaire classique et dont les besoins de financement sont supérieurs offerts par le système de microcrédit.

¹⁹⁰ Sa création a fait l'objet d'une convention signée le 22 avril 2008 entre le Crédit Agricole du Maroc, représenté par son Président de Directoire, et l'Etat représenté par le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre de l'Agriculture et des Pêches Maritimes.

¹⁹¹ Depuis 2008 à fin 2019, le GCAM a débloqué 58 milliards de Dirhams en accompagnement au PMV.

¹⁹² Ces activités d'appui financier constituent l'un des objectifs stratégiques des projets du FIDA.

« ... le MAPM devrait veiller à ce que la nouvelle structure de financement des petits agriculteurs (la SFDA) privilégie les zones dans lesquelles le FIDA intervient, et ce en concluant une convention-cadre avec ladite institution définissant des modalités pratiques de mise en œuvre, y compris en matière d'implantation d'agences, d'identification conjointe des bénéficiaires, d'étude et de sélection des projets porteurs et de suivi conjoint et rapproché de la réalisation de ces projets »¹⁹³.

Pour le FIDA, la présence de TEF est un facteur favorable pour l'accès aux services financiers, mais les opportunités sont encore peu utilisées¹⁹⁴.

- La seconde, de nature structurelle, est liée à la **problématique foncière**. Pour la clientèle de TEF, la demande de financement n'est pas assujettie à la possession de titre foncier. Il suffit de disposer de justificatifs fonciers attestant du lien du requérant de crédit avec les terres qu'il exploite. Sauf que lorsque les justificatifs existent, ils ne sont pas toujours mis à jour au bénéfice des exploitants actuels. C'est que l'**indivision** grève une part importante du patrimoine foncier agricole et les partages successoraux, lorsqu'ils se réalisent, sont des « partages de fait », en ce sens qu'ils ne sont pas toujours formalisés par l'établissement de documents attestant avec précision ce qui revient à chaque cohéritier¹⁹⁵.
- Comme il y a des raisons qui font que de nombreux agriculteurs ne recourent pas aux organismes de crédit : **crainte de ne pas pouvoir rembourser** les dettes, **manque de garanties, insuffisance des montants accordés, incompatibilité** des intérêts sur crédit **avec les convictions religieuses**¹⁹⁶. Pour ces agriculteurs comme ceux qui déclarent ne pas avoir besoin de recourir au crédit bancaire, ils disposent d'autres alternatives pour se faire financer : autofinancement par les revenus agricoles et non agricole (pluriactivité), et par les transferts d'émigrés familiaux ; emprunts familiaux, amicaux et professionnels ; emprunts, sous forme d'avance de frais de production, auprès de commerciaux d'intrants (fournisseurs) et de produits agricoles (acheteurs), ...

¹⁹³ FIDA, Examen à mi-parcours du programme du FIDA au Maroc (RB-COSOP), Rapport principal et appendices, Avril 2013.

¹⁹⁴ FIDA, Evaluation de la Stratégie et du Programme de Pays, *Présentation et Discussion des Résultats Préliminaires*, 16 octobre 2020.

¹⁹⁵ Hamich S., « L'offre de financement de Tamwil El Fellah face à ses contraintes : Justificatifs fonciers et capacité organisationnelle », Projet de Fin d'Etudes présenté pour l'obtention du Diplôme d'Ingénieur en Agronomie, Filière « Economie et Gestion », Département des Sciences Humaines de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat, Septembre 2011.

Ouaritni M., « Contribution à l'analyse du système de financement bancaire de l'agriculture par le « Groupe du Crédit Agricole du Maroc », Projet de Fin d'Etudes présenté pour l'obtention du Diplôme d'Ingénieur en Agronomie, Filière « Economie et Gestion », Département des Sciences Humaines de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat, Décembre 2006.

ONDH – FAO, « Inclusion du monde rural : Cas de la petite agriculture familiale », Rapport Global du projet, Volume 1 : Déroulement de l'étude et synthèse des résultats, Avril 2018.

¹⁹⁶ Hamich S. et Ouairitni M., op. cit.

Résultats saillants

Grâce aux investissements consentis aux travaux d'aménagements et de plantations fruitières, et à l'équipement des exploitations, le PMV a apporté une valeur ajoutée certaine au capital agricole de base des bénéficiaires.

L'extension de l'irrigation localisée en G- à- G que le PMV a largement subventionnée et que des exploitations des différentes catégories de « l'agriculture sociale et solidaire » ont adoptée, s'accompagne d'une **diversification des systèmes de production agricole et de leur intensification**. Sauf que cette extension, avec les effets qu'elle induits, comporte le **risque d'une aggravation de la surexploitation des ressources en eau souterraines du pays**, alors même qu'il est déjà sous stress hydrique et fortement exposé aux effets du changement climatique.

Ceci étant, force est de constater qu'**à l'achèvement du PMV, la dynamique que ses interventions ont effectivement impulsée ne s'est pas encore traduite par des retombées perceptibles et suffisantes sur les revenus et les conditions de vie des catégories sociales ciblées** : les gains de rendement et de production qu'elles ont permis de réaliser sont restés très peu valorisés¹⁹⁷.

A l'instar des politiques antérieures, le PMV n'est donc pas parvenu, à son terme, à remédier aux problématiques récurrentes du financement, de l'organisation professionnelle et de la valorisation des produits de l'agriculture familiale en particulier. Alors même qu'il avait affiché sa grande ambition de faire de l'agrégation un levier stratégique pour les lever¹⁹⁸

Et le fait que le PMV soit arrivé à son terme, alors même que les trois quarts de ses projets Pilier II soient encore au stade de mise en œuvre et que nombreux de ceux achevés restent « À valoriser » et « À impulser », est révélateur en soi du niveau de performance de ce pilier et des retombées économiques et sociales de ses projets sur les ménages et les zones ciblés.

¹⁹⁷ Le même constat est mentionné comme risque pour l'efficacité économique du projet, dans l'Aide-mémoire la Mission de Revue à mi-parcours (du 4 au 15 mars 2019) du Projet de Modernisation de la Grande Irrigation (PMGI) appuyé par la Banque Mondiale : « **Dans certains secteurs des Doukkala et du Haouz, ainsi qu'au Tadla, on enregistre de bons résultats en matière de diversification agricole, mais les agriculteurs sont confrontés à des difficultés de commercialisation, en raison de leur manque d'organisation, du dysfonctionnement des circuits de commercialisation et de l'insuffisance de l'accompagnement des agriculteurs en la matière.** »

¹⁹⁸ Option confortée par la promulgation de la Loi n°04-12 relative à l'agrégation agricole promulguée par le dahir n° 1-12-15 du 27 chaabane 1433 (17 juillet 2012) publiée au B.O n° 6070 du 13 ramadan 1433 (2 août 2012) et son décret d'application n° 2-12-490 du 19 moharrem 1434 (4 décembre 2012) publié au B. O n° 6114 du 20 safar 1434 (3 janvier 2013).

Il est remarquable de relever que l'essentiel des contraintes identifiées comme entravant ou pouvant entraver la pérennité des projets Pilier II (Annexe 3) sont similaires à celles identifiées par des analyses antérieures, à l'instar de l'étude réalisée il y a quinze années pour le compte du MADRPM sur l'état des lieux de la mise en œuvre de la Stratégie 2020 de Développement Rural. Il s'agit de contraintes récurrentes qui sont très pénalisantes pour l'efficacité, l'efficience et l'impact économique et social des projets sur les catégories de populations et les zones cibles.

Au mieux, les interventions des projets Pilier II du PMV auraient contribué quelque peu à la réduction de la pauvreté au bénéfice des catégories sociales infra classes moyennes rurales, dont la promotion par des politiques dédiées pourrait les hisser au rang de ces classes. Encore faudrait-il sécuriser le parachèvement des projets engagés et la pérennisation des réalisations escomptées. D'où ***l'urgence d'un programme d'action pour l'accompagnement de la phase post PMV***. Autrement, les réalisations de ce plan connaîtraient le même sort que celles de nombreux programmes et projets antérieurs dont les dynamiques induites se sont vite estompées avec l'arrêt brutal de leur accompagnement.

Telle est la situation des interventions entreprises dans le cadre du Pilier II du PMV à son achèvement. C'est pour préserver les acquis et remédier aux limites et insuffisances que Sa Majesté Le Roi a appelé à l'élaboration d'une « *réflexion stratégique globale et ambitieuse pour le développement du secteur* » pour « *favoriser l'émergence d'une classe moyenne agricole* » et de « *rendre justice aux petits agriculteurs, particulièrement en ce qui concerne la commercialisation de leurs produits, et la lutte vigoureuse contre les spéculations et la multiplication des intermédiaires* »¹⁹⁹.

Tel est le contexte qui a présidé l'adoption d'une ***nouvelle stratégie de développement agricole à l'horizon 2030***, baptisée « ***Génération Green 2020-2030*** », bâtie sur deux fondements « *la priorité à l'élément humain* » et « *la pérennité du développement agricole* »²⁰⁰.

¹⁹⁹ Discours du Roi prononcé le 12 octobre 2018 devant les membres des deux Chambres du Parlement à l'occasion de l'ouverture de la 1^{ère} Session de la 3^{ème} Année législative de la 10^{ème} Législature.

²⁰⁰ Dont la cérémonie de lancement a été présidée par le Roi jeudi 13 février 2020 à la province de Chtouka Aït Baha.

Figure 1 : Représentation synoptique de la Stratégie « Génération Green 2020-2030 » de développement agricole



Source : Présentation faite par le MAPMDREF lors de la cérémonie de lancement de cette stratégie organisée sous la présidence de Sa Majesté Le Roi le jeudi 13 février 2020 à la province de Chtouka Aït Baha.

En faisant de « **la priorité à l'élément humain** » un de ses deux fondements, cette nouvelle stratégie semble traduire une **inflexion de la politique agricole en faveur de l'agriculture « sociale et solidaire »** objet du Plier II du PMV. **Quatre axes d'intervention** traduisent cette inflexion : la *création d'une nouvelle génération de classe moyenne agricole* ; la *promotion d'une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs agricoles*, l'*institution d'une nouvelle génération d'organisations agricoles* et l'*offre d'une nouvelle génération de mécanismes d'accompagnement*.

Concernant la **classe moyenne agricole**, la stratégie « Génération Green » projette de l'alimenter par l'émancipation de **400 000 nouveaux ménages à l'horizon 2030, sauf que le revenu qu'elle a fixé comme seuil d'accès à cette classe n'est que de 3 800 DH/ménage/mois !** Alors que la prise en compte des principaux marqueurs sociaux (logement, scolarisation des enfants, transport, soins de santé, remboursements, culture, loisirs, ...) situe en 2017, le revenu disponible des classes moyennes à un **minimum de près de 10 400 DH par mois pour un ménage moyen**.

« L'agriculture sociale et solidaire » devrait aussi pouvoir tirer profit des axes d'intervention liés au **second fondement** de cette stratégie à savoir « **la pérennité du développement agricole** », qui projettent, entre autres, de s'attaquer aux problématiques de commercialisation et de valorisation des produits agricoles et de la résilience agricole.

3.6. Synthèse

Après dix années sous ajustement structurel (1983-1993), les pouvoirs publics au Maroc ont ressenti l'urgence d'accorder plus d'intérêt au monde rural. Depuis, des stratégies de développement rural ont été formulées, des politiques sectorielles adoptées et des programmes et projets mis en œuvre.

Les interventions déployées ont eu tendance à cibler davantage les zones défavorisées où la réduction de la pauvreté et de la précarité économique et sociale ainsi que la préservation des ressources naturelles sont des enjeux d'acuité plus préoccupante qu'ailleurs.

D'une manière générale, les politiques suivies s'articulent sur deux ambitions se voulant complémentaires : la lutte contre la pauvreté rurale et le développement agricole. ***Mais aucune d'entre elles n'a cherché à cibler spécifiquement les classes moyennes rurales.***

Les politiques déployées sont empreintes d'une « ***discrimination positive*** » en ***faveur des populations pauvres dans les zones défavorisées du monde rural***. Sauf que leur conception semble obéir à une « ***logique palliative*** », réparatrice, en vue de rattraper les retards du monde rural, plutôt qu'une « ***logique de développement*** », basée sur la valorisation de la ressource locale. Pourtant, le pays n'a pas manqué de stratégies préconisant des politiques de développement rural intégré et territorialisé²⁰¹.

Le décalage récurrent des politiques mises en œuvre par rapport aux stratégies devant en être le référentiel, reflète deux faits majeurs : le manque d'une appropriation collective des stratégies par l'ensemble des parties prenantes concernées (ministères, établissements publics, collectivités territoriales, société civile, populations) ; leurs préconisations en termes d'ancrage territorial et de valorisation des ressources locales butent encore sur la résistance du « fait sectoriel ».

Les politiques sont conçues selon une approche verticale, doublée d'une multiplicité d'horizons temporels, qui ne favorise pas toujours la cohérence d'ensemble. De plus, elles ont une conception souvent « réductrice » du milieu rural : elles ne tiennent pas toujours compte de sa grande diversité agro-écologique et n'intègrent pas sa fonction de lieu de vie ni les relations qu'il entretient avec le milieu urbain. Comme il est difficile d'affirmer que l'équité territoriale ait été au cœur des politiques analysées²⁰².

²⁰¹ Pour rappel, il s'agit des stratégies suivantes : Contribution à une Stratégie de Développement Rural (1994), Stratégie 2020 de Développement Rural (1999), Stratégie Nationale de Développement Rural (2009), Stratégie de Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganeraie (2013) et Stratégie de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne (2015).

²⁰² Entendue dans le sens de garantir aux populations, quel que soit leur territoire d'origine, une égalité des chances dans l'accès à l'emploi, à l'éducation, à la santé et de manière générale à une qualité de vie intégrant un revenu décent.

Il y a enfin, les disfonctionnements du système de gouvernance qui ne facilite pas la convergence, la coordination et les synergies entre les parties prenantes, mais aussi de l'évaluation des politiques publiques et de la dissémination de ses résultats qui ne sont pas une pratique courante.

En l'absence de politiques dédiées aux classes moyennes rurales, la démarche adoptée pour répondre aux objectifs de l'étude a consisté à apprécier dans quelles mesures les politiques suivies auraient-elles contribué à la mise en place de conditions propices à l'émergence des classes moyennes rurales ? Autrement dit, en quoi et comment ces politiques auraient réduit les facteurs entravant et/ou promu les facteurs favorisant l'ascension à ces classes et leur élargissement ?

Les réalisations accomplies et les résultats atteints attestent de **progrès indéniables** en faveur des zones et des populations ciblées grâce, notamment, aux trois programmes structurants dédiés au désenclavement, à l'électrification et l'approvisionnement en eau.

Ces programmes ont contribué à l'amélioration des taux de scolarisation (notamment des filles) et de l'accès aux soins sanitaires des populations rurales. Comme ils ont contribué à **l'atténuation de l'exode rural** et à une relative **dynamisation de l'économie rurale**. Le **désenclavement** a permis une amélioration des conditions de **transport** et une réduction des coûts associés.

L'**approvisionnement** des zones rurales et la **commercialisation** de leurs produits en ont tiré profit. L'accès à de **nouvelles opportunités d'emploi et de revenu** (localement et ailleurs) par les populations des zones desservies en a été impacté. Contribuant ainsi à une plus grande intégration des territoires ruraux dans l'économie du pays. **Le désenclavement et l'électrification** ont contribué à un **développement perceptible des activités préexistantes** (dont l'activité agricole) mais aussi à **l'émergence de nouvelles activités**, notamment de services, au niveau local. **Ces retombées s'inscrivent en convergence avec les facteurs favorables à l'émergence des classes moyennes rurales tels l'éducation, la santé, la diversification des activités économiques pourvoyeuse de la pluriactivité, ...**

Ceci étant, entreprendre et développer de nouvelles activités économiques à partir des opportunités générées par ces programmes n'est pas à la portée de tous ; **un minimum de moyens et de capacités propres est requis**. Certaines franges des classes moyennes rurales en auraient tiré profit, consolidant ainsi leur position dans la hiérarchie sociale. Mais du fait de l'ampleur des déficits des politiques antérieures, les efforts consentis durant les 25-30 dernières années ont amplement contribué à réduire la prévalence de la pauvreté et de la précarité dans divers territoires ruraux. Par ce biais, ils ont alimenté les couches sociales aptes à servir de socle pour l'élargissement des classes moyennes rurales.

Concernant les politiques de développement agricole, leurs évaluations révèlent des **performances dont les retombées sur les bénéficiaires sont plutôt mitigées**. Certes, il est des interventions qui ont eu des **effets positifs avérés sur les actifs des bénéficiaires, sur la production et dans une moindre mesure sur les revenus**. Tel est le cas notamment des **interventions dédiées à la valorisation des ressources productives agricoles** (aménagement hydro-agricoles pour développer l'irrigation dans les périmètres de petite et moyenne hydraulique, extension des plantations fruitières, épierrage des terres pour leur mise en culture, ...). Il est évident que **les exploitations agricoles des classes moyennes rurales ont accru la valeur et les revenus tirés de leur capital productif grâce à de telles interventions**.

Les retombées des politiques agricoles auraient été bien plus favorables pour l'émergence et l'élargissement des classes moyennes rurales si les entraves à la commercialisation et à la valorisation des produits agricoles avaient été levées, si la pérennisation des acquis était assurée. Elles l'auraient été si les ressources naturelles étaient mieux préservées. Or, force est de constater qu'en la matière, **les résultats des interventions menées sont souvent restés bien en deçà des objectifs fixés**.

A ce propos, il est important de faire remarquer que la lutte contre la prévalence de la pauvreté n'est pas la panacée à la préservation des ressources naturelles. L'impact des interventions visant la réduction de la pauvreté dépend en fait de la nature des ressources à préserver (eaux, terres de culture, parcours, forêts) et de leurs conditions écologiques, des catégories sociales qui les utilisent et des usages qui en sont faits.

Si les prélèvements sur le domaine forestier (bois de chauffe, bois d'œuvre pour la construction, ...) sont accessibles à toutes les catégories sociales des communautés ayant-droit, il en est autrement des parcours (collectifs comme forestiers) ; leur surexploitation étant davantage le fait des catégories plus nanties.

Comme il est important de faire état de situations où les politiques publiques, faute d'un ciblage approprié des interventions et des instruments de mise en œuvre²⁰³, induisent des dynamiques qui peuvent s'avérer préjudiciables à la préservation des ressources naturelles concernées. Tel est le cas notamment, de l'engouement des agriculteurs pour l'irrigation en G-à-G dont l'adoption s'est accompagnée d'une importante extension des terres irriguées et des spéculations grandes consommatrices d'eau.

²⁰³ Ces instruments (subventions, financement, encadrement, actions de renforcement des capacités, ...) sont appliqués tous les territoires avec les mêmes règles et exigences.

En définitive, malgré les progrès qu'elles ont permis de réaliser, notamment en termes de réduction de la pauvreté et d'une relative amélioration des conditions de vie, les politiques publiques que le pays a déployées durant les trois dernières décennies ne sont pas parvenues à corriger le déséquilibre existant entre les milieux rural et urbain. ***Les résultats issus de leur analyse convergent avec ceux que l'identification et la caractérisation des classes moyennes rurales ont permis de dégager***, en particulier la constitution d'un large socle pour l'élargissement des classes moyennes rurales que sont les classes flottantes.

Les impératifs de préservation des acquis et d'équité territoriale appellent donc la poursuite des efforts consentis, l'engagement d'une politique spécifiquement dédiée à la promotion sociale en milieu rural. C'est par cette voie que le Maroc d'aujourd'hui pourrait réaliser sa grande ambition de faire émerger durablement les classes moyennes rurales.

4. Conclusion

Conformément aux termes de référence de l'étude, l'équipe s'est attelée dans cette partie de « *proposer des pistes, des leviers d'actions et de nouvelles voies pour promouvoir et renforcer la classe moyenne rurale grâce à une croissance durable et pérenne* ». Pour ce faire, elle s'est appuyée d'abord sur les résultats saillants que les analyses de l'état des lieux du monde rural, de l'identification des classes moyennes et des politiques publiques ont permis de dégager.

Ce premier niveau d'analyse a permis de cerner les ***facteurs pénalisants l'émergence des classes moyennes dans le monde rural***, à savoir : Une mobilité sociale plutôt marginale, une forte incidence de l'exclusion sociale des jeunes, une faible insertion dans le marché de travail, la persistance d'une forte dépendance du secteur agricole où l'emploi demeure peu productif et précaire, une inégalité des chances exacerbée. Comme il a permis d'identifier ***les facteurs favorables à leur élargissement***, à savoir : l'éducation et la formation, la croissance économique, la réduction des inégalités sociales et des disparités territoriales, et la pluriactivité. Il révèle enfin, que les ***principaux défis qui se posent encore dans le monde rural sont de deux ordres : la faible qualité de vie et la faiblesse des niveaux de productivité***²⁰⁴.

Les analyses de niveau national ont été prolongées par un benchmark à l'international. Le but étant d'identifier les clés de succès des meilleures pratiques étrangères de nature à inspirer les politiques publiques que la Plus Haute Autorité du pays a appelée de Ses vœux pour l'élargissement des classes moyennes, en général, et l'émergence classes moyennes dans le monde rural, en particulier.

La référence à quelques expériences étrangères, à l'instar du Canada (pays riche, disposant d'une vision concrète pour bâtir une classe moyenne forte), de la Chine (locomotive de l'économie mondiale, disposant de la plus large classe moyenne dans le monde), de la Turquie (pays ayant pu faire émerger une véritable classe moyenne moderne), de la Malaisie (pays émergent, appartenant au monde islamique et dont la classe moyenne occupe une place importante), du Costa Rica (pays disposant d'une classe moyenne stable) ainsi que de la Vietnam (considéré comme la prochaine usine de la Planète et dont la classe moyenne est en progression) et plus généralement des pays de l'OCDE révèle que :

²⁰⁴ OCDE, Accompagner les réformes de la gouvernance locale au Maroc : Guide de bonnes pratiques, 2017.

- Ces pays ont adopté des politiques spécifiques pour l'émergence et le développement d'une classe moyenne, mais sans distinction entre les milieux urbain et rural. L'égalité des personnes n'a de sens que lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre d'une égalité des territoires auxquels elles appartiennent. Car les écarts d'opportunités individuelles entre les territoires, quel que soit leur nature, rurale ou urbaine, peuvent déboucher sur une fracture territoriale.
- Les politiques de ces pays ont eu à cœur d'impulser les processus de leur changement structurel, en conjuguant le développement économique et la lutte contre la pauvreté avec la réduction des inégalités sociales et territoriales.
- Le développement d'une classe moyenne rurale requiert l'amélioration des conditions de vie, la valorisation des ressources locales et la diversification des sources de revenus.
- En dispensant des infrastructures économiques et des services sociaux de base accessibles et de qualité, en améliorant l'employabilité des demandeurs d'emploi et les conditions de leur travail, les politiques publiques libèrent les capacités des ménages à valoriser davantage leurs ressources propres, à diversifier leurs revenus et à chercher à améliorer leurs conditions de vie. De telles politiques contribuent activement à l'élargissement des classes moyennes.
- Les opportunités de développement économique local dans les zones rurales dépendent, de manière intrinsèque, de la localisation de ces zones, des liens qu'elles entretiennent avec les centres urbains de proximité, de leur densité démographique et de l'existence d'un marché de taille économiquement viable²⁰⁵.

Pour réunir les conditions favorables à l'émergence d'une classe moyenne rurale forte et prospère, le Maroc devrait se doter d'**une stratégie dédiée à cette classe sociale**. Cette stratégie, qui ferait du Maroc un pays pionnier à l'échelle internationale, devrait s'articuler autour de **deux objectifs indissociables** : la **préservation de la classe moyenne rurale existante** et son **élargissement par la promotion de la classe flottante**. Dans cette perspective, elle devrait être fondée sur les **quatre orientations** exposées ci-après.

- Accroître la productivité, renforcer l'intégration économique et préserver la durabilité du secteur agricole à travers les éléments suivants.
- Accélérer la transformation structurelle de l'économie rurale.
- Garantir l'équité sociale à l'égard du milieu rural.
- Poursuivre la lutte contre la pauvreté et la précarité rurales.

²⁰⁵ OCDE (2018), Dialogue Maroc-OCDE sur les politiques de développement territorial : Enjeux et Recommandations pour une action publique coordonnée, Editions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264302884-fr>

La mise en œuvre de cette stratégie devrait souscrire aux **paradigmes fondamentaux** suivants :

- Instaurer ***une gouvernance efficiente, intégrée et partenariale.***
- Favoriser l'***appropriation collective des enjeux*** inhérents au développement de la classe moyenne rurale.
- ***Territorialiser les politiques publiques à destination du monde rural ainsi que leurs instruments de mise en œuvre.***
- ***Intégrer dans les politiques qui lui sont dédiées la dimension plurielle du milieu rural.***
- ***Arrimer le développement agricole au développement rural.***
- Placer ***la question de l'emploi des jeunes ruraux au cœur de la stratégie de développement de la classe moyenne rurale.***

Annexes

Annexe 1 : Evolution des indicateurs des niveaux de vie, de la pauvreté, des inégalités et des classes sociales en milieu rural, 1985-2017

Indicateur	1985	1990	2001	2007	2015	2017	
Effectif de la population en millier	11997	12476	13106	13437	13465	13456	
Dépense moyenne par ménage et par an (en DH courant)	16824	28584	33994	43334	57443	57771	
Dépense moyenne par personne et par an (en DH courant)	2637	4623	5288	7777	10995	11946	
Seuil de pauvreté absolue en DH par tête et par an	1604	2439	3098	3569	4312	4483	
Ratio de bien-être	1,6	1,9	1,7	2,2	2,5	2,7	
Taux de pauvreté absolue en %	26,8	18	25,1	14,4	5,3	3,4	
Taux de vulnérabilité en %	29,2	30,8	30,5	23,6	18,4	17,5	
Taux de pauvreté sentie en %	-	-	-	42	57,3	65,4	
Taux de pauvreté multidimensionnelle en %	-	(1992) 84,3	(2003) 54,2	(2011) 20,2	6,6	6,2	
Taux de pauvreté relative en %	26,9	32,6	35	31,2	32,3	38,2	
Indice Atkinson	0,155	0,146	0,156	0,166	0,161	0,161	
Indice Palma	1,21	1,17	1,15	1,29	1,07	1,07	
Indice Gini	0.316	0.312	0.319	0.331	0.315		
Poids démographique des classes sociales							
Approche économique HCP	Modestes	41,9	51	52,7	47,5	50,1	52,5
	Intermédiaires	55,4	46,6	45	49,5	47,6	46,3
	Aisées	2,7	2,4	2,3	3	2,2	1,2
Approche économique Economia	Pauvres/flottantes	93,3	97,3	98,2	96,4	97,5	98,9
	Moyennes	6,1	2,7	1,6	3,5	2,5	1,1
	Riches	0,6	0,1	0,2	0,1	0	0,01
Approche subjective	Riche/très riches	-	-	-	3,7	3	1,3
	Moyennes	-	-	-	48,5	43,3	34
	Pauvres/très pauvres	-	-	-	47,2	52,1	64,8
Approche -Banque mondiale	Pauvres/vulnérables/flottantes	94,1	93,3	95,3	91,9	92,7	97,6
	Moyennes et supérieures	5,9	6,7	4,7	8,1	7,3	2,4

Sources des données :

- ONDH (2018) Indicateurs de suivi du développement humain ; Niveau & Tendances à l'Echelle Nationale et Régionale, 2012-2017.
- ONDH (2019) Données de l'enquête panel de ménages 2017 sur les classes moyennes, spécialement élaborées pour les besoins de l'étude.
- HCP (2015) Le Maroc entre Objectifs du Millénaire pour le Développement et Objectifs de Développement Durable, Les acquis et les défis, Rapport National 2015 ; HCP (2016) Enquête Nationale sur la Consommation et les Dépenses des ménages 2014, Premiers Résultat.
- HCP (2009) Les classes moyennes marocaines Caractéristiques, évolution et facteurs d'élargissement.
- HCP et Banque mondiale (2017) Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire, 2001-2014.
- Et nos calculs à partir des micro-données de l'enquête sur la consommation et les dépenses des ménages 2013/14, accessible dans le site du HCP www.hcp.ma

Annexe 2 : Composantes et impacts du Programme Intégré de Développement des Zones Montagneuses

Composantes

- Volet 1 *Filet de protection et urgence sociale - Mise à niveau sociale et revenu solidaire* :
 - Services sociaux (Santé & Education) ;
 - Routes et transport ;
 - Utilities (eau, électricité et assainissement) ;
 - Services administratifs y compris les services financiers.
- Volet 2 *Portefeuille de projets intégrés, ciblés, territorialisés et fortement régionalisés* :
 - Ecosystèmes de Développement Intégrés (EDI) Développement socio-économique
 - Projets Environnementaux Prioritaires (PEP) - Préservation de l'environnement (PEP préservation des RN eaux et sols, PER préservation de la biodiversité) ;
 - Code préservation du patrimoine naturel et culturel.
- Volet 3 *Politique ambitieuse de désenclavement - Grands projets structurants* :
 - Réhabilitation des centres urbains ;
 - Mise en place des grandes stations touristiques ;
 - Mise en place des installations solaires et éoliennes.

Impacts :

- Social :
 - Réduction de 30 à 50% du taux de pauvreté et du taux d'analphabétisme ;
 - Augmentation de l'indice d'accès aux services sociaux de 30-50%.
- Economique :
 - Augmentation de 70% du revenu moyen par ménage.
- Environnemental :
 - Préservation du couvert végétal ;
 - Diminution de 50% des risques d'incendie des forêts ;
 - Réduction des taux d'envasement des barrages et des risques d'inondations.

Annexe 3 : Un déficit d'évaluation des programmes et projets

Cas des projets du Plan Maroc Vert :

« L'évaluation des projets et programmes de développement agricole ne semble pas constituer une priorité de la politique agricole, le souci majeur étant la mobilisation des ressources financières et la gestion au quotidien de ce secteur. ».

Source : HCP, Dynamique urbaine et développement rural au Maroc. Chapitre 7 Evolution du secteur agricole et perspectives de développement rural, Publié le 16/03/2011.

Dans son rapport sur la « Gestion budgétaire et comptable du département de l'agriculture »²⁰⁶ contenu dans son Rapport annuel au titre de l'année 2018, la **Cour des Comptes** considère que « Depuis la mise en œuvre de la loi organique des finances n° 13.130, une forme de contractualisation s'est instaurée entre le département et les responsables des programmes, qui sont devenus désormais, responsables de la réalisation des objectifs et des indicateurs inscrits dans le cadre du projet de performance. L'examen de cet aspect a permis de relever les insuffisances suivantes :

- La plupart des objectifs et des indicateurs de performance retenus sont des indicateurs d'activité et ne mesurent pas l'impact ou l'efficacité socio-économique ;
- Le faible recours au contrôle sur place et à l'évaluation de la rentabilité des projets réalisés. A ce propos, l'intervention de l'Inspection Générale reste limitée à cause de la rareté des ressources qui lui sont affectées comparativement au nombre important des projets programmés ;
- Les indicateurs retenus par la division de contrôle de la gestion sont d'ordre financier, ainsi le rôle du service de contrôle opérationnel se limite au suivi des contrats-programmes conclus avec les associations interprofessionnelles. »

Source : Cour des Comptes, Rapport annuel au titre de l'année 2018.

Cas des projets de développement rural :

Dans son rapport « Le développement rural Espace des zones montagneuses », Saisine n°21/2017, le **Conseil Economique, Social et Environnemental** (CESE) fait remarquer que :

- « La bonne gouvernance des zones montagneuses restera tributaire de la mise en place des outils de suivi, de contrôle et d'évaluation des résultats des programmes et projets de développement et leurs impacts sur les populations des zones montagneuses. En outre, il serait important de garantir l'application réelle de ces outils, tout en rendant effectifs les principes de gouvernance responsable et de reddition des comptes dans la perspective d'instaurer un développement durable des zones montagneuses. »
- « Les programmes et projets de développement des zones montagneuses se sont focalisées davantage sur les infrastructures que sur les impacts sur la vie des citoyens. ... Les indicateurs utilisés pour l'évaluation des politiques, programmes et projets de développement des zones montagneuses concernent beaucoup plus les indicateurs de moyens (réalisations), que les indicateurs de résultats ou d'impacts, ce qui constitue une entrave pour évaluer ces programmes et pour apporter les réajustements futurs. »

Et recommande d'« Institutionnaliser l'obligation de réserver une composante suivi et évaluation pour chaque programme, plan ou projet de développement des zones des montagnes. »

Dans de son intervention lors de la tenue de la **Deuxième Session de la CIPDERZM le 27 juillet 2019**, dont l'ordre du jour a été marqué par la présentation du Programme de Réduction des Disparités Sociales et Territoriales 2017-2023 et le bilan des programmes d'action annuels au titre des années 2017 et 2018, ainsi que le programme d'action de l'année 2019, « le **Chef du Gouvernement** a appelé également à établir des rapports sur l'impact des programmes et projets réalisés sur les situations sociale et économique de la population. »

Source : Dépêche de la MAP rapportée par le portail Maroc.ma

²⁰⁶ La mission de contrôle des opérations financières exécutées par les services du département de l'agriculture a porté sur les exercices allant de 2012 à 2016.

Annexe 4 : Projets du Département de l'aménagement du territoire, financés par le FDRZM

Dans le cadre son programme FDRZM, le Département de l'aménagement du territoire a mis en œuvre **trois générations de projets** :

- *Génération 1 (2009-2010)* avec **26 projets** pour un montant global d'investissement de 1,2 milliard de DH dont 655,6 millions de DH en tant que contribution du FDR. Il s'agit de projets sélectionnés à partir des études et stratégies élaborées par le département de l'aménagement du territoire, les agences de développement, l'INDH et les stratégies sectorielles, et déclinés en **cinq catégories** *Projets de territoire, Projets issus des plans de développement, Projets émanant du programme Agenda 21, Projets prioritaires* (ciblés sur les zones de montagne enclavées), *Projets d'appui à l'approche territoriale* (aux échelles territoriales régionales ou interrégionales comme les parcs naturels).
- *Génération 2 (2010-2011)* totalisant **63** projets d'un coût total estimé à 1,5 Milliard de DH (avec une priorité aux provinces nouvellement créées), répartis en **trois catégories** ; *Programmes de soutien, de renforcement des équipements et de désenclavement* (34 projets) ; *Programmes de développement et d'amélioration des indicateurs de développement humain* (29 projets), *Projets de développement intégré* ils visent à réhabiliter et qualifier les zones rurales (70 projets).
- *Génération 3 (2012-2013)* avec 85 projets, considérés à la suite du lancement de la procédure d'appel à projets²⁰⁷, comme les plus éligibles au financement, ont été retenus pour conventionnement et mise en œuvre en 2013. Leur coût global s'élevant à près de 1 Milliard de DH dont près de 428 millions de DH comme contribution du FDRZM²⁰⁸. Leur typologie les répartit en quatre catégories *Projets de territoires*, les *Projets de développement économique et social*, *Projets de mise à niveau urbaine* et *Actions de renforcement des infrastructures de base*.

Les porteurs des projets du Département de l'aménagement du territoire financés par le FDR puis par le FDRZM - qui ont aussi la charge de les réaliser et de les gérer avec l'appui des Inspections Régionales de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire (IRUAT) pour la coordination - relèvent de cinq catégories distinctes Provinces, Collectivités territoriales, Administrations publiques et/ou Services extérieurs des ministères, Agences ou entreprises publiques de développement et ONG.

²⁰⁷ Procédure destinée, dans une première étape, aux Centres délimités que la loi n° 12-90 relative à l'urbanisme promulguée par le dahir n° 1-92-31 du 15 Hija 1412 (17 Juin 1992) (B.O. 15 juillet 1992) définit comme « ... une partie du territoire d'une commune rurale, dont les limites sont fixées par voie réglementaire ».

²⁰⁸ A noter qu'en 2012, la Loi de Finances a modifié l'intitulé du FDR qui devient désormais Fonds pour le Développement Rural et des Zones de Montagne (FDRZM), et a en augmenté les ressources financières. Et ce pour lui permettre de prendre en charge les programmes intégrés de développement des zones de montagne.

Annexe 5 : Vision du MARA sur de la contribution du développement agricole à une stratégie de développement rural

Etat des lieux :

« En dépit des efforts déployés tant par les pouvoirs publics que par les collectivités locales durant les trois dernières décennies, la campagne marocaine demeure insuffisamment équipée et présente vis-à-vis du milieu urbain des signes de sous-développement notoire.... Cette politique (le PAS) a aggravé les disparités existantes entre la ville et la campagne en matière de cadre de vie et l'environnement productif. C'est pourquoi désormais, il ne sera plus possible de concevoir une politique d'amélioration de la production (agricole) sans l'intégrer dans une stratégie de développement rural. »

Conception, élaboration :

« Si l'agriculture conserve un rôle primordial dans la production, l'emploi et la gestion de l'espace territorial et des écosystèmes, le développement rural est aujourd'hui une nécessité bien comprise de tous, que ce soit pour des raisons d'aménagement équilibré du territoire, de renforcement de la cohésion nationale par la réduction des disparités régionales, d'amélioration de l'environnement socio-économique de la production, ou enfin de conservation des ressources naturelles du pays. Sa conception repose sur les trois principes suivants

- la concertation permanente entre les partenaires impliqués et en premier lieu les populations bénéficiaires ;
- l'intégration et la coordination des actions de différents acteurs (agriculteurs, villageois, dirigeants d'associations professionnelles, élus, départements techniques et autorités) ;
- la mise en place de modalités efficaces de mobilisation et d'utilisation des ressources financières. »

Orientations :

« La stratégie proposée de développement rural qui va accompagner le développement agricole, doit avoir pour préoccupation essentielle le développement cohérent de tous les autres secteurs d'activité. A cette fin, elle doit veiller à l'intégration effective de l'ensemble des activités en procédant à leur localisation concertée et à leur articulation cohérente dans l'espace et dans le temps selon les trois orientations suivantes

- le développement des infrastructures socio-économiques dans les campagnes ;
- la promotion des activités économiques en milieu rural ;
- l'éducation de base, la formation professionnelle et la promotion de la femme rurales. »

Mise en œuvre :

« En nous référant aux réalisations et programmes d'actions futures à caractère économique et social entrepris par les différents départements. En nous basant sur l'expérience que nous avons accumulée dans nos projets de développement agricole intégré d'une part et les résultats encourageants des actions de développement communautaire et participatif entreprises dans des zones à écologie fragile de montagnes, de parcours et présahariennes d'autre part, confirmant la pertinence d'une approche globale du développement qui intègre aussi bien des objectifs technico-économique de la production que ceux liés au développement humain L'évaluation des projets intégrés qui a aussi révélé leur dimension excessive, dans un contexte de rigueur budgétaire, a fait que la prise en compte des aspects socio-économiques est restée très en deçà des besoins réels des populations des zones concernées. Par contre, les expériences de développement communautaire et participatif qui ont mieux répondu aux attentes des populations impliquées, sont restées de dimension très réduite. »

« Pour la mise en œuvre de cette stratégie, le module de base de projet a été dimensionné pour couvrir deux à trois cercles contigus...Il est proposé de démarrer la mise en œuvre de cette stratégie au niveau de seize (16) zones pilotes représentatives des différents écosystèmes et présentant les meilleures conditions de réussite.

Une période intérimaire de six (6) ans sera nécessaire pour initier ce processus, mettre en place les mécanismes de coordination avec un système de suivi-évaluation performant et pour dresser un Plan Directeur de développement Rural couvrant l'ensemble du territoire national.

La mise en œuvre de tous ces projets nécessite des mesures d'ordre institutionnel :

- la **pérennisation du comité ad hoc sur le développement rural** présidé par le Premier Ministre et qui sera l'instance de pilotage de cette stratégie ;
- la **mise en place de comités régionaux de développement rural**, composés des administrations et des forces économiques et sociales qui seront chargés de la programmation, de l'exécution et du suivi des opérations ;
- la **création d'un fond de solidarité nationale.** »

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, « Contribution du développement agricole à une stratégie de développement rural », Juillet 1993.

Annexe 6 : Loi n°33-94 relative aux Périmètres de Mise en Valeur en Bour (PMVB)

Exposés des motifs :

« Le développement agricole constitue l'une des principales priorités de notre politique économique et sociale. Si le dahir n°1-69-25 du 10 jourada I 1389 (25 juillet 1969) formant code des investissements agricoles, a créé le cadre législatif pour l'équipement et le développement des périmètres d'irrigation, il devient d'une nécessité impérieuse de mobiliser l'ensemble des potentialités de production du secteur agricole de notre pays.

Cependant, l'étendue des zones bour, la diversité de leurs caractéristiques et l'importance des investissements que requiert leur mise en valeur, oblige à une intervention progressive de l'Etat. Il sera, par conséquent, créé des périmètres de mise en valeur en bour dans lesquels l'Etat mettra en place, en concertation et avec la participation des agriculteurs concernés, les conditions nécessaires au développement intégré d'une agriculture moderne et performante.

Pour que les investissements consentis par l'Etat dans ces périmètres puissent aboutir aux résultats escomptés, il apparaît nécessaire que ce dernier intervienne d'une manière directe pour la réalisation des équipements externes et internes aux exploitations, en vue de favoriser le développement de la production et l'amélioration des revenus des agriculteurs dans ces périmètres.

Pour que la réalisation de ces objectifs, la mise en exploitation obligatoire des terres constitue un élément essentiel dans la perspective de mobilisation et de valorisation des potentialités de production de chaque périmètre.

Article 14 :

« Les propriétaires bénéficiaires des travaux d'équipement interne mis à la charge de l'Etat par le programme d'équipement, participent aux frais engagés par l'Etat à concurrence de 40% du coût moyen pondéré des équipements réalisés.

Article 16 :

« Sont exemptés du paiement de la participation visée à l'article 14 ci-dessus

- Les propriétaires d'exploitations agricoles situées à l'intérieur de la zone de mise en valeur des terres agricoles et dont la superficie totale est inférieure ou égale à la superficie minimum d'exploitation définie ci-dessous ;
- A concurrence de la superficie minimum d'exploitation, les propriétaires d'exploitations agricoles dont la superficie totale située à l'intérieur de zone de mise en valeur des terres agricoles est supérieure à la superficie minimum d'exploitation et inférieure ou égale à quatre fois cette superficie.

La superficie minimum d'exploitation, qui est fixée par voie réglementaire, est définie comme étant la superficie totale d'une propriété agricole suffisante pour dégager un revenu annuel permettant de couvrir la rémunération, au salaire minimum agricole garanti, de deux travailleurs agricoles.

Pour l'application des dispositions du présent article, les propriétés dans l'indivision sont considérées comme appartenant à un seul propriétaire. »

Annexe 7 : Projets de développement agricole et rural, appuyés par des bailleurs de fonds

FIDA Projet de développement rural dans le Tafilalet et la vallée du Dadès (PDRT) (1995-2005) :

Le programme d'action du projet a comporté *plusieurs composantes complémentaires* destinées à i) *améliorer la production agricole* de la petite et moyenne hydraulique (PMH) dans les vallées et les oasis ; ii) *améliorer les systèmes d'élevages* intensifs (en zones irriguées) et extensifs (en zones pastorales) ; iii) *protéger les ressources naturelles et lutter contre leur dégradation* ; iv) *renforcer l'infrastructure de base et les équipements sociaux* en milieu rural ; v) *développer les institutions et les organisations locales*.

FIDA Projet de développement rural Taourirt-Tafoughalt (PDRTT) (1998-2006) :

Ce projet a ciblé une zone à vocation pastorale caractérisée par i) *l'importance de la pauvreté des ménages* ; ii) *des parcours naturels à un niveau de dégradation avancé* ; iii) *une productivité agricole très faible* ; iv) *des ressources en eau potable très limitées* ; v) *la situation socio-économique des femmes très précaire*. Il s'est fixé comme objectifs de i) *améliorer les ressources productives* par l'organisation de l'exploitation des parcours hors forêts et en zone forestière, la réhabilitation des réseaux d'irrigation et l'épierreage de terres à haut potentiel agricole et/ou arboricole ; ii) *impliquer les bénéficiaires* dans tous les processus de prise de décision ; iii) *renforcer les services de développement agricole, pastoral et sylvicole* ; iv) *consentir un effort important de recherche-développement* ; v) *améliorer l'accès aux ressources en eau potable* dans les villages ruraux au profit des populations rurales.

BM Projet de gestion du bassin versant de Lakhdar (1999-2004) :

L'objectif de ce projet est de *tester des approches participatives en vue de la gestion améliorée de l'utilisation des sols et des ressources naturelles dans les zones montagneuses* sur une base-pilote.

BM Projet de développement rural intégré centré sur la petite et moyenne hydraulique (DRI-PMH) (2001-2006) :

Le but de ce projet est d'améliorer le revenu et la qualité de vie des communautés rurales dans 15 provinces (axées sur la petite et moyenne irrigation – PMI) sur une période de 13 ans. La réalisation de cet objectif se fera principalement par le biais d'investissements coordonnés, induits par la demande, qui seront la réhabilitation et l'amélioration de la petite et moyenne irrigation et des infrastructures communautaires complémentaires, y compris les pistes rurales, l'alimentation en eau/ assainissement, l'électrification, les installations de santé et d'enseignement.

UE Projet d'appui au Développement Rural Intégré - Gestion des Ressources Naturelles (DRI-GRN) (2001-2007) :

Ses objectifs sont i) d'améliorer les conditions de vie et le revenu des populations, ii) d'accroître et diversifier la production du secteur primaire, iii) de conserver et gérer de façon durable les ressources naturelles, iv) de développer la participation et la responsabilité des populations à leur propre développement.

UE Projet de Développement participatif des zones forestières et péri-forestières de la province de Chefchaouen (MEDA Chaouen) (2001- ?) :

Conçus à la suite de l'expérience du Projet GEFRI, dans le cadre du Programme MEDA de l'UE, ce projet pour objectifs d'améliorer les conditions de vie des populations rurales et de préserver la forêt à travers i) La gestion participative, la valorisation et l'aménagement intégré des espaces agricoles et forestiers, ii) l'augmentation et la diversification des revenus, iii) l'amélioration de l'accès aux infrastructures de base.

FIDA Projet de développement rural dans les zones de montagneuses de la Province d'Al Haouz (PDRZMH) (2002-2011) :

L'objectif stratégique du projet est de renforcer les capacités de gestion et de développement local des populations de montagne en vue d'améliorer leurs revenus, leur niveau de vie et leur sécurité alimentaire, avec le souci d'une utilisation durable des ressources naturelles. Cet objectif rentre dans le cadre du principe général qui stipule que le développement humain doit constituer la finalité du développement rural.

UE Projet de développement rural participatif dans le Moyen Atlas Central (Projet Khénifra) (2002-2006) :

Le projet a pour objectif spécifique l'amélioration des conditions de vie des populations rurales dans 12 communes rurales de la province de Khénifra à travers (i) l'augmentation de leur revenu et (ii) la mise en œuvre d'une gestion rationnelle, participative et intégrée des ressources naturelles. La stratégie d'intervention est basée sur l'approche participative.

UE Projet d'aménagement anti érosif du bassin versant de Sidi Driss (2002-2006) :

Ce projet a pour objectifs i) la conservation et la réhabilitation des ressources naturelles, ii) le développement de la production agricole, iii) l'amélioration des conditions de vie des populations rurales.

BM Développement rural intégré de mise en valeur des zones Bour (DRI-MVB) (2004-2009) :

L'objectif global à long terme du DRI-MVB consiste à améliorer les conditions socio-économiques des petits agriculteurs et éleveurs dans les zones « bour » en promouvant le développement participatif local et en

encourageant une croissance agricole durable. A cette fin, le projet proposé aurait les objectifs spécifiques suivants le développement, en zone « bour », des capacités d'identification et d'intervention de l'Administration en partenariat avec les organisations locales ; dans six zones d'action prioritaires (a) améliorer les revenus des populations locales et leur infrastructure rurale de base ; et (b) valoriser le potentiel des systèmes de production des zones « bour » dans un souci de durabilité et de réduction de leur vulnérabilité à la sécheresse.

BM Projet de Développement Rural Intégré des Forêts (DRI-Forêts) :

Il a pour objectif principal d'améliorer les conditions de vie des populations dans ses zones d'intervention du projet et d'initier une gestion durable des massifs forestiers en partenariat entre les différents acteurs concernés.

FIDA Projet de développement des parcours et de l'élevage dans l'Oriental (PDPEO II) (2004- ?)

L'importance de consolider les acquis institutionnels de la 1^{ère} phase et de pallier aux déficiences des actions en aval par la valorisation plus poussée des diverses productions de l'Oriental moyennant la promotion des activités génératrices de revenus (AGR) et l'amélioration de l'accès au micro crédit en vue de i) *réduire la vulnérabilité des éleveurs* en diversifiant leurs sources de revenu ; ii) *alléger la pression sur les parcours* par l'introduction de techniques adaptées ; iii) *améliorer les conditions économiques des groupes autres que les éleveurs (sans troupeau, femmes et jeunes sans emploi)* par leur intégration dans le circuit économique de la zone.

BM. Projet de développement rural intégré des zones forestières et péri-forestières (DRI-Forêts) (2006 ?- ?) :

Le projet a pour objectif d'*améliorer la gestion de la biodiversité et des ressources naturelles*. Cet objectif sera atteint grâce à a) une gestion durable des ressources forestières, hydrauliques et en sols et à l'amélioration de la production agricole dans les zones péri-forestières ; b) l'amélioration des conditions socio-économiques de la population rurale ; c) la protection de la biodiversité du pays ; d) une production industrielle et artisanale accrue de bois ; et e) le renforcement des services forestiers à usage et jouissance de la population tant urbaine que rurale.

FIDA Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO) (2007-2015) :

Ce projet avait pour objectif général de contribuer à l'allègement de la pauvreté rurale par la diversification et la croissance de manière durable des revenus des populations rurales, liées à la restauration et à une gestion durable des ressources naturelles.

Annexe 8 : Evaluation par les bailleurs de fonds des projets bénéficiant de leur appui

FIDA, Projet de développement rural dans le Tafilalet et la vallée du Dadès (PDRT), Evaluation Terminale, Août 2006.

Le programme d'action du projet a comporté *plusieurs composantes complémentaires* destinées à i) améliorer la production agricole de la petite et moyenne hydraulique dans les vallées et les oasis ; ii) améliorer les systèmes d'élevages intensifs (en zones irriguées) et extensifs (en zones pastorales) ; iii) protéger les ressources naturelles et lutter contre leur dégradation ; iv) renforcer l'infrastructure de base et les équipements sociaux en milieu rural ; v) développer les institutions et les organisations locales.

Appréciation globale de l'impact. En dépit d'une formulation compliquée, d'un nombre peut-être trop élevé de composantes et d'une zone d'intervention trop vaste, **une bonne partie des objectifs du projet a été atteinte, en particulier sur le plan des réalisations physiques.** Néanmoins, **les acquis restent très fragiles au niveau de toutes les composantes.** Le désengagement rapide des agences publiques et l'absence d'une vision stratégique pour un développement intégré et durable dans ces régions défavorisées, constituent un **risque majeur pour la durabilité des actions et des initiatives innovantes engagées** par le PDRT dans le Dadès et le Tafilalet.

Commission européenne, Evaluation thématique Développement rural et agricole, Rapport final, Volume II – Annexes, Juillet 2007.

Efficacité et impact des interventions de développement rural La conception des projets de DRI répond à des **préoccupations premières de protection et de gestion des ressources naturelles auxquelles ont été ajoutés des objectifs d'amélioration des conditions de vie et du niveau des revenus par le développement d'activités productives et sociales.**

La stratégie de ces projets est marquée par une évolution récente vers une approche participative qui intègre la population à l'ensemble du processus de conception et de réalisation des activités. Cette approche s'est traduite en **résultats assez contrastés** sur le terrain. A côté des **problèmes de capacités des communes**, les **difficultés de montage institutionnel et opérationnel** ont souvent été un frein à la mise en œuvre de **l'approche qui s'est alors limitée à une définition des besoins et à une contribution aux coûts. L'approche s'est appliquée avec succès lorsque celle-ci s'est basée sur des structures traditionnelles.** Les projets présentent alors de bons résultats sur le terrain (Khénifra, DRI GRN).

En règle générale, les projets actuels de DR présentent des **résultats positifs en termes d'amélioration de l'accès aux moyens de production et services économiques (pistes rurales et canaux d'irrigation), mais relativement ponctuels et limités. L'objectif de gestion durable des ressources naturelles reste toutefois limité par la dépendance de la population vis-à-vis des ressources forestières.**

Banque mondiale, Rapport d'achèvement d'exécution et de résultats du Projet de Développement Rural Intégré centré sur la Petite et Moyenne Hydraulique (DRI-PMH), 22 Juin 2009.

Le projet était censé « améliorer les revenus et la qualité de vie des communautés rurales vivant dans des périmètres de PMH dans les trois provinces d'Azilal, de Khénifra et d'Al Haouz sur une période de cinq ans (2001-2006) ».

Augmentation des revenus. Globalement, **les revenus tirés de la PMH ont été estimés être passés de 24 000 DH à 61 000 DH par an, soit une augmentation de 160%.** L'augmentation des revenus résulte d'une forte augmentation de la production de trois catégories de produits à haute valeur ajoutée maraîchage (+236%), cultures fourragères (+186%) et arbres fruitiers (+36%)²⁰⁹.

Amélioration de la qualité de vie. A l'achèvement du projet, 257 douars (objectif de 239 douars) avaient **accès aux centres de santé, aux écoles primaires, aux systèmes d'eau potable et à l'électricité, et desservis par des routes rurales.** Ce qui a eu comme impact l'élimination de la corvée de l'eau, une augmentation de 60% de la circulation sur les routes du projet et une moyenne de 50% de réduction des temps de trajet.

Risques encourus. Malgré ces succès, le projet s'est heurté à des **risques communs à tous les projets basés sur la planification participative** un menu limité d'investissements proposés, des consultations rendues difficiles par une compréhension insuffisante de la dynamique du pouvoir local, le risque de capture par les élites, ... Ces aspects du risque méritent une étude plus approfondie dans la préparation de toute opération ultérieure. »

« À la fin du projet, il y avait un enthousiasme au niveau des structures décentralisées et au niveau de l'Administration du Génie Rural du Ministère de l'Agriculture pour poursuivre le programme, mais **les décideurs politiques de haut niveau semblaient avoir perdu tout intérêt dans la SDR 2020, ce qui a ébranlé l'approche du Projet DRI-PMH.** »

²⁰⁹ Faute d'un S&E de l'ensemble du projet, les augmentations de la production ont été mesurées sur un échantillon de 135 exploitations agricoles réparties sur 9 périmètres, mais sans un échantillon de contrôle.

Parlement Européen, Direction Générale des Politiques Externes de l'Union, Direction B, Département thématique pour la Déléation avec les pays du Maghreb et la Commission des Affaires étrangères UE-Maroc La Coopération agricole et le développement rural, Workshop, Jeudi 05 Mai 2011.

La plupart des projets ont essentiellement ciblé la bonne gestion, la protection et la valorisation des ressources naturelles en zone d'agriculture pluviale. A des degrés divers, ils ont contribué à la promotion de l'approche participative et territoriale dans le cadre de la SDR 2020.

Toutefois, **ils n'ont pas réussi à concrétiser le principe de l'autoréalisation subventionnée des investissements par les exploitants agricoles, d'où de moindres revenus locaux directement induits en phase d'investissement**, des coûts budgétaires unitaires plus élevés, des réalisations physiques et **impacts à terme de moindre envergure et une moindre appropriation et durabilité des réalisations.**

FIDA, Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Al-Haouz, Evaluation de la performance du projet, Décembre 2014.

Ce Projet avait pour objectif d'améliorer les moyens d'existence, les revenus et la sécurité alimentaire des populations rurales pauvres, en renforçant l'aptitude de celles-ci à utiliser d'une manière durable les ressources naturelles à leur disposition.

En général, il a contribué à améliorer les moyens d'existence et les conditions de production dans les zones montagneuses. **L'aménagement de périmètres irrigués et l'amélioration de la production végétale et animale ont contribué à renforcer la sécurité alimentaire et à accroître les revenus des ménages**²¹⁰. La construction de **routes** et de **pistes** ainsi que l'installation de systèmes d'**adduction d'eau** font fait partie des **résultats notables du projet.**

Toutefois, l'évaluation de la performance du projet ont ressorti un certain nombre de **points faibles**, notamment objectifs trop ambitieux, absence de gestion des savoirs liés aux plans de développement de douar, **activités de conservation des ressources forestières non réalisées** et insuffisance des ressources affectées aux objectifs relatifs à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. En outre, **la durabilité de bénéfices pour certaines interventions est précaire.**

²¹⁰ Selon l'examen à mi-parcours du programme du FIDA au Maroc, les principaux impacts des projets évalués peuvent être chiffrés comme suit : i) un accroissement de la superficie irriguée de 13% en moyenne; ii) une diminution du tour d'eau de 24,6% en moyenne pour les périmètres enquêtés; iii) une diminution du temps par irrigation de 51% en moyenne; iv) une réduction de moitié de la période de déficit hydrique; v) une amélioration de l'assolement de 30% par adoption de cultures à plus haute valeur ajoutée que les cultures annuelles traditionnelles; vi) une augmentation des rendements des cultures de 23%; vii) une amélioration de la sécurité alimentaire (95% des personnes enquêtées disent ne pas avoir connu de disette alimentaire durant la période et par conséquent réduction de la malnutrition infantile; et viii) une amélioration de l'accès aux marchés et aux services socio-économiques de base (réduction des distances et du temps de transport de 68 et 88% respectivement. Cf. FIDA, Examen à mi-parcours du programme du FIDA au Maroc (RB-COSOP 2009-2014), Rapport principal et appendices, Avril 2013.

Annexe 9 : Appui des bailleurs de fonds et des partenaires de développement au PMV (Pilier II)

Dans le cadre de son Pilier II, le PMV a prévu de financer trois types de projets i) Projets de reconversion des systèmes de production en faveur des cultures plus productive, de plus grande valeur ajoutée et plus résiliente aux aléas climatiques (par exemple, réduction de la sole céréalière au profit de l'arboriculture fruitière) ; ii) Projets d'intensification, moyennant l'amélioration des pratiques de production agricole (par exemple, amélioration génétique des troupeaux et de leur conduite) par exemple en améliorant les performances des troupeaux ovins, caprins ou bovins par la génétique ou la conduite des troupeaux ; iii) Projets de diversification, portant notamment sur le développement et la valorisation de produits de niches de terroirs.

En appui à la mise en œuvre du Pilier II entamée depuis 2009 et dont les premiers projets ont été financés les deux années suivantes, le Gouvernement marocain a dû faire appel à de nombreux bailleurs de fonds :

Fonds International de développement agricole (Programme de développement rural dans les zones de montagne) :

- *Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO)* (mars 2007-septembre 2015) ;
- *Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Errachidia (PDRME)* (septembre 2008-mars 2015)
- *Projet de développement de filières agricoles dans les zones montagneuses de la province de Taza (PDFAZMT)* (septembre 2011-mars 2019) ;
- *Projet de développement de filières agricoles dans les zones montagneuses de la province d'Al Haouz (PDFAZMH)* (septembre 2012-mars 2018) ;

Ces projets visent, dans le cadre du Pilier II du PMV, à l'allègement de la pauvreté rurale par la diversification et la croissance de manière durable des revenus des femmes, des hommes et des jeunes ruraux pauvres impliqués dans des filières sélectionnées en fonction de leur importance dans les zones concernées, étroitement associé à une gestion durable des ressources naturelles, qui constituent la base de leur survie.

Union européenne :

- Programme d'Appui à la Politique Sectorielle Agricole I (PAPSA I) ;
- Conseil Agricole ;
- Programme d'Appui à la Politique Sectorielle Agricole II (PAPSA II).

Banque Mondiale :

- **Plan Maroc Vert (PMV)** Les deux Prêts de Politique de Développement (PPD) en appui au PMV, réalisés en 2011 et 2013, ont permis d'appuyer les efforts de modernisation du secteur agricole. L'objectif en était d'appuyer les réformes de modernisation afin de renforcer les marchés intérieurs, de venir en aide aux petits producteurs, de renforcer les services agricoles et d'améliorer la distribution d'eau d'irrigation.
- **Projets de modernisation des systèmes d'irrigation** Depuis son lancement en 2008, la Banque mondiale a accompagné la mise en œuvre du Programme National d'Economie d'Eau en Irrigation (PNEEI). Cet appui a été structuré en deux phases, à travers deux projets d'investissement (i) Le Projet de Modernisation de l'Agriculture Irriguée dans les périmètres du bassin de l'Oum er Rbia (PROMER 2010 - 2017) ; et (ii) Le Projet de Modernisation de la Grande Irrigation, PMGI (2016 - 2022).

Ces deux projets, ciblant les périmètres de grande irrigation, sont gérés par les Offices de Mise en valeur agricole (ORMVA) de Tadla, El Haouz, Doukkala et El Gharb, et coordonnés par la Direction de l'Irrigation et de l'Aménagement de l'Espace Agricole (DIAEA). Le PROMER et le PMGI soutiennent la modernisation des réseaux de distribution de l'eau pour offrir aux agriculteurs un accès à l'eau 24 heures sur 24, individuel, fiable et équitable.

- **Prêt de Politique de Développement Croissance Verte** Le prêt programmatique d'appui à la croissance verte est un Prêt de Politique de Développement (PPD) étalé sur deux tranches (PPD1 and PPD2). Il a pour objet d'appuyer le gouvernement marocain dans la préparation et la mise en place de réformes transversales pour le renforcement de son positionnement vert.

Banque Africaine de développement :

Programme d'Appui au Plan Maroc Vert (PAPMV-1&2) ; Ce programme a pour objectif de contribuer au renforcement de la compétitivité du secteur agricole (SA) pour une croissance économique inclusive, sensible au genre et verte. Son objectif spécifique est d'améliorer la gestion durable des ressources naturelles à travers une gouvernance verte du secteur agricole et le développement inclusif des chaînes de valeur du secteur agricole.

Agence Française de Développement :

Programme d'appui au Plan Maroc Vert, en faveur des petites et moyennes exploitations agricoles familiales Il a pour *finalité* de favoriser un développement économique et social équilibré des zones rurales marocaines en permettant une amélioration durable des revenus et des conditions de vie des agriculteurs. Ses *objectifs spécifiques* i) réduction de la pauvreté rurale et de la vulnérabilité des agriculteurs aux aléas économiques et environnementaux ; ii) développement des filières agricoles pour l'approvisionnement des marchés nationaux et l'exportation avec des produits à valeur ajoutée ; iii) conservation des ressources naturelles et anticipation des changements climatiques.

Coopération Technique Belge :

Projet de développement de la filière amandier dans la région de l'Oriental Prévu sur une durée de Huit (8) ans (2011-2018), ce projet vise l'amélioration des revenus des populations de la région de l'Oriental, à travers la réalisation de trois (3) composantes i) Plantation de 6 000 ha d'amandier ; ii) Construction et équipement de trois (3) unités de valorisation ; iii) Assistance Technique et Actions d'appui.

Coopération Allemande :

Composantes transversales relatives à l'utilisation et à la gestion des ressources en eau, à l'environnement et au changement climatique.

Annexe 10 : Evaluation par la Cour des Comptes, des interventions de valorisation des produits agricoles

« Les unités de trituration réalisées dans le cadre du millénium challenge.

Or, après avoir examiné les données relatives au rendement de ces unités, la Cour a conclu que les résultats escomptés étaient en deçà des investissements consacrés, sachant que ces unités étaient prêtes à fonctionner depuis 2014.

Les projets des entités de valorisation des produits agricoles en souffrance.

L'examen des données relatives à un échantillon de projets de valorisation des produits agricoles, réalisés dans les régions Marrakech-Safi et Fès-Meknès, a permis de constater qu'***une grande partie de ces unités restent loin des objectifs pour lesquels les crédits budgétaires leur ont été alloués, à savoir l'amélioration des revenus des agriculteurs par la valorisation de leurs produits.***

Il a été relevé que la majorité de ces entités rencontrent des difficultés liées aux aspects de gestion administrative, financière et technique, ce qui a impacté négativement la rentabilité de ces projets.

Ainsi, il a été constaté qu'au niveau des unités de valorisation réalisées dans la région Fès-Meknès, au nombre de 50 unités, 27 ne fonctionnent pas, il s'agit de 13 unités relatives à deux centres de collecte du lait et 14 destinés à des activités différentes.

Le même constat est fait au niveau des unités de valorisation réalisée dans la région Marrakech-Safi où parmi les 17 unités prévues, 5 demeurent non opérationnelles.

Il faut noter que l'échantillon examiné concerne toutes les unités qui ont été créées jusqu'en 2015 dans les deux régions, ce qui implique qu'elles devaient être opérationnelles à partir de la saison agricole 2016-2017.

Les observations relevées par Cour des comptes convergent avec les conclusions des rapports des commissions techniques des deux régions citées ci-dessus et les rapports de la commission technique de la région Béni Mellal-Khénifra.

En effet, le rapport de cette dernière commission, en date du 25/05/2016, a conclu que les unités de valorisation de la région ne constituent pas une exception, dans la mesure où elles rencontrent les difficultés suivantes

- L'existence d'unités de valorisation non opérationnelles ;
- Le non branchement des unités de valorisation au réseau d'eau et d'électricité ;
- L'organisation agricole, porteuse du projet, ne dispose pas d'un fonds de roulement pour faire fonctionner ces unités de valorisation ;
- L'exploitation des unités de valorisation par des personnes n'appartenant pas à l'organisation agricole, ce qui se répercute négativement sur la gestion de ces unités, surtout que ce point n'a pas été inclus au niveau des contrats d'exploitation conclus entre les directions provinciales et l'entité bénéficiaire. »

Source : Cour des Comptes, « Gestion budgétaire et comptable du département de l'agriculture », in Rapport annuel de la Cour des comptes au titre de l'année 2018.

Annexe 11 : Quelle pérennité pour les projets Pilier II du PMV ?²¹¹

Synthèse des contraintes entravant ou pouvant entraver la pérennité des projets Pilier II :

A fin novembre 2018, 813 projets d'agriculture solidaire (Pilier II) ont été lancés sur l'ensemble du territoire national, dont 215 projets achevés (26%) et 598 toujours en cours de mise en œuvre.

Les **projets achevés (215)** sont les plus prioritaires en matière d'actions de pérennisation à mettre en place, en particulier les projets qui sont marqués par des taux de réussite faibles, malgré le fait qu'ils disposent des conditions favorables pour leur succès. En effet, **trois catégories de projets achevés** peuvent être distinguées

- Les *projets « A consolider »* projets opérationnels qui enregistrent des taux de réussite globalement satisfaisants et nécessitant un suivi ponctuel pour favoriser leur adaptation aux évolutions constantes de l'environnement économique et réglementaire de leurs projets.
- Les *projets « A valoriser »* projets de création de potentiel nouveau plus particulièrement les plantations et les unités de valorisation (UV) qui se heurtent à certaines difficultés et nécessitant des mesures d'accompagnement ciblées (ex. organisation, conseil agricole et autres domaines prioritaires,...).
- Enfin, les *projets « A impulser »* projets rencontrant de grandes difficultés, pouvant nécessiter un appoint d'investissement, à traiter au cas par cas (arrosage/entretien impluvium, fourniture de plants, ...).

Les contraintes identifiées concernent de manière différenciée les types de projets

- *Le niveau de criticité de ces contraintes est globalement faible à moyen pour les projets de diversification.* Ces derniers, qui consistent en l'appui à la promotion des produits spéciaux ou de terroirs afin de créer des revenus agricoles complémentaires avec des productions additionnelles (safran, miel, plantes médicinales, ...), disposent généralement de certains acquis favorables à leur réussite et à leur pérennisation (ex. existence de débouchés de commercialisation, implication des bénéficiaires, ...).
- *Ces contraintes se manifestent à des niveaux très élevés pour les projets de reconversion* qui visent à induire une transformation au niveau des systèmes actuels de production. Les principales contraintes qui caractérisent ce type de projets concernent principalement la *faible maîtrise des circuits de commercialisation* pour certains produits, la *faible implication des organisations professionnelles (OP) porteuses*,...

Les contraintes identifiées se manifestent également de manière différenciée selon les filières

- Pour les *filières végétales*, ce sont les filières d'olivier, d'amandier et d'arboriculture fruitière qui sont les plus concernées par les contraintes à niveau de criticité élevé à très élevé. Il est à préciser à juste titre, que ces filières sont caractérisées principalement par la composante plantation qui est la plus marquée par la problématique de pérennisation.
- S'agissant des *filières animales*, l'essentiel des contraintes identifiées sont à des niveaux de *criticité moyenne à faible*.

Référentiel des contraintes identifiées entravant ou pouvant entraver la pérennisation des projets Pilier II

Phase 1 Prospection

- Faible maîtrise des exigences des marchés cibles et des circuits de commercialisation ;
- Coordination limitée avec les acteurs à l'échelle territoriale (chambres d'agriculture, INDH,...) ;
- Faible disponibilité des ressources financières dédiées à la prospection et à la préparation des projets ;
- Faible implication du tissu des acteurs professionnels (agrégateurs, commerçants, unités existantes, ...) ;
- Faible synergie entre des OP porteuses de projets de la même filière ou de filières différentes à différentes échelles (périmètre, bassin de production, province, région...).

Phase 2 Conception

- Insuffisance des programmes (schémas directeurs) globaux pour le développement de certaines filières au niveau des terroirs concernés (localisation des unités de valorisation (UV), tissu des acteurs, programmes transverses) ;
- Faible préparation de la relève et transfert de savoir-faire après le départ en retraite des fonctionnaires relevant des structures concernées ;
- Faible prise en compte des problèmes du foncier (indivision/ absentéisme/ location).

Phase 3 Budgétisation

- Le processus du cadrage budgétaire annuel du Pilier II affecte l'arrivée à maturité des projets proposés ;

²¹¹ MAPMDREF, ADA, Assistance technique pour l'élaboration d'un plan de pérennisation des projets Pilier II du PMV :

- Phase 1 : Identification et qualification des contraintes entravant / pouvant entraver la pérennité des projets Pilier II, Version définitive, Juin 2019 ;
- Phase 2-Proposition des modèles de pérennisation par catégorie identifiée de projets, Version définitive, 12 Décembre 2019.

- Faible capacité d'exécution de certains sous ordonnateurs impliquant le glissement du reste à réaliser d'année en année ;
- Faible recours aux autres sources de financement et faible participation des bénéficiaires au financement des projets ;
- Faibles ressources financières pour l'accompagnement après achèvement.

Phase 4 Contractualisation

- Le dossier de l'OP ne précise pas la relation entre le bénéficiaire et l'OP (statut, liste des adhérents, règlement intérieur et engagements validés par les organes de gestion de l'OP) ;
- L'établissement des listes des bénéficiaires ne tient pas compte du lien entre les bénéficiaires avec le foncier ;
- Certaines clauses des conventions risquent d'engendrer une gestion juridique délicate (Foncier propriété privé et la mise en place de l'UV par l'Etat) ;
- Risque de manque de représentativité de l'ensemble des bénéficiaires au niveau de l'OP.

Phase 5 Exécution et suivi / évaluation

- Faible qualification et capacité de certaines entreprises notamment de plantation et d'assistance technique ;
- Prédominance du mode « clé en main » dans la mise en œuvre des projets (Plantation, UV) ;
- Difficultés de sauvegarder certaines plantations cédées ;
- Désistement de certains bénéficiaires et limite du caractère bénévole de certaines OP ;
- Faible implication de certaines OP dans le suivi des travaux ;
- Changement des organes de gestion pour certaines OP qui risque d'affecter la bonne exécution et la durabilité des projets ;
- Insuffisance des ressources humaines de l'Administration pour le suivi des travaux.

Phase 6 Accompagnement des projets après achèvement

- Faibles capacités techniques managériales et financières des OPA/agriculteurs pour assurer l'entretien/fonctionnement des investissements et la prise en charge de certaines UV ;
- Faible engagement des bénéficiaires en matière de livraison de la production pour certaines UV et prédominance de la prestation de service au détriment de la valorisation ;
- Changement fréquent dans le mode de gestion de certains projets (gestion collective, gestion individuelle) ;
- Manque de procédure claire relative à l'activité d'accompagnement après achèvement du projet et de critères prédéfinis pour la clôture de cette activité ;
- Insuffisance en matière de gestion de la mémoire du projet (Data Room projet).

Annexe 12 : Politiques de l'emploi des jeunes

Le lien entre emploi et constitution des classes sociales est significatif. En effet, l'emploi permet de générer un revenu et dans l'idéal une ascension sociale vers les classes supérieures. De ce fait, pour consolider les classes moyennes, voire pour assurer l'ascension des classes pauvres aux classes moyennes, les politiques publiques devraient leur permettre de disposer d'un emploi et d'un revenu décents. Le rapport du HCP et de la BM met en avant le fait que « *la réduction des charges familiales, l'accroissement du capital scolaire, la création d'emplois et l'amélioration de l'insertion économique des personnes qualifiées offrent des opportunités effectives aux ménages et soutiennent leurs chances de sortir de la pauvreté* »²¹².

Pourtant, le **faible niveau de création d'emplois** devient une entrave à l'ascension sociale vers ou pour les classes moyennes. Notamment parce que la population en âge de travailler augmente de manière significative (la tranche des 15-59 ans passera de 21,1 millions personnes en 2014 à 24,7 millions en 2030, soit près de 225 000 personnes supplémentaires en moyenne par an d'ici 2030²¹³).

En 2019, la population en âge d'activité (15 ans et plus) a atteint 26 359 000 de personnes, dont 12 082 000 sont des actifs (10 975 000 pourvues d'un emploi et 1 107 000 en situation de chômage). Le taux d'activité a atteint 45,8% (42,3% en milieu urbain et 52,2% en milieu rural, 71% parmi les hommes et 21,5% parmi les femmes). Sur les 10.975.000 actifs occupés, 42,8% sont des ruraux et 22,7% sont de sexe féminin. Les jeunes âgés de 15 à 34 ans constituent 36,7% du volume total de l'emploi, 10,2% pour les 15-24 ans et 26,5% pour les 25-34 ans²¹⁴. Alors qu'**une partie importante de la population en âge de travailler n'est pas intégrée dans le marché du travail** (14 277 000 de personnes).

La **politique de l'emploi durant les 20 dernières années** s'est centrée sur **deux leviers** qui, en dehors des opérations de recrutements des diplômés chômeurs protestataires dans la fonction publique, portent sur l'emploi privé formel :

- *L'amélioration de l'employabilité* des jeunes pour accéder à un premier emploi et le renforcement de la *formation qualifiante* à travers des programmes spécifiques comme *Idmaj* (contrat d'insertion, contrat d'intégration professionnelle et prise en charge de la couverture sociale) et *Taehil* (formation qualifiante de reconversion, formation contractualisée pour l'emploi et dispositif d'appui aux secteurs émergents).
- *La promotion de l'auto-emploi et de l'entrepreneuriat* à travers des programmes comme *Crédits Jeunes Promoteurs*, *Moukawalati*, la *création du statut d'auto-entrepreneur*²¹⁵ et récemment la *création de centres territoriaux d'appui à l'entrepreneuriat*.

Il paraît donc clairement qu'en dehors des programmes sectoriels (tels ceux de l'industrie, du tourisme, de l'agriculture), la politique générale de l'emploi s'oriente fortement vers l'employabilité des jeunes en ciblant leur insertion, leur formation qualifiante et leur engagement dans l'entrepreneuriat. **Il n'existe pas de politique publique de l'emploi qui fait un lien direct avec l'émergence ou la consolidation de la classe moyenne.** Toutefois, le lien, rappelé par le Discours Royal autour de la classe moyenne²¹⁶, devra fondamentalement porter sur les conditions de vie, de revenu et d'employabilité des jeunes. Le parti pris serait de renforcer l'ascension des jeunes pour en faire la pierre angulaire de l'alimentation des classes moyennes en vue de leur élargissement.

La structure démographique marocaine et sa projection à l'horizon 2030 laisse entrevoir une forte pression en termes de création d'emplois. La population en âge de travailler et le nombre de jeunes en particulier, appellent le déploiement urgent de politiques publiques pour y faire face.

²¹² HCP et BM, Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire, 2001-2014, Novembre 2017.

²¹³ HCP-Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques (CERED), Projections de la population et des ménages 2014-2050, Mai 2017.

²¹⁴ HCP, Note d'information sur les principales caractéristiques de la population active occupée en 2019.

²¹⁵ Statut simplifié, institué par la Loi 114.13 publiée au Bulletin officiel N° 6344 du 28 jourmada I 1436 (19 mars 2015), Page 1036, qui permet à toute personne physique de créer sa propre micro entreprise.

²¹⁶ Discours Royal à l'ouverture de la session parlementaire d'octobre 2018 et le Discours du Trône de 2008.

Le chômage et l'inactivité des jeunes restent élevés au Maroc. Selon les données du HCP, le Royaume comptait 1 107 000 de chômeurs en 2019, avec un **taux de chômage de 24,9% chez les jeunes de 15-24 ans**. Parmi les jeunes chômeurs de 15 à 34 ans, 71,1% sont en situation de chômage depuis une année ou plus²¹⁷. Ce chômage des jeunes « *n'est pas un phénomène récent, mais il a tendance à devenir structurel avec la déperdition scolaire et la faible diversification du tissu productif national* ». **Dans les espaces ruraux, l'économie reste fortement dépendante de l'activité agricole** : près de 7 actifs occupés sur 10 (69,4%) en milieu rural, exercent dans le secteur de l'agriculture, forêt et pêche. Mais à elle **à elle seule, cette activité ne pourrait absorber le flux de chômage**.²¹⁸

Dans les années 1990, face aux difficultés qu'éprouvaient les jeunes à entrer sur le marché du travail, l'employabilité des jeunes avait été considérée comme un véritable problème. Des dispositifs ont été conçus et mis en œuvre pour faciliter leur intégration dans le marché du travail et améliorer leur employabilité : Les Programmes Actifs de l'emploi notamment.

Le programme Taehil vise à améliorer l'employabilité des demandeurs d'emploi, en leur permettant d'acquérir des compétences professionnelles pour occuper des postes d'emploi dûment identifiés ou potentiels dans des entreprises du secteur privé ou dans des ONG et coopératives. Il est organisé en trois types de formation : Formation Contractualisée pour l'Emploi (FCE) ou à la carte ; Formation Qualifiante ou de Reconversion (FQR) ; Formation d'appui aux Secteurs Emergents (FSE).

Depuis leur démarrage fin décembre 2007, les actions de formation du programme TAEHIL ont bénéficié à plus de 105 000 chercheurs d'emplois, soit une moyenne de plus de 17 000 bénéficiaires par an depuis 2009 : 58% pour les formations dans les secteurs émergents, 22% pour les formations contractualisées pour l'emploi (formations à la carte) et 17% pour les formations qualifiantes et de reconversion.

Les bénéficiaires sont à 68% des femmes, 47% des diplômés du premier et du deuxième cycle de l'enseignement supérieur, avec une concentration des actions de formation (75%) dans le secteur de l'enseignement privé (tels que Akadimyate Attadriss, 42%) et des centres d'appel (Call Academie, 33%) et une localisation dans l'axe Casablanca (25%), Marrakech (16%) et Rabat (10%)²¹⁹.

Ce programme a rencontré **plusieurs difficultés**, notamment la **non-couverture de l'ensemble du territoire national par les opérateurs de formation** dispensant les filières demandées avec la qualité requise, la **mobilité des chercheurs d'emploi** (difficultés de poursuite des formations), l'**insertion des bénéficiaires** dans des entreprises situées loin de leur résidence, le **manque d'opérateurs de formation pour répondre aux besoins des secteurs émergents**, la **nécessité de recourir** dans certaines situations aux **opérateurs étrangers de formation**,²²⁰

Le programme Idmaj s'adresse aux **chercheurs d'emploi titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur, du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent ou d'un diplôme de formation professionnelle**. Il vise à **favoriser l'insertion** sous contrat et la prise en charge de la couverture sociale **en réduisant les charges salariales et patronales pour les entreprises**.

À la fin de 2013, le nombre total des chercheurs d'emploi insérés atteignait près de 400 000 diplômés, soit une moyenne de 50 000 insertions par an²²¹. En 2019, l'ANAPEC a annoncé 108 800 insertions dans le bilan communiqué par son Conseil d'Administration en juillet 2020.

En revanche, de **grandes disparités sont relevées selon le diplôme**²²² : près de la moitié des personnes insérées sont des diplômés de la formation professionnelle, 22% diplômés de l'enseignement supérieur et 18% des bacheliers. Le secteur des services se positionne depuis 2010 au premier rang en termes de recours au programme Idmaj (43% de l'ensemble des insertions), suivi de l'industrie (33%).

²¹⁷ HCP, Note sur la situation de la population active en chômage en 2019.

²¹⁸ HCP, Note d'information sur les principales caractéristiques de la population active occupée en 2019.

²¹⁹ Fondation européenne pour la formation (FEF), Les politiques de l'emploi et les programmes actifs du marché du travail au Maroc, Aomar Ibourk, 2015.

²²⁰ Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales, Termes de référence de l'étude d'évaluation du programme Taehil, 2014.

²²¹ Ministère de l'emploi, Note synthétique de politique. Investir dans l'emploi des jeunes au Maroc pour faire face au chômage et à la précarité, 2014.

²²² FEF, op. cit.

De **fortes disparités territoriales** sont également mises en évidence, trois régions²²³ captant plus de la moitié des insertions : le grand Casablanca (23%), Rabat-Salé-Zemmour-Zaër (16%) et Tanger-Tétouan (13%). Les réalisations des deux mesures mises en œuvre fin 2011 sont en-deçà des objectifs arrêtés à titre indicatif et servant de base aux prévisions budgétaires : à peine 1 173 protocoles de prise en charge sociale ont été signés et le nombre de bénéficiaires du programme « Contrats d'intégration professionnelle » n'a pas dépassé 207²²⁴.

Concernant **le programme Moukawalati**, il s'agit d'un **dispositif varié d'aides à la création des petites entreprises par les jeunes diplômés**. En dépit des innovations introduites dans ce programme, les résultats sont loin d'être satisfaisants. Entre 2007 et 2013, il n'a permis la création que de 5 473 entreprises contre les 30 000 prévues, soit un **taux de réalisation d'à peine 18%**.

Les facteurs explicatifs de cet échec se résument en trois contraintes : la **complexité et la lourdeur administratives et juridiques** ; les **difficultés d'accès au financement** notamment bancaire ; le **manque et l'insuffisance des compétences entrepreneuriales et managériales des jeunes**.

Malgré leur ambition, **ces programmes n'ont pas produit les résultats attendus ; l'emploi des jeunes ne s'étant pas amélioré. Surtout pour les jeunes fortement touchés par le chômage ; en l'occurrence les jeunes en rupture de scolarité et les chômeurs de longue durée**.

La **qualité des emplois créés constitue l'une des faiblesses attribuées à ces programmes**. Les **programmes centrés** sur l'insertion par l'emploi réglementaire (Programmes **Idmaj et Taehil**) avaient été conçus pour la catégorie des **jeunes titulaires au minimum du baccalauréat et aux lauréats de la formation professionnelle**. Les jeunes ayant bénéficié du programme **Moukawalati** ont un **déficit de culture managériale**, mais **ne bénéficient pas d'une assistante et d'un suivi post-démarrage** et éprouvent des **difficultés d'accès au financement**.

Le statut d'auto-entrepreneur a été créé en 2015, en vertu de la loi 114.13, afin d'encourager la **formalisation des auto-entrepreneurs individuels et de faciliter leur accès au marché et à la protection sociale**. L'auto-entrepreneur est toute personne physique qui exerce à titre individuel et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 500 000 DH pour les activités commerciales, industrielles et artisanales, et 200 000 DH pour les prestations de services.

Une variété d'acteurs associatifs et opérateurs privés agissent à différents stades (sensibilisation, information, appui pré-crédation, accompagnement post-crédation) pour promouvoir et développer l'entrepreneuriat auprès de différentes cibles. Fin 2019, il y aurait près de 93 000 inscrits au registre national de l'auto-entrepreneur (dont 54% sont des jeunes de 15 à 34 ans) : 44% exercent dans le commerce, 32% dans les services, 18% dans l'industrie et 6% dans l'artisanat²²⁵.

Les orientations actuellement engagées par le Maroc en matière de politiques publiques pour l'emploi entendent dépasser les approches qui ont prévalu jusque-là, centrées principalement sur la question d'insertion des diplômés et l'emploi privé formel, pour cibler l'ensemble des actifs, particulièrement les jeunes défavorisés à faible niveau d'instruction, les jeunes dans le milieu rural, les jeunes filles ainsi que leurs conditions sociales.

Au stade actuel de leur élaboration, **les nouvelles stratégies affichent des objectifs et des résultats ambitieux. Reste le défi de la mise en œuvre effective**.

- La **Stratégie Nationale intégrée de la Jeunesse 2015-2030** – impliquant l'ensemble des secteurs du gouvernement et visant à assurer une convergence de l'action envers les jeunes dans tous les domaines (éducation, emploi, logement, santé, culture, etc.) – met l'accent sur **l'inclusion économique et sociale de tous les jeunes et particulièrement des groupes de jeunes défavorisés**. Sauf qu'elle n'a jamais été validée officiellement.
- La **Stratégie ministérielle pour la jeunesse** – sectorielle cette fois-ci – prend appui sur les attentes et les aspirations de la jeunesse marocaine dégagées lors du diagnostic participatif réalisé lors des Premières

²²³ Selon le précédent découpage territorial du pays.

²²⁴ FEF, op. cit.

²²⁵ Ces chiffres puisés du site officiel dédié à l'entrepreneur, ne mentionnent ni la part du rural, ni celle de l'activité agricole.

Assises de la Jeunesse de 2011. Elle a pour objectif d'**accompagner les jeunes et favoriser leur intégration sociale et économique** dans la société, tout en leur redonnant confiance dans les institutions. En parallèle, le Ministère de la Jeunesse et des Sports, avec les départements ministériels de l'Intérieur via l'INDH et les collectivités territoriales, travaille à la conception d'une nouvelle politique publique intégrée de la Jeunesse.

- Le **Programme exécutif du plan national de promotion de l'emploi 2017-2021** prévoit le renforcement des prestations et des programmes de formation et d'auto emploi destinés à la population rurale.

Le Plan national de promotion de l'emploi (2017–2021) adopté par le Gouvernement en 2018, ambitionne, dans le cadre de la 3^{ème} Orientation stratégique, l'élaboration d'une vision pour l'entrepreneuriat basée sur la mise en place d'écosystèmes régionaux mobilisant les acteurs concernés ; vision confortée par :

- La loi érigeant les CRI en établissements publics avec le regroupement de tous les comités régionaux en relation avec l'appui à l'investissement en un seul comité ;
- Le relèvement du plafond du microcrédit à 150 000 DH ;
- Le lancement de la 3^{ème} édition de l'INDH avec un focus sur l'auto-emploi ;
- L'adoption par le Conseil du Gouvernement du projet de loi relatif au financement participatif « Crowdfunding » qui a pour objet de définir le cadre juridique de l'exercice, par les sociétés de financement collaboratif (SFC), des différentes formes de financement collaboratif.

Dans le cadre de l'**INDH**, c'est principalement dans la **Phase III** (2019-2024) qu'un **programme spécifique est dédié à l'insertion économique et sociale des jeunes**²²⁶. Cela concerne l'**aide à l'insertion économique par l'emploi, l'auto-emploi ou l'entrepreneuriat**, avec l'apport d'une nouvelle série de programmes de formation, d'accompagnement et d'insertion par l'emploi, **indépendamment de la position socioéconomique du jeune bénéficiaire**.

Du côté du Ministère de l'emploi, l'Agence Nationale de Promotion des Emplois et des Compétences (ANAPEC) demeure un acteur central dans l'insertion des jeunes, alors que l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPT) est le fer de lance de la formation professionnelle.

En 2019, ce ministère a lancé, en collaboration avec le CRI de la Région de Marrakech-Safi et avec un financement de la Banque Mondiale, un **programme pilote d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes (18-35 ans) aussi bien urbains que ruraux**, à travers la mise en place d'un **réseau de centres d'appui à l'entrepreneuriat et au développement économique local** (CAEDEL) au niveau de la Préfecture de Marrakech et toutes les provinces de la Région. Le CRI supervisera ces centres, qui seront gérés par des prestataires privés.

Un accompagnement pré et post création sera fourni aux porteurs de projets par les prestataires de services dans le cadre de l'INDH et sous la supervision des Divisions de l'Action Sociale (DAS) des différents départements et provinces.

Ce programme, qui est appelé à être déployé dans les autres régions du pays, est en cours de diagnostic et de formulation d'un manuel de procédures adapté à chaque province de la région.

Du côté de la **coopération allemande**, on notera le financement d'un **projet dédié spécifiquement aux jeunes ruraux**. Sa première phase, mise en œuvre au niveau de trois provinces de la Région de Fès-Meknès, est en cours d'évaluation externe²²⁷. La deuxième phase concernera la Région de Béni Mellal-Khénifra.

Ce projet a pour **objectif l'amélioration de la situation de l'emploi des jeunes ruraux** âgés de 15 à 35 ans déshérités, sans-emplois ou en situation de sous-emploi. Il ambitionne d'**améliorer l'employabilité** d'au moins 1 000 d'entre eux et la situation de l'emploi d'au moins 500 autres (en leur permettant de trouver un emploi et/ou d'augmenter leurs revenus), dont au moins 40% de jeunes femmes.

²²⁶ Programme 3, doté de 4 milliards de dirhams sur les 18 milliards de dirhams prévus (soit 22,2%) pour cette phase.

²²⁷ Durant la première phase du projet, de 2015 à 2017, environ 2 500 jeunes femmes et hommes de 15 à 35 ans ont bénéficié de ses prestations et 47 % des jeunes accompagnés ont trouvé un emploi ou ont pu accroître leurs revenus. (Cf. <https://www.giz.de/en/worldwide/33958.html>).

Il consiste à la mise en place de structures de proximité en vue de la promotion de l'emploi des jeunes ruraux. Ces structures sont **localisées dans les douars cibles**, hébergées dans des associations locales et emploient des jeunes sur place qui doivent faire l'interface entre les institutions du projet, notamment l'ANAPEC, et les jeunes désireux d'être accompagnés.

Deux grandes contraintes sont à relever dans l'expérience de la première phase de ce projet : dès qu'il y a un problème dans la gouvernance des ONG locales qui hébergent les structures, il se répercute sur l'avancement du projet ; les animateurs ont été recrutés sur la base d'un contrat d'auto-entrepreneur, ce qui ne fait pas d'eux des salariés de l'ANAPEC. Mais en tant qu'auto-entrepreneurs, ils peuvent réaliser d'autres activités professionnelles en dehors du contrat d'animation, alors que le projet devrait employer des salariés à plein temps.

Enfin, depuis 2011, plusieurs programmes ont été conçus spécifiquement autour de la question de l'insertion économique et sociale des jeunes. Des actions ciblées ont porté sur les compétences générales des jeunes et leurs savoir-être (« soft skills » et « life skills »), notamment par l'Office Chérifien des Phosphates (OCP) dans les territoires miniers à travers les OCP skills, mais de façon généralisée par plusieurs bailleurs de fonds. Du côté de l'OCP, des centres ont été mis en place dans les cités minières pour **accompagner des jeunes, qu'ils soient urbains ou ruraux**. Toutefois, un décalage dans la perception de ces centres s'est manifesté entre les jeunes, désireux d'être employés par l'OCP, alors que ce n'était l'objectif de celui-ci.

Politiques de l'emploi destinées aux jeunes ruraux

Le programme Intelaka a été lancé lors du Discours Royal du vendredi 11 octobre 2019²²⁸, évoquant la question du financement de l'économie marocaine, et plus particulièrement le rôle que doit jouer le secteur bancaire dans la stratégie de développement du pays. Les banques devraient se mettre au niveau des défis économiques et sociaux en déployant plus de financement, plus d'accompagnement, plus de soutien, notamment en direction des populations les moins intégrées économiquement, les diplômés, les jeunes, les très petites entreprises, les ruraux, les auto-entrepreneurs,...Il s'agit de soutenir annuellement et financièrement 13 500 Très Petites et Moyennes Entreprises (TPME), avec l'objectif de créer de 27 000 emplois par an.

Ce programme s'articule autour de **trois offres**, celle de *Damane Intelaka*, celle de *Strat-TPE* et celle de ***Damane Intelak Al Mousstatmir Al Qaraoui spécialement dédié aux espaces ruraux***. Il cible les Très Petites et Moyennes Entreprises (TPE), les petites entreprises, les jeunes porteurs de projets, les jeunes entreprises innovantes, les auto-entrepreneurs, les petites exploitations agricoles et les projets bâtis sur l'opération de melkisation des terres collectives et les petites entreprises exportatrices. Le crédit devant financer soit l'investissement, soit la trésorerie ; le taux d'intérêt étant fixé à 1,75% hors taxe, soit 1,925% TTC, les frais de dossier et commission de garantie sont gratuits.

La stratégie « Génération Green », lancée par Sa Majesté en février 2020, devra structurer l'action du Ministère de l'agriculture pendant les dix prochaines années. Elle vise l'élargissement de la classe moyenne agricole moyennant l'appui aux jeunes ruraux en favorisant leur accès au foncier collectif. Cette stratégie cible la formation de 150 000 jeunes ainsi que l'installation de 180 000 nouveaux jeunes exploitants. Le package proposé par le Ministère devrait faire bénéficier les jeunes d'un appui technique pour la création de coopératives, de bénéficier de subventions spécifiques et du programme Intelaka afin de financer des projets individuels.

²²⁸ Discours prononcé devant les membres des deux Chambres du Parlement à l'occasion de l'ouverture de la 1^{ère} session de la 4^{ème} année législative de la 10^{ème} législature.

Principaux bailleurs de fonds intervenant dans le domaine de l'appui à l'entrepreneuriat des jeunes

Projet	Période	Territoire	Contenu sommaire	Public cible	Bailleur	Financement	Partenaires
CAEDEL	2020-2024	Région de Marrakech-Safi : la Préfectures et les 7 provinces	Mise en place des CAEDEL (Centres d'appui à l'entrepreneuriat et au développement économique local).	Jeunes urbains et ruraux (18-35 ans)	Banque Mondiale	50 Millions USD	Ministère du Travail, CRI Marrakech-Safi.
Programme d'insertion économique des jeunes	2020-2023	Régions Rabat-Salé-Kénitra, Tanger-Tétouan-Al Hoceima et Souss-Massa	Amélioration de l'accès des jeunes à l'emploi et à stimulation de l'entrepreneuriat.	Elèves, étudiants, chômeurs	Agence Française de Développement (AFD)	150 Millions d'Euros de l'AFD + 14,6 de l'Union européenne	Ministère du Travail.
Promotion de l'emploi des jeunes 1	2015-2017	Provinces de la Région de Fès-Meknès (3) et de la région Béni Mellal-Khénifra (2).	Promotion de l'emploi des jeunes (PEJ) : démarche de proximité unité mobile avec un accompagnement long terme dans emploi et auto-emploi (sans financement post-crédation) + travail sur l'orientation et le secteur privé.	Jeunes ruraux	GIZ (Agence de coopération allemande)	6 Millions d'Euros	ANAPEC, CGEM, Ministère du Travail, INDH, CRI ; ONG ; Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime ; Provinces de Séfrou, Taza et Taounate ; Institut de Technologie Hôtelière et Touristique Fès Atlas ; Agence Nationale des Plantes Médicinales et Aromatiques ; Fédération Régionale de l'Artisanat de Service de la Région Fès-Meknès.
Promotion de l'emploi des jeunes 2		Provinces de la région Béni Mellal-Khénifra (2).		Jeunes ruraux	GIZ (Agence de coopération allemande)		Les mêmes
Souk At-Tanmia (SAT)	2019 - 2021	Régions de Guelmim-Oued Noun, Tanger-Tétouan-Al Hoceima et Drâa-Tafilalet.	Appui à l'entrepreneuriat sans condition de diplôme. SAT combine ainsi accès au financement et accompagnement technique des projets sélectionnés.	Les jeunes Les femmes Les personnes en situation d'handicap Les zones géographiques les plus éloignées Les TPE à fort potentiel	Banque Africaine de Développement (BAD)	Chaque projet sélectionné (objectif 250) bénéficiera de 30% plafonné à 50 000 Euros	Ministère de l'Economie et des Finances du Maroc et la coopération danoise (DANIDA)
Projet	Période	Territoire	Contenu sommaire	Public cible	Bailleur	Financement	Partenaires
Programme emploi FBR (Financement Basé sur les Résultats)		National.	Faciliter et améliorer l'insertion et le maintien des jeunes en difficulté et des femmes sur le marché du travail en payant au résultat. des intermédiaires chargés de favoriser l'insertion par l'emploi.	Les non-diplômés, ni en emploi formel ni en formation depuis au moins de six mois et âgées de 18-35 ans ;	Millennium Challenge Corporation (MCC)	10 Millions USD	Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle, l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences

				(ii) Les diplômés de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle, n'étant ni en emploi formel ni en formation depuis au moins douze mois, âgées de 18-35 ans.			(ANAPEC) et le Ministère de l'Economie et des Finances.
FORCAP Projet d'assistance technique d'appui de l'union européenne à la Formation Professionnelle		National (à travers l'appui au Département de la formation professionnelle).	Appui à la réforme du dispositif de formation professionnelle. dans son ambition de renforcer le capital humain pour une croissance durable inclusive et participative, avec une attention particulière pour les populations exclues de toute formation et de toute qualification.		Union européenne	60 Millions d'Euros	Département de la formation professionnelle.

Les différentes catégories ciblées par les dispositifs d'appui à la jeunesse

Population cible	Description des dispositifs	Acteurs
Jeunes décrocheurs de moins de 18 ans	Scolarisation et formation à travers le dispositif des écoles de deuxième chance	Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Jeunes en rupture de scolarité (15-25 ans)	Formation professionnelle par alternance dans les Centres de Formation Adaptés	Artisanat Agriculture Tourisme Entraide Nationale OFPPT ONG
Femmes issues de couches sociales démunies	Formation qualifiante pour l'insertion dans les centres de formation professionnelle et les foyers féminins.	Entraide Nationale ONG opérateur des centres
Jeunes ruraux de 15 à 20 ans ayant arrêté scolarité au collège	Formation par alternance	Partenariat entre : Département Formation professionnelle, Ministère de l'Agriculture Union Nationale des Maisons Familiales Rurales.
Personnes de + de 18 ans	Activités génératrices de revenus	INDH Agriculture Artisanat Entraide Nationale
Jeunes chômeurs diplômés (niveau BAC ou niveau technicien)	Insertion par l'emploi réglementaire	ANAPEC (Programmes Idmaj et Taehil)
Jeunes chômeurs	Insertion par l'emploi réglementaire par de l'intermédiation	Millennium Challenge Account ONG
Jeunes chômeurs	Insertion par l'auto-emploi ou entrepreneuriat	ONG Bailleurs internationaux Agences étatiques

Références bibliographiques

- Abbad T., Accumulation du capital et gains de productivité au Maroc, OCP Policy Center, 2017.
- Abdellaoui El-H., Kadiri Z, Kuper M, Quarouch H., Composer avec l'Etat : voies d'engagement des jeunes diplômés dans l'agriculture au Maroc. Cah Agric 24 : 356-362. doi : 10.1684/agr.2015.0792
- Abis-Vivescia S., Un monde agricole en mutation. Interview in Revue Internationale et Stratégique du 8 février 2019, éditée par l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS). file:///C:/Users/DELL/Desktop/Etude%20IRES/Un%20monde%20agricole%20en%20mutation%20_%20IRIS_2019.html
- Agence Française de Développement, Note de communication publique d'opérations, Cinquième tranche du Programme d'Electrification Rurale Global 2009-2011 (PERG 5).
- Agence Française de Développement et Banque Mondiale, Forum pour le développement de l'Afrique, L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne, 2014.
- Agence Française de Développement, Evaluation rétrospective des interventions de l'AFD dans le secteur de l'irrigation, Synthèse, In ExPost, Evaluation de l'AFD, Décembre 2018, N°18.
- Agence Française de Développement, Evaluation rétrospective des interventions de l'AFD dans le secteur de l'irrigation. Synthèse de l'évaluation, Janvier 2020.
- Agence Française de Développement, Note de communication publique d'opération (NCO), Programme d'Appui au Pilier II du Plan Maroc Vert. file:///C:/Users/DELL/Downloads/CMA1139%20(2).pdf
- Agence Nationale de Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganeraie, « Evaluation à mi-parcours de la Stratégie de Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganeraie », Rapport de la Phase II, Version finale, Mai 2019.
- Agence Nationale pour le Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier, Définition d'une vision stratégique 2020 et d'un programme de développement des zones Oasiennes et de l'Arganier Mission II : Formulation de la vision stratégique à l'horizon 2020, Juin 2012.
- Agence Nationale pour le Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier, Définition d'une vision stratégique 2020 et d'un programme de développement des zones Oasiennes et de l'Arganier, Mission II : Formulation de la vision stratégique à horizon 2020, Juin 2012.
- Akesbi N., Les exploitations agricoles au Maroc: diagnostic à la lumière du Recensement Général Agricole, In *MEDIT W 4/2001*.
- Algana Y., Malgouyresb C. et Senikc C., Territoires, bien-être et politiques publiques. In Les notes du Conseil d'analyse économique, n° 55, Janvier 2020.
- Ambassade de France en Turquie - Service Economique Régional, Pauvreté monétaire et répartition des revenus en Turquie, Août 2018.
- Ameur M. et Naciri M., L'urbanisation clandestine au Maroc : un champ d'action pour les classes moyennes. In: Tiers-Monde, tome 26, n°101, 1985. Classe moyenne : La montée et la crise. pp. 79-92 ; doi : <https://doi.org/10.3406/tiers.1985.3462>. https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1985_num_26_101_3462
- Amichi H, Kadiri Z, Bouarfa S, Kuper M, 2015. Une génération en quête d'opportunités et de reconnaissance : les jeunes ruraux et leurs trajectoires innovantes dans l'agriculture irriguée au Maghreb. Cah Agric 24 : 323-329. doi : 10.1684/agr.2015.0791
- Anthony H. F. Li, « Le e-commerce et les villages Taobao », Perspectives chinoises [En ligne], 2017/3 | 2017, mis en ligne le 15 septembre 2017. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7859>
- APP, MAPM, MCC, Contrat N°APP/2012/PP10/QCBS/ME-16-Lot 1: Evaluation finale des projets du Compact MCA-Maroc, Lot 1- Evaluation finale du Projet Arboriculture Fruitière (PAF), Rapport final, 2014.
- Aubron C., Lehoux H. et Lucas C., Pauvreté et inégalités en Inde rurale. Réflexion à partir de deux diagnostics agraires dans l'Etat du Gujarat, in EchoGéo 32|2015 avril 2015/juin 2015. <http://journals.openedition.org/echogeo/14226> ; DOI : 10.4000/echogeo.14226
- Banerjee A-V., Duflo E. and Jameel L., What is Middle Class about the Middle Classes around the World? In J Econ Perspect. 2008 ; 22(2): 3-28. doi:10.1257/jep.22.2.3.
- Banerjee A-V., Newman A. F. Occupational choice and the process of development, Journal of Political Economy, 101(2), 274-298, 1993. Cité par Clément M. et Rougier E., 2015.
- Bank Al Maghrib, Groupe de réflexion « Emploi-Croissance », Système financier marocain. Positionnement et Recommandations, Septembre 2018.
- Bank Al-Maghrib, Document de travail. Salaire minimum au Maroc : faits stylisés et impacts économiques. Achour Aya et Chafik Omar, Décembre 2019.
- Bank Al-Maghrib, Plan stratégique 2019-2023.
- Banque Africaine de Développement et Fonds de Développement Agricole, Evaluation conjointe du secteur de l'agriculture et du développement rural en Afrique. Document d'orientation Département de l'Evaluation des Operations, 27 octobre 2006.
- Banque Africaine de Développement, Appui au Plan Maroc Vert, Rapport d'évaluation, Juin 2012.
- Banque Africaine de Développement, Gouvernment du Royaume du Maroc et Millennium Challenge Corporation-Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, Diagnostic de Croissance du Maroc : Analyse des contraintes à une croissance large et inclusive, 2015.
- Banque Africaine de Développement, Organisation de Coopération et de Développement Economique et Programme des Nations Unies pour le Développement, Perspectives économiques en Afrique 2016-Villes durables et transformation structurelle. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2016-fr>
- Banque Africaine de Développement, Programme : Appui au Plan Maroc Vert, Rapport d'évaluation, Juin 2012.
- Banque Africaine de Développement, Programme d'Appui au Plan Maroc Vert-Deuxième Phase (PAPMV-2), Rapport d'évaluation, Septembre 2015.

Banque Africaine de Développement, Programme National des Routes Rurales, Rapport d'Évaluation, Mai 2007.

Banque Mondiale, Cadre de partenariat-pays pour le Royaume du Maroc pour la période 2019-2024, Janvier 2019.

Banque Mondiale, Ciblage et protection sociale. Note d'orientation stratégique, 2011.

Banque Mondiale, Département Développement Rural, Eau, Environnement et Social, Bureau régional Moyen-Orient et Afrique du Nord, Document d'évaluation du Projet de Développement Rural Intégré de Mise en Valeur des zones « Bour », 15 mai 2003.

Banque Mondiale, Département du Développement Durable, Région Moyen Orient et Afrique du Nord, Rapport d'achèvement d'exécution et de résultats pour un Projet de Développement Rural Intégré centré sur la Petite et Moyenne Hydraulique (DRI-PMH) en appui à la Première Phase du Programme de Développement Rural Intégré centré sur la Petite et Moyenne Hydraulique, 22 Juin 2009.

Banque mondiale, Département Maghreb, Région Moyen Orient et Afrique, Rapport d'achèvement et de résultats pour un Projet d'appui à l'Initiative Nationale pour Le Développement Humain, 31 janvier 2012.

Banque Mondiale, Document d'évaluation de programme, Programme pour les résultats de renforcement des chaînes de valeur agroalimentaires, 29 novembre 2017.

Banque mondiale, La performance économique des systèmes de production agricole. Productivité agricole. In Harvesting Productivity: Technology and Productivity Growth in Agriculture, Novembre 2019. <http://veilleagri.hautetfort.com/archive/2019/10/15/la-banque-mondiale-livre-un-diagnostic-et-des-recommandation-6183154.html>

Banque mondiale, Le Maroc à l'horizon 2040 : capital immatériel et les voies de l'émergence économique, Rapport final, 2016.

Banque mondiale, Le Maroc à l'horizon 2040 : Investir dans le capital immatériel pour accélérer l'émergence économique, 2018.

Banque mondiale, Mémoire Economique : Vers une augmentation de la croissance et de l'emploi. Volume I : Rapport, 15 Septembre 1995.

Banque mondiale, Projet d'appui à l'INDH, Rapport d'achèvement et de résultats, 31 janvier 2012.

Banque mondiale, Projet de Modernisation de la Grande Irrigation (PMGI), AIDE MEMOIRE de la Mission de Revue à Mi-parcours du 4 au 15 Mars 2019.

Banque mondiale, Promouvoir la croissance et l'emploi au Royaume du Maroc, Août 2006.

Banque mondiale, Rapport de suivi de la situation économique du Maroc, Octobre 2019.

Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2008.

Bassou A., Mobilité interne et migration-Etat des lieux et impacts socio-sécuritaires. OCP Policy center, Policy Paper, Octobre 2016.

Basty-Hamimi F., Une classe moyenne au Maroc ? Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient | « Les Cahiers de l'Orient » 2011/2 N° 102 | pages 31 à 42. <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2011-2-page-31.htm>

Belhouari S., Secteur de l'eau au Maroc : Pourquoi faut-il miser sur une gouvernance juste et durable ? Mai 2019.

Belhouari S., Secteur de l'eau au Maroc : Pourquoi faut-il miser sur une gouvernance juste et durable ?, Mai 2019.

Benabed A., Dugué P. et Abdellaoui E-H, Les exploitations familiales peuvent-elles faire face à l'urbanisation ? Cas de la commune urbaine de Sebba-Ayoune dans la plaine du Saïs (Maroc), 2014. In Alternatives Rurales (1). www.alternatives-rurales.org- Mars 2014.

Benmokhtar A., Directeur des Etudes / Centre d'Etudes et Recherches du Groupe Crédit Agricole du Maroc, Le système de financement agricole et rural au Maroc. Présentation au Workshop organisé par la Banque Africaine de Développement à Nairobi les 12-13 Juillet 2016.

Berriet-Sollic M. et Trouvé A., « Développement des territoires de projet. Quels enjeux pour les politiques rurales ? », Economie rurale [En ligne], 335 | mai-juin 2013, mis en ligne le 15 mai 2015. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3959> ; DOI : 10.4000/economierurale.3959

Berrou J.-P., Clément M., Combarnous F., Darbon D., Faure Y.-A. et Rougier E., « L'essor des classes moyennes dans les pays en développement et émergents : une étude comparative des enjeux d'identification, de caractérisation et de politiques publiques. Brésil, Côte d'Ivoire, Turquie, Vietnam », Papiers de recherche AFD, n° 2019-89, Janvier.

Berthelie P., Lipchitz A., Quel rôle joue l'agriculture dans la croissance et le développement ?. In: Tiers-Monde, tome 46, n°183, 2005. Paysans : modes de survie. pp. 603-624; doi : <https://doi.org/10.3406/tiers.2005.5595>. https://www.persee.fr/doc/tiers_1293-8882_2005_num_46_183_5595

Bessaoud O. et Montaigne E., Quelles réponses au mal-développement agricole ? Analyse des politiques agricoles et rurales passées et présentes, In Options Méditerranéennes, B 64, 2009 – Perspectives des politiques agricoles en Afrique du Nord.

Beuscart G., Pluriactivité et pauvreté chez les ménages agricoles péruviens. Etude descriptive de la période 2007-2011, Mémoire de recherche présenté le 29 septembre 2014 pour l'obtention du Master Recherche 2 – A2D2, Agriculture, Alimentation et Développement Durable. Sup Agro Montpellier, Université Montpellier I et Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes.

Biba G. et Pluinage J., La pluriactivité dans l'exploitation agricole, transition ou composante durable de l'organisation de la production en Albanie, 2006. In Cahiers Agricultures vol. 15, n° 6, novembre-décembre 2006.

Blein R., Goura Soulé B., Emplois agricoles et viabilité des exploitations familiales, In Grain de sel n° 67-70 - juillet 2014 - juin 2015.

Bonnal Ph., Sabourin E., Nicolas Faysse N., Les politiques d'appui à l'agriculture familiale au Brésil : quelques éléments de comparaison avec le Maroc, In Alternatives Rurales(3). www.alternatives-rurales.org- Octobre 2015.

Bontron J-C., Les espaces ruraux résidentiels, configurations et dynamiques, 2008. <https://www.cairn.info/revue-pour-2008-4-page-87.htm>

Bosc P.-M., Sourisseau J.-M., Bonnal P., Gasselin P., Valette E., Bélières J.-F., Coordinateurs, Diversité des agricultures familiales : exister, se transformer, devenir. Editions Quæ, 2015.

Bosc S., La société et ses stratifications : Groupes sociaux ou classes sociales ?, In La société Française et ses fractures, Cahiers français n° 314 Mai - Juin 2003.

Bossenbroek L, van der Ploeg JD, Zwarteveen M, 2015. Broken dreams? Youth experiences of agrarian change in Morocco's Saïss region. *Cah Agric* 24: 342-348. doi : 10.1684/agr.2015.0776

Bossenbroek L. et Aït Mous F., Défis des jeunes ouvriers agricoles. In *Economia* Juin 2016. www.economia.ma

Bossenbroek L. et Kadiri Z., Quête identitaire des jeunes et avenir du monde rural. In *Economia* Juin 2016. www.economia.ma

Bourqia R., La stratification sociale-Note de synthèse, 2006. (315,78 kB) La stratification sociale Note de synthèse.pdf

Bousselham K., « Effets technico-économiques de l'introduction de l'irrigation localisée sur les systèmes de production agricole: Cas de la zone d'Ouled Dlim dans le Haouz de Marrakech », Projet de fin d'études, Département des Sciences Humaines de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Avril 2015.

Boutallaka B. « Contribution à l'analyse économique de l'impact de la reconversion en irrigation localisée sur la valorisation de l'eau d'irrigation: Cas de la Province de Meknès », Projet de fin d'études, Département des Sciences Humaines de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Décembre 2013.

Briquel V., Vilain L., Bourdais J-L., Girardin P., Mouchet C. et al., La méthode IDEA (indicateurs de durabilité des exploitations agricoles) : une démarche pédagogique. *Ingénieries - E A T*, IRSTEA édition 2001, p. 29 - p. 39. hal-00464508

Bureau International du Travail, Diversification économique de l'économie rurale. Travail décent dans l'économie rurale. Notes d'orientation des politiques, 2019. https://www.ilo.org/global/topics/economic-and-social-development/rural-development/WCMS_436224/lang--fr/index.htm

Bureau International du Travail, Le travail décent : défis stratégiques à venir, 2008.

Bureau International du Travail, Rapport du Directeur Général, S'affranchir de la pauvreté par le travail, Conférence internationale du travail, 91e session 2003, Rapport I (A). <http://www.ilo.org/public/french/standards/relm/ilc/ilc91/reports.htm>

Cellule d'Analyse et de Prospective en matière de Ruralité. ULG, Gembloux Agro-Bio Tech. *Economie & Développement rural. Rural proofing*. Note de synthèse. 20 Juin 2018.

Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), Les agricultures familiales du monde. Définitions, contributions et politiques publiques. Montpellier, 05/2013.

Chambre des Représentants (2019). Rapport du Groupe de travail thématique chargé de préparer un rapport sur le Programme d'Approvisionnement Groupé en Eau potable des populations Rurales (PAGER) – (en arabe), 2 Août 2016.

Chambre des Représentants, Contribution du Programme National des Routes Rurales II au -désenclavement de l'espace rural et de montagne, 2017 (en arabe).

Chambre des Représentants, Rapport du groupe de travail thématique chargé de l'évaluation du Programme d'Electrification Rurale Globale, 2 Août 2016 (en arabe), .

Chambre Française d'Industrie et de Commerce au Maroc (CFCIM), Infrastructures rurales : des impacts positifs sur les indicateurs sociaux des ruraux, in *Conjoncture.com*, 10 juillet 2015.

Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM), « L'émergence de la classe moyenne au Maroc. Le socle pour un développement plus inclusif ». In *Revue Conjoncture N° 1012 15 mars-15 avril 2019*. www.cfcim.org 57e année Numéro 1012 15 mars - 15 avril 2019.

Chauffour J-P., Le Maroc à l'horizon 2040 : Investir dans le capital immatériel pour accélérer l'émergence économique, 2018. Washington, DC : La Banque mondiale. DOI : 10.1596/978-1-4648-1078-7. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

Chauvel L., 2007, « La dynamique de la stratification sociale », in Castel R., Chauvel L., Merllié D., Neveu E., Piketty T. (dir.), *Les mutations de la société française*, Paris, La Découverte, p. 32-55.

Chef du Gouvernement, Programme du gouvernement, Janvier 2012.

Chef du Gouvernement, Programme Gouvernemental 2017-2021 présenté devant les deux Chambres du Parlement, le 19 avril 2017.

Clavel D. (Coord.), Savoirs et développement rural. Le dialogue au cœur de l'innovation. Editions Quæ,, Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), 2011.

Clément M. et Rougier E., Classes moyennes et émergence en Asie de l'Est : Mesures et enjeux, 2015. <https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2015-1-page-31.htm>

Cochet H., Controverses sur l'efficacité économique des agricultures familiales : Indicateurs pour une comparaison rigoureuse avec d'autres agricultures. In *Revue Tiers Monde* 2015/1 n° 221 | pages 9 à 25. <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2015-1-page-9.htm>

Comité Directeur du Rapport, 50 ans de développement humain et perspectives 2025. « L'avenir se construit et le meilleur est possible ». Document de Synthèse du Rapport Général. Janvier 2006.

Commission européenne, Evaluation des opérations d'appui budgétaire au Maroc, Rapport final 2014, Volume 2 : Evaluation menée conjointement par la Commission Européenne, l'Espagne, la France et le Gouvernement du Maroc, Juillet 2014.

Commission européenne, Instrument européen de voisinage et de partenariat, Etude sur la dynamisation du tissu économique en milieu rural au Maroc. Rapport de la Phase I : Analyse de l'existant, 14 Janvier 2011.

Commission Spéciale Education Formation, Charte nationale d'éducation et de formation, Octobre 1999.

Compagnie Française en Afrique de l'Ouest (CFAO), Les classes moyennes en Afrique. Quelle réalité, quels enjeux ? 2015.

Confédération Générale des Entreprises du Maroc, L'économie informelle : Impacts sur la compétitivité des entreprises et propositions de mesures d'intégration. Note synthétique, Avril 2018.

Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), Rapport 2015 sur les pays les moins avancés : Transformer l'économie rurale. www.unctad.org/ldcr.

Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, Rapport 2014 sur les pays les moins avancés : Croissance et transformation structurelle : un programme de développement pour l'après-2015, 2015.

Conseil Economique Social et Environnemental, République Françaises, L'agriculture familiale, Mardi 23 décembre 2014.

Conseil Economique Social et Environnemental, République Françaises, Comment promouvoir le dynamisme économique des espaces ruraux ? Jeudi 12 novembre 2015.

Conseil Economique Social et Environnemental, Un Système Fiscal, pilier pour le Nouveau Modèle de Développement, Rapport préparé par la Commission Permanente chargée des Affaires Economiques et des Projets Stratégiques, 28 Mars 2019. www.cese.ma

Conseil Economique, Social et Environnemental, « Développement du monde rural : défis et perspectives », Auto-Saisine n°29/2017. www.cese.ma

Conseil Economique, Social et Environnemental, « Le développement rural : Espace des zones montagneuses », Saisine n°21/2017. www.cese.ma

Conseil Economique, Social et Environnemental, Développement du monde rural : Défis et perspectives, Auto-Saisine n°29/2017. www.cese.ma

Conseil Economique, Social et Environnemental, Le développement rural : Espace des zones montagneuses, Saisine n°21/2017, www.cese.ma

Conseil Economique, Social et Environnemental, Le Foncier au Maroc : un levier fondamental pour le développement durable et l'inclusion sociale. Saisine n°25/2019. www.cese.ma

Conseil Economique, Social et Environnemental, Le Nouveau Modèle de Développement du Maroc. Contribution du Conseil Economique, Social et Environnemental, 2019. www.cese.ma

Conseil Economique, Social et Environnemental, Rapport Annuel 2018. www.cese.ma

Conseil National de l'Evaluation. Commissariat Général du Plan. Instance d'évaluation des politiques de développement rural. Rapport de l'instance d'évaluation des politiques de développement rural. France, Juin 2003.

Conseil National de la Jeunesse et l'Avenir, Le développement de l'éducation de base, Novembre 2004.

Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, Formation professionnelle initiale, Clés pour la refondation, Rapport N°4/2019, Mars 2019.

Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, Instance nationale d'évaluation, Cadre de performance pour le suivi de la Vision stratégique à l'horizon 2030 – Niveau national 2015-2018, 2019 (en arabe).

Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, La mise en œuvre de la charte nationale d'éducation et de formation 2000-2013, acquis, déficits et défis, Rapport analytique, 2014.

Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, Pour une école de l'équité, de la qualité et de la formation. Vision stratégique de la réforme 2015-2030.

Conseil, Ingénierie et Développement (CID), Etude d'impact socio-économique des projets de routes rurales dans les régions du Nord du Royaume, Communication pour le 8ème Congrès National de la Route sous le thème : Etude d'impact socio-économique des routes rurales dans les régions du Nord du Royaume, par Moustaid A., Chef de projet au pôle Transport à CID, Avril 2010.

Cour des Comptes européenne, Rapport spécial. Soutien de l'UE en faveur du Maroc : Peu de résultats à ce jour, 2019.

Cour des Comptes, « Fonds de développement rural et des zones de montagnes (FDRZM) », in Rapport de la Cour des Comptes pour l'année 2015.

Cour des Comptes, « Gestion budgétaire et comptable du département de l'agriculture », in Rapport annuel de la Cour des comptes au titre de l'année 2018.

Cour des Comptes, Compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds d'appui à la cohésion sociale », in Rapport annuel de la Cour des Comptes au titre des années 2016 et 2017, 2018.

Cour des Comptes, Programme d'extension de l'irrigation, Rapport annuel au titre de l'année 2018, Pages 287-319.

Cour des Comptes, Rapport thématique sur l'état de préparation du Maroc pour la mise en œuvre des ODD 2015-2030. Janvier 2019.

Damon J., Les classes moyennes : Définitions et situations, in *Revue Etudes*, Mai 2012, pp. 605-616.

De Lattre-Gasquet M., Donnars C., Marzin J. et Piet L., Quel(s) avenir(s) pour les structures agricoles ?, 2014. In Cahier Demeter (15) : p. 169-196.

Développement, Finance, International et OXFAM International : Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2017, Juillet 2017.

Développement, Finance, International et OXFAM International : Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2018, Octobre 2018.

Djordjevic E., Les droits humains, compagnons impuissants du néolibéralisme, In *laviedesidees.fr* le 22 juillet 2019.

Dugué P., Benabed A., Abdellaoui El-H et Valette E., L'agriculture urbaine à Meknès (Maroc) à la croisée des chemins : disparition d'une agriculture marginalisée ou retour de la cité jardin ? In *Alternatives Rurales*(3). www.alternatives-rurales.org- Octobre 2015.

Dugué P., Lejars C., Fatah Ameur F., Amichi F., Braiki H., Burte J., Mostafa Errahj M., Meriem Hamamouche M. et Kuper M., Agricultures familiales : Trajectoires, modernité et controverses (I). Recompositions des agricultures familiales au Maghreb-une analyse comparative dans trois situations d'irrigation avec les eaux souterraines. In *Revue Tiers Monde* N° 220, Octobre-Décembre 2014.

Economia Magazine, Inégalités, justice sociale et entreprises, Coordination scientifique Kamal A. et Sqalli H. Coordination éditoriale Znagui B., Octobre 2017. www.economia.ma

Economia, Etudes et Sondages, Etude de terrain, La classe moyenne, c'est qui ? In *Economia* n°5 / Février - Mai 2009.

El Aoufi N., Classes moyennes et développement : On achève bien les classes moyennes (Première partie), In *ecoactu* du 15 avril 2019. <https://www.ecoactu.ma/classes-moyennes-et-developpement-on-acheve-bien-les-classes-moyennes-premiere-partie/>

El Badraoui M-H. et Berdai M., Plan Bleu, Centre d'Activités Régionales PNUE/PAM, « Adaptation du système eau-énergie au changement climatique : Etude nationale – Maroc », Rapport final, Sophia Antipolis, Janvier 2011.

Es-Sallak N., Cession et construction urbaine par les pratiques dérogatoires : Cas des terrains relevant de la réforme agraire à Fès, *Revue GéoDév.ma*, Volume 4 (2016), en ligne : <http://revues.imist.ma/?journal=geodev>

Evelyn Gauché E., « Le désenclavement des territoires ruraux marginalisés du Nord du Maroc : les conséquences de la nouvelle route côtière méditerranéenne dans le Rif oriental (territoire des Beni Saïd) », *Norois* [En ligne], 214 | 2010/1, mis en ligne le 01 juin 2012, consulté le 14 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/norois/3142> ; DOI : 10.4000/norois.3142

FAO, Initiative FAO : Vision commune pour une alimentation et une agriculture durables Etude sur la convergence des politiques et stratégies en matière d'agriculture et d'alimentation durable et leur mise en œuvre : Cas de la politique de l'eau, Version provisoire, Octobre 2017.

Filali R. et Bouabid A., Profils et déterminants socioéconomiques de la classe moyenne en Tunisie. In *Région et Développement* n° 44-2016.

Finances News, Classe moyenne agricole : Le chemin sera long, Samedi 20 Octobre 2018.

Fondation Attjarlwafa bank, Actes de la conférence économique « Classe moyenne et croissance durable partagée : Comment relancer l'ascenseur social au Maroc ? » du 13 novembre 2014.

Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), Analyse de la situation : les enfants les jeunes et les médias au Maroc, Mars 2018.

Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance (UNICEF) et Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernance, Classes moyennes : définitions conceptuelles, approches et propositions pour le cas du Maroc, 2014.

Fonds International de Développement Agricole (FIDA), Bureau de l'évaluation et des études, Projet de développement des parcours et de l'élevage dans l'Oriental (PDPEO), Rapport d'évaluation intermédiaire, Mai 2002.

Fonds International de Développement Agricole (FIDA), Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe Département gestion des programmes Programme de développement rural dans les zones de montagne (PDRZM), Rapport d'identification, Août 2013.

Fonds International de Développement Agricole (FIDA), Examen à mi-parcours du programme du FIDA au Maroc (2009-2014), Rapport principal et appendices, Avril 2013.

Fonds International de Développement Agricole (FIDA), Programme de développement rural des zones de montagne (PDRZM), Phase I, Rapport de conception finale, Volume I : Rapport principal et appendices, 29 septembre 2014.

Fonds international de développement agricole (FIDA), Projet de développement des filières agricoles dans les zones de montagne de la province d'Al Haouz (PDFAZMH), Aide-mémoire, Mission de supervision 2015.

Fonds International de Développement Agricole (FIDA), Projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Al-Haouz, Evaluation de la performance du projet, Décembre 2014.

Fonds International de Développement Agricole, Bureau de l'évaluation, Projet de développement rural dans le Tafilalet et la vallée du Dadès (PDRT), Evaluation terminale, Août 2006.

Fonds International de Développement Agricole, Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe, Département gestion des programmes, Programme de développement rural dans les zones de montagne (PDRZM), Rapport d'identification, Août 2013.

Fonds International de Développement Agricole, Evaluation de la Stratégie et du Programme de Pays, Présentation et Discussion des Résultats Préliminaires, 16 octobre 2020.

Fonds International de Développement Agricole, Examen à mi-parcours du programme du Fonds International de Développement Agricole au Maroc (RB-COSOP), Rapport principal et appendices, Avril 2013.

Fonds International de Développement Agricole, Programme de développement rural dans les zones de montagne (PDRZM), Rapport d'identification, Août 2013.

Fonds International de Développement Agricole, Résumé analytique – Evaluation conjointe des politiques et opérations menées en Afrique par la Banque Africaine de Développement et le Fonds International de Développement Agricole dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, 26 novembre 2009.

Ftouhi H, Kadiri Z, Abdellaoui EH, Bossenbroek L. Partir et revenir au village. Mobilité non permanente des jeunes ruraux dans la région du Saïss (Maroc). *Cah Agric* 24 : 372-378. doi : 10.1684/agr.2015.0780

Ftouhi H., Mahdi M. et Kadiri Z., Jeunes ruraux au chevet du territoire, in *Economia* Juin 2016. www.economia.ma

Gana A., Mesclier E. et Rebaï N., *Agricultures familiales et territoires dans les Suds*, Coédition IRMC et KARTHALA, 2019.

Garnier L., Grynspan R., Hidalgo R., Guillermo Monge G. et Trejos J-D., Costa Rica : Développement social et ajustement hétérodoxe. In *Le Développement à Visage Humain*. La voie qui mène au développement social et la croissance économique. Editions Economica, Paris, 2001.

Ghalloudi Ch., Effets de l'extension des plantations d'olivier et d'amandier du PAF-MCA Maroc sur l'élevage dans la province de Taza, Projet de Fin d'Etudes, Département des Sciences Humaines, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Avril 2015.

Gouvernement du Royaume du Maroc, Programme du Gouvernement, Janvier 2012.

Grenouillet R-M., Le territoire, un produit comme un autre. La Ressource territoriale comme facteur clé du développement durable local. Thèse de doctorat présentée et soutenue le 2 mars 2015 à l'Ecole doctorale « Homme, sociétés, risques, territoires », Spécialité : géographie physique, humaine, économique, régionale, de l'Université de Caen Basse-Normandie.

Groupe de la Banque Mondiale, Cadre de Partenariat-Pays pour le Royaume du Maroc pour la période 2019–2024, Janvier 2019.

Groupe de la Banque Mondiale, Gestion de la rareté de l'eau en milieu urbain au Maroc, Rapport, Novembre 2017.

Groupe de la Banque Mondiale, Harvesting Prosperity. Technology & Productivity Growth in Agriculture, 2020.

Groupe de la Banque Mondiale, Le Maroc à l'horizon 2040 : Investir dans le capital immatériel pour accélérer l'émergence économique, 2017

Groupe de la Banque Mondiale, Rapport sur l'état d'avancement du cadre de partenariat stratégique pour le Royaume du Maroc 2010-2013, 15 mai 2012.

Groupe de la Banque Mondiale, Rapport sur l'état d'avancement du cadre de partenariat stratégique pour le Royaume du Maroc 2010-2013, 15 mai 2012.

Groupe de la Banque Mondiale, Une gestion des affaires publiques qui améliore l'efficacité, l'équité, l'éducation et l'endurance. Diagnostic-pays systématique. Document préliminaire, Novembre 2017.

Guérin M., « Evaluation des politiques de développement rural : Quelques éléments d'analyse », in *Economie rurale [En ligne]*, 307 | septembre-octobre 2008. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/415> ; DOI : 10.4000/economierurale.415

Hamich S., « L'offre de financement de Tamwil El Fellah face à ses contraintes : Justificatifs fonciers et capacité organisationnelle », Projet de Fin d'Etudes présenté pour l'obtention du Diplôme d'Ingénieur en Agronomie, Filière « Economie et Gestion », Département des Sciences Humaines de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat, Septembre 2011.

Harbouze R. sous la coordination de Pellissier J-P, Rolland J-P. et Khechimi W., Projet d'Appui à l'Initiative ENPARD Méditerranée. Rapport de synthèse sur l'agriculture au Maroc, Janvier 2019.

Haut Commissariat au Plan et Banque Mondiale, Pauvreté et prospérité partagée au Maroc du troisième millénaire, 2001-2014, Novembre 2017.

Haut Commissariat au Plan, Carte de pauvreté monétaire par région, 2014.

Haut Commissariat au Plan, Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques (CERED), Projections de la population et des ménages 2014-2050, Mai 2017.

Haut Commissariat au Plan, CERED, « Famille et mobilité spatiale », In CERED Famille au Maroc, 1996.

Haut Commissariat au Plan, Dynamiques de la pauvreté au Maroc 1985-2007.

Haut Commissariat au Plan, Enquête nationale sur la mobilité sociale, 2011.

Haut Commissariat au Plan, Enquêtes sur le niveau de vie des ménages.

Haut Commissariat au Plan, Etude « Accès des populations rurales à la route : niveaux, disparités géographiques et implications socio-économiques », in Les Cahiers du Plan N° 22, Février 2009.

Haut Commissariat au Plan, Les Cahiers du Plan, N° 25, juillet-août 2009.

Haut Commissariat au Plan, Les classes moyennes marocaines : caractéristiques, évolution et facteurs d'élargissement, 2009.

Haut Commissariat au Plan, Les classes moyennes marocaines : caractéristiques, évolution et facteurs d'élargissement. In Les Cahiers du Plan N° 25 Juillet-Août 2009.

Haut Commissariat au Plan, Les Comptes régionaux de l'année 2014.

Haut Commissariat au Plan, Mobilité sociale intergénérationnelle au Maroc, 2012, in www.HautCommissariatauPlan.ma

Haut Commissariat au Plan, Note d'information sur les Comptes régionaux de l'année 2017.

Haut Commissariat au Plan, Note d'information sur les principales caractéristiques de la population active occupée en 2019.

Haut Commissariat au Plan, Note d'information sur les principales caractéristiques de la population active occupée en 2019. https://www.HautCommissariatauPlan.ma/Les-principales-caracteristiques-de-la-population-active-occupee-en-2019_a2463.html

Haut Commissariat au Plan, Prospective Maroc 2030 Quelle démographie ?

Haut Commissariat au Plan, prospective Maroc 2030, Introduction au Forums I et II, Eveil aux problématiques du Maroc de 2030, non daté.

Haut Commissariat au Plan, Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 1960 à 2014.

Haut Commissariat au Plan, Système des Nations Unies au Maroc et Banque Mondiale, Note stratégique : Impact social & économique de la crise du Covid-19 au Maroc, Juillet 2020.

Haut Commissariat au Plan. Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques (CERED), Problématique de l'habitat rural, 2005. (176,09 kB) Problématique de l'habitat rural.pdf

Haut Commissariat au Plan-Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques (CERED), Enquête Nationale sur la Famille de 1995.

Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social, Combattre la pauvreté et l'inégalité : Changement structurel, politique sociale et conditions politiques, 2011. [http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/%28httpAuxPages%29/4C1D0B5FC0DC0FE9C125783700565628/\\$file/vuedensemble.pdf](http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/%28httpAuxPages%29/4C1D0B5FC0DC0FE9C125783700565628/$file/vuedensemble.pdf)

Institut Royal des Etudes Stratégiques, Programme d'études « Lien social au Maroc : quel rôle pour l'Etat et l'ensemble des acteurs sociaux ? » Atlas graphique, 21 Mars 2012.

International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD), Agriculture at a crossroads. Synthesis Report. A Synthesis of the Global and Sub-Global IAASTD Reports, 2009.

Iraki A. et Tamim M. La dimension territoriale du développement rural au Maroc: Etude géographique, 2013.

Jean-Gagnon J., Conditions de viabilité des exploitations agricoles engagées dans les circuits courts au Québec, Mémoire Maîtrise en agroéconomie, Maître ès sciences (M. Sc.), Québec, Canada, 2016.

Jennan L., La pluriactivité des familles en milieu rural marocain (The pluri-activity of families in the moroccan rural environment). In: Bulletin de l'Association de géographes français, 68e année, 1991-4 (septembre). pp. 281-287; doi : <https://doi.org/10.3406/bagf.1991.1585>. https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_1991_num_68_4_1585

Joly F., La modernisation rurale au Maroc. In Annales de Géographie, t. 55, n°299, 1946. pp. 210-213; doi : <https://doi.org/10.3406/geo.1946.12596> https://www.persee.fr/doc/geo_00034010_1946_num_55_299_12596

Kadiri Z., L'installation sur des terres de l'Etat : parcours d'un jeune ingénieur agronome. In *Alternatives Rurales, Hors Série Jeunes Ruraux*. www.alternatives-rurales.org

Kadiri Z., La jeunesse au Maroc : marginalités, informalités et adaptations. In *Economia* Juin 2016. www.economia.ma

Kadiri Z., Tozy M. et Mahdi M., Jeunes fellahs en quête de leadership au Maroc, 2015. In *Cahiers Agriculture* 24 : 428-434. doi : 10.1684/agr.2015.0783

Kadiri Z., Tozy M. et Mahdi M., Jeunes fellahs en quête de leadership, in *Cahiers Agricultures*, vol. 24, n° 6, novembre-décembre 2015.

Kamal A. et Ait Mansour H., Vers un projet de développement économique équitable. Quel projet de développement inclusif et durable pour le Maroc ? Quels leviers et quelles dynamiques? Lecture des diagnostics. Livrable 1 : Document provisoire, Economia symposium, 25 Octobre 2018. Economia. Economia Research Center, Rabat.

Kayser B., Pour une analyse de la classe moyenne dans les pays du Tiers Monde. In *Tiers-Monde*, tome 26, n°101, 1985. Classe moyenne : La montée et la crise. pp. 7-30; doi : <https://doi.org/10.3406/tiers.1985.3457>. https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1985_num_26_101_3457

Kimhi A., 2000. Is Part-Time Farming Really a Step in the Way out of Agriculture? *American Journal of Agricultural Economics*, 82 : 38-48.

Landais E., Agriculture durable : les fondements d'un nouveau contrat social ?, In *Courrier de l'environnement de l'INRA* n°33, avril 1998.

LaRose Ch. (dir.), Développement et inclusion. Le grand chantier des inégalités, de la pauvreté. In *Revue Interventions économiques Papers in Political Economy* 56 | 2016. file:///C:/Users/DELL/Downloads/interventionseconomiques-2909.pdf

Lazarev G., Les exploitations agricoles traditionnelles et modernes au Maroc dans les années 60. Le tableau du Maroc du nord-ouest, 2009. https://www.academia.edu/30364545/Les_exploitations_agricoles_traditionnelles_et_modernes_au_Maroc_dans_les_ann%C3%A9es_60_Le_tableau_du_Maroc_du_nord_ouest

Le Clec'h S., Le Brésil : une société inégalitaire en mouvement ?, *Confins* [Online], 24 | 2015, posto online no dia 24 setembro 2015. URL : <http://journals.openedition.org/confins/10393>

Le nouveau modèle de développement du Maroc, Contribution du Conseil Economique, Social et Environnemental, 2019.

Leonard E., Bonnal Ph., Foyer J. et Pereira Leite S., La construction normative du développement durable au Brésil et au Mexique. In *Mondes en Développement* Vol.37-2009/4-n°148. DOI : 10.3917/med.148.67

Léonard E., Palma R. et Brun V., Transferts publics et adaptations des ménages agricoles au processus de libéralisation au sud du Mexique, In *Cairn.Info* 2012/3 N°62, pages 115 à 139. <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2012-3-page-115.htm>

Losch B. et Fréguin-Gresh S., Quelles agricultures face aux défis des transitions africaines ?, 2013. Le small-scale versus large-scale en débat. *Cah Agric* 22 : 10-5. doi : 10.1684/agr.2012.0573

Losch B., Relever le défi de l'emploi : l'agriculture au centre. In *Revue Perspective Stratégie de développement* n° 19 Octobre 2012, éditée par le CIRAD.

Maghnouj S. et al. Examens de l'OCDE du cadre d'évaluation de l'éducation : Maroc, 2018. Editions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/9789264301832-fr>

Marthelot P., Histoire et réalité de la modernisation du monde rural au Maroc. In: *Tiers-Monde*, tome 2, n°6, 1961. pp. 137-168;doi : <https://doi.org/10.3406/tiers.1961.1266>https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1961_num_2_6_1266

MediTERRA 2008, Elaborer des stratégies de développement pour les territoires ruraux, In *MediTERRA 2008* (2008), pages 281 à 308.

Millennium Challenge Corporation, Evaluation du Projet d'Arboriculture Fruitière du Maroc Rapport Final sur l'Activité Catalyst Fund, Draft daté du 5 Décembre 2019.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Agence pour le Développement Agricole, Etude pour l'élaboration du schéma directeur d'implantation des unités de valorisation des olives dans le cadre des projets d'agrégation dans la filière oléicole, Phase II : Etablissement du Schéma directeur d'implantation des unités de valorisation des olives dans le cadre des projets d'agrégation, Région de Marrakech-Tensift-Al Haouz, Version provisoire, Octobre 2012.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Agence pour le Développement Agricole, Etude pour l'élaboration du schéma directeur d'implantation des unités de valorisation des olives dans le cadre des projets d'agrégation dans la filière oléicole, Phase 1 : Diagnostic de la situation actuelle et des projections à l'horizon 2020 des bassins oléicoles, Région Marrakech-Tensift-Al Haouz, Version définitive, 2012.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Conseil Général du Développement Agricole, Atlas de l'agriculture marocaine (2ème édition), Document intégral, 2009.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Conseil Général du Développement Agricole, Etablissement d'éléments de politique pour le développement des Petites et Moyennes Exploitations Agricoles au Maroc, 2008.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Conseil Général du Développement Agricole, Etablissement d'éléments de politique pour le développement des petites et moyennes exploitations agricoles au Maroc, 2008.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Direction de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne, Présentation au Séminaire national de lancement du Programme d'Appui à l'Initiative ENPARD Maroc Phase II, 24 novembre 2015.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Direction Provinciale de l'Agriculture de Marrakech, Rapport d'achèvement du Projet de développement rural des zones montagneuses de la province d'Al Haouz, Version définitive, 1er Mars 2012.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Direction Provinciale de l'Agriculture de Marrakech, Unité de Gestion du Projet FIDA, Projet de Développement des Filières Agricoles dans les Zones Montagneuses de la province d'Al Haouz, Rapport de la Démarche organisationnelle, Spécialiste matière : Sociologie rurale et Genre, Mission de supervision du 07 au 10 Mai 2014.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Direction Provinciale de l'Agriculture de Marrakech, Unité de Gestion du Projet FIDA, Projet de Développement des Filières Agricoles dans les Zones Montagneuses de la Province d'Al Haouz, Rapport du spécialiste matière : Agro-alimentaire, Mission de supervision du 09 au 15 Mars 2015.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Direction Provinciale de l'Agriculture de Marrakech, Unité de Gestion du Projet FIDA, Projet de développement des filières agricoles dans les zones montagneuses de la province d'Al Haouz, Rapport Volet Marketing, Mission de supervision du 07 au 10 Mai 2014.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Note Aménagement rural, Agenda 21, Non datée.

Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, Contribution du développement agricole à une stratégie de développement rural, Juillet 1993.

Ministère de l'Agriculture et de Pêche Maritime, Direction Provinciale de l'Agriculture de Marrakech, Unité de Gestion du Projet FIDA, Projet de développement des filières agricoles dans les zones montagneuses de la Province d'Al Haouz, Mission de supervision, Mars 2015.

Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Conseil Général du Développement Agricole, Préparation du Plan de Développement Economique et Social 1999-2003, Développement rural, 1999.

Ministère de l'Agriculture, de l'Equipeement et de l'Environnement, Département de l'Agriculture, Plate-forme du projet de loi-d'orientation agricole, Rapport définitif, Mars 1998.

Ministère de l'Agriculture, de l'Equipeement et de l'Environnement, Département de l'Agriculture, Projet de loi-cadre : Loi d'orientation pour la modernisation de l'agriculture, Décembre 1997.

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, Agence pour le Développement Agricole, Guide de l'investisseur dans le secteur agricole au Maroc, Avril 2018.

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, Direction de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne, Stratégie de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne, Skoura M'Daz, Présentation faite à Midelt le 17 Novembre 2018.

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du développement Rural et des Eaux et Forêts, Dispositif de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle agricoles, Edition 2019.

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, Fonds de Développement Agricole. Les Aides Financières de l'Etat pour la promotion des investissements agricoles, Edition Avril 2019.

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, Programme Intégré de Développement des Zones de Montagne, Présentation datée Marrakech, 17 Octobre 2018. <https://slideplayer.fr/slide/16234634/>

Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes, Direction de la Programmation et des Affaires Economiques, Division du Suivi et de l'Evaluation, Evaluation du Projet de développement rural Taourirt-Tafoughalt, Rapport provisoire, Janvier 2007.

Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, Département de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, Secrétariat Général, Direction de l'Appui au Développement Territorial, Evaluation des projets de développement rural financés à travers le FDRZM, Note de synthèse, Décembre 2019.

Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, Direction de l'Urbanisme, Référentiel des modes d'aménagement en milieu rural, Février 2019.

Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, Secrétariat Général, Direction de l'Appui au Développement Territorial, Etude du Programme National de Développement Intégré des Centres Ruraux Emergents : Démarche de sélection des CREM, Décembre 2019.

Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de l'Environnement - Direction de l'Aménagement du Territoire, Le Schéma National d'Aménagement du territoire : Les Orientations.

Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Eau et de l'Environnement, Direction de l'Aménagement du Territoire, Plan National de Sauvegarde des Oasis Rapport de synthèse, 2006.

Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Eau/Aménagement du Territoire, Secrétariat Général, Direction de l'Aménagement du Territoire, Stratégie d'aménagement et de développement des oasis au Maroc, Troisième Phase : Synthèse, Juin 2004.

Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, Direction de l'Aménagement du Territoire, Etude sur la stratégie d'aménagement et de développement du Moyen Atlas. Synthèse finale, Décembre 2006.

Ministère de l'Economie et des Finances, Direction des Etudes et des Prévisions Financières, La question des inégalités sociales : Clés de compréhension, enjeux et réponses de politiques publiques, Octobre 2018.

Ministère de l'Economie et des Finances, Direction des Etudes et des Prévisions Financières, Le secteur agricole marocain : Tendances structurelles, enjeux et perspectives de développement, Juillet 2019.

Ministère de l'Economie et des Finances, Direction des Etudes et des Prévisions Financières, Tableau de bord social-Maroc, Juillet 2019.

Ministère de l'Economie et des Finances, Direction des Etudes et des Prévisions Financières. La question des inégalités sociales : Clés de compréhension, enjeux et réponses de politiques publiques, Octobre 2018.

Ministère de l'Economie et des Finances, Observatoire du Développement Humain et Agence Françaises de Développement, Actes du Séminaire de restitution des résultats de l'étude sur "Les effets de la politique budgétaire sur la pauvreté et les inégalités au Maroc" organisé le 24 septembre 2019 à Rabat.

Ministère de l'Economie et des Finances, Rapport Economique et Financier, 2018.

Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, Bank Al-Maghrib et Groupement Professionnel des Banques du Maroc, Programme Appui à l'entrepreneuriat. Guide sur le Programme Intégré d'Appui et de Financement des Entreprises, 17 Février 2020 (en Arabe).

Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, Bank Al-Maghrib, Groupement Professionnel des Banques du Maroc et Fonds Hassan II pour le Développement, Programme « Intelaka » : Offre produits.

Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, Profils régionaux, Décembre 2019.

Ministère de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme, Département de l'Economie, des Finances et de la Privatisation, Direction de la Politique Economique Générale, Les politiques sociales au Maroc : Etat des lieux. Document de travail n° 80, Septembre 2002.

Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, Mise en œuvre de la Vision Stratégique 2015-2030, 21 Novembre 2016.

Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, Stratégie nationale de formation professionnelle 2021. 2016.

Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique, Pour un nouveau souffle de la réforme. Présentation du Programme « NAJAH 2009-2012 ». Rapport de synthèse, Juin 2008.

Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Feuille de route relative au développement de la formation professionnelle : Cités des Métiers et des Compétence. Présentation faite par le Ministre devant Sa Majesté Le Roi le 1^{er} Avril 2019.

Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales, Note synthétique de politique. L'emploi rural et l'emploi informel : Précarité et vulnérabilité au travail, Août 2014.

Ministère de l'Equipeement, Direction des Routes et de la Circulation Routière, « Exposé sur la politique routière et le Programme National des Routes Rurales », Février 1999.

Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'Espace, Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Architecture et de l'Aménagement du Territoire, Direction de l'Aménagement du Territoire, Le Développement Territorial Rural : Eléments d'une stratégie rénovée, EPR –DEP – DAT, 2008.

Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'Espace, Le développement rural : De l'approche au plan de mise en œuvre. Plan pour l'action en milieu rural, Février 2008.

Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'Espace, Secrétariat d'Etat chargé du Développement Territorial, Stratégie Nationale du Développement Rural: Vision, Bilan & Perspectives, Octobre 2011.

Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Politique de la Ville, Secrétariat Général, Direction Générale de l'Urbanisme de l'Architecture et de l'Aménagement du Territoire, Direction de l'Aménagement du Territoire. Etude des Pôles d'économie du patrimoine. Synthèse Doukkala-Abda finale, Juillet 2012.

Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Politique de la Ville, Secrétariat Général, Direction Générale de l'Urbanisme de l'Architecture et de l'Aménagement du Territoire, Direction de l'Aménagement du Territoire. Etude des Pôles d'économie du patrimoine. Synthèse Tadla-Azilal finale, Juillet 2012.

Ministère de l'Intérieur-Coordination Nationale de l'Initiative Nationale de Développement Humain, Programme de Réduction des Disparités Territoriales et Sociales-Volet INDH, Note. 5 avril 2019.

Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire - Direction de l'Appui au Développement Territorial, Evaluation des projets de développement rural financés par le FDRZM Rapport de la Phase II, Janvier 2017.

Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, Direction de l'Aménagement du Territoire, Schéma provincial de cohérence des services publics de la Province d'Al Haouz, Rapport de synthèse, Juillet 2015.

Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, Direction de l'Aménagement du Territoire, Schéma provincial de cohérence des services publics de la province de Khouribga, Rapport de synthèse, Juillet 2015.

Ministère de la Jeunesse et Sports, Stratégie nationale intégrée de la Jeunesse : Pour une jeunesse citoyenne, entreprenante, heureuse et épanouie, 2014.

Ministère de la Prévision Economique et du Plan, Directions de la Statistique, Rapport sur les Indicateurs de suivi du Programme des Priorités Sociales (BAJ1), Juin 1999.

Ministère de la Prévision Economique et du Plan, Plan de Développement Economique et Social 2000-2004, Volume 2, Le développement sectoriel.

Ministère de la Prévision Economique et du Plan, Plan de Développement Economique et Social 2000-2004. Volume 2, Secteurs productifs.

Ministère de la Prévision Economique et du Plan, Programme des Priorités Sociales (BAJ 1), Priorités sociales nationales, Pluralité et différenciation spatiale, Novembre 1998.

Ministère de la Santé, Enquête Nationale sur la Population et la Santé Familiale (ENPSF)-2018.

Ministère de la Santé, Plan « Santé 2025 », 3 Piliers / 25 Axes / 125 Actions.

Ministère de la Santé, Plan d'action 2008-2012 « Réconcilier le citoyen avec son système de santé », Juillet 2008.

Ministère de la Santé, Stratégie sectorielle de santé-2012-2016, Mars 2012.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Agence pour le Développement Agricole, Plan Maroc Vert, In site de l'ADA, <https://www.ada.gov.ma/fr/approches-de-mise-en-oeuvre-des-deux-piliers-du-pmv>

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Conseil Général du Développement Agricole, Atlas de l'agriculture marocaine, Document de synthèse, Edition 2008, Achievé d'imprimer Avril 2009.

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, Agence pour le Développement Agricole, Assistance technique pour l'élaboration d'un plan de pérennisation des projets Pilier II du PMV : Phase 1 : Identification et qualification des contraintes entravant / pouvant entraver la pérennité des projets Pilier II, Version définitive, Juin 2019.

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, Agence pour le Développement Agricole, Assistance technique pour l'élaboration d'un plan de pérennisation des projets Pilier II du PMV : Phase 2 : Proposition des modèles de pérennisation par catégorie identifiée de projets, Version définitive, 12 Décembre 2019.

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, Direction du Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne, « Stratégie de Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagne », Présentation au Séminaire national de lancement du Programme d'Appui à l'Initiative ENPARD Maroc - Phase II, tenu le Mercredi 02 Décembre 2015 à l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II à Rabat.

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, Stratégie « Génération Green 2020-2030 » de développement agricole, Présentation faite par le MAPMDREF lors de la cérémonie de lancement de cette stratégie organisée sous la présidence de Sa Majesté Le Roi le jeudi 13 février 2020 à la province de Chtouka Aït Baha.

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts. Note circulaire du 15 Janvier 2020, portant sur la Convention cadre pour la réalisation du Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027.

Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes, « Pour une stratégie de développement à long terme de l'agriculture marocaine », 1999.

Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes, « Stratégie 2020 de développement rural », 1999.

Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes, Conseil Général de Développement Agricole (CGDA), Atlas de l'agriculture marocaine, 2000.

Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes, Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et Banque Mondiale, « Etat des lieux de la mise en œuvre de la Stratégie 2020 de développement rural », Rome, Juin 2006.

Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes, Secrétariat d'Etat chargé du développement rural, « Plan d'action dans le domaine du développement rural », 2005.

Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, Département de l'Aménagement du Territoire, Direction de l'Appui au Développement Territorial, « Typologie des territoires ruraux marocains », Note transmise à l'équipe de l'étude, 2019.

Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Environnement, Direction de l'Aménagement du Territoire, « Etude sur la compétitivité territoriale », Rapport de synthèse, Décembre 2002.

Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'Espace, Département de l'Aménagement du Territoire, Stratégie Nationale du Développement Rural Vision, Bilan & Perspectives, Octobre 2011.

Ministère Délégué Chargé de l'Habitat et de l'Urbanisme, Le Secrétariat du Conseil National de l'Habitat et de l'Urbanisme. Habitat et Aménagement en milieu rural. Rencontre du vendredi 1er Avril 2005, Synthèse générale et Recommandations des Ateliers 1, 2 et 3, 2005.

Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité, « Ensemble pour un développement humain ». Pour une Politique de Développement Social Intégré. Mission d'appui du PNUD réalisée par Grefft-Alami A., en collaboration avec Jaidi L. et Benali D., Février 2005.

Mishra A.K. and Goodwin B.K., 1997, Farm Income Variability and the Supply of Off-Farm Labor. American Journal of Agricultural Economics, 79.

Moubarack Lo M. avec Djogbenu R. et Sy A., Diagnostic stratégique pour l'émergence économique du Maroc. In Policy paper de November 2019, Edité par Policy Center for the New South.

Mundler P., Guernonprez B. et Pluvineau J., Les logiques de fonctionnement des petites exploitations agricoles, 2007. <https://www.cairn.info/revue-pour-2007-2-page-55.htm>

Nations Unies Maroc, Rapport annuel 2017, Plan Cadre des Nations unies d'Aide au Développement (UNDAF) 2017-2021.

Nhaili S., Au Maroc, le grand malaise des couches moyennes <https://www.medias24.com/MAROC/ECONOMIE/ECONOMIE/184147-Au-Maroc-le-grand-malaise-des-couches-moyennes.html>. Modifié le 27 juin 2018 à 17:11

Noureddine E-A., Ecoles communautaires : L'initiative qui aurait pu sauver le monde rural. In L'économiste.com. Edition N°.4945 du 24/01/2017.

Observatoire des inégalités, Pauvres, moyens et riches ? Les revenus par type de ménage, 31 janvier 2019. https://www.inegalites.fr/spip.php?page=article&id_article=1432&id_groupe=9&id_mot=130&id_rubrique=1

Observatoire National du Développement Humain – FAO, « Inclusion du monde rural : Cas de la petite agriculture familiale », Rapport Global du projet, Volume 1 : Déroulement de l'étude et synthèse des résultats, Avril 2018.

Observatoire National du développement Humain et FAO, Inclusion du monde rural : Cas de la petite agriculture familiale, Rapport Global du Projet, Volume 1 : Déroulement de l'étude et synthèse des résultats, Avril 2018.

Observatoire National du développement Humain et FAO, Inclusion du monde rural : Cas de la petite agriculture familiale, Volume 2 : Document opérationnel pour une généralisation méthodologique, Mai 2018.

Observatoire National du Développement Humain et Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, Inclusion du monde rural : Cas de la petite agriculture familiale, Volume 2, Document opérationnel pour une généralisation méthodologique, Avril 2018.

Observatoire National du Développement Humain et Système des Nations Unies au Maroc, Disparités d'accès à une éducation de base de qualité -Etudes de cas, Mars 2010.

Observatoire National du Développement Humain, Enquête panel de ménages 2015.

Observatoire National du Développement Humain, Enquête panel de ménages 2017.

Observatoire National du Développement Humain, Enquête sur les indicateurs de prestation de services en éducation (IPSE) au Maroc, 2017.

Observatoire National du Développement Humain, Evaluation d'impact des programmes d'appui social à la scolarisation, 2018.

Observatoire National du Développement Humain, Evaluation des réalisations de la 1ère Phase de l'INDH (2005-2010) et de leurs effets sur les populations-cibles, Avril 2013.

Observatoire National du Développement Humain, Evaluation du Régime d'Assistance Médicale aux économiquement démunis (RAMed), Rapport, 2017.

Observatoire National du Développement Humain, L'Initiative Nationale pour le Développement Humain 2005-2014, Acquis et enseignements.

Observatoire National du Développement Humain, Rapport d'activités 2012, Avril 2013.

Observatoire National du Développement Humain, Rapport sur le développement humain 2017. Inégalités et développement humain : contribution pour le débat sur le modèle de développement au Maroc. Synthèse.

OCDE, A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility. Overview and main findings, 2018.

OCDE, Accompagner les réformes de la gouvernance locale au Maroc : Guide de bonnes pratiques, 2017.

OCDE, Des emplois de qualité pour tous dans un monde du travail en mutation. La stratégie de l'OCDE pour l'emploi : Avant-propos et Synthèse, 2018. www.oecd.org/employment/good-jobs-for-all-in-a-changing-world-of-work-9789264308817-en.htm

OCDE, Dialogue Maroc-OCDE sur les politiques de développement territorial. Enjeux et Recommandations pour une action publique coordonnée. Publié 09 juillet 2018.

OCDE, Elaborer une stratégie en faveur des compétences, 2011.

OCDE, Emploi des jeunes : cinq défis pour l'Afrique du Nord. Document pour la conférence régionale : Promouvoir l'emploi des jeunes en Afrique du Nord, tenue à Tunis le 16 Juillet 2012.

OCDE, Examen multidimensionnel du Maroc (Volume 2) : Analyse approfondie et recommandations, Mai 2018.

OCDE, Examen multidimensionnel du Maroc, Volume 1. Evaluation initiale, Juillet 2017.

OCDE, Examens de l'OCDE du cadre d'évaluation de l'éducation : Maroc, 2018.

OCDE, L'articulation entre productivité et inclusivité, 2018, Editions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/9789264293021-fr>

OCDE, L'articulation entre Productivité et inclusivité, L'articulation entre productivité et inclusivité, 2018. Editions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/9789264293021-fr>

OCDE, L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale, Mai 2019.

OCDE, Les voies de développement, Examen multidimensionnel du Maroc. Volume 1. Evaluation initiale, OCDE, Examen multidimensionnel du Maroc : Volume 1. Evaluation initiale, Les voies de développement, 2017. Editions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264274945-fr>

OCDE, Partenariat de Deauville. Compact pour la gouvernance économique. Etat des lieux : Maroc. Avancement des réformes de la gouvernance économique, Novembre 2017.

OCDE, Sous pression : la classe moyenne en perte de vitesse, 2019, Editions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/2b47d7a4-fr>.

OCDE, Stratégie de l'OCDE sur les compétences : élaborer une stratégie en faveur des compétences, 2011.

OCDE, The Distributional Impact of Structural Reforms, Economics Department Working Papers No. 1342, 17-Nov-2016, www.oecd.org/eeco/workingpapers

OCDE, Vers une croissance pro-pauvres : Orientations à l'intention des donneurs, 2007.

Office National de l'Electricité, Le quotidien transformé, Synthèse de l'étude des impacts socio-économiques de l'électrification rurale au Maroc, 2003.

Office National de l'Electricité, Evaluations de l'impact de l'électrification rurale en 1987, 1999 et 2003

Organisation de Coopération et de Développement Economique, Des emplois de qualité pour tous dans un monde du travail en mutation. La stratégie de l'OCDE pour l'emploi. Avant-propos et Synthèse, 2018. www.oecd.org/employment/good-jobs-for-all-in-a-changing-world-of-work-9789264308817-en.htm

Organisation de Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Programme Agriculture et Développement Rural Durables, Projet pour une agriculture et un développement rural durables en régions de montagne (ADRD-M), Evaluation rapide des politiques ADRD-M, Cas du projet d'aménagement du bassin versant de l'Oued Lakhdar au Maroc. Préparé par Herzenni A., Institut Agronomique Méditerranéen (IAM) BARI, Juillet 2006.

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Center de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement et International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies, Etude sur l'agriculture familiale à petite échelle au Proche-Orient et Afrique du Nord, Pays focus Maroc, Rabat, 2017.

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Initiative FAO : Vision commune pour une alimentation et une agriculture durables. Etude sur la convergence des politiques/stratégies en matière d'Agriculture et d'alimentation durable et leur mise en œuvre : Cas de la politique de l'eau. Version provisoire, Octobre 2017.

Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Programme/Projet Initiative FAO Vision commune pour une alimentation et une agriculture durables: « Etude sur la convergence des politiques/stratégies en matière de d'agriculture et d'alimentation durable et leur mise en œuvre. Cas de la politique de l'eau », Octobre 2017.

Organisation Internationale du Travail (OIT) et Union européenne (UE), Europe's disappearing middle class? Evidence from the world of work, 20 Octobre 2016.

Organisation Mondiale de la Santé, Stratégie de coopération OMS-Maroc 2017-2021, 2016.

Ouaritni M., Contribution à l'analyse du système de financement bancaire de l'agriculture par le « Groupe du Crédit Agricole du Maroc, Projet de Fin d'Etudes présenté pour l'obtention du Diplôme d'Ingénieur en Agronomie, Filière « Economie et Gestion », Département des Sciences Humaines de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat, Décembre 2006.

Oujour H., « L'éducation non formelle au Maroc des solutions innovantes pour des problématiques complexes et ouvertes », Revue internationale d'éducation de Sèvres [En ligne], Colloque 2019 Conditions de réussite des réformes en éducation, mis en ligne le 11 juin 2019. URL <http://journals.openedition.org/ries/7629>.

OXFAM, Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent. Document d'information d'OXFAM – Janvier 2018.

OXFAM, Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent. Note méthodologique, Janvier 2018.

OXFAM, Un Maroc égalitaire une taxation juste, 2019.

Parlement Européen, Direction Générale des Politiques Externes de l'Union, Direction B, Département Thématique pour la Délégation avec les Pays du Maghreb et La Commission des Affaires Etrangères, Union européenne-Maroc : La coopération agricole et le développement rural, Workshop, Jeudi 05 Mai 2011.

Perrier-Cornet Ph. et Hervieu B., Campagnes françaises multifonctionnelles : Les enjeux de la gestion de l'espace rural, In *Economie & Humanisme, numéro 362, Octobre 2002*.

Peugny C., La dynamique générationnelle de la mobilité sociale, 2014. <https://www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2014-1-page-18.htm>

Phélinas P., Les effets de la formation sur l'emploi en milieu rural péruvien, Communication présentée aux XXème Journées de l'Association Tiers-Monde co-organisées par l'Association Tiers-Monde et le CREQ- Université Cadi Avvad les 22-23 avril 2005 à Marrakech.

Piketty Th., « Chaque société invente un récit idéologique pour justifier ses inégalités », Interview. In *Libération*, 11 septembre 2019.

Piketty Th., Aux origines de l'inégalité. Entretien in *Philosophie magazine* n° 133, Octobre 2019.

Pintus F., Vivre en milieu rural, in CIHEAM et al., *MediTERRA* 2009 | pages 211 à 241. <https://www.cairn.info/mediterr-2009---page-211.htm>

Premier Ministre, Déclaration de politique générale du Gouvernement présentée le devant le Parlement, le 24 octobre 2007.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Présentation Rapport sur le développement humain 2019. Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXIe siècle.

Quarouch H, Kuper M, Lejars C, Recevoir la parole des institutions et la leur retourner : parcours agricoles de jeunes ruraux diplômés-chômeurs dans le Saïs-Maroc, 2015. *Cah Agric* 24 : 349-356. doi : 10.1684/agr.2015.0782

Rabah I., Analyse des conditions de mise en marché de la production de pomme dans la Province du Haouz : Cas du Cercle d'Asni, Projet de Fin d'Etudes pour l'obtention du Diplôme d'Ingénieur en Agronomie, Filière « Economie et Gestion », Option « Ingénierie de Développement Economique et Social », Département des Sciences Humaines, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat, Octobre 2012.

Revue *Economia* n°5 / février-mai 2009 : La classe moyenne, c'est qui ? <https://www.cesem.ma>

Rieutort L., « Du rural aux nouvelles ruralités », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 59 | avril 2012, mis en ligne le 06 février 2015. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2267> ; DOI : 10.4000/ries.2267

Robert E., Classes moyennes, villes et urbanisation dans le monde arabe. In : *Cahiers de la Méditerranée*, n°48, 1, 1994. Hommage à Alain Sainte-Marie. pp. 1-18 ; doi : <https://doi.org/10.3406/camed.1994.1105>. https://www.persee.fr/doc/camed_0395-9317_1994_num_48_1_1105

Rolland J-P., La formation agricole et rurale des jeunes un enjeu crucial en Afrique, 2016. <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2016-3-page-122.htm>

Royaume du Maroc, Convention cadre entre l'Etat et le Crédit Agricole du Maroc relative au financement des petits agriculteurs et exploitants agricoles dans le cadre des projets d'agrégation et du Pilier II du Plan Maroc Vert, Meknès le 27 avril 2010.

Saâdani Y., Le dernier livre de Thomas Piketty (*Capital et idéologie*, Edition Seuil, 2019) : trois enseignements pour le Maroc. In *MEDIAS24*, 06 octobre 2019. <https://www.medias24.com/le-dernier-livre-de-piketty-trois-enseignements-pour-le-maroc-4766.html>

Sabourin E., « Analyse socio-historique de la politique d'agriculture familiale au Brésil », *Brésil(s)* [En ligne], 13 | 2018, mis en ligne le 31 mai 2018. URL : <http://journals.openedition.org/bresils/2439> ; DOI : 10.4000/bresils.2439

Salama P., Les classes moyennes peuvent-elles dynamiser la croissance du PIB dans les économies émergentes latino-américaines et asiatiques ?, 2014. <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2014-3-page-141.htm>

Sauvat V. (Coord.), Les exclusions paysannes : quels impacts sur le marché international du travail ?, Département du Développement humain, AFD, In Conférences et Séminaires 12 Décembre 2014.

Savoye B. (IRS/ECO), Emergence économique et développement durable et inclusif du Maroc : Concilier la recherche de gains de productivité et la création d'emplois, In AFD / Macroéconomie & Développement / Décembre 2019.

Schéma National d'Aménagement du Territoire

Secrétariat Général du Gouvernement, Bulletin Officiel N° 6344 - 28 jourada I 1436 (19-3-2015). Loi n° 114-13 relative au statut de l'auto-entrepreneur.

Secrétariat Général du Gouvernement, Bulletin Officiel, Lois de Finances des exercices allant de 2008 à 2020.

Secrétariat Général du Gouvernement, Décret n°2-17-618 du 18 rabii II 1440 (26 décembre 2018) portant charte nationale de la déconcentration administrative (version française). In Bulletin Officiel N° 6740-26 rabii II 1440 (3-1-2019).

Sourisseau J-M., Bosc P-M., Fréguin-Gresh S., Bélières J-F., Bonnal Ph., Le Coq J-F, Anseeuw W. et Dury S., Les modèles familiaux de production agricole en question. Comprendre leur diversité et leur fonctionnement, 2012. <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2012-3-page-159.htm>

Stavenhagen R., Classes sociales et stratification. In *L'Homme et la société*, N. 8, 1968. Au dossier de la révolte étudiante. pp. 201-211. doi : 10.3406/homso.1968.3116 http://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1968_num_8_1_3116

Tafari C., Pour une approche systémique de l'évaluation de la durabilité de l'agriculture : une synthèse des approches agro-économiques et géographiques ? Le développement durable vu par les économistes : débats et controverses, Décembre 2011, Clermont-Ferrand, France. <http://www.oeconomia.net/private/colloqueddiufm/33.colloqueddtafari.pdf>. hal-00653125

Touhami A. et Ejjanou F., Impact des politiques fiscales sur la pauvreté et les inégalités au Maroc, Economic Research Forum (ERF), 24st Annual Conference, March, 2018, Theme 4: Labor and Human Development, Novembre 2017.

Vaillant M. et Dufumier M., Agricultures familiales : Trajectoires, modernités et controverses (II). Archaisme ou modernité en haute vallée andine du Cañar (Equateur) : De quoi la petite exploitation familiale est-elle le reflet ?, 2015. <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2015-1-page-27.htm>

Valette E. et Dugué P., « L'urbanisation, facteur de développement ou d'exclusion de l'agriculture familiale en périphérie des villes : Le cas de la ville de Meknès, Maroc », *Vertigo* - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 17 Numéro 1 | mai 2017. URL : <http://vertigo.revues.org/18413>

Van Imschoot M., Programme de priorités sociales. Projet Barnamaj Al Aoulaouiyat Al Ijtimaïya (BAJ). Rapport de l'audit technique de la composante, 2002. Promotion nationale. Mimeo.

Weitz R., Sur le principe du développement rural intégré. In: *Economie rurale*. N°61, 1964. pp. 3-14; doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1964.1851>. https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1964_num_61_1_1851

Wuillez, M.-N., "Revue de littérature sur le changement climatique au Maroc : observations, projections et impacts", Papiers de Recherche AFD, n° 2019-108, Juillet.

Zahm F., Alonso Ugaglia A., Boureau H., Del'homme B., Barbier J.M., Gasselin P., Gafsi M., Guichard L., Loyce C., Manneville V., Menet A., Redlingshofer B., Agriculture et exploitation agricole durables : état de l'art et proposition de définitions revisitées à l'aune des valeurs, des propriétés et des frontières de la durabilité en agriculture, In *Innovations Agronomiques* 46 (2015), 105-125.

Zakaria Kadiri Z. et Errahj M., Leadership rural au Maroc, entre jeunes et notables. In *Alternatives Rurales*, Hors Série Jeunes Ruraux. www.alternatives-rurales.org

Zammar R. et Noureddine A., Management de projets sociaux et critères de performance « Cas du projet de priorités sociales (BAJ) santé. <https://revues.imist.ma/index.php?journal=jbe&page=article&op=view&path%5B%5D=1990&path%5B%5D=1515>

Zouggar F., Investissement agricole et développement régional au niveau de la province de Settat, Travail de Fin d'Etudes pour l'obtention du Diplôme d'Ingénieur d'Etat en Agronomie, Option Agroéconomie, Département des Sciences Humaines, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Octobre 2009.